HENRI DEHÉRAIN

L'Expansion des Boers

AU XIXe SIÈCLE

OUVRAGE ORNÉ DE HUIT CARTES

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1905

H.A.U.M.C
V/h J.DUSSEAU & Co
KAAPSTAD No. 288

MERENSKY-BIBLIOTEEK
UNIVERSITEIT VAN PRETORIA.
Klasnommer ZPA 4
Registernommer 66,598
28 AUG 1940

DEHERAIN

J. du Plessis
1910

L'EXPANSION DES BOERS

AU XIXe SIÈCLE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Le Soudan Égyptien sous Mehemet Ali. 1 vol. in-8°. Paris, 1898. En vente à la librairie Augustin Challamel. . . . . 5 fr.

Études sur l'Afrique. Soudan oriental, Éthiopie, Afrique équatoriale, Afrique du Sud. 1 vol. in-16. Paris, librairie Hachette et Cie, 1904. 3 fr. 50

HENRI DEHÉRAIN

L'Expansion des Boers

AU XIXe SIÈCLE

OUVRAGE ORNÉ DE HUIT CARTES

PARIS
LIBRAIRIE HACHETTE ET Cie
79, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 79

1905

Droits de traduction et de reproduction réservés.

AVERTISSEMENT

Ce livre est un livre d'histoire et rien de plus.

Les Républiques boers ont pendant trois ans retenu l'attention du monde. La question de la nationalité boer reste grave pour le gouvernement britannique et intéressante pour toute personne cultivée. On s'est simplement proposé ici de rechercher dans l'étude des documents les origines de cette nationalité.

L'EXPANSION DES BOERS

AU XIXe SIÈCLE

PREMIÈRE PARTIE

LES PRÉLIMINAIRES DE L'ÉMIGRATION

CHAPITRE I

LES DEUX CONQUÊTES DU CAP DE BONNE-ESPÉRANCE PAR LA GRANDE-BRETAGNE EN 1795 ET EN 1806

L'expansion des Boers, c'est-à-dire des colons d'origine européenne, principalement néerlandaise, germanique et française, dont les ancêtres s'étaient fixés au Cap de Bonne-Espérance pendant le XVIIe et le XVIIIe siècle, a été provoquée par l'établissement d'une puissance, dont la domination leur devint insupportable : la Grande-Bretagne. Un exposé succinct de la conquête du Cap par les Anglais forme donc l'introduction nécessaire à l'histoire de l'expansion des Boers.

Ce fut en 1795 que les Anglais en dépossédèrent la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, qui l'occupait depuis le 5 avril 1652, jour où Johan van Riebeeck, qui avait reçu mission d'y fonder une colonie, était entré dans la baie de la Table, avec trois navires portant une

centaine d'hommes de troupes[1]; mais avant cette date ils en avaient déjà tenté la conquête.

En dressant la carte des côtes, leurs officiers de marine avaient préparé l'instrument indispensable aux futures opérations militaires[2].

En 1781, les Provinces-Unies des Pays-Bas ayant adhéré à l'alliance conclue par la France et l'Espagne, en faveur des colonies anglaises de l'Amérique du Nord, insurgées contre leur métropole, une flotte anglaise de dix navires, sous les ordres du commodore Johnstone, appareilla de Spithead le 13 mars, pour essayer d'enlever le Cap par surprise. Elle avait échoué. Le 16 avril, comme elle mouillait dans la baie de Praia de l'île Santiago (archipel du Cap-Vert), elle avait été attaquée par une flotte française, partie de Brest le 22 mars et commandée par le commandeur de Suffren. Le combat était resté indécis : les navires des deux flottes avaient subi des avaries et leurs équipages des pertes ; la flotte française, ou plutôt les deux navires qui avaient pris part à l'action sur cinq qui la formaient avaient même plus souffert que les vaisseaux ennemis. Mais en attaquant par surprise l'escadre anglaise au mouillage, Suffren avait évité de l'être lui-même en pleine mer. Il avait surtout réussi, et c'était le principal objet de sa mission, à devancer les Anglais au Cap[3]. A son arrivée, le 20 juin 1781, il y avait

1. Voy. notre étude : La fondation de la colonie hollandaise du Cap de Bonne-Espérance. *Journal des Savants*, octobre 1904, p. 574.

2. Par exemple : *A chart of False bay... also of Simon's bay by Wm. Nicholson master of H. M. ship Elizabeth, which was in this bay in may* 1764, et *Seamon's bay in the bay of False surveyed by Cap. Jos. Huddart, april* 24, 1780. Service hydrographique de la marine. Archives, portefeuille 115, division 3, pièces 1 et 10.

3. E. Chevalier, *Histoire de la marine française*, in-8°. Paris, 1877, p. 374. — G. Lacour-Gayet, *La marine militaire de la France sous le règne de Louis XVI*, in-8°. Paris, 1905, p. 483-88.

débarqué des troupes qui furent commandées par le comte de Conway, colonel du régiment de Pondichéry. Johnstone envoya une frégate reconnaître le Cap, mais elle arriva « un jour que M. de Conway avait choisi pour faire tendre les tentes de son régiment au dehors ; il donna à penser par cette manœuvre que toutes les troupes de l'escadre de M. de Suffren y étaient réunies, l'ennemi prit alors le parti de s'éloigner pour ne plus reparaître[1] ». Johnstone n'osa point attaquer la ville, mais se contenta de capturer dans la baie de Saldanha quatre navires appartenant à la Compagnie néerlandaise des Indes orientales[2].

L'occasion manquée en 1781 se retrouva quatorze ans plus tard.

I. — La première conquête du Cap.

L'établissement des Anglais dans l'Afrique australe a

1. La Lustière, *Mémoire sur la défense de la colonie du Cap de Bonne-Espérance*, 1783. Service hydrographique de la marine. Archives. Vol. 83 *bis*, pièce 20. — Conway, dans un mémoire intitulé : *Observations à soumettre à M. le marquis de Bussy*, et daté : « Au Cap de Bonne-Espérance, le 13 avril 1782 », dit qu'il avait 1 140 hommes de troupes, dont 1 090 présents et 50 aux hôpitaux *Ibid.*, vol. 83, pièce 16.

2. La Lustière a résumé toute l'histoire de l'expédition anglaise en ces quelques lignes : « Les Anglais qui ont beaucoup fréquenté le Cap et qui depuis longtemps en connaissent parfaitement toutes les ressources et les influences que lui donne sa position avantageuse, surtout en temps de guerre, les Anglais, dis-je, avaient cru saisir le moment d'en faire la conquête ; car aussitôt qu'ils eurent déclaré la guerre aux Hollandais, ils y envoyèrent une escadre de six vaisseaux de guerre et 5 à 6 mille hommes de troupes de débarquement, mais ayant relâché à Saint-Yago, elle y fut attaquée par l'escadre française aux ordres de M. le commandeur de Suffren, qui, après l'avoir fort mal traitée, arriva encore au Cap avant elle

été une conséquence indirecte de la Révolution française. D'alliés et de protecteurs des Provinces-Unies, ils se transformèrent en ennemis de la République Batave, dès que le parti révolutionnaire hollandais eût aboli le stathoudérat et signé le 27 floréal an III (6 mai 1795) un traité d'alliance avec la République française.

Faute de pouvoir conquérir la Hollande continentale, défendue par l'armée de Pichegru, ils attaquèrent les colonies hollandaises et notamment le Cap. Une flotte, commandée par l'amiral sir George Keith Elphinstone, transportant un corps de troupes sous les ordres du major général James Henry Craig, jeta l'ancre dans Simon's bay le 11 juin 1795. Les Anglais se présentèrent non en ennemis, mais en alliés. Le 14 juin, plusieurs officiers vinrent au château du Cap et l'un d'eux remit au Commissaire général Sluysken[1] une lettre que Guillaume d'Orange avait écrite le 7 février 1795 de Kew, où il avait trouvé asile, après son expulsion de Hollande. Elle enjoignait aux fonctionnaires du Cap de bien accueillir navires et soldats anglais et de les considérer comme envoyés par une puissance amie pour protéger la colonie contre les Français.

Depuis plusieurs mois, aucune nouvelle d'Europe n'était parvenue au Cap. Les officiers anglais cherchèrent à tromper Sluysken et ses subordonnés ; leur tactique consista à leur persuader que les troupes françaises occupaient la Hollande de force, alors qu'en réalité elles

et l'obligea par cette manœuvre de s'éloigner, sans avoir osé rien entreprendre et sans autre avantage que les prises de 4 ou 5 vaisseaux de la Compagnie, que le conseil du Cap avait envoyé mal à propos dans la baie de Saldagne. » La Lustière, *ibid.*, vol. 83 *bis*, pièce 20.

1. Contrairement à la grande majorité de ses prédécesseurs, Sluysken portait le titre de commissaire général et non celui de gouverneur.

avaient été, comme on le sait, accueillies d'enthousiasme par le parti révolutionnaire. Bien loin de faire les importants, ils rapetissèrent à dessein leur personnage, se donnèrent pour des protecteurs bénévoles, venus avec le mandat de conserver la colonie à son maître légitime, le stathouder de Hollande, jusqu'à sa restauration. Leur présence au Cap n'entraînerait ni changement des coutumes locales, ni taxes nouvelles. Tel fut en particulier le thème développé par le général Craig dans l'audience que le Conseil de gouvernement de la colonie [1] lui donna le 19 juin [2]. Mais Sluysken, qui avait demandé des journaux sans réussir à en obtenir, resta défiant. Il affecta de considérer les navires anglais comme faisant escale, autorisa l'amiral à se pourvoir de vivres, mais lui interdit de débarquer des troupes.

Son incertitude se dissipa le 28 juin. Deux petits navires américains, dont l'un venait directement d'Amsterdam, entrèrent dans Simon's bay. L'amiral anglais saisit leurs sacs de dépêches, confisqua les journaux, expurgea la correspondance privée. Malgré ces précautions, un journal ayant échappé à sa censure, la situation politique de la Hollande apparut au Commissaire général sous un aspect tout différent de celui que les officiers anglais s'étaient plu à décrire : le stathoudérat avait été aboli par la volonté nationale, les Français traitaient le pays en république indépendante et étaient accueillis par les habitants, comme des amis, bien loin d'être supportés comme des oppresseurs.

Devant cette évidence des faits, Sluysken et le Con-

1. Ce conseil se composait du commissaire général Sluysken, de son second Isaac Rhenius, du colonel Gordon et de trois autres fonctionnaires.

2. G. Mac Call Theal, *History of South Africa under the administration of the dutch East India Company*, II, p. 291-94.

seil de gouvernement décidèrent de défendre la colonie contre les Anglais.

Les forces militaires, dont la Compagnie néerlandaise des Indes orientales disposait au Cap, se composaient de deux éléments : les soldats mercenaires et les colons. En 1795, les mercenaires comprenaient : un bataillon d'infanterie, 571 hommes ; un corps d'artilleurs, 430 hommes ; les dépôts de deux régiments, 57 hommes ; soit au total, 1 058 hommes de troupes réglées ; il existait en outre un corps indigène de 210 hommes[1].

Les colons constituaient le second élément de défense. Il en était ainsi depuis l'origine de la colonie. Dès le 1er mai 1659, il avait été décidé « pour assurer la paix et la sécurité de l'établissement contre toutes les attaques des Hottentots et des pillards » de les organiser militairement « en une compagnie de tirailleurs... avec un sergent, deux caporaux et un tambour ». Ils devaient se munir d'armes à feu à leurs frais[2]. A mesure que les colons, dont le nombre n'avait cessé de croître pendant le XVIIe et le XVIIIe siècle, avaient peuplé le pays à l'Est du district du Cap, de nouvelles compagnies avaient été constituées dans ceux de Stellenbosch, de Swellendam et de Graaff Reinet.

Mais les Anglais ne trouvèrent pas en face d'eux la totalité des colons en armes. Au moment même de leur arrivée, un conflit venait de s'élever entre les colons des districts orientaux, Graaff Reinet et Swellendam et le gouvernement du Cap.

Les colons du Graaff Reinet lui reprochaient son indifférence à leurs malheurs. A l'Est de la frontière orientale, la Groot Visch rivier, ou pour employer la

1. Mac Catt Theal, *ouvr. cité*, II, p. 276-286.

2. H. C. V. Leibbrandt, *Precis of the archives of the Cape of Good Hope. Van Riebeeck's Journal*, Le Cap, 1897, III, p. 13-14.

forme anglaise la Great Fish river, vivaient des tribus nègres, qu'on appelait collectivement les *Cafres*. Or, ces Cafres venaient massacrer les colons, piller leur bétail, détruire leurs habitations, s'établissaient même à demeure dans le Zuurveld en deçà de la Fish river, et cependant les victimes de ces sauvages ne recevaient aucun secours. Le landdrost[1] Maynier, représentant officiel de la Compagnie des Indes dans le district, devint l'objet de l'animosité générale. Instruit, beau parleur, argumentateur subtil, il se jouait de la médiocrité intellectuelle de ses administrés. L'esprit imbu des paradoxes de J.-J. Rousseau sur les vertus de l'homme naturel, il se refusait, en dépit des faits, à voir les Cafres tels qu'ils étaient réellement, c'est-à-dire fourbes, pillards et cruels. Il avait en 1793 conclu avec eux une paix très désavantageuse aux colons qui, ayant perdu plusieurs des leurs et beaucoup de bétail, n'avaient point reçu de dédommagement. Ceux-ci avaient envoyé une députation au Cap, pour demander le remplacement de Maynier. Mais le Commissaire général Sluysken ayant repoussé leur requête, quarante colons s'étaient réunis, le 4 février 1795, dans le village de Graaff Reinet sous la conduite d'Adriaan van Jaarsveld et de Jan Carel Triegard et avaient obligé le landdrost à quitter le district. Des commissaires enquêteurs, envoyés du Cap, étaient entrés en rapport, le 30 avril, avec les chefs du mouvement, qui s'étaient efforcés de leur faire visiter le Zuurveld pour qu'il se rendissent compte des ravages causés par les Cafres. Mais les commissaires s'y étant refusés, les colons les avaient chassés à leur tour le 14 juin et avaient rompu toute relation avec le gouvernement.

1. Sur les attributions du landdrost, voir ci-dessous, p. 54.

Le 18 juin, une révolution analogue avait eu lieu à Swellendam, bien que les colons de ce district n'eussent pas contre le gouvernement des griefs aussi justifiés que ceux du Graaff Reinet ; d'ailleurs elle n'y avait pas rencontré une approbation générale. Vaguement instruits des événements qui depuis six ans se succédaient en Europe, les colons insurgés se nommèrent les « patriotes » et arborèrent une cocarde tricolore. Cette révolution s'était opérée sans violence ; le sang n'avait pas coulé ; elle avait consisté en une séparation de fait entre les colons de l'Est et le gouvernement du Cap ; mais elle affaiblit la défense. Quand le Commissaire Sluysken donna aux colons l'ordre de se rassembler pour repousser les Anglais, il ne fut pas unanimement obéi. Ceux des districts du Cap et de Stellenbosch se réunirent en armes, mais ceux du Swellendam ne se rendirent pas tous à son appel et ceux du Graaff Reinet s'abstinrent de paraître. Néanmoins à la fin de juillet, les colons formaient un corps de 1140 cavaliers et de 360 fantassins. Le colonel Gordon commandait en chef les troupes réglées et les milices.

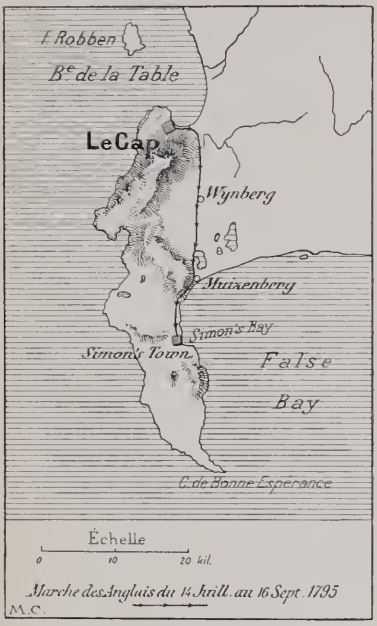
Le premier acte d'hostilité des Anglais eut lieu le 14 juillet 1795. Le général Craig débarqua 700 hommes de troupes à Simonstown[1], dont le Conseil de la colonie avait le 29 juin décidé l'abandon. Cet acte marque la première prise de possession du sol de l'Afrique australe par la Grande-Bretagne. Pour gagner la ville du Cap, les Anglais devaient forcément suivre le chemin qui longe le bord de la mer et traverser le défilé de Muizenberg[2], où, dès le 13 juin, c'est-à-dire le surlendemain de l'arrivée de l'escadre ennemie, le colonel Gor-

1. *Annual register*, 1795, p. 66.

2. C'est par là que passe maintenant la voie ferrée de Capetown à Simonstown.

don avait posté le bataillon d'infanterie régulière sous les ordres du lieutenant colonel De Lille (carte 1).

L'amiral Elphinstone et le général Craig ayant reçu mission de s'emparer du Cap, par la diplomatie, mais



Carte 1. — La péninsule du Cap.

au besoin par la force, décidèrent, le Commissaire général refusant de se rendre, d'occuper Muizenberg[1]. Le 8 août, quatre navires vinrent s'embosser en face de la position et en commencèrent le bombardement. Dès les

1. *Annual register*, 1795, p. 67.

premiers coups de canon, le colonel De Lille et ses troupes s'enfuirent. Le général Craig, à la tête de 1 600 hommes, s'empara de la position. Le lendemain, 9 août, les Anglais continuèrent à avancer et mirent de nouveau le colonel De Lille en fuite, mais ils furent arrêtés par les colons (carte 1).

La possession de ce point constituait un grand succès, il assurait la route du Cap. Résolument défendu, ce défilé de Muizenberg, que le voyageur John Barrow qualifiait de « Thermopyles du pays », aurait pu longtemps arrêter les Anglais. Les officiers qui ont étudié la topographie des environs du Cap en ont reconnu la grande importance stratégique. « Si l'ennemi débarque sur le rivage de False bay, lit-on dans un mémoire militaire anonyme, probablement composé à la fin du XVIIIe siècle, on a pour l'arrêter la position de Muizenberg, où la montagne serre de si près la plage qu'elle présente un défilé très étroit, que l'on peut occuper par une forte batterie fermée à la gorge et soutenue par de l'infanterie placée en arrière sur la croupe de la montagne[1] ». Après la conquête, les Anglais, plus avisés que les Hollandais, s'empressèrent de mettre Muizenberg en état de défense (carte 1).

Bien que le général Craig ait reçu le 9 août, du gouverneur anglais de Sainte-Hélène, Brooke, un renfort composé de 393 hommes et de 9 pièces d'artillerie[2],

1. *Reconnaissance militaire de la ville et de la presqu'île du Cap de Bonne-Espérance*, par le « Directeur des fortifications ». Bibliothèque nationale mss. Fonds français n° 12221, fol. 5. — Conway avait déjà insisté sur l'importance de ce défilé. *Observations à soumettre à M. le marquis de Bussy*, service hydrogr. de la marine. Archives, vol. 83, pièce 16.

2. H. C. V. Leibbrandt, *Rambles through the Archives of the Cape of Good Hope*. Le Cap, 1887, p. 189-90.

le reste du mois ne fut marqué par aucun progrès décisif; il essaya une fois de plus, mais en vain, d'obtenir de Sluysken une reddition volontaire.

Au début de septembre, les colons prirent même l'offensive et attaquèrent les Anglais le 1er et le 3. Mais pendant la durée même de ce dernier combat, une flotte anglaise de quatorze navires apparut sur la haute mer. Elle portait 3 000 hommes de troupes commandés par le général Alured Clarke, et son arrivée devait, en moins de quinze jours, rendre les Anglais maîtres du Cap[1].

Le 4 septembre, elle mouillait dans Simon's bay et jusqu'au 14, le général Clarke débarqua, à loisir et sans être inquiété, ses régiments, son artillerie et ses vivres. Le 14 septembre, pendant que l'amiral Elphinstone envoyait trois vaisseaux faire une diversion dans la baie de la Table, toute l'armée se mit en marche. Les Anglais rencontrèrent l'ennemi en un lieu nommé Wynberg. Comme dans les précédentes affaires, les troupes régulières lâchèrent pied immédiatement, tandis que les colons, et notamment un groupe commandé par un certain Duplessis, évidemment d'origine française, opposèrent une résistance qui provoqua même l'admiration des officiers anglais. Dès cette rencontre, Clarke remarqua la portée des fusils des Boers, qui devaient, dans les guerres futures, si durement éprouver les troupes anglaises; mais à eux seuls les colons ne pouvaient pas sauver la colonie.

Le Conseil de gouvernement se réunit au Cap dans la soirée du 14; estimant que la ville n'était pas en état de résister à un assaut, il décida de capituler. Un projet de traité communiqué au général Clarke et à l'amiral

1. Dépêche de Craig. *Annual register*, 1795, p. 68-69.

Elphinstone ayant reçu leur approbation, la capitulation fut signée dans la soirée du 15 par Sluysken et les membres du Conseil [1].

Le 16 septembre, les troupes anglaises entrèrent dans la ville du Cap.

La colonie avait capitulé moyennant les conditions suivantes : les troupes hollandaises devenaient prisonnières de guerre, mais les officiers pouvaient rester au Cap ou rentrer en Europe, à condition de s'engager sur l'honneur à ne pas servir contre l'Angleterre tant que dureraient les hostilités. Les colons conservaient tous leurs droits, y compris celui d'exercer à leur gré leur religion. Aucune taxe nouvelle ne serait levée, et même, en raison de l'état de pauvreté de la colonie, les anciens impôts seraient aussi réduits que possible. Toutes les propriétés appartenant à la Compagnie des Indes orientales seraient remises aux fonctionnaires anglais, mais les propriétés privées seraient toutes respectées [2].

Dans les treize articles, plus l'article additionnel dont se compose le traité du 15 septembre 1795, il n'est pas une seule fois question du stathouder de Hollande. Le contraste entre le langage si conciliant des officiers anglais, lors de leur arrivée en juin et leur attitude après la victoire, trahissait bien le véritable et secret objet de cette campagne.

Les Anglais durent leur succès à leur supériorité militaire, d'abord. Tandis que les forces hollandaises s'élevaient à 2 700 hommes environ, les leurs atteignirent dans la première quinzaine de septembre le chiffre de 5 000 hommes. La conquête fut encore favorisée par la complicité secrète qu'ils rencontrèrent chez

1. Dépêche de Clarke. *Annual register*, 1795, p. 70-71.
2. Articles of capitulation, *Ibid.*, 1795, p. 72-73.

les fonctionnaires de la colonie. Ceux-ci, dès le jour où l'amiral Elphinstone mouilla dans Simon's bay, éprouvèrent des sentiments complexes. Ils ne voulurent pas se conformer aux ordres qui leur étaient donnés par le stathouder déchu. Ils sentirent qu'il serait honteux de leur part de livrer sans combattre la colonie aux Anglais. Ils se conduisirent donc en apparence, comme s'ils étaient résolus à une défense à outrance. Aux sollicitations courtoises puis aux sommations de reddition, qui lui furent adressées par le général anglais, le Commissaire Sluysken répondit toujours négativement. Des troupes furent correctement rangées en bataille aux points qui devaient être défendus, à Muizenberg et à Wynberg. Les fonctionnaires de la colonie firent donc tous les gestes de la défense, mais ils les firent sans conviction. La passion politique l'emporta en eux sur le sentiment patriotique. Entre les partis qui divisaient alors la Hollande, ils s'étaient rangés du côté orangiste ; ils détestaient le jacobinisme. Or, repousser les Anglais, n'était-ce pas risquer de livrer la colonie à une flotte française qui pouvait apparaître à l'horizon d'un jour à l'autre? Les Anglais, d'ailleurs, se présentaient non en conquérants mais en protecteurs bien intentionnés, entre les mains de qui la colonie serait remise comme un fideicommis jusqu'au jour de la restauration du stathouder. Pourquoi ne seraient-ils pas sincères?

Les fonctionnaires hollandais n'opposèrent donc qu'une ombre de résistance, et se laissèrent arracher de bon gré leur capitulation.

Ces sentiments furent partagés à des degrés divers par les trois hommes qui jouèrent le principal rôle dans ces événements : le Commissaire général Sluysken, le colonel Gordon et le lieutenant-colonel De Lille.

Sluysken, quoique orangiste de cœur, ne laissa rien

paraître de ses opinions intimes; il tint une conduite extérieure absolument correcte.

Gordon était un loyal serviteur de la maison d'Orange et un adversaire résolu des révolutionnaires. Quand, en 1779, il était arrivé sur les bords du grand fleuve de l'Afrique australe, dont on connaissait depuis longtemps l'existence, mais qu'on n'avait point encore exploré, il avait choisi pour le désigner le nom d'*Orange*, c'est-à-dire de la maison souveraine à laquelle il était dévoué. Ce voyage, qui avait été raconté par son compagnon William Paterson[1], lui avait valu une certaine notoriété parmi les géographes d'Europe[2].

Depuis l'arrivée des Anglais jusqu'à la capitulation, la conduite de Gordon resta équivoque. A aucun moment, ce chef suprême de toutes les forces militaires de la colonie ne parut au feu et on put dire plus tard à juste titre qu'il tira l'épée du fourreau dans une seule circonstance : pour commander à ses troupes de livrer leurs armes. Il crut à la sincérité des promesses d'Elphinstone et de Craig. Il dut après la capitulation avoir une immense déception, en s'apercevant qu'il n'était plus question de Guillaume d'Orange et que la colonie était devenue anglaise, puisque le 5 octobre 1795, il se suicida.

Quant au lieutenant-colonel De Lille, poussé par sa haine des Jacobins et séduit vraisemblablement par des promesses avantageuses, il favorisa presque ouvertement les projets des Anglais. Il paraît fort probable

1. Paterson, *A narrative of four journeys into the country of the Hottentots and Caffraria*, in-4°. Londres, 1789, p. 113. Nous ne croyons pas que Gordon ait jamais publié lui-même de relation de son voyage. — Cf. nos *Études sur l'Afrique*, p. 268-69.

2. *Proceedings of the Association for promoting the discovery of the interior parts of Africa*, in-4°. Londres, 1790, p. 6.

qu'il eut des rapports secrets avec l'amiral Elphinstone. Le 8 août, on l'a vu, il s'enfuit de Muizenberg au premier coup de canon et, le lendemain de même. Il s'éleva contre lui un tel mouvement d'indignation populaire, qu'il dut se cacher pour se soustraire aux voies de fait. Le 27 octobre 1795, moins de six semaines après la capitulation, le gouverneur anglais du Cap le nomma à une fonction publique, faveur que l'on peut considérer comme une récompense de sa conduite.

2. — La reddition du Cap a la République batave en 1803.

Un article des préliminaires de paix signés le 1er octobre 1801 à Londres entre lord Hawkesbury, ministre des Affaires étrangères et Otto, l'agent que le Premier Consul entretenait à Londres pour saisir l'occasion de nouer des négociations, stipulait que « la Grande-Bretagne devrait rendre toutes ses conquêtes à l'exception de Ceylan, qui avait appartenu à la Hollande et de l'Antille espagnole de Trinidad[1] ». Le Cap devait donc faire retour à la Hollande. L'article 6 du traité d'Amiens (25 mars 1802) confirmait cette restitution : « Le Cap de Bonne-Espérance appartiendra en pleine souveraineté à la République batave, comme il était avant la guerre[2]. » Dès qu'en Hollande, la restitution du Cap parut probable, le « Conseil des possessions et établissements asiatiques », qui, en 1800, avait remplacé le « Comité du commerce et des possessions de l'Inde orientale », lequel avait lui-même succédé le 1er mars

1. Martin Philippson, La paix d'Amiens et la politique de Napoléon Ier. *Revue historique*, 1901, t. 75, p. 290.
2. *Annual register*, 1802, p. 609.

1796 au Conseil des dix-sept Directeurs de la Compagnie des Indes orientales, arrêta que la colonie serait administrée par un gouverneur, le lieutenant-général Jan Willem Janssens, assisté d'un conseil de quatre membres. Jacobus Abraham de Mist, membre du Conseil des possessions et établissements asiatiques et auteur d'un rapport très remarqué sur la future administration du Cap, fut chargé, à titre de Commissaire général, de recevoir la colonie des mains des officiers anglais et d'installer les fonctionnaires hollandais (1er avril 1802)[1].

Toutefois la reddition du Cap à la République batave subit des délais[2]. Il avait été convenu entre le gouverneur anglais, général Dundas et le Commissaire général hollandais De Mist, que le 31 décembre 1802 au soir les postes anglais seraient relevés par des troupes hollandaises et que, le 1er janvier 1803 au matin, le drapeau batave serait hissé sur le château du Cap à la place du drapeau britannique.

Or le 31 décembre 1802 à midi un navire anglais arriva au Cap, apportant de Londres une lettre du secrétaire d'État des Colonies, datée du 14 octobre 1802, et ordonnant au général Dundas de suspendre l'évacuation jusqu'à nouvel ordre. Le Premier Consul tardait à exécuter les clauses du traité d'Amiens et le cabinet Addington, qui avait des raisons sérieuses de douter de sa sin-

1. Heinrich Lichtenstein, *Reisen im südlichen Africa in den Jahren* 1803, 1804, 1805 *und* 1806, Berlin, 1811, I, p. 4.

2. L'article 12 du traité d'Amiens est ainsi conçu : « Les évacuations, cessions, restitutions stipulées par le présent traité doivent être exécutées... sur le continent et dans les mers d'Amérique et d'Afrique en trois mois. » Le traité ayant été signé le 25 mars 1802, le Cap aurait dû être remis à la République batave le 25 juin 1802.

cérité, avait jugé prudent de conserver le Cap comme un gage. Au reçu de cette dépêche, le général Dundas et son collègue le vice-amiral sir Roger Curtis font précipitamment descendre les troupes, des transports où elles étaient déjà installées dans les embarcations, en ayant soin, pour éviter de donner l'éveil, d'exécuter la manœuvre sur le flanc des navires tournés vers la haute mer ; ils jettent à terre toutes leurs troupes, les font rentrer dans l'intérieur du château, et alors seulement informent le commissaire De Mist du contre-ordre qu'ils viennent de recevoir[1]. Les Hollandais, hors d'état de reprendre le château de vive force, n'eurent qu'à donner au général Dundas acte du fait accompli.

Cependant comme ce premier message traversait l'Atlantique, les rapports politiques entre la France et l'Angleterre se détendaient. Un nouvel ordre daté du 16 novembre 1802 invita le général Dundas à transmettre le gouvernement du Cap aux fonctionnaires hollandais. Le navire, porteur de ce second message, arriva au Cap le 19 février 1803, et le 20, à l'heure de la relève des postes, les gardes descendantes anglaises furent remplacées par des gardes montantes bataves[2].

3. — L'alliance forcée de la République batave avec la République française.

Le Cap de Bonne-Espérance fut gouverné par la Ré-

1. *Annual register*, 1803, p. 276. — Philippson, *Revue historique*, 1901, t. 75, p. 314.

2. *Annual register*, 1803, p. 276. Le rédacteur de ce recueil dit par erreur que l'ordre d'évacuation du 16 novembre 1802 arriva *immédiatement* après le contre-ordre du 14 octobre. — Philippson, *Revue historique*, t. 76, p. 49. — Mac Call Theal, *Hist. of South Africa* (1795-1834), p. 75-78.

publique batave du 20 février 1803 au 23 janvier 1806. Il ne s'y produisit pendant cette période aucun fait qui ait contribué à l'expansion des Boers. Bien au contraire, il régna entre le gouvernement et les colons une entente, dont on n'avait pas eu d'exemple pendant les cent quarante trois ans qu'avait duré la domination de la Compagnie des Indes orientales. Le gouverneur Janssens, appréciant la valeur militaire des Boers, cherchait à se les attacher et ne laissait passer aucune occasion de leur adresser quelque parole flatteuse.

Si le Cap avait conservé un gouvernement animé du même esprit de conciliation, les colons n'auraient pas eu de motif pour émigrer dans les régions inconnues de l'Orange et du Vaal et l'histoire moderne de l'Afrique australe eut été complètement modifiée.

Mais pendant qu'ils vivaient dans la sécurité, leur avenir se décidait en Europe, par suite de la participation forcée de la République batave, leur métropole, aux événements politiques qui s'y succédaient. L'article II du traité de Lunéville avait été formulé en ces termes : « Le présent traité de paix... est déclaré commun aux Républiques *Batave*, Helvétique, Cisalpine et Ligurienne. Les parties contractantes se garantissent mutuellement l'indépendance des dites républiques et la faculté aux peuples qui les habitent d'adopter telle forme de gouvernement qu'ils jugeront convenable[1]. »

Mais en dépit d'un texte aussi formel, le Premier Consul ne permit pas à la République batave de recouvrer son indépendance.

A peine signée, la paix d'Amiens parut fragile. Bona-

1. Traité de paix entre la République française et Sa Majesté l'Empereur et le Corps germanique, signé à Lunéville le 9 février 1801. De Martens, *Recueil des principaux traités*. Gœttingue, 1801, t. VII, p. 542.

parte n'en était visiblement pas satisfait[1]. En Angleterre les amis du cabinet Addington ne l'acceptaient que comme un pis aller et George III la qualifiait d'« essai », d'*experimental peace*[2].

La guerre semblant imminente, la République batave constituait dans le système offensif et défensif de Bonaparte contre la Grande-Bretagne un élément précieux, et dont il entendait disposer à son gré. Il se garde bien d'en retirer les troupes françaises qui, sous le nom de « troupes auxiliaires bataves », restent cantonnées dans le Sud du pays, à Bois-le-Duc, à Breda, à Berg op Zoom[3]. Il suit de très près les événements de Hollande et coupe court à toute menée révolutionnaire qui pourrait contrecarrer sa politique : « Je vous prie, citoyen ministre, écrit-il à Talleyrand[4] le 14 vendémiaire an XI (6 octobre 1802), d'envoyer sur le champ un courrier extraordinaire à la Haye au citoyen Semonville[5], pour lui faire connaître que, sous quelque prétexte que ce soit, je ne souffrirai pas qu'il y ait aucun mouvement en Hollande, ni aucun changement dans le gouverne-

1. Il faut remarquer le ton de l'*Allocution du Premier Consul à une députation du Corps législatif venant le féliciter sur la paix d'Amiens*, le 15 germinal an X (5 avril 1802). Bonaparte ne manifeste aucune satisfaction de la paix, ne parle à la députation que du Concordat et termine ainsi : « Le peuple français apprendra avec une vive satisfaction qu'il n'y aura pas un seul de ses législateurs qui n'ait voté la paix des consciences et la paix des familles, *plus importantes* pour le bonheur du peuple que celle sur laquelle vous venez de féliciter le gouvernement. » *Correspondance de Napoléon Ier*, t. VII, n° 6026.

2. Philippson, *Revue historique*, t. 75, p. 302-3.

3. Philippson, *Revue historique*, t. 75, p. 312-313.

4. Ministre des relations extérieures.

5. Ambassadeur de la République française près la République batave.

ment... il est temps que la révolution finisse et qu'on vive tranquille en Europe[1]. »

A mesure que les relations se tendent avec le gouvernement anglais, il se préoccupe davantage de l'armement de la Hollande : ordres pour la défense de l'île de Walcheren et pour la concentration des troupes à Breda[2]; envoi de son aide de camp Lacuée en mission pour prendre « des renseignements sur la force positive actuelle de l'armée hollandaise et sur son esprit[3] »; ordres pour l'armement des forts de Goeree, Brielle et Voorn[4]. Enfin, une fois la rupture accomplie et l'ambassadeur d'Angleterre hors de France[5], il ordonne au général Victor de prendre le commandement de toutes les forces françaises et bataves en Hollande, notifie au gouvernement batave que l'ambassadeur d'Angleterre ait à quitter la Haye et l'informe qu'il « doit compter, pendant la guerre sur 25 000 hommes à entretenir[6] ».

Le gouvernement d'État de la République batave[7] aurait bien voulu se soustraire à l'étreinte brutale du

1. *Correspondance*, t. VIII, n° 6364. — Voir aussi t. VII, n° 6255.

2. 4 germinal an XI (25 mars 1803). *Correspondance*, t. VIII, n° 6654.

3. 9 germinal an XI (30 mars 1803). *Correspondance*, t. VIII, n° 6658.

4. 30 germinal an XI (20 avril 1803). *Correspondance*, t. VIII, n° 6702.

5. L'ambassadeur d'Angleterre quitta Paris le 22 floréal an XI (12 mai 1803).

6. 17 prairial an XI (6 juin 1803). *Correspondance*, t. VIII, n° 6793.

7. « Depuis le 14 septembre 1801, le pouvoir central était déféré à une régence ou gouvernement d'État *(Staatsbewind)* comprenant douze membres. » Louis Legrand, *La Révolution française en Hollande. La République batave*, in-8°. Paris, 1895, 2e édit., p. 274.

Premier Consul, rester neutre, assister, et non participer à la lutte qui se préparait. Mais les velléités d'indépendance qu'il manifesta lui attirèrent une réprimande. Semonville fut invité par Talleyrand à lui rappeler que la désobéissance exposait le pays à une seconde conquête, « le Premier Consul étant résolu à tout faire plutôt que de souffrir que les Hollandais manquent à leur engagement, à leur honneur et aux intérêts les plus chers de la France[1] ».

Le gouvernement d'État fut contraint de signer, le 6 messidor an XI (25 juin 1803), une convention stipulant qu'il prêterait pendant la prochaine guerre le concours de son armée à la République française[2]. La fortune des deux gouvernements restait donc solidaire.

Mais Napoléon fut incapable, malgré ses victoires continentales, de conserver à la République batave sa colonie africaine : un mois après Austerlitz, le Cap retomba au pouvoir de l'Angleterre et les Boers furent de nouveau soumis à la domination britannique.

4. — La seconde conquête du Cap.

Le 4 janvier 1806 une flotte de 63 vaisseaux, commandée par sir Home Popham et portant 6 650 hommes de troupes, sous les ordres du major général David Baird, arriva à Robben Island au Nord de la baie de la Table. Une partie de cette flotte avait quitté Falsmouth en juillet 1805, ostensiblement pour les Indes orientales, en réalité pour Madère, où elle avait mouillé jus-

1. Dépêche du 15 prairial an XI (4 juin 1803). L. Legrand, p. 310.
2. L. Legrand, *ouvr. cité*, p. 312-14.

qu'à l'arrivée d'une seconde escadre partie de Cork quelques semaines plus tard.

Il était impossible au gouverneur général Willem Janssens de repousser des forces aussi puissantes. Deux ans auparavant, en février 1804, il avait reçu l'ordre d'envoyer un régiment à Batavia : il avait ainsi perdu son meilleur élément de défense. En outre, l'arrivée de la flotte anglaise coïncidant avec l'époque de la moisson et avec une période de chaleur extraordinaire qui immobilisait bêtes et gens, il n'obtint pas des colons l'aide qu'il en aurait certainement reçue en des circonstances plus favorables.

Il avait cependant réuni une petite armée de deux mille hommes composée d'éléments très disparates : colons au nombre de 224, mercenaires recrutés dans toute l'Europe et représentant l'armée régulière, compagnies de débarquement de deux bâtiments français en rade, l'*Atalante* et le *Napoléon*, commandées par le colonel Beauchêne, Javanais, Hottentots, nègres de Mozambique[1].

Le 7 janvier 1806, l'armée anglaise acheva son débarquement, le 8 elle marcha sur la ville du Cap. Janssens essaya, nonobstant son infériorité numérique, de lui barrer la route à Blaauwberg (carte 2). Aux premiers projectiles qu'elles reçurent, les troupes régulières s'enfuirent. Les colons, les Français, les auxiliaires de couleur tinrent ferme, mais Janssens se rendant compte de l'inutilité de faire tuer ces braves gens ordonna la retraite. A Rietvlei, au Sud de Blaauwberg, il rallia ses troupes ; il envoya au Cap les mau-

1. Le 1er fructidor an XII (19 août 1804), le capitaine du génie Déhon estimait que pour défendre la colonie du Cap une force de 4 650 hommes était nécessaire. Déhon, *Mémoire militaire sur la position du Cap de Bonne-Espérance*. Service hydrogr. de la marine. Archives. Vol. 83 *bis*, pièce 20.

vais soldats qui avaient fui, pour être compris dans la capitulation, qu'il savait inévitable, et lui-même se retira à Hottentots Holland avec les troupes dont il avait éprouvé la valeur[1]. Le 9 janvier 1806 au matin, le général Baird reprit sa marche vers le Cap, mais il ne tarda pas à recevoir du commandant de la place, le lieutenant-colonel von Prophalow, des propositions d'armistice. Il demanda à être mis immédiatement en possession des défenses extérieures de la ville, ce qui lui fut concédé[2]. Les articles de la capitulation rapidement négociés furent signés dans l'après-midi de cette même journée du 9 : les principales clauses comportaient la reddition du château, la reddition des troupes régulières et des marins français qui devenaient prisonniers de guerre, la remise au gouvernement anglais de toutes les propriétés appartenant au gouvernement batave. Il faut remarquer combien dans cette capitulation les colons sont ménagés : tous leurs droits leur sont garantis, leur culte public est respecté; il est spécifié qu'on ne logera pas de troupes dans les maisons des habitants de Capetown[3].

Le général Baird, inquiet des résolutions qu'allait prendre le général Janssens, lui fit des avances. Dès le 11 janvier, il lui écrivit une lettre dans laquelle en substance il rendait hommage au courage déployé par sa petite armée, lui représentait que la supériorité numérique des forces anglaises assurait d'avance leur succès et qu'en conséquence une continuation des hostilités n'amènerait qu'une effusion de sang inutile[4].

1. Toutefois, le colonel Beauchêne et les marins français se rendirent aussi à Capetown.

2. *Annual register*, 1806, p. 577-580.

3. Mac Call Theal, *History of South Africa* (1795-1834), p. 121.

4. On trouvera le texte de la lettre du général Baird *in extenso* dans *Annual register*, 1806, p. 581-82.

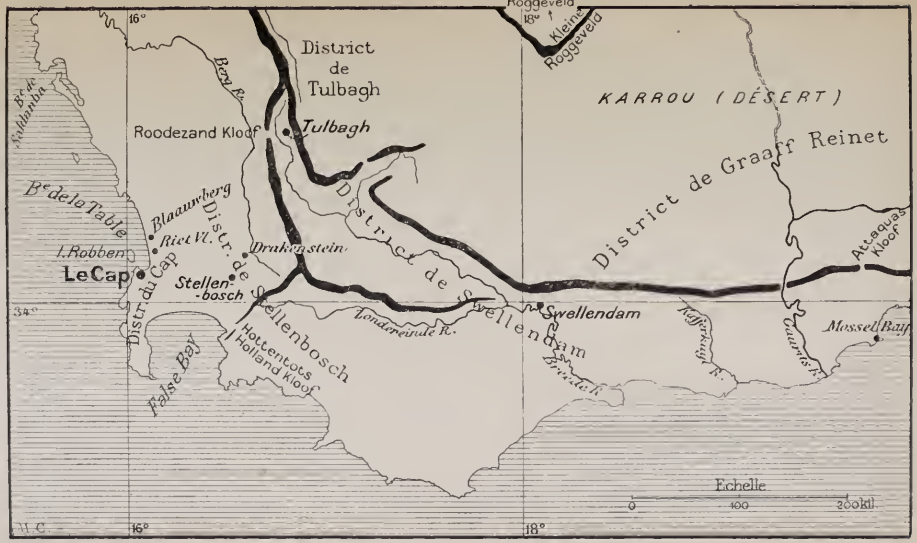
Le général Janssens avait ordonné aux colons de Stellenbosch et de Drakenstein de retourner dans leurs fermes pour empêcher la confiscation dont Baird avait dans une proclamation datée du 11 janvier menacé ceux qui continueraient à combattre. Avec le reste de ses troupes il se porta au sommet du col de Hottentots Holland, où il s'arrêta[1] (carte 2).

Le 13 janvier, Baird envoya le général Beresford occuper le village de Stellenbosch ; il lui confia la lettre écrite le 11 janvier, lui donnant plein pouvoir pour traiter. Janssens reçut la lettre de Baird le 13 au soir, mais il refusa d'accepter les propositions qui lui étaient faites. Alors Baird fit occuper le Roodezand Kloof, par deux régiments, Hottentots Holland par un autre et en même temps il en embarquait un quatrième pour Mossel Bay, avec mission de prendre position sur l'Attaqua's Kloof. La tactique de Baird consistait évidemment à isoler Janssens et à l'empêcher de s'appuyer sur les colons du district de Graaff Reinet, dont la levée en masse aurait pu prolonger les hostilités jusqu'à une date indéterminée. Mais les négociations ayant été reprises aboutirent et le 23 janvier 1806 Janssens signa la capitulation par laquelle la colonie du Cap était rendue au roi de la Grande-Bretagne[2]. Le 6 mars 1806, le général Janssens, le dernier gouverneur hollandais du Cap, s'embarqua pour l'Europe.

La possession du Cap de Bonne-Espérance fut définitivement reconnue à l'Angleterre par la convention signée à Londres le 13 août 1814 entre Sa Majesté Britannique et le prince souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas.

1. *Ibid.*, p. 580-81.

2. *Annual register*, 1806, p. 583. — Lichtenstein, *Reisen*, II, p. 590-91.



Carte 2. — Districts occidentaux du Cap en 1806.

Les historiens anglais ne parlent jamais de cette convention sans vanter la libéralité de leur gouvernement. Possédant déjà le Cap par droit de conquête, disent-ils, il a cependant voulu l'acheter à la Hollande et a eu la générosité de le lui payer cinq millions de livres sterling. Présentés ainsi, les faits ne sont pas rigoureusement exacts.

Le prince d'Orange n'était pas libre de disposer de cette somme à son gré. Par le premier article additionnel de la convention du 13 août 1814, il était tenu de la dépenser pour « augmenter et fortifier la ligne de défense des Pays-Bas... consolider et établir finalement d'une manière satisfaisante l'union des Pays-Bas avec la Hollande sous la maison d'Orange[1] ».

Or, on sait qu'en 1814 les alliés avaient créé le royaume des Pays-Bas pour former une barrière contre la France. L'Angleterre, en particulier, craignait de la part de cette dernière un retour offensif en Belgique. En achetant cinq millions le Cap qu'elle possédait déjà, elle paraissait fort libérale, mais en fait c'était un moyen détourné d'obliger le prince souverain des Pays-Bas à dépenser une somme égale pour fortifier la ligne de défense des Pays-Bas contre la France et en faveur de la Grande-Bretagne[2].

La position géographique du Cap de Bonne-Espérance sur le globe en faisait la valeur. En cette fin du XVIIIe

1. De Martens, *Nouveau recueil de traités*, II, 1814-1815, p. 60-61.

2. Malgré nos recherches, nous n'avons pas réussi à trouver à quelle date et dans quelles conditions cette somme de cinq millions de livres sterling a été payée par l'Angleterre aux Pays-Bas. Il est impossible qu'un versement aussi important n'ait pas laissé de traces dans les Archives britanniques et néerlandaises. Il serait intéressant de publier les documents se rapportant à ce fait.

siècle et en ce commencement du XIXe, où non seulement l'isthme de Suez n'était pas percé, mais où l'Égypte avait cessé par la faute du gouvernement barbare du pacha turc et des beys de servir de passage entre l'Europe et l'Extrême-Orient, c'était une station de première importance sur les routes maritimes du globe.

Or depuis ses succès sur la France dans l'Indoustan et depuis la victoire remportée par Clive à Plassey sur le nabab du Bengale le 23 juin 1757, l'Angleterre était devenue une grande puissance asiatique. La possession du Cap s'imposait à elle comme elle s'était imposée cent cinquante ans auparavant à la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, maîtresse de Ceylan et des îles de la Sonde. Il le lui fallait occuper pour que les équipages de ses flottes eussent un lieu de ravitaillement entre Sainte-Hélène et l'Inde et surtout pour qu'aucune autre puissance ne pût à la faveur de ce point d'appui arrêter ses navires entre l'Atlantique et l'Océan Indien.

Cette conquête eut cependant deux conséquences imprévues. Elle devint le point de départ d'une expansion coloniale qui s'est étendue jusqu'à 3 000 kilomètres dans l'intérieur du continent africain, jusqu'à l'un de ces lacs mystérieux, dont les géographes depuis Ptolémée se transmettaient la notion. En outre le gouvernement anglais, en suivant au Cap une politique que les colons européens ont jugée inacceptable, a provoqué l'exode d'une partie d'entre eux, et donné naissance à une nationalité, dont on exposera dans les chapitres suivants la lente formation.

CHAPITRE II

DU LOYALISME DES BOERS

En 1806, le Cap est définitivement conquis par les Anglais ; en 1836, une partie de leurs nouveaux sujets jugent qu'il leur est impossible de continuer à vivre sous leur domination, et plutôt que de s'y résigner, quittent leurs demeures, leurs pâturages, les lieux auxquels ils sont accoutumés depuis l'enfance, pour s'enfoncer dans l'intérieur du continent.

Il faut rechercher les causes de cet acte très grave, qui, depuis trois quarts de siècle, domine toute la politique de l'Afrique australe.

I. — Assurément certains Boers étaient animés d'un esprit de malveillance à l'égard de leurs nouveaux maîtres.

En revenant d'un long voyage dans le pays des Betchouanas, au Nord du fleuve Orange, l'explorateur William Burchell arriva le 18 mars 1812 à la maison d'un certain Jacob van Wijk, dans l'*Achter Sneeuwberg*. Des hommes, des femmes et des enfants en sortent ; Burchell les accoste avec les salutations d'usage auxquelles ils répondent froidement ; puis au lieu de le prier de descendre de cheval et d'entrer, ils commencent « sur un ton d'insolence intolérable, à défiler tout un chapelet de questions impertinentes », auxquelles il répond patiemment. Supposant qu'en restant à cheval, il donne

à croire qu'il ne veut pas s'arrêter, il met pied à terre. Ses interlocuteurs rentrent alors dans la maison, il les suit, mais au lieu de lui offrir un siège, ils recommencent leurs questions sur la nature et la faune du pays qu'il venait de parcourir. « Voyant, dit Burchell, qu'on s'abstenait de toute politesse, et ayant des preuves suffisantes du vrai caractère de cette famille, je mis fin à la conversation, en m'enquérant de la direction de Graaff Reinet et de la distance qui m'en séparait, résolu à quitter un lieu, où les habitants étaient si inférieurs en bienveillance aux sauvages, dans les *kraals* desquels nous avions été reçus avec une joie ingénue et une bonne volonté sincère. J'ordonnai à mes Hottentots de refaire notre paquetage ; les bœufs furent rechargés par les pauvres diables abattus et désappointés, car ils avaient espéré, et ce n'était assurément pas exorbitant, rapprendre le goût du pain et changer leur ordinaire qui consistait depuis longtemps en viande sans sel. »

Burchell attribue à sa nationalité cet accueil peu empressé : « J'étais un *Engelsche Heer,* et il est assez probable qu'ayant découvert que le voyageur qui approchait de leur maison était un Anglais, ils m'avaient pour ce motif fait cette réception malhonnête [1]. »

Cet esprit d'opposition de certains Boers contre les Anglais se manifesta en octobre 1815 d'une manière bien plus grave que par de simples impolitesses à l'égard d'un voyageur. Quelques habitants des districts d'Uitenhage et de Graaff Reinet essayèrent de soulever leurs compatriotes contre le gouvernement.

Cette insurrection est connue sous le nom de « rébel-

1. Burchell, *Travels in the interior of Southern Africa*, II, p. 104-107. — Toutefois, Burchell reconnait avoir rencontré parfois des hôtes serviables, les field cornets Gerrit Maritz et Snyman notamment, en juillet 1811, I, p. 241.

lion de Slachters Nek », du nom d'une colline située en face du confluent de la Great Fish river et de la Baviaan river et sur laquelle se déroulèrent deux des principaux épisodes[1] (carte 3). Un incident fortuit la provoqua.

Un Boer nommé Frederick Cornelis Bezuidenhout, qui habitait la vallée de la Baviaan, ayant été invité à venir se justifier devant la cour du landdrost et des heemraaden[2] d'abord, puis devant la *Commission of circuit*[3], siégeant à Graaff Reinet, d'une accusation de mauvais traitement contre un de ses serviteurs hottentots et n'ayant pas comparu, fut condamné par défaut à un mois de prison. Mais quand l'*under-sheriff* ou commissaire se présenta le 10 octobre 1815 accompagné d'un détachement de troupes pour l'arrêter, Frederick Bezuidenhout commença par tirer sur les soldats, puis il se réfugia dans une grotte naturelle, qu'il supposait inexpugnable. Mais il y reçut une balle qui le tua net.

Or Frederick Bezuidenhout avait un frère, Johannes, qui, non seulement affligé mais encore profondément irrité par cet événement, exprima devant les Boers qui

1. Tous les documents relatifs à ces événements ont été publiés dans *The rebellion of 1815, generally known as Slachters Nek, a complete collection of all the papers connected with the trial of the accused, with many important annexures,* edited by H. C. V. Leibbrandt, in-8°. Le Cap, 1902. Tous les faits qui suivent sont empruntés à ce recueil de textes.

2. Les attributions de la cour du landdrost et des heemraaden seront expliquées au chapitre suivant, p. 54.

3. La *Commission of circuit,* composée de deux ou de plusieurs membres de la haute cour de justice du Cap, était ambulante, comme son nom l'indique. Elle était chargée d'inspecter les landdrosts et de recueillir dans les districts ruraux toutes les informations susceptibles d'intéresser le gouvernement. Elle constituait de plus une juridiction supérieure à la cour du landdrost et des heemraaden. Cette institution avait été créée par le gouverneur lord Caledon le 16 mai 1811.

assistèrent en grand nombre aux funérailles, la ferme intention de se venger. Toutefois un peu calmé par les sages conseils d'un *field cornet*[1], nommé van Wijk, il ne serait peut-être point passé des paroles aux actes sans les excitations d'un certain Hendrik Frederick Prinslo. Cet individu, dont le père, Marthinus Prinslo avait en 1799 participé lui aussi à un mouvement insurrectionnel promptement réprimé par le gouvernement, crut avoir trouvé dans la mort tragique de Frederick Bezuidenhout l'occasion de soulever ses compatriotes contre les Anglais. Des conciliabules se tinrent à la fin d'octobre et au début de novembre 1815 entre Johannes Bezuidenhout, Cornelis Faber son beau-frère, Hendrik Prinslo, et quelques autres irréconciliables, tels que les deux frères Stephanus Cornelis et Abraham Carel Bothma, Theunis Christian de Klerk, Adriaan Engelbrecht, Andries Meijer. Le plan des conjurés consistait à affranchir de la domination anglaise non pas toute la colonie (ils n'étaient point si ambitieux), mais la région orientale, en attaquant les postes militaires de Van Aard, Swart Water, Paul Bester, Plat House, Piet Goosens, et en refoulant les troupes du gouvernement jusqu'à la baie d'Algoa. (Voir la carte 3).

Ils projetaient de constituer une république dans laquelle leur individualisme s'épanouirait à l'aise. Vingt ans auparavant, en 1795, les colons du Graaff Reinet avaient ainsi vécu pendant quelques mois complètement indépendants du gouvernement du Cap. Plus tard, dans

1. Comme nous l'avons dit au chapitre I, la Compagnie néerlandaise des Indes orientales avait dès le XVIIe siècle organisé les colons en milices. Les officiers, qui commandaient ces milices et qui étaient choisis parmi les plus capables d'entre les colons, portaient les titres de *veld cornets* et de *veld commandants* (en anglais *field cornets* et *field commandants*).

le courant du XIXe siècle, des républiques boers conformes à cet idéal furent fondées en différents points de l'Afrique australe, telles que la République du Natal en 1840, la République de la Klip rivier en 1847, les Républiques Stella et Goosen en 1882, la *Nieuwe Republiek* (capitale Vrijheid) en 1884, qui n'eurent qu'une durée éphémère, telles encore que la République sud africaine en 1852 et l'État libre d'Orange en 1854, dont l'existence fut beaucoup plus longue et qui disparurent seulement, comme l'on sait, en mai 1902.

Les fauteurs de l'insurrection cherchèrent à obtenir non seulement le concours de leurs compatriotes, mais encore celui des tribus cafres, établies au delà de la frontière, sur la rive gauche de la Great Fish river.

Sous ce nom de « Cafres », les Européens avaient dès la fin du XVIIe siècle désigné les nombreuses peuplades noires qui habitaient sur la côte africaine, au delà de la Great Fish river dans la direction de la baie de Natal.

Les Cafres voisins de la frontière se livrèrent à la fin du XVIIIe siècle et dans la première moitié du XIXe à des incursions armées dans la colonie. Ils avaient notamment en 1811 assassiné des blancs et commis de nombreux actes de pillage, mais pendant les périodes de paix, certains colons, Johannes Bezuidenhout et Cornelis Faber par exemple, entretenaient, nonobstant les ordres contraires du gouvernement, des intelligences avec eux.

Cornelis Faber s'en fut donc, dans les derniers jours d'octobre 1815[1], demander à trois chefs de tribus ou, comme l'on disait, à trois capitaines cafres, Olella, Ja-

1. Nous n'avons pas réussi à fixer avec une précision absolue la durée de cette première mission de Cornelis Faber chez les Cafres; nous savons seulement que, parti dans les derniers jours d'octobre, il rentra dans la colonie le 5 ou le 6 novembre.

Carte 3. — Districts orientaux du Cap en 1815.

lousa et Geika de coopérer à l'attaque des postes anglais. Il leur promettait, comme butin, non seulement le troupeau de bétail de chacun de ces postes et les objets de métal qui s'y pourraient rencontrer et dont il savait ces sauvages avides, mais encore la possession de la région appelée Zuurveld, située sur la rive droite du cours inférieur de la Great Fish river et dont en 1811 ils avaient été expulsés. Cornelis Faber n'obtint cependant des capitaines cafres qu'une réponse dilatoire, non pas que ceux-ci fussent retenus par un sentiment de loyauté à l'égard du gouvernement anglais, mais parce que dans la circonstance le succès de cette attaque des postes leur parut vraisemblablement fort douteux.

En même temps, les autres conjurés cherchaient à recruter des complices parmi leurs compatriotes ; ils faisaient valoir trois griefs contre la domination anglaise : l'effusion du « sang innocent » de Frederick Bezuidenhout, la lourdeur des impôts, et la préférence accordée par le gouvernement aux Hottentots sur les Boers. La propagande se fit d'abord oralement. Ainsi l'un des derniers jours d'octobre, Hendrik Prinslo arriva un matin chez Diedrik Johannes Muller, colon du Tarka, et dit : « Êtes-vous des hommes ? ou bien n'êtes-vous bons qu'à être chassés du lit par des femmes, à coups de bâton ? » Et Muller ayant demandé le sens de ces paroles étranges, Prinslo expliqua « qu'il voulait chasser les Anglais du pays ».

Les conjurés tentèrent aussi la propagande par message écrit, imprudence qui hâta l'échec de leur entreprise. Le 9 novembre 1815, cinq d'entre eux s'étant réunis chez ce Diedrik Johannes Muller, qu'ils supposaient bien à tort gagné à leur cause, Stephanus Carel Bothma rédigea et Hendrik Prinslo signa une lettre adressée à un certain Jacobus Krugel, pour lui faire

part du projet de « chasser les tyrans impies et scélérats », et le prier « d'en informer les gens de son district aussi promptement que possible ».

Or, ce fut par cette lettre que le gouvernement eut connaissance de la conspiration. Le messager, Christian Muller, au lieu de la remettre à Jacobus Krugel, le destinataire, la porta, sur le conseil de son frère, Diedrik Johannes, au field cornet van Wijk. Celui-ci la communiqua au landdrost adjoint du Graaff Reinet, van de Graaff, qui à son tour informa ses collègues, les fonctionnaires du district d'Uitenhage des graves événements qui se préparaient. Quatre jours plus tard, le 13 novembre 1815, Hendrik Prinslo était arrêté et incarcéré au poste anglais de Van Aard, situé sur la rive droite de la Great Fish river (carte 3).

Ainsi découverts et prévenus, les conjurés passent à l'action. Déjà, le 11 novembre, Johannes Bezuidenhout avait renvoyé Cornelis Faber chez les capitaines cafres, pour les presser de nouveau d'envahir la colonie ; le 14 novembre il se présenta devant le poste de Van Aard, pour demander la mise en liberté d'Hendrik Prinslo. Il avait alors autour de lui une troupe d'environ cinquante boers, grâce à cette circonstance que le field cornet provisoire de la Baviaan river nommé Willem Frederick Kruger, homme âgé et faible de caractère, sur lequel Bezuidenhout exerçait un puissant ascendant, avait, sans leur indiquer le motif de sa convocation, amené ses hommes.

L'officier commandant le poste de Van Aard ayant refusé de livrer son prisonnier, Johannes Bezuidenhout, craignant la dissolution de la petite troupe réunie autour de lui, obligea le field cornet Kruger à prononcer un serment par lequel les conjurés se vouaient une fidélité réciproque et menaçaient de mort les déserteurs. Quel-

ques assistants acquiescèrent en disant « oui » ou en levant leurs chapeaux, d'autres écoutèrent en silence. Puis Johannes Bezuidenhout emmena sa troupe, le *commando* (pour employer l'expression même des documents) sur la rive gauche de la Fish river. Ayant placé tout son espoir dans le concours des Cafres, il attendait le retour de Cornelis Faber et ne voulait plus rien entreprendre avant de connaître l'issue de sa mission.

Après avoir erré deux jours sur la rive gauche de la Fish river, le commando revint le 17 novembre sur la rive droite et campa sur la colline de Slachters Nek. Le lendemain 18 novembre, l'insurrection fut brisée. Le landdrost Cuyler marcha du poste de Van Aard sur Slachters Nek à la tête d'une troupe mixte de soldats et de Boers fidèles. Des messages furent échangés, mais Cuyler exigea une reddition sans condition. Finalement dix-huit insurgés descendirent de la colline et demandèrent pardon en se jetant à genoux. Les autres se dispersèrent; quelques-uns allèrent se rendre au landdrost adjoint, van de Graaff.

Peu fermes, pour la plupart, dans leurs propos de révolte, quand les insurgés comprirent qu'ils jouaient leur vie, ils ne balancèrent plus à se soumettre. Tel J. Marthinus Klopper qui déposa au procès en ces termes naïfs : « Bezuidenhout nous dit qu'il fallait nous défendre, tirer et ne pas nous rendre; mais je dis que j'étais encore jeune, que je désirais vivre longtemps et que je ne voulais pas être tué. »

La débandade fut hâtée par le retour de Cornelis Faber, qui rapporta à Slachters Nek, précisément pendant que le commando y campait, le refus définitif du capitaine cafre Geika de participer au soulèvement [1].

1. En récompense de sa neutralité, Geika reçut, en janvier 1816,

Les insurgés qui avaient fait leur soumission le 18 novembre, ceux qui se rendirent ou qui furent arrêtés ensuite, furent incarcérés à la prison d'Uitenhage, mais les plus compromis, Johannes Bezuidenhout, les deux frères Bothma, Cornelis Faber, Andries Meijer, essayèrent de se sauver en Cafrerie. Emmenant femmes et enfants dans leurs chariots, ils remontèrent la vallée de la Baviaan et s'engagèrent dans les défilés montagneux du Winterberg (carte 3).

Le 24 novembre, le landdrost adjoint Fraser à la tête de cent hommes et le field commandant Willem Nel, avec vingt-deux Boers, se mirent à leur poursuite. Ils découvrirent la trace des fugitifs grâce à un insurgé nommé Pieter R. P. Erasmus, qui fut payé de son concours par une promesse d'amnistie. Le 28 novembre ils arrêtèrent dans la vallée de la Riet[1] Andries Meijer et Abraham C. Bothma et, grâce aux renseignements qu'ils en tirèrent, dressèrent le lendemain une embuscade. Stephanus C. Bothma et Cornelis Faber apparaissent les premiers sur le chemin. En apercevant les soldats ils se sauvent, mais ils sont pris, Faber après avoir été blessé. Johannes Bezuidenhout apparaît ensuite; on lui fait signe de se rendre; il s'y refuse, et est encouragé dans sa résistance par sa femme. A lui seul, il engage un combat contre tout le commando; il tue un soldat, mais lui-même est blessé mortellement, tandis que sa femme et son fils Gerrit le sont légèrement.

du gouverneur de la colonie un cadeau composé de « onze tableaux de fantaisie, un pour chacune de ses femmes, et un pour lui-même, six boîtes à amadou, seize couteaux, trois douzaines de jolis boutons ».

1. Affluent de la Tarka, elle-même affluent de la Great Fish river (carte 3).

Lord Somerset, gouverneur général de la colonie, constitua pour juger les insurgés un tribunal spécial (*a special commission*), qui fut composé de deux membres de la cour de justice du Cap, P. Diemel et W. Hiddingh; le landdrost Cuyler fut nommé *prosecutor*, c'est-à-dire chargé du ministère public. Les audiences se tinrent à la *drostdy*[1] d'Uitenhage du 16 décembre 1815 au 22 janvier 1816. Le chiffre des inculpés varia pendant le procès, des prévenus ayant été relaxés et certains témoins, au contraire, arrêtés à mesure que les détails de l'insurrection étaient mieux connus ; il s'élevait à quarante-sept le 19 janvier 1816, quand le *prosecutor* Cuyler lut son réquisitoire. Le lendemain, 20 janvier, le tribunal rendit un jugement par lequel, sur les quarante-sept prévenus, elle en condamnait six, Hendrik Prinslo, Stephanus et Abraham Bothma, Cornelis Faber, Theunis Christian de Klerk et Willem Frederick Kruger à la peine de mort par pendaison, un à la réclusion perpétuelle, douze à des peines variant entre sept ans et un an de réclusion, vingt et un à des amendes variant entre 200 et 50 thalers. Huit prévenus étaient acquittés.

La sévérité du tribunal s'explique par l'appel que les chefs de la conjuration avaient adressé aux Cafres; c'était de leur part un véritable acte de trahison, et s'ils avaient réussi, ils eussent de nouveau attiré sur leurs compatriotes les calamités que ceux-ci avaient subies en 1811 et dont ils étaient à peine remis. « Ils ont, disait le gouverneur lord Somerset, dans un manifeste du 10 avril 1816, requis le concours d'un ennemi hardi et sans pitié, qui avait été récemment repoussé par le courage des habitants, et par la vaillance de

1. Siège officiel du landdrost.

cette armée, dont ils méditaient cruellement la destruction. »

Cependant le jour même où la sentence avait été rendue, le 20 janvier 1816, le *prosecutor* Cuyler implora la clémence de lord Somerset en faveur de certains condamnés. Le gouverneur fit droit à sa requête : il grâcia Willem Kruger et atténua les peines infligées par le tribunal.

L'exécution des cinq condamnés à mort eut lieu le 9 mars 1816 sur cette colline de Slachters Nek, où, le 18 novembre précédent, l'insurrection avait pris fin.

Une circonstance rendit particulièrement pénible cette scène, à laquelle tous les Boers compromis dans l'affaire assistèrent par ordre. Au moment où le bourreau enlevait les condamnés dans l'espace et retirait la plate-forme sous leurs pieds, les cordes se rompirent et quatre d'entre eux retombèrent vivants sur le sol. Ils se mirent à courir et croyant que d'après les coutumes anglaises un homme tombant ainsi devenait libre, ils crièrent grâce ! L'un d'eux s'écria même que cet accident prouvait bien que Dieu ne voulait pas leur mort. « Je ne saurait décrire, dit Cuyler, l'angoisse des témoins en ce moment. » Quelques-uns lui demandèrent de faire grâce croyant qu'il en avait le pouvoir. Mais il dut laisser la justice suivre son cours. On apporta d'autres cordes et les condamnés subirent leur sort[1].

1. Nous avons deux récits de l'exécution du 9 mars 1816 : l'un du landdrost Cuyler dans une lettre du 18 mars 1816 au lieut.-colonel C. Bird, secrétaire de lord Somerset, Leibbrandt, *The rebellion of 1815*, p. 823-24 ; l'autre du voyageur C. I. Latrobe, composé d'après les renseignements que lui donna un témoin oculaire, le landdrost du district de George, van Kervel, *Journal of a visit to South Africa in 1815 and 1816*, in-4°. Londres, 1818, p. 147.

II. — On a souvent voulu voir dans cette insurrection de Slachters Nek une preuve de la haine des Boers contre les Anglais. Étudiée dans ses détails, elle nous semble, au contraire, témoigner du loyalisme de la grande majorité d'entre eux.

S'ils avaient été animés des sentiments d'hostilité qu'on leur prête contre le régime, ils auraient saisi l'occasion de la mort tragique de Frederick Beznidenhout pour se soulever en masse. Or, juste à l'inverse, ils repoussèrent, pour la plupart, les propositions de Johannes Bezuidenhout, d'Hendrik Prinslo et de leurs complices.

Pendant la nuit du 13 au 14 novembre 1815, Theunis de Klerk et Piet Erasmus firent une tournée d'enrôlement : ils entraînèrent bien trois adhérents, mais, ni Paul Bester fils, ni Joseph van Dijk fils ne consentirent à les accompagner. Dans la journée même du 13 novembre, il y avait eu chez Daniel Erasmus une sorte de referendum ; sur les treize Boers qui y prirent part, onze se déclarèrent pour le gouvernement et deux seulement contre lui. Le 15 novembre, Abraham C. Greijling, field cornet du Zwagershoek, ayant convoqué les hommes de sa circonscription, leur exposa la situation et leur demanda leurs intentions. « Tous au nombre de trente-six répondirent qu'ils lui restaient fidèles à lui, Greijling, et au gouvernement. »

Johannes Bezuidenhout ne réunit jamais plus de cinquante hommes autour de soi, parmi lesquels un certain nombre étaient venus à lui non de propos délibéré, mais par ignorance et par surprise. D'ailleurs, entre le 14 et le 18 novembre, quelques désertions diminuèrent l'effectif de son commando. Ainsi, pendant la nuit du 17 au 18 novembre, Stephanus Frederick Grobbelaar s'éloigna subrepticement : « A Slachters Nek, dit-il, ils me placèrent en sentinelle ; alors je pris mon cheval et

je retournai à la maison ; puis je me rendis chez M. van de Graaff (landdrost adjoint) et je demandai pardon. » Piet Claasson Prinslo, Frans Smit, Lucas van Vuuren, Christian Dreijer s'esquivèrent pareillement.

Parmi ceux que Johannes Bezuidenhout retint autour de lui, il y avait moins de convaincus dévoués à sa cause que de poltrons intimidés par ses menaces de vengeance. Il avait affirmé qu'il livrerait aux Cafres ceux des Boers qui l'abandonneraient, eux, leurs familles et leurs propriétés. Comme on le savait violent et vindicatif, on le craignait.

Cinq ou six exceptés, ces insurgés manquaient de conviction ; ils ne firent jamais figure de révolutionnaires résolus.

Faibles par le nombre, ils étaient en outre dépourvus de notoriété. Aucun de leurs chefs ne jouissait dans le pays d'une grande considération. Le landdrost Andries Stockenstrom disait de Johannes Bezuidenhout et de Cornelis Faber, dans une lettre du 15 novembre 1815 : « Ils ne se sont jamais soumis à aucune autorité. Ils ont passé une plus grande partie de leur vie chez les sauvages que chez les chrétiens ; ce sont des individus de la plus déplorable moralité. » Stephanus Bothma, autre tête du parti, avait été exilé de la colonie. Parmi les Boers notables revêtus d'une fonction soit civique, d'*heemraad*, soit militaire, de *field commandant* ou de *field cornet*, un seul, Willem F. Kruger, participa au soulèvement ; encore n'était-il que *field cornet* provisoire.

Les insurgés présentent encore un trait commun : la jeunesse. Beaucoup d'entre eux n'avaient pas trente ans, pas même vingt-cinq. Theunis Christian de Klerk était âgé de vingt-neuf ans ; Abraham Carel Bothma et Piet Pietson Erasmus, de vingt-huit ; Abraham Ludovicus Botha, Adriaan Engelbrecht, Leendert Labuscagne et

Andries H. J. Klopper, de vingt-quatre ; Jacobus Marthinus Klopper, de vingt-deux ; Nicolas Balthazar Prinslo, de vingt ; Adriaan Labuscagne, de seize : exemples qu'il serait facile de multiplier. Johannes Bezuidenhout entraîna donc principalement des jeunes gens : les hommes d'âge et d'expérience s'abstinrent de le suivre dans son aventure.

Mais beaucoup de Boers de l'Uitenhage et du Graaff Reinet, non contents de repousser les propositions de Johannes Bezuidenhout, apportèrent leur concours aux fonctionnaires du gouvernement pour rétablir l'ordre. Un des hommes les plus importants de l'Uitenhage, Willem Nel, field commandant du district, se jeta dès le début à la traverse de la révolte. Le 14 novembre, il se rendit, non sans un certain courage, au milieu de ses compatriotes assemblés devant le poste de Van Aard, pour les presser de renoncer à leurs projets.

Quand, le 18 novembre, le landdrost Cuyler marcha contre la position de Slachters Nek, il commandait non seulement une compagnie de soldats du gouvernement, mais encore un groupe de Boers fidèles ; de même, quand le landdrost adjoint Fraser se lança à la poursuite de Johannes Bezuidenhout, un commando de Boers l'accompagna.

Les magistrats en situation de se renseigner sur l'état d'esprit des habitants ne considérèrent nullement la rébellion de Slachters Nek comme une manifestation d'hostilité générale contre le gouvernement.

Les membres de la *Commission of Circuit,* W. D. Jennings et F. R. Bresler, qui tenaient leurs assises à Uitenhage précisément en novembre 1815, disaient dans leur rapport à lord Somerset :

La partie la plus respectable et de beaucoup la plus nombreuse des habitants des districts excentriques fut indi-

gnée de la résistance d'une partie de leurs compatriotes au sage gouvernement de Votre Excellence. Cette indignation se manifesta ouvertement par la promptitude avec laquelle la plupart, sur l'ordre de leurs magistrats, s'assemblèrent en armes pour arrêter la révolte et soutenir la loi.

Diemel et Hiddingh, les magistrats qui composèrent la *Special Commission* chargée de juger les rebelles, n'étaient pas moins affirmatifs :

Nous avons la très grande satisfaction de dire qu'il s'en faut de beaucoup qu'il règne, parmi les colons en général, une désaffection ou une hostilité quelconque contre le gouvernement. Assurément non ! Nous avons partout remarqué que les braves fermiers sont animés d'un bon esprit et, pris dans leur ensemble, très satisfaits. Ils parlent du gouvernement avec respect et reconnaissance, et quand ils diffèrent d'opinion avec lui sur quelque mesure d'intérêt public, ils l'en informent correctement, ne doutant pas qu'il ait souci de leur prospérité.

L'étude attentive des textes concernant la révolte de Slachters Nek nous paraît donc devoir modifier très sensiblement les idées courantes sur les sentiments des Boers à l'égard des Anglais au début du XIXe siècle.

Parce que, en 1836, les Boers ont en grand nombre quitté le Cap, parce qu'ils se sont battus contre les troupes anglaises, en 1842, à la baie de Natal et en 1848 à Boomplaats, au Nord de l'Orange ; parce que, en 1881, le Transvaal a rejeté violemment, par la victoire de Majuba Hill, la domination anglaise ; parce que, de 1899 à 1902, les Républiques Sud-africaines ont soutenu, pour sauvegarder leur indépendance, la lutte acharnée que l'on sait ; bref parce que, depuis soixante-dix ans, le conflit entre l'élément néerlandais et l'élément britannique domine toute la politique de l'Afrique australe, on a tendance à supposer que, du jour où les Anglais

ont débarqué au Cap, les Boers, tous les Boers se sont sentis enflammés de haine contre eux. C'est une erreur, et les circonstances de la révolte de 1815 le prouvent bien. Assurément c'est partiellement, grâce au sang-froid et à la promptitude d'action des landdrosts Cuyler et Stockenstrom et du landdrost adjoint Fraser qu'elle prit si rapidement fin. Lord Somerset leur exprima ses remerciements des éminents services qu'ils avaient, dans la circonstance, rendus à son gouvernement, et ce ne fut que justice.

Ils n'auraient toutefois certainement pas réussi, malgré leur habileté personnelle, à réprimer le soulèvement des Boers, s'il eût été général. Mais il ne fut que partiel. Provoqué par un nombre très restreint de colons, il fut désapprouvé de la grande majorité d'entre eux.

Nous estimons donc que les Boers, en leur ensemble, ne pensaient pas, pendant les trente premières années de la domination anglaise, soit à s'en affranchir par la force des armes, soit à s'y soustraire par l'exil. Ils auraient vraisemblablement continué à s'accommoder de cette domination, si le gouvernement n'avait vers 1825 inauguré une politique qui lésa si profondément leurs intérêts, qu'ils préférèrent l'émigration dans les contrées sauvages du continent africain, avec tous ses périls, à la vie dans leur propre pays sous d'injustes lois.

CHAPITRE III

LE DÉDAIN DE LA GRANDE-BRETAGNE

I. — C'est un fait certain que les Boers étaient tenus en fort petite estime par les Anglais.

Le célèbre géographe John Barrow, qui arriva au Cap en 1797, comme secrétaire du gouverneur lord Macartney, accomplit plusieurs voyages dans l'Est et le Nord de la colonie, et ne la quitta qu'en 1802, ne laissa pas de contribuer pour une part importante à les discréditer dans l'opinion publique. Son ouvrage, *Travels into the interior of Southern Africa* l'emportait, en intérêt comme en agrément de style, sur les récits de voyage en Afrique australe, précédemment publiés, notamment par Sparrman[1] et par Paterson[2]. Il eut du succès ; la première édition parut en 1801 et une seconde en 1806 ; pendant trente ans il gagne en crédit autant que l'auteur en considération.

Entré à l'Amirauté en 1804, nommé second secrétaire le 8 avril 1807, et, en cette qualité, véritable adminis-

1. André Sparrman, *Voyage au cap de Bonne-Espérance et autour du monde avec le capitaine Cook et principalement dans le pays des Hottentots et des Caffres*, traduit par Le Tourneur, 2 vol. in-4°. Paris, 1787.

2. William Paterson, *A narrative of four journeys into the country of the Hottentots and Caffraria in the years* 1777, 78 *and* 79, 1 vol. in-4°. Londres, 1789.

trateur de la marine britannique quarante années durant, fondateur de la *Royal geographical Society* en 1830[1], honoré en 1835 d'un titre de *baronet* par Guillaume IV, John Barrow fit pendant un demi-siècle autorité en matière de géographie et de colonisation[2]. Or, dans ses récits de voyage, il s'était montré très défavorable aux Boers ; il pesa sur eux de tout le poids de son talent et du respect dont il était entouré.

Si les descriptions de l'Afrique australe ultérieurement publiées, le *Journal of a visit to South Africa in* 1815 *and* 1816 de Latrobe, paru en 1818 et les *Travels in the interior of Southern Africa* de Burchell, parus en 1822, si surtout les *Reisen im südlichen Africa in den Jahren* 1803-1806 de Lichtenstein parus en 1811-1812[3], et les *Travels and adventures in Southern Africa* de George Thompson, parus en 1827, tendaient à corriger le jugement très sévère de Barrow, encore un esprit prévenu pouvait-il bien glaner dans ces ouvrages de quoi nourrir sa malveillance.

Les Boers apparaissent donc sous un aspect très défavorable aux hommes d'État, qui sont appelés à décider de leur sort. Ils vivent isolément, chaque famille dans un domaine, *a place*[4], pour employer l'expression anglaise, qu'ils ne prennent même pas soin malgré les invitations réitérées du gouvernement de faire enregistrer légalement, si bien que le landdrost du Graaff Reinet,

1. La fondation de la *Royal geographical Society* fut décidée dans une réunion des membres du *Raleigh Travellers Club*, tenue le 24 mai 1830, sous la présidence de Barrow. *The Journal of the Royal geographical Society*, I, p. v.

2. *Dictionary of national biography*, article Barrow (John).

3. L'ouvrage de Lichtenstein fut traduit en anglais dès 1812.

4. « The place of Louw Bothma. » Leibbrandt, *The rebellion of* 1815, p. 532 ; « The place of Frans Labuscagne », *ibid.*, p. 535, etc.

Stockenstrom, pouvait dire dans une circulaire adressée le 17 juin 1816 à ses field cornets : « La plus grande partie des habitants de votre fieldcornetcy ne possèdent pas de titres légaux à la propriété des terres qu'ils occupent[1]. »

Leurs demeures ressemblent plus à des chaumières qu'à des maisons : de la terre battue en guise de plancher, des mottes de gazon pour toiture, et à l'intérieur toute une faune d'araignées, de scorpions et de termites[2]. Celle du field cornet Gerrit Snyman, dans le Klein Roggeveld, se compose, d'après la description de Burchell, d'une hutte d'habitation en fragments bruts de rochers, éclairée par une simple petite ouverture et de deux autres huttes servant l'une de cuisine et l'autre de magasin[3]. A l'intérieur le mobilier est tout aussi misérable : souvent des hamacs, formés de cadres en bois et de bandes de peaux, tiennent lieu de lits. Comme sièges, quelques tabourets aux pieds mal équarris et rembourrés de longues courroies de peaux.

Les Boers n'apportent aucune délicatesse dans leur nourriture : quoiqu'ils aient des troupeaux, ils ne mangent ni viande de bœuf, ni laitage, ni beurre, mais trois fois par jour on sert sur la table d'énormes pièces de mouton nageant dans le suif[4].

Le défaut d'objets fabriqués en Europe leur est devenu indifférent. Les hommes perdent l'habitude du linge de corps et des bas ; ils se taillent des vêtements

1. Leibbrandt, *ibidem*, p. 840. — Les commissaires Diemel et Hiddingh disaient de même dans un rapport du 21 septembre 1816 : « D'après nos renseignements, la grande majorité des habitants du district de la Baviaan river y résident sans titre légal et sans payer d'impôt au gouvernement ». *Ibid.*, p. 867.

2. Barrow, *Voyage dans la partie méridionale de l'Afrique*, traduit française, I, p. 141-2.

3. Burchell, *Travels*, I, p. 237-8.

4. Barrow, *ibidem*, I, p. 142.

et des chaussures dans des peaux d'animaux qu'ils tannent eux-mêmes ; les fourrures remplacent les couvertures tissées ; des calebasses servent de vaisselle ; la cendre de la *salsola* combinée à de la graisse de mouton fournit le savon. Ce qui stupéfie les Anglais et les irrite, c'est, non pas que les Boers mènent cette vie sauvage, mais qu'ils en soient satisfaits. Ne pas s'ingénier à améliorer la vie matérielle, dédaigner l'*improvement* ! Pareille indolence est inouïe.

Même quand ils agissent, ils paraissent à moitié endormis. Voici la vie d'un propriétaire de moutons du district de Graaff Reinet. Le matin il regarde les troupeaux partir sous la garde des bergers hottentots, le soir il les regarde rentrer ; dans l'après-midi il va parfois les visiter. Il chasse aussi ou « bricole » dans sa maison. Le matin et le soir, la famille assemblée entend la lecture d'un chapitre de la Bible et chante des psaumes[1].

« Errer dans les déserts de l'Afrique, dit Barrow, attaquer et détruire les indigènes inoffensifs, se nourrir du gibier qu'apportent les Hottentots, dormir et paresser aux cahots de son chariot, voilà pour le Boer les plaisirs par excellence. Par son indolence et sa gloutonnerie, par les effets d'un bon climat et du bon air, ces gens atteignent des dimensions monstrueuses. » Et Barrow ajoute, en plaisantant un peu lourdement, que si on n'y met bon ordre, une autre race de Patagons se développera à la pointe méridionale de l'Afrique[2].

Le Boer a de mauvaises manières : il a toujours la pipe à la bouche, il crache partout[3], il met les coudes

1. Lichtenstein, *Reisen*, I, p. 602 ; II, p. 579-580.
2. Barrow, *An account of a journey to Leetakoo*, p. 369.
3. *The Cape of Good Hope*. Appendice à G. A. Robertson. *Notes on Africa*, p. 409-10.

sur la table en mangeant. Il est d'une indiscrétion irritante. Quand un voyageur arrive, il le presse de questions : « Qui êtes-vous ? d'où venez-vous ? où allez-vous ? quelle est votre profession ? quel est votre âge ? êtes-vous marié [1] ? »

Vivant isolé dans son domaine, le colon est dépourvu de toute culture intellectuelle. Burchell signale cependant une institution singulière, celle des *itinerant tutors*.

Ces « précepteurs nomades » séjournaient dans une famille six mois ou un an, y donnaient aux enfants des notions de lecture, d'écriture et de calcul, puis entraient au service d'une autre famille, pour y remplir le même office.

Burchell rencontra pendant ces voyages deux de ces colporteurs d'enseignement primaire, l'un entre le district de Tulbagh et le désert du Karrou, l'autre au Nord de Graaff Reinet. Un Suisse nommé Frédéric Touchon, qui joua un certain rôle dans l'affaire de Slachters Nek, instruisait en 1815 les enfants du *heemraad* Barend de Klerk, colon du Bruintjes Hoogte [2]. Un autre de ces précepteurs, nommé Macdonald, qui accompagna la famille Liebenberg en émigration, partagea son sort et fut massacré par les Matabélés au Nord du Vaal, vers le 1er septembre 1836 [3].

Grâce à cet usage les Boers restèrent en état de lire la Bible et leur recueil de psaumes. Mais la lecture des caractères manuscrits était pour beaucoup d'entre eux un exercice si pénible, qu'on avait coutume, quand on écrivait une lettre, d'instruire sommairement le

1. George Thompson, *Travels and adventures in Southern Africa*, I, p. 70-71.
2. Leibbrandt, *The rebellion of* 1815, p. 192 et 815.
3. Voy. ci-dessous, 2e partie, chap. III.

porteur de son contenu, de façon à en faciliter l'intelligence au destinataire.

En septembre 1836, William Cornwallis Harris, venant du Graaff Reinet et se dirigeant vers le Betchouanaland, remet au field commandant résidant à la frontière, près du fleuve Orange, une lettre officielle d'introduction : « Il la reçut, dit-il, avec grand respect et, mettant ses lunettes, peina à en déchiffrer le texte, mais après s'être arrêté à chaque mot de plus de deux syllabes, avoir pris son temps pour comprendre le sens de chaque phrase, cherché de l'œil les points et fait une pause devant chacun d'eux, il donna la lettre à sa femme, qui bien qu'à peine plus érudite que lui-même, parla du contenu en termes si favorables, que ce digne gardien de la frontière nous invita à partager son dîner[1]. »

Quant à l'art d'écrire, tous les Boers ne le possédaient pas, et plusieurs de ceux qui marquèrent dans l'émigration, Andries Pretorius notamment[2], étaient incapables de tenir une plume.

Les éléments des sciences leur étaient étrangers, et quand en arrivant chez un colon, George Thompson étalait sa carte ou déposait sa boussole et son thermomètre sur une table, toute la famille le regardait, bouche bée, comme s'il eût été magicien ou astrologue[3].

L'ignorance des Boers en matière d'histoire contemporaine et de géographie était complète ; on verra plus loin qu'en 1840, ils croyaient la Hollande une puissance de premier ordre et encore capable, comme au XVIIe siècle, de se mesurer avec la Grande-Bretagne.

1. William Cornwallis Harris, *The wild sports of Southern Africa*, p. 34-35.

2. Adulphe Delegorgue, *Voyage dans l'Afrique australe*, I, p. 227.

3. Thompson, *Travels*, I, p. 72.

Les colons pasteurs de l'Est sont donc sur l'échelle de l'instruction à un degré au-dessus des Hottentots, leurs serviteurs, et des Cafres, leurs ennemis, mais à un degré seulement. Leur misère intellectuelle est profonde : « Ils deviennent, dit Lichtenstein, toujours plus indifférents et plus insensibles au défaut de hautes jouissances intellectuelles, qui à d'autres serait insupportable; ils tombent par degrés dans une demi-sauvagerie et ne paraissent vivre que pour satisfaire le besoin physique de se nourrir. Dans un engourdissement intellectuel presque inconscient, indolent, restreignant son action au petit cercle d'humanité que forme sa famille, le colon africain vit des jours uniformes et devient ainsi ce qu'il est[1] ».

Rustres, grossiers, mal élevés, paresseux, ignorants, pas gentlemen pour un penny, voilà comment les Boers apparaissent aux Anglais. Or, à partir de 1806, qui va être appelé à donner les ordres dont leur vie dépendra ?

C'est, à Londres, le secrétaire d'État des colonies et occasionnellement le Parlement ; au Cap, c'est le gouverneur. Tous, ministres, lords, membres de la Chambre des Communes, gouverneurs, appartiennent à l'oligarchie au pouvoir. « La haute classe rurale est seule ou presque seule représentée au Parlement ; elle y dispose de la loi. » « Les ambassades, les hauts grades dans l'armée, le *gouvernement des colonies*... tous les avantages dont l'autorité dispose, se distribuent entre les membres de l'aristocratie rurale[2]. »

Justement au moment où le Cap devient terre anglaise, cette aristocratie défend l'état de choses établies

1. Lichtenstein, *Reisen*, I, p. 604.

2. E. Boutmy, *Le développement de la constitution anglaise*, 1 vol. in-12. Paris, 1887, p. 281-83.

d'une manière farouche : « Vagabond ou voleur, méthodiste ou catholique, tout irrégulier, tout homme qui n'occupe pas une place reconnue dans l'antique hiérarchie, dans les vieux cadres de l'Angleterre anglicane et aristocratique, est tenu pour ennemi public, pour fauteur de désordre [1]. » Ce qui caractérise cette oligarchie, c'est le dédain. Pour un gentleman anglais de la fin du XVIIIe siècle et du commencement du XIXe, il n'y a pas deux façons de vivre dignement, il n'y en a qu'une, et c'est celle du gentleman anglais. Infatué de sa supériorité, il méprise donc le paysan africain, ce Boer, chargé de défauts, et au lieu de tâcher de l'amener graduellement par de bons procédés à accepter la domination anglaise, il essaie tout simplement de le réduire.

II. — Jusqu'en 1815, la Grande-Bretagne ne s'occupe pas du Cap : elle a d'autres soucis; mais après la victoire, les yeux commencent à se tourner vers cette nouvelle colonie, butin de la grande guerre et à partir de 1820, de 1825 surtout, des nouveautés sont introduites dans le pays.

Le gouvernement britannique, de concert avec le gouverneur général, lord Charles Somerset, favorise l'émigration au Cap. Des brochures, dans lesquelles les avantages et les agréments de la vie en Afrique sont complaisamment énumérés, circulent dans tout le Royaume-Uni [2]. Cet appel réussit, des colons se présentent ; dans sa session de 1819, le Parlement vote une

1. A. Chevrillon, *Sydney Smith et la renaissance des idées libérales en Angleterre au XIXe siècle*, 1 vol. in-12. Paris, 1893, p. 155.

2. Par exemple : *An appendix containing a compendious account of the colony of the Cape of Good Hope, its production and resources, together with a variety of important information very necessary to be known by persons about to emigrate to that colony.* Imprimé à la suite de G. A. Robertson, *Notes on Africa*, in-8°. Londres, 1819.

somme de 1 250 000 francs pour couvrir les frais de leur transport au Cap et de 1820 à 1821, des centaines de familles nouvellement arrivées sont installées autour de la baie d'Algoa, dans les districts d'Uitenhage et d'Albany.

Le succès de cette colonisation dépassa toute attente : Port Elizabeth, fondé à cette époque et Grahamstown, jusque-là simple camp militaire, devinrent en quelques années de petites villes florissantes. En 1820, la première se composait de quatre maisons et la seconde de vingt-deux ; en 1832, elles en comptaient respectivement cent et sept cents [1]. Ces faits n'échappèrent pas à l'œil éveillé de Karl Ritter, et dans le premier volume de l'*Erdkunde* paru en 1822, il remarque qu'une véritable colonie anglaise commence à se développer à côté de la vieille colonie hollandaise [2].

Les Boers semblent avoir considéré sans hostilité cette immigration étrangère et s'il en est question ici, c'est surtout comme preuve de l'intérêt que le Cap commence alors à exciter en Grande-Bretagne.

Mais ils n'accueillirent pas avec autant d'indifférence d'autres innovations.

L'anglais remplaça le hollandais comme langage officiel. A partir de janvier 1825, tous les documents émanant du gouvernement sont rédigés en anglais ; à partir de janvier 1828, l'anglais devient obligatoire dans les tribunaux ; en outre, tout mémoire adressé à un fonctionnaire doit être écrit en anglais, faute de quoi il

1. G. Thompson, *Travels*, II, p. 146 et suiv. — James Edward Alexander, *Narrative of a voyage of observation among the colonies of Western Africa in the flag-ship Thalia and of a campaign in Kaffirland on the staff of the commander in chief in* 1835, 2 vol in-8°, Londres, 1837, I, p. 357 et suiv.

2. K. Ritter, *Erdkunde*, I, p. 123.

sera retourné à son auteur [1]. Les nouveaux maîtres de la colonie prétendent imposer leur langue, de même que cent quarante ans auparavant le gouverneur Simon van der Stel et ses successeurs s'étaient appliqués à faire oublier le français aux réfugiés huguenots.

Dans les quelques villes habitées par les colons d'origine britannique, Grahamstown, Port Elizabeth, ces réformes furent bien accueillies, mais ailleurs, c'est-à-dire dans la colonie presque entière, elles suscitèrent nombre de difficultés, les colons ignorant l'anglais et n'ayant aucune velléité de l'apprendre.

D'autres changements administratifs furent encore introduits par le gouvernement, conformément aux conclusions des rapports de trois commissaires, John Thomas Bigge, William M. G. Colebrooke et W. Blair envoyés au Cap en 1822 sur la proposition de Wilberforce, pour y procéder à une enquête générale [2], mais qui, hôtes du gouverneur et, de plus ignorant le hollandais, ne se représentèrent pas exactement l'état de la colonie [3].

La Compagnie néerlandaise des Indes orientales avait toujours associé les colons à l'administration du pays. Dès 1657, c'est-à-dire l'année même où les premiers colons libres s'établirent au Cap, l'un d'eux — il se nommait Steven Janssen — fut admis avec le titre de

1. Mac Call Theal, *History of S. Africa* (1795-1834), p. 332-335.

2. *Hansard's Parliamentary debates*. Nouv. série, t. VII, p. 801.

3. Ces commissaires publièrent à leur retour deux rapports : 1° *Reports of the commission of inquiry. I. Upon the administration of the Government at the Cape of Good Hope ; II. Upon the finances at the Cape of Good Hope*, in-4°. Londres, 1827. — 2° *Report of the Commissioners of inquiry upon the trade of the Cape of Good Hope, the navigation of the Coast, and the improvement of the harbours of that colony*, in-4°. Londres, 1829.

burgerraad[1] au Conseil du gouvernement. Le nombre des *burgerraaden* avait été porté à deux en 1658, à trois en 1675 et à six en 1786. Choisis par le gouverneur sur une liste de candidats dressée par leurs concitoyens, ces *burgerraaden* siégeaient au Conseil en qualité d'administrateurs et de juges[2]. En outre, quand les colons voulaient obtenir du gouvernement une faveur ou le redressement d'un grief, les *burgerraaden,* délégués de la communauté, parlaient en leur nom.

L'institution des *burgerraaden* avait été supprimée en 1795, mais elle avait été partiellement restaurée en janvier 1796, sous la forme d'un *burgher senate.* Ce Conseil était composé de six colons, qui, bien que ne jouissant pas d'attributions aussi étendues que leurs prédécesseurs, servaient néanmoins d'intermédiaires entre le gouvernement et leurs concitoyens.

Or le *burgher senate* fut supprimé en 1828. Une autre institution presque aussi vénérable que celle des *burgerraaden,* puisqu'elle datait de 1685, celle des *landdrost et heemraaden* disparut la même année. Les landdrosts nommés par le gouverneur étaient ses représentants, ses préfets, dans les districts ruraux de Stellenbosch, Swellendam, George, Uitenhage et Graaff Reinet. Les *heemraaden*, dont le nombre variait entre quatre et huit, étaient les délégués des colons. Le « Conseil du landdrost et des heemraaden » jugeait les procès d'importance secondaire et administrait le district.

1. C'est-à-dire citoyen-conseiller ; *burgerraad* est rendu dans les textes anglais par les termes *burgher councillor.*

2. Exposer ici le rôle des *burgerraaden* au XVIIe et au XVIIIe siècle nous entraînerait trop loin, mais, si l'on en a la curiosité, on verra, par quelques exemples concrets, comment s'exerçait cette fonction, dans nôtre biographie du burgerraad Henning Husing, *Études sur l'Afrique,* 1 vol. in-12, 1904, p. 214.

Or le 1er janvier 1828, des *civils commissioners* remplacèrent les landdrosts, et des magistrats de carrière les conseils de landdrost et d'heemraaden.

Burgerraaden et *heemraaden* avaient toujours été choisis parmi les propriétaires les plus considérés d'un district ; ils correspondaient assez bien aux « notables » de l'ancienne France.

Les décisions prises en 1828 enlevaient donc aux colons toute participation à la vie publique. C'était les toucher en un point sensible, car leur vœu unanime, le vœu de ceux de l'Est comme de ceux de l'Ouest, était de fortifier les institutions représentatives de la colonie, et de collaborer avec le gouverneur à la direction des affaires publiques.

En 1827, ils envoient en Angleterre une pétition demandant l'établissement d'une assemblée législative. Ils échouent. En 1830, nouvelle pétition, qui est discutée le 24 mai à la Chambre des Communes et que sir George Murray, secrétaire d'État des colonies, fait rejeter en représentant qu'une assemblée délibérante mettrait aux prises colons anglais et colons hollandais, et de plus permettrait d'opprimer légalement les esclaves et les Hottentots. Les colons cependant ne se découragèrent pas. En 1831, ils adressent un mémoire au roi et enfin en 1833, le gouvernement anglais se décide à créer au Cap un « *legislative council* », composé de fonctionnaires en majorité et de quelques membres choisis par le gouvernement entre les plus notables de la colonie[1]. Mais il ne réussit point par cette mesure à satisfaire les colons, qui continuèrent à se plaindre d'être systématiquement écartés des affaires publiques. « Tous les maux, diront en 1842 les Boers du Natal, viennent du manque

1. Mac Call Theal, *History of S. Africa* (1795-1834), p. 394-6.

d'institutions représentatives qui nous sont refusées par le gouvernement de cette même nation, qui regarde ce privilège comme l'un des droits les plus sacrés du citoyen, droit pour lequel tout véritable Anglais est prêt à donner sa vie [1]. »

Astreints dans leurs rapports avec les fonctionnaires à l'usage d'une langue étrangère, privés de toute participation à l'action judiciaire et à l'action administrative, les Boers se sentent dépaysés, et si un certain nombre se décidèrent à quitter le sol de la colonie, c'est en partie parce qu'on en avait fait, malgré eux, des émigrés à l'intérieur.

Cependant ces griefs des Boers contre le gouvernement anglais furent secondaires. La cause principale de leur dissentiment avec la puissance régnante, et qui dépasse tellement les autres, qu'à son défaut l'émigration n'eût probablement pas eu lieu et qu'il n'y aurait pas eu de nation boer, ce fut un désaccord complet sur la politique à suivre vis-à-vis des nègres en général et des Cafres indépendants en particulier.

1. Manifeste du Volksraad de la République du Natal à sir George Napier, gouverneur du Cap, 21 février 1842, cité par Voigt, *Fifty years of the history of the Republic in South Africa*, II, p. 193.

CHAPITRE IV

L'AGITATION NÉGROPHILE

1. — Le parti négrophile au Cap.

Il existait au Cap un parti négrophile, qui comptait un nombre d'adhérents assez restreint, mais qui, actif et remuant, était fort écouté au *Colonial Office* de Londres.

Il était composé surtout de missionnaires, qui appartenaient principalement à la *London Missionary society*, et était né, peut-on dire, du jour où le Dr J.-T. Vanderkemp, membre de cette société, avait débarqué au Cap, en 1799. Ce personnage et son collègue Read avaient fondé à l'Ouest de la baie d'Algoa une mission, Bethelsdorp, qui était devenue la citadelle du parti [1] (carte 4).

Les missionnaires s'intéressaient indistinctement à tous les nègres. On sait, en effet, que les indigènes de l'Afrique australe, au milieu desquels vivaient les blancs, se partageaient en plusieurs catégories. Les Hottentots pasteurs avaient été les premiers avec lesquels les Hollandais avaient eu des rapports [2]. Ils avaient même de

1. Sur les missions de l'Afrique australe dont nous n'avons pas à exposer ici l'histoire en détail, voy. Moffat, *Vingt-trois ans de séjour dans l'Afrique australe*, trad. française, p. 25 et suiv.

2. Cf. notre article : La fondation de la colonie hollandaise du Cap de Bonne-Espérance. *Journal des Savants*, octobre 1904, p. 574.

1652 à 1680 environ opposé une certaine résistance aux progrès de la colonisation européenne. Mais leur passion pour l'alcool et le tabac les avait mis peu à peu à la merci des blancs. Ils avaient vendu leurs troupeaux pour s'offrir le plaisir de s'enivrer et de fumer ; leurs tribus s'étaient désagrégées, et, au commencement du XIXe siècle, ils étaient devenus individuellement les domestiques des colons.

Très différents de ces Hottentots, qui avaient atteint un degré relatif de civilisation, étaient des sauvages auxquels les Hollandais furent très embarrassés de donner un nom, et qu'au XVIIe siècle, ils appelèrent « Hottentots Ubiquas », « Hottentots hostiles », « Hottentots rebelles », « Sonquas Hottentots », « banditti », « voleurs de grand chemin », et finirent par nommer tout simplement les « hommes des buissons », *boschimans*, terme que les Anglais traduisirent littéralement par celui de *bushmen*. Ces Boschimans furent, pendant la fin du XVIIe siècle et tout le XVIIIe, les ennemis inlassables des colons. Friands de viande de bœuf et de viande de mouton, ils épiaient les défaillances d'attention des bergers, s'élançaient sur les bestiaux et les emmenaient. Les colons formaient des troupes de chasseurs, des *commandos*, se mettaient à leur poursuite, et quand ils réussissaient à les rejoindre, les massacraient sans pitié. Ces chasses aux Boschimans s'exerçaient encore dans la région périphérique de la colonie pendant le premier quart du XIXe siècle.

Au delà de la Great Fish river, frontière orientale de la colonie, vivait une autre catégorie d'indigènes : les Cafres. Pendant le XVIIIe siècle des groupes de colons avaient pénétré sur leur territoire pour y chasser l'éléphant, et eux-mêmes avaient plus d'une fois envahi les districts orientaux de la colonie. C'est avec certains

chefs de ces tribus cafres, que Johannes Beznidenhout avait, on l'a vu plus haut[1], essayé en 1815 de lier partie contre le gouvernement.

Hottentots, Boschimans et Cafres étaient des autochtones que les Européens trouvèrent dans l'Afrique australe, quand ils y arrivèrent. Mais au commencement du XIXe siècle, il y existait encore une catégorie de noirs, qui étaient étrangers au pays : les esclaves et les descendants d'esclaves. Selon la déplorable coutume en usage dans toutes les colonies européennes, du XVIe au XVIIIe siècle, la Compagnie néerlandaise des Indes orientales avait importé des îles de la Sonde, de Madagascar et du Mozambique des esclaves dans sa possession du Cap[2]. Il y subsistait donc encore vers 1825, bien que la traite ait été officiellement abolie en 1807, une nombreuse population servile.

Or ces hommes de couleur, Hottentots, Boschimans, Cafres, Malais, Malgaches et Mozambiques étaient tous également l'objet de la sollicitude de la *London Missionary Society*.

Missionnaires et colons vivaient en hostilité permanente, les premiers accusant les seconds de maltraiter les indigènes, les seconds reprochant aux premiers d'encourager les nègres à la paresse[3] et même de donner dans leurs missions asile à des scélérats.

Le principal épisode de cette lutte fut un procès, intenté en 1812 à l'instigation de Vanderkemp, à plus de soixante Boers, inculpés de sévices sur les indigènes et

1. Voy. p. 32-33.

2. Voir « La traite des esclaves à Madagascar au XVIIe siècle ». *La Nature*, 28 mai 1904, p. 401.

3. Le landdrost Cuyler, un fonctionnaire, qualifie, dans une lettre du 8 mai 1816, les nègres recueillis dans les missions de « lazy fellows of the London Missionary Society ». Leibbrandt, *The rebellion of* 1815, p. 835.

même d'assassinat. Ce procès, qui fut plaidé devant la juridiction appelée *Commission of circuit,* agita profondément et pour longtemps les districts orientaux de la colonie. Le procès dura quatre mois; plus de mille témoins y déposèrent; un certain nombre des accusés furent condamnés à des peines diverses, mais la majorité fut acquittée. Les Boers conservèrent de ce procès une rancune profonde contre les missionnaires de la Société de Londres, « ces prêcheurs pour nègres », ces diffamateurs, ces ennemis de la paix publique dont les racontars saugrenus ne méritaient, disaient-ils, aucune créance[1].

Le parti négrophile du Cap fut très notablement fortifié en 1819 par l'arrivée d'un certain John Philip, qui acquit bientôt une autorité entièrement disproportionnée à son mérite réel, et qui exerça pendant vingt ans, de 1825 à 1845, une action puissante sur les événements de l'Afrique australe. Philip était un Écossais, né en 1775 à Kirkcaldy, dans le comté de Fife. Il avait occupé des postes de clergyman en divers lieux et notamment à Newbury et à Aberdeen, quand il entra en relation avec les directeurs de la *London Missionary Society,* qui, en 1819, l'envoyèrent, comme inspecteur, dans l'Afrique australe. En 1822, il reçut avec le titre de surintendant[2] la direction de toutes les missions que la Société y entretenait.

Doué d'une excellente santé, très actif, beau parleur, écrivain fécond, Philip tint rapidement une grande place dans la colonie. D'ailleurs il ne se ménageait pas, et fit de fréquents voyages chez les tribus indigènes

1. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1795-1834), p. 165.

2. Superintendent of the Missions of the London Missionary Society at the Cape of Good Hope. *Dictionary of national biography,* article Philip (John).

des frontières septentrionale et orientale, non pour s'éclairer sincèrement sur leurs mœurs, mais pour recueillir des preuves à l'appui de ses théories préconçues.

Il avait en effet l'esprit plein de préjugés, qui formaient un bloc compact, et auxquels il demeurait obstinément fidèle, quand bien même l'observation des faits en avait pour tous les autres démontré la fausseté. De mauvaise foi, il accueillait même des notions inexactes, quand elles servaient sa cause ; extrêmement passionné, il considérait comme ennemi toute personne qui n'abondait pas dans son sens.

Jusqu'en 1838, époque où sir Georges Napier arriva dans la colonie avec mission de faire prévaloir une politique conforme à ses idées, Philip entretint de mauvais rapports avec les gouverneurs. Lord Charles Somerset dénonce au marquis Bathurst, secrétaire d'État des colonies, « le caractère intrigant de cet homme » et l'accuse de se mêler de tout ce qui peut lui donner une importance politique ; sir Lowry Cole le qualifie de « politicien... recherchant toutes les occasions de persuader les Hottentots qu'ils ne peuvent attendre de protection et de justice que des missionnaires ».

John Philip avait imaginé à priori une théorie sur le caractère des nègres et construit un système sur les rapports politiques et sociaux qu'il convenait que les blancs eussent avec eux. Il développa sa conception dans un rapport qu'il adressa en 1822 aux directeurs de la *London Missionary Society*, puis dans un second rapport qu'il remit en 1823 aux trois commissaires enquêteurs et enfin dans son fameux livre *Researches in South Africa*[1]. Ce dernier ouvrage, qui parut à Londres,

1. Il faut citer en entier le titre qui à lui seul contient tout un programme : *Researches in South Africa, illustrating the civil, moral and religious condition of the natives tribes ; including journals of the*

en 1828, en deux volumes in-octavo, de 403 et 450 pages, est composé sans art ; c'est un recueil de faits historiques, d'anecdotes, de lettres, de réflexions, de sentences morales. De cette confusion se dégagent pourtant trois idées qui réapparaissent dans le livre sous les formes les plus variées, et lui donnent une manière d'unité. Voici comment on peut les formuler : Les nègres sont des êtres bons, justes et vertueux. — Ils sont cruellement opprimés par les colons d'origine européenne et même par les gouverneurs anglais du Cap. — Seuls les missionnaires les comprennent et savent, grâce à leur direction paternelle, les gouverner.

La publication de cet ouvrage a eu des conséquences politiques si lointaines, qu'il est nécessaire de l'analyser un peu longuement.

« Des témoignages concordants des meilleurs auteurs et des faits glanés même aujourd'hui, dit Philip, il résulte que les indigènes de l'Afrique australe vivaient, à l'arrivée des Européens, en paix dans l'indépendance et dans le bien-être, qu'ils étaient par tempérament doux et inoffensifs, relativement purs moralement, bienveillants à l'égard des étrangers et entre eux[1]. » Telle était l'admiration que les vertus des Hottentots inspiraient aux colons, qu'ils appelaient toutes les tribus : « les bonnes gens ». Jusqu'en 1700 pas un seul vol ne fut commis au préjudice des colons. A cette époque, un Hottentot prit un vêtement orné de boutons d'argent. Ses congé-

author's travels in the interior ; together with detailed accounts of the progress of the christian missions, exhibiting the influences of christianity in promoting civilisation. — On remarquera que ces *Recherches* « éclairent la condition civile, morale et religieuse des tribus indigènes » et qu'elles contiennent « des considérations détaillées sur les missions chrétiennes montrant l'influence du christianisme pour promouvoir la civilisation ».

1. *Researches*, I, p. 14.

nères furent tellement indignés contre lui qu'ils le livrèrent au magistrat du Cap, et non contents de le voir rudement fouetté, ils le bannirent de leur tribu[1].

Quant aux Boschimans, ils ne sont pas les sauvages qu'on se plaît à décrire ; non dépourvus d'intelligence, ayant le sentiment du devoir, reconnaissant les faveurs dont ils sont l'objet, disposés à recevoir de l'instruction, ils pourraient être aisément amenés à changer leurs usages barbares contre d'autres plus civilisés[2].

Mais cent cinquante ans d'administration hollandaise ont réduit les indigènes à un état lamentable. Lorsque le Cap fut conquis par les Anglais en 1795, la condition des Hottentots formait un contraste absolu avec l'état paisible et indépendant, dans lequel les Hollandais les avaient trouvés en 1652. Ils avaient perdu leur pays, leurs troupeaux et même la liberté personnelle ; devenus les serviteurs des colons, ils subissaient de mauvais traitements. Ce régime les abrutit, et ils s'adonnèrent désormais à la gloutonnerie et à l'ivrognerie. Quant aux Boschimans, la principale occupation des colons a été de les détruire, de les « déraciner » du pays[3]. Jamais les hostilités ne cessaient et leurs ennemis implacables considéraient le meurtre d'un libre Boschiman, n'importe en quel lieu et en quelle circonstance, comme un acte méritoire.

Qu'on ne croie pas que l'arrivée des Anglais ait amé-

1. *Researches*, I, p. 4-5. — Il est superflu, pensons-nous, d'ajouter que ces assertions de John Philip constituent autant d'erreurs ; les documents relatifs au premier demi-siècle de l'occupation néerlandaise du Cap, et notamment le *Journal* de Johan van Riebeeck, le premier gouverneur, prouvent que les Européens avaient constamment à se défendre contre les pillages des Hottentots.

2. *Researches*, II, p. 9.

3. Tout un long paragraphe est intitulé : « Attempts to extirpate the natives. » *Researches*, I, p. 41 et suiv.

lioré la condition des indigènes. Quand un gouverneur fait une tournée d'inspection, on ne lui parle que des taxes et du manque d'ouvriers ; landdrosts et colons s'entendent pour nuire aux Hottentots, qu'ils considèrent comme une propriété, destinée de même que leur bétail à leur seul usage[1].

Opprimé par les colons, dédaigné par les hauts fonctionnaires, le noir n'a pas d'autre ami que le missionnaire, affirme John Philip, puis il ajoute :

« Sous combien d'aspects différents une même chose peut apparaître à diverses personnes. Tandis que le missionnaire chrétien considère une tribu de sauvages à la lumière de la vérité divine, il se sent la force de faire fi de tous les plaisirs terrestres et même de la vie, si c'est le moyen d'amener ces sauvages jusqu'au Christ ; tandis que son voisin, qui peut-être lui ressemble d'une manière frappante physiquement et par les habitudes sociales, passe tout son temps à se demander comment il pourra s'enrichir en s'emparant de leurs enfants et de leur bétail. Différence de principes, qui provoque la différence de leur conduite : le bon berger est prêt à sacrifier sa vie pour le troupeau, le loup n'entre dans le parc à moutons que pour tuer ou voler[2]. »

La condition des nègres dans les missions prouve ce qu'en peut faire un traitement équitable. Qu'on regarde ceux de Bethelsdorp, de Pacaltsdorp et de Theopolis. Les Hottentots y paraissent aussi civilisés que des ouvriers d'Angleterre ; maisons confortables et propres, jardins bien tenus et remplis de légumes, enfants décemment vêtus de tissus sortis des manufactures anglaises ; il y a à Bethelsdorp de bons ouvriers, qui n'ont pas marchandé leur peine pour construire les bâtiments

1. *Researches*, I, p. xv.
2. *Researches*, I, p. xxxii.

d'intérêt public : église, école, asile, étables, réservoir. Dans leurs assemblées religieuses, les nègres paraissent sérieux et sincères ; pas d'ivrognerie parmi eux et presque pas d'infraction aux bonnes mœurs ; les écoles présentent particulièrement un spectacle très encourageant[1].

Mais il ne suffit pas à John Philip d'opposer d'une manière spéculative le nègre à l'état de nature au nègre opprimé par cent soixante-dix ans de colonisation européenne, il veut obtenir du gouvernement anglais des actes conformes à ses vues et il adresse un chaleureux appel à l'opinion publique.

« Indépendamment des lois imprimées, il y a certains droits que les créatures humaines possèdent, et dont elles ne peuvent pas être dépossédées sans injustice manifeste... Le Hottentot a droit à une rémunération équitable pour son travail, à ne pas être cruellement opprimé, à habiter où il lui plait, et à jouir de la société de ses enfants ; personne ne peut le priver de ces droits, sans violer les lois de la nature et des gens...

« Outre les droits inaliénables, qui leur ont été conférés par le créateur, il existe pour les Hottentots certains droits précis ; ils sont considérés par le gouvernement anglais comme un peuple libre ; et la loi coloniale dit qu'il faut les traiter dans leurs personnes et leurs propriétés comme tout autre peuple libre.

« Nous montrons que les indigènes de l'Afrique du Sud ont été privés de ces droits, et nous venons maintenant la loi en main, — avec cette loi qui les reconnaît comme un peuple libre et leur garantit des droits spécifiés — et nous demandons au gouvernement anglais et au peuple anglais si ce système de cruauté et d'injustice a leur approbation ou si ce peuple, qui en a si longtemps souffert, bénéficiera enfin de la restitution de ses droits ? »[2].

1. *Researches*, I, p. 252-273.
2. *Researches*, I, p. xxvi-xvii.

« Dans un temps qui se distingue par tant de philanthropie, il est remarquable qu'on reste si indifférent à la situation des indigènes de l'Afrique du Sud. Par leur nombre, leur situation, leurs souffrances, ils doivent exciter le plus vivement notre sympathie. Quel remords pour les nations civilisées que leur voisinage ait été plus néfaste au développement et au bien-être des tribus sauvages que la famine, la peste ou les bêtes fauves ! »[1].

Le livre de John Philip rencontra un accueil bien différent au Cap et en Grande-Bretagne. Au Cap, il provoqua de l'indignation. Un fonctionnaire, William Macdonald Mackay, s'y jugeant calomnié, intenta un procès à l'auteur, qui le 16 juillet 1830 fut condamné avec des considérants accablants à 200 livres sterling de dommages-intérêts et aux frais (900 livres). Entre missionnaires et colons l'animosité était vive déjà, John Philip contribua à la rendre plus vive encore. Désormais plus de conciliation possible. Les colons regardent les membres de la *London Missionary Society* comme leurs pires ennemis. « Jamais dans ce pays, écrit en 1836 le Français J. Bisseux, l'on n'a haï les missionnaires plus qu'aujourd'hui[2]. » Et le voyageur Adulphe Delegorgue recueillit encore en 1839 l'écho de la haine publiquement vouée à John Philip « par toute la population hollando-sud-africaine[3] ».

Une grande part revient donc aux missionnaires dans l'émigration des Boers, et l'un des chefs de ces derniers, Pieter Retief, leur reprochera publiquement leur action

1. *Ibid.*, I, p. XXXIV.

2. *Journal des missions évangéliques*, 12e année, p. 11.

3. Adulphe Delegorgue, *Voyage dans l'Afrique australe notamment dans le territoire de Natal, dans celui des Cafres Amazoulous et Makatisses, et jusqu'au tropique du Capricorne, exécuté durant les années* 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843 et 1844, 2 vol. in-8°. Paris, A. René et Cie, 1847, II, p. 352.

funeste dans un alinéa très ferme du *Manifeste* qu'il publia le 22 janvier 1837, à la veille de s'avancer sur les plateaux sauvages d'entre Orange et Vaal : « Nous nous plaignons de la haine injustifiable, qui sans cause a été versée sur nous par des personnes intéressées et déshonnêtes, sous le couvert de la religion. Leur témoignage est admis en Angleterre à l'exclusion de toute déposition en notre faveur, et, comme résultat de cette prévention, nous ne pouvons prévoir que la ruine totale du pays[1]. »

Au Cap, les Anglais éclairés partageaient l'opinion des Boers sur les missionnaires en général et sur John Philip en particulier. Le capitaine James Édouard Alexander s'exprimait même sur leur compte en termes plus vifs que Retief : « Ignorants, pleins de préjugés, sans connaissance des hommes, ils sont incapables de mener à bien la tâche spirituelle qu'ils ont assumée. Qu'en peut-on attendre, sinon un service de mauvais aloi, du fanatisme sans travail, un enseignement religieux tout extérieur, sans réforme profonde des mauvaises habitudes de leurs fidèles, ni effort pour leur apprendre à se résigner et à obéir[2]. »

En Grande-Bretagne au contraire, les *Researches in South Africa* obtinrent un grand succès. « Ce livre, dit Fowell Buxton, à la Chambre des Communes, prouve une grande connaissance des choses coloniales et présente un tableau vigoureux des injustices que les indigènes supportent. » John Philip devint populaire : les frais du procès que lui avait intenté W. M. Mackay furent facilement couverts par une souscription publique. C'est

1. On trouvera le texte du manifeste de P. Retief dans Mac Call Theal, *History of South Africa* (1834-1854), p. 90.
2. Alexander, *Narrative*, I, p. 378-79.

que ce pamphlet en faveur des nègres avait justement été publié au moment où les idées philanthropiques jouissaient en Angleterre d'une faveur exceptionnelle.

2. — L'agitation négrophile en Grande-Bretagne.

Ce fut dans le dernier quart du XVIIIe siècle que l'on commença en Grande-Bretagne à s'apitoyer sur le sort des esclaves des colonies : l'anti-esclavagisme prend naissance[1].

En 1787, à la suite de l'agitation conduite par Thomas Clarkson et William Wilberforce, plus de cent pétitions demandant qu'on cessât d'exporter des nègres d'Afrique dans les colonies d'Amérique, furent déposées à la Chambre des Communes. Une société anti-esclavagiste se constitue : *The society instituted for the purpose of effecting the Abolition of the Slave Trade*[2].

Wilberforce et ses amis faillirent réussir ; l'année suivante, en 1788, ils obtinrent que, pour diminuer les souffrances des esclaves pendant la traversée de l'Atlan-

1. Voici un témoignage de cet esprit nouveau que nous relevons dans la correspondance d'Élizabeth Montaigu, femme de lettres dont le salon était fréquenté par la haute société londonienne. Dans une lettre du 22 novembre 1783 à son amie la duchesse de Portland, elle regrette que la Tamise serve à « apporter les dépouilles des Indes orientales ou le *produit du travail des esclaves* des Indes occidentales ». *Calendar of the Manuscripts of the Marquess of Bath*, in-8°, 1904, I, p. 349 (Publications de l'Historical Manuscripts Commission).

2. Les curieuses résolutions, prises par son comité dans la séance du 26 avril 1791, publiées dans le journal *The public advertiser*, du mardi 3 mai 1791, ont été réimprimées dans l'*Anti-Slavery Reporter*, fascicule de mars-juin 1898, p. 105. Manifestement, on croyait alors l'abolition de l'esclavage toute prochaine.

tique, le nombre de ceux-ci serait proportionnel au tonnage des bâtiments[1]. Mais ce premier succès des anti-esclavagistes resta isolé. En 1793, la guerre contre la France éclate ; dès lors, le torysme triomphe, l'Angleterre devient âpre, impitoyable et pour longtemps inaccessible à tout sentiment humanitaire[2].

C'est seulement vers 1804, quand la réaction anti-jacobine est passée, que l'opinion publique revient lentement aux sentiments qui l'animaient, quinze ou vingt ans auparavant. En 1807, le trafic des esclaves est interdit dans les colonies anglaises ; le 8 février 1815, à Vienne, sur la proposition des représentants du roi de la Grande-Bretagne les plénipotentiaires des Puissances déclarent que « regardant l'abolition universelle de la traite des nègres comme une mesure particulièrement digne de leur attention, conforme à l'esprit du siècle et aux principes généreux de leurs augustes souverains, ils sont animés du désir sincère de concourir à l'exécution la plus prompte et la plus efficace de cette mesure par tous les moyens à leur disposition[3]. »

La véritable période d'agitation anti-esclavagiste commence en 1823. Wilberforce vieillit, mais il a rencontré en Fowell Buxton un digne successeur. Des réunions publiques sont organisées, des brochures anti-esclavagistes publiées. Les deux Chambres du Parlement anglais reçoivent des pétitions, dont les auteurs constatent que les planteurs n'améliorent pas spontanément le sort de leurs esclaves et demandent « qu'on introduise de force dans les colonies le sens de la justice et de l'humanité

1. *Dictionary of national Biography*, article Clarkson (Thomas).
2. A. Chevrillon, *Sydney Smith*, p. 155.
3. Cette déclaration forme la pièce annexe n° 15 à l'Acte du Congrès de Vienne. De Martens, *Nouveau recueil de traités*, t. II, p. 433.

que ni leur bon cœur ni la prudence n'enseignent aux colons [1] ».

De toutes les passions politiques, dit Greville dans son *Journal* [2], cette fureur d'émancipation (car c'est bien plutôt de la fureur que de l'intérêt) m'a toujours frappé comme l'une des plus extraordinaires et remarquables. Il est certain qu'une grande partie des abolitionnistes obéissent à des sentiments très purs ; ils ont horreur des cruautés qui ont été et sont encore souvent pratiquées sur les esclaves : l'esprit plein des abominations qu'ils ont lues et entendues, ils sont invinciblement convaincus que l'esclavage sous toutes ses formes est incompatible avec l'esprit de la constitution anglaise, constitue un opprobre pour le caractère national et qu'il faut l'effacer. Ces gens en général ignorent entièrement les nombreuses difficultés de la question ; leurs notions sont superficielles, ils ont pitié des esclaves, qu'ils regardent comme des victimes innocentes, ils détestent leurs maîtres, qu'ils traitent de barbares criminels. D'autres sont persuadés que l'esclavage est un système déplorable, inutilement cruel et que le travail libre le remplacera aussi bien et même mieux sans être odieux. Il y a enfin des gens par milliers qui, selon leur penchant individuel, ont des sentiments mélangés et des opinions composées en partie ou en entier de celles qui viennent d'être énumérées.

Greville ajoute que le parti abolitionniste comptait certains hommes expérimentés, qui prévoyaient les conséquences de la suppression de l'esclavage : domaines des planteurs tombant en friche, nègres se refusant à tout travail, « car ils demandent la liberté pour pouvoir être paresseux », et qui, nonobstant cette opinion,

1. *Annual register*, 1826, p. 140-1, 152.

2. Charles C. F. Greville, *A journal of the reigns of King George IV and King William IV*, 3 vol. in-8°, Londres, 1875, II, p. 347-49.

restaient favorables à l'émancipation, en disant : « *Fiat justitia, ruat cœlum* ! »

Les mœurs de la génération anglaise qui arrive au pouvoir vers 1830 sont plus douces que celles de son aînée ; il lui est pénible de savoir que l'on contraint par force des créatures humaines à travailler, car alors, comme le dit Spencer Walpole, « l'humanité et le libéralisme commencent à devenir à la mode [1] ».

Cependant les colons, prévoyant la perturbation que la suppression de l'esclavage allait jeter dans leurs exploitations, s'y opposaient énergiquement. Aux pétitions abolitionnistes, les planteurs de Trinidad opposaient en 1832 des contre-pétitions et les adressaient à la Chambre des Communes ; ceux de Maurice contraignaient un fonctionnaire partisan de la réforme à quitter l'île, et ceux de Sainte-Lucie suspendaient toute relation avec leur gouverneur [2].

Mais leur cause était, en dehors de toute considération philanthropique, compromise par un motif économique : la diminution de leur commerce avec la métropole. Alors qu'en 1814, il représentait un sixième du trafic total de la Grande-Bretagne, en 1833, il ne compte plus que pour un quinzième. Les colons, propriétaires d'esclaves, sont devenus des clients de second ordre pour lesquels on cesse d'avoir des égards [3].

On connaît l'issue de la lutte. Le 16 mai 1833, le secrétaire d'État des colonies, lord Stanley, présenta à la Chambre des Communes, un bill d'abolition graduelle, qui ne satisfit entièrement ni les « West In-

1. *A history of England, from the conclusion of the great war in 1815*, 8 vol. in-8°, 1878-90, III, p. 174.
2. *Annual register*, 1832, p. 271-72.
3. Spencer Walpole, *History of England*, III, p. 168-9.

dians », qui le jugeaient trop libéral, ni les « Saints »[1], impatients de tout délai. Enfin, après d'assez longues discussions, un bill fut adopté par les Chambres et signé le 28 août 1833 par le roi, qui stipulait une abolition totale de l'esclavage dans les colonies britanniques, applicable le 1er août 1834, et une indemnité de vingt millions de livres sterling à répartir entre les possesseurs d'esclaves.

Les abolitionnistes s'inquiétaient principalement du triste sort des esclaves, captifs dans les plantations de cannes à sucre des Antilles ; cependant les *leaders* du parti, stimulés par les membres de la *London Missionary Society* et notamment par John Philip, qui séjourna en Angleterre de 1826 à 1829, n'oubliaient pas non plus les nègres de l'Afrique australe. Le 25 juillet 1822, à la Chambre des Communes, Wilberforce apitoie ses collègues sur les misères des Hottentots. Il admet sans réserve les affirmations cependant si suspectes de John Barrow : « Qu'on lise, s'écrie-t-il, la liste de leurs malheurs, dans le livre solide et intéressant de M. Barrow, la relation des injustices honteuses et des cruautés qu'ils ont supportées et celle de leurs qualités naturelles si opposées en tout genre aux vices qu'on leur a imputés. M. Barrow les considère comme les plus infortunés d'entre les humains, et, dans leur condition présente, comme peut-être les plus misérables, privés qu'ils sont de leurs propriétés, de leur pays et enfin de leur liberté[2]. » Et ce fut dans cette même séance que Wilberforce proposa à la Chambre et fit voter l'envoi d'une commission d'enquête au Cap, qui dans sa pensée devait surtout s'occuper de la condition des indigènes.

1. C'est ainsi qu'on désignait les anti-abolitionnistes et les abolitionnistes.

2. *Hansard's Parliamentary debates*, t. VII, p. 1790.

Le 15 juillet 1828, Fowell Buxton réussit à faire voter une motion par laquelle le gouvernement était invité à envoyer au Cap des instructions « pour assurer à tous les indigènes de l'Afrique australe la même liberté et la même protection qu'aux autres peuples libres de la colonie, Anglais ou Hollandais[1] ».

Un grand nombre d'Anglais sont convaincus que les nègres sont naturellement des êtres bons, justes, vertueux, et qu'il ne tient qu'aux blancs, en les traitant conformément à la justice, de ramener l'âge d'or dans les colonies.

Mais cette même opinion publique, si favorablement disposée à l'égard des nègres du Cap, est en revanche très prévenue contre les Boers.

Le 25 juillet 1822, un membre de la Chambre des Communes, nommé Money, déclare redouter toute mesure « qui mettrait un plus grand nombre de ses semblables à la merci du fouet impitoyable des Boers hollandais, que les esclaves du Cap craignent tant, qu'ils aiment mieux mourir que de les servir ». Et il raconte l'aventure d'une esclave de Capetown qui, menacée par sa maîtresse de voir ses enfants vendus aux Boers, s'en fut les noyer pour les soustraire à cette infortune[2].

Malgré leur invraisemblance, de pareilles affirmations ne soulèvent pas de contradiction. On tient les Boers pour très cruels. Philip les représente, dans un passage de son livre, comme dénués de toute sensibilité, et les compare aux planteurs des Antilles : c'est tout dire. « Ces propriétaires de nos îles à sucre ne sont pas plus alarmés par les projets d'abolition de l'esclavage, que les habitants du Cap, quand on tente de tirer les Hot-

1. *Hansard's Parliamentary debates*, t. XIX, p. 1693-94.
2. *Hansard's Parliamentary debates*, t. VII, p. 1799.

tentots de leur dégradation présente et de les placer dans une situation telle qu'ils puissent acquérir des biens et devenir indépendants [1]. »

En Grande-Bretagne, où il existait en 1836 près de cinquante sociétés religieuses « dont l'unique but était de travailler à l'avancement du règne du Christ et au bonheur de l'humanité [2] », les nègres du Cap avaient des avocats écoutés. Mais personne n'y plaidait la cause des Boers. Développées dans les livres, dans les journaux et devant les Chambres du Parlement, partagées par plusieurs des secrétaires d'État qui se succédèrent de 1828 à 1835 au *Colonial Office* et notamment par sir George Murray, lord Stanley et surtout lord Glenelg [3], ces opinions réussirent à provoquer des actes publics qui portaient en eux de lointaines conséquences.

3. — Des dommages causés aux Boers par les faveurs accordées aux noirs.

La sollicitude dont les nègres Sud-africains de condition libre et de condition servile étaient l'objet en Grande-Bretagne se manifesta par plusieurs faveurs.

Une décision prise par le gouverneur général Bourke en 1828 modifia complètement les conditions d'existence des Hottentots.

1. *Researches*, I, p, 141.

2. Voyez une lettre signée R. B. et datée de Londres, 18 mai 1836, qui donne beaucoup de détails sur le mouvement missionnaire en Grande-Bretagne. *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 193 et suiv.

3. Lord Glenelg assiste, le 4 mai 1836, à Exeter Hall, à l'assemblée annuelle de la *Société biblique et étrangère*, qui avait surtout pour objet de distribuer des Bibles et des Nouveaux Testaments, et y prend la parole. *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 200.

Un de ses prédécesseurs, le gouverneur comte de Caledon, avait déclaré, en novembre 1809, que tout Hottentot devait s'établir à demeure en un lieu connu du landdrost de son district et qu'il lui était interdit de se transporter d'un point à un autre de la colonie sans s'être muni d'un passeport délivré par ce magistrat. Cette ordonnance avait pour objet de fixer les Hottentots au sol et de les empêcher d'aller marauder sur les terres des colons. Burchell, observateur modéré et judicieux, d'ailleurs abolitionniste convaincu, qui qualifie de « commerce dégoûtant » le trafic des esclaves, approuve cette restriction apportée à l'indépendance des indigènes [1].

En 1812, un autre gouverneur, sir John Cradock, avait décrété que les enfants des Hottentots, nés de parents en service chez un colon et nourris dans la maison jusqu'à l'âge de huit ans y resteraient pendant dix ans en qualité d' « apprentis ». Sir John Cradock, homme de bon sens et philanthrope, pensait qu'il valait mieux donner aux enfants des habitudes de travail même au prix d'une restriction momentanée de leur indépendance, plutôt que de les laisser devenir des vagabonds.

Or, le 17 juillet 1828, le gouverneur Bourke décréta que les Hottentots, les Boschimans et autres hommes libres de couleur étaient dispensés de l'usage du passeport et leurs enfants de l' « apprentissage ». Les Hottentots, déliés de toute entrave, se répandirent à leur guise dans la colonie, où le vagabondage devint une vraie calamité [2].

Le gouverneur, sir Lowry Cole, reconnut la nécessité de le réprimer légalement et rédigea dans cet objet une

1. Burchell, *Travels*, I, p. 34.

2. Mac Call Theal, *History of South Africa* (1795-1834), p. 340, 343 et 425-27.

ordonnance qui fut approuvée par le *Legislative council*; sir Benjamin d'Urban, successeur de sir Lowry Cole[1], la soumit à l'approbation du secrétaire d'État des colonies. Mais celui-ci, qui était alors lord Glenelg, l'ami du missionnaire John Philip, refusa sa ratification.

Les vagabonds étaient assez nombreux, notamment dans les districts de l'est, pour qu'en janvier 1835, au commencement de la guerre cafre, le lieutenant-colonel Harry Smith ait pu, en quelques jours et sans difficultés, en recruter huit cents dont il forma un corps auxiliaire, nommé : *The first and second Battalion Hottentot Infantry*[2].

Les Boers souffrirent des maraudages commis par ces « cheminéaux » de couleur, et dans son *Manifeste*, Pieter Retief se plaint amèrement de l'impunité dont ils jouissaient : « Nous désespérons de protéger la colonie contre les maux qui la menacent, par suite de la conduite turbulente et malhonnête des vagabonds, à qui il est permis d'infester le pays de toutes parts; nous ne voyons plus aucune perspective de paix ou de bonheur pour nos enfants dans un pays aussi troublé. »

La population noire de l'Afrique australe bénéficia encore d'une faveur bien plus étendue que l'affranchissement de surveillance. Le 1er août 1834, les esclaves furent émancipés en exécution de l'ordonnance royale du 28 août 1833. Cette révolution économique et sociale fut onéreuse aux colons. Sur l'indemnité de 20 millions de livres sterling votée par le Parlement, une quote-part de 1 247 080 livres seulement revint au Cap. Or, on y estimait la valeur de l'ensemble des esclaves à 3 millions de livres; les propriétaires subirent donc de

1. Successeur non immédiat, car du 10 août 1833 au 16 janvier 1834, Thomas Francis Wade fut gouverneur intérimaire.

2. Sir Harry Smith, *Autobiography*, II, p. 25.

ce chef une perte considérable. Les procédés de paiement l'aggravèrent encore. Les indemnités n'étaient payables qu'à Londres ; ne pouvant pas ou ne voulant pas s'y rendre, ils durent céder à moitié prix leurs créances à des agents d'affaires. Le mécontentement se manifesta par un fait inattendu : sur les 1 247 000 livres sterling attribuées aux colons du Cap, il resta en fin de compte, au gouvernement, une somme de 5 900 livres, certains d'entre eux ayant refusé, par protestation, de toucher un seul penny de l'argent qui leur revenait [1].

C'est une opinion très généralement répandue et soutenue récemment encore que l'abolition de l'esclavage a été la cause principale de l'émigration des Boers [2].

Cette manière de voir est erronée.

Les Boers n'étaient pas opposés à une *abolition graduelle* de l'esclavage, qui d'ailleurs avait beaucoup de partisans dans le Parlement et dans le gouvernement anglais. M. G. Mac Call Theal, qui a eu sous les yeux

1. Mac Call Theal, *History of S. Afr.* (1795-1834), p. 422 et suiv. — Il est assez remarquable que Gladstone considérait comme insuffisante l'indemnité de 20 millions de livres sterling votée par le Parlement aux possesseurs d'esclaves. Dans la séance de la Chambre des Communes, du 22 mars 1836, un député ayant qualifié d' « énorme » cette indemnité, Gladstone répliqua que la valeur des esclaves de tout l'Empire britannique ayant été au plus bas estimée 45 millions de livres sterling, on ne pouvait pas dire que 20 millions de livres fussent une indemnité « énorme ». Il se moque de la crédulité des anti-esclavagistes qui acceptent sans contrôle tout le mal qu'on dit des colons. *Hansard's Parliamentary debates*, t. XXXII, p. 486.

2. Cette thèse a été soutenue dans une suite d'articles intitulés : *Great Britain and the Dutch republics*, publiés dans le *Times*, 5, 9, 13, 22 février 1900. Il en a été donné une traduction française : *La Grande-Bretagne et les Républiques hollandaises*, 1 broch. in-8° de 44 pages. Paris, Aux bureaux du *Siècle*, 1900. Ces articles contiennent un grand nombre d'erreurs de fait.

des lettres écrites, à partir de 1836, par des émigrants à leurs amis ou à leurs parents restés dans la colonie, n'y a pas relevé l'expression de regrets en faveur de l'esclavage. D'ailleurs, dans les quatre années qui précédèrent l'abolition, une réglementation minutieuse était intervenue entre maîtres et patrons, qui prescrivait dans un tel détail la quantité et la qualité de nourriture des esclaves, la nature des habits qu'ils devaient porter, le nombre d'heures de travail quotidien qu'ils devaient fournir, que l'émancipation fut presque une délivrance pour les propriétaires.

En revanche, *la manière* dont l'abolition fut opérée influa dans une certaine mesure sur l'émigration. Dans son *Manifeste* du 27 janvier 1838, Pieter Retief s'exprime ainsi : « Nous nous plaignons des lourdes pertes que l'émancipation de nos esclaves nous a fait subir et des lois vexatrices qui ont été promulguées à leur sujet. »

Dans ces mêmes correspondances auxquelles il vient d'être fait allusion, il est question des pertes provoquées par la manière dont les esclaves ont été émancipés.

Nous ne croyons cependant pas que ces pertes d'argent aient été la *cause principale* de l'émigration. On accorderait en effet que s'il en eut été ainsi, les colons qui auraient émigré avec le plus d'empressement eussent précisément été ceux qui avaient le plus souffert de l'émancipation. Or, le phénomène inverse se produisit, et ce furent les colons qui possédaient le moins d'esclaves qui émigrèrent davantage. La population servile n'était pas en effet uniformément répartie sur tout le territoire de la colonie. Tandis que les districts agricoles de l'Ouest : le Cap, Stellenbosch, Clanwilliam, Worcester, Swellendam en renfermaient les cinq sixièmes, les districts pastoraux de l'Est : Beaufort,

George, Graaff Reinet, Uitenhage, Somerset, Albany n'en renfermaient qu'un sixième seulement[1].

Or le contingent de l'émigration a été fourni, presque en totalité, précisément par les districts pastoraux dans lesquels la population servile était rare. Parmi les Boers qui franchirent l'Orange abandonnant à tout jamais la colonie, 2 pour 100 seulement étaient originaires des districts occidentaux, tandis que 98 pour 100 sortirent des districts orientaux[2].

Bref, nous estimons que le principe même de l'émancipation des esclaves n'a pas causé l'émigration des Boers, mais en revanche que les pertes d'argent, occasionnées par les procédés même de l'émancipation, ont constitué, en même temps que plusieurs autres, un grief contre le gouvernement anglais.

1. D'après les commissaires enquêteurs, la population servile du Cap comprenait, en 1826, 35 509 individus, répartis ainsi : 1° districts agricoles de l'Ouest : 28 934 ; 2° districts pastoraux de l'Est : 6 575. *Report of the commissioners of inquiry*, p. 11.

2. Mac Call Theal, *History of S. Africa* (1834-1854), p. 91-92.

CHAPITRE V

L'INVASION CAFRE DE 1834-1835 ET SES CONSÉQUENCES

I. — Les pillages des domaines boers par les Cafres de 1799 a 1834.

La principale cause de l'émigration des Boers fut la protection que le gouvernement britannique accorda, à leur détriment, aux Cafres de la frontière orientale. Ces sauvages, qui déjà, sous la domination hollandaise, avaient, à plus d'une reprise, jeté le trouble dans les districts orientaux de la colonie, continuèrent leurs rapines à intervalles irréguliers, pendant toute la première moitié du XIXe siècle.

En 1799, ils se jettent sur le district de Graaff Reinet, suivent le « Longkloof » et ne sont arrêtés par les troupes anglaises et les commandos boers combinés qu'auprès de la baie de Mossel, après avoir massacré sur leur passage vingt-neuf blancs et pillé presque tous les chevaux, bœufs et moutons.

Lichtenstein qui voyagea dans le pays en 1804 et en 1805 vit partout les traces de la guerre : hauts remparts de terre entourant les maisons et flanqués aux angles de tambours à meurtrières, derrière lesquels les Boers s'étaient défendus, ou même ruines d'habitations incendiées [1]. Dans ses conversations avec les colons,

1. Lichtenstein, *Reisen*, I, p. 306, 357, 363, 371.

c'est toujours aux horreurs commises par les Cafres, qu'on en revient : « Avant l'invasion, écrit-il dans son *Journal*, ce district de Graaff Reinet était, nonobstant son éloignement du Cap, l'un des plus riches de la colonie ; l'abondance des bœufs, des moutons, des chevaux élevés ici était étonnante ; mais nulle part, les colons n'ont autant souffert. »

Nouvelle invasion en 1811, au cours de laquelle en une seule affaire le contingent boer commandé par Jacobus Botha eut douze hommes hors de combat : huit morts et quatre blessés. Et de même que Lichtenstein en 1804-1805, Latrobe en 1816 relève les traces des méfaits des sauvages et décrit en termes presque identiques la misère des Boers : « Les habitants craignant de nouvelles incursions de ces peuplades toujours en mouvement n'ont pas osé rebâtir leurs maisons et se contentent de vivre dans des huttes, qui ne sont guère meilleures que celles des Hottentots[1]. »

La paix rétablie en mars 1812, on espéra opposer une digue au flot de la barbarie, en construisant le poste fortifié de Grahamstown[2]. Vain espoir, une autre guerre éclate sept ans plus tard en 1819.

Le chef cafre Geika, protégé par le gouverneur lord Charles Somerset, avait été en 1817 attaqué et battu par une confédération d'autres chefs de tribus, qu'en manière de représailles un corps de troupes anglaises vint piller ; mais après qu'elles se furent retirées, ceux-ci à leur tour envahirent la colonie.

Dans aucune de leurs nombreuses incursions, les Cafres ne déployèrent autant d'audace et de courage : ils

1. Latrobe, *Journal of a visit in South Africa in* 1815 *and* 1816, p. 154-5.

2. *Grahamstown*, ainsi nommée en l'honneur du colonel Graham, qui commanda les forces anglaises pendant la campagne.

osèrent le 22 avril 1819 donner l'assaut à Grahamstown.

Le capitaine Harding, un vétéran des campagnes d'Égypte et d'Espagne, affirmait plus tard au voyageur George Thompson n'avoir jamais assisté à un combat aussi animé ; l'ennemi aurait, s'il eut été moins misérablement armé, certainement triomphé des 250 hommes, qui composaient toute la garnison de la petite place. C'est que les Cafres avaient été exaltés par les prédictions d'un sorcier nommé Makanna, qui se glorifiait du pouvoir de rendre les balles inoffensives [1].

Cependant cette fois, comme précédemment, les Cafres finirent par être repoussés ; la campagne se termina même avantageusement pour la colonie, le chef Geika, en faveur de qui elle avait été entreprise ayant été tenu de *céder* le territoire situé entre la Fish river et la Keiskama, lequel en conséquence resta officiellement désigné sous le nom de *ceded territory* [2] (carte 4).

L'insécurité empêchait donc les habitants des districts orientaux de la colonie de jouir en paix des avantages naturels de la contrée : climat agréable, sol fertile et propice à l'élevage. En vingt ans les Cafres s'étaient abattus trois fois sur eux ; fléau aussi redoutable que les tremblements de terre, les cyclones ou les vols de sauterelles en d'autres régions du globe.

2. — La guerre cafre de 1834-1835.

Quoique les Cafres ne s'abstinssent pas de venir de

1. G. Thompson, *Travels*, I, p. 64.

2. Alexander, *Narrative*, I, p. 370-1. — Charles F. A. Bunbury, *Journal of a residence at the Cape of Good Hope with excursions into the interior and notes on the natural history and the native tribes*, in-8°. Londres, 1848, p. 16-17.

temps à autre marauder sur les terres des colons — George Thompson mentionne notamment un vol de trente deux têtes de bétail accompli sur la rive droite de la Fish river quatre jours avant son passage, c'est-à-dire le 11 mai 1823[1] — une paix relative régna cependant sur la frontière pendant une quinzaine d'années. Mais en 1834 les colons subirent une nouvelle invasion, qui leur coûta en hommes et en biens des pertes plus sensibles qu'aucune des précédentes.

L'attaque fut très habilement préparée : généralement les chefs de tribus se jalousaient trop pour rien entreprendre en commun, mais dans la circonstance ils s'unirent et conspirèrent si secrètement, qu'ils ne donnèrent l'éveil ni aux traitants européens, qui les fréquentaient, ni aux missionnaires établis parmi eux[2].

Plus tard les colons se souvinrent que pendant les mois précédant l'alerte, les Cafres avaient même, contre leurs habitudes, volé des chevaux, plutôt que des bœufs, évidemment en vue d'être bien montés pendant la future guerre.

Le 21 décembre 1834 au soir, des bandes de Cafres commencèrent à passer les gués de la Kat et de la Fish river depuis les monts Winterberg jusqu'à la mer. Le lendemain, d'autres bandes suivirent et d'autres encore les jours d'après[3]. En dix ou douze jours tout le pays, à l'Est d'une ligne tirée de Somerset East à Uitenhage, fut couvert de Cafres, qui brûlaient les maisons, emmenaient le bétail et massacraient les habitants (carte 4). Ils tuèrent quarante à cinquante hommes, sans faire de distinction entre les Boers et les colons d'origine anglaise[4] ;

1. Thompson, *Travels*, I, p. 51.
2. Alexander, *Narrative*, I, p. 408-9.
3. Alexander, *Narrative*, p 417. — Bunbury, *Journal*, p. 27.
4. Deux Anglais, Brown et Whittaker, occupaient avec quelques

toutefois ils laissèrent la vie sauve aux femmes et aux enfants. Chaque nuit, de Grahamstown on voyait la lueur des maisons incendiées.

Alexander, qui se rendit de Port-Elizabeth à Grahamstown quelques semaines après l'invasion et en releva les traces encore toutes récentes, en décrit ainsi les ravages :

La province de l'Est, qui n'avait jamais été si riche en grains, troupeaux, objets utiles, fut saccagée en un moment ; tout le pays fut dévasté et vidé de tout ce qui pouvait être emporté ; les récoltes sur pied et en magasin, le mobilier, des centaines de maisons furent brûlés. Les cadavres des colons, des marchands, des serviteurs hottentots gisaient partout sans sépulture et en plein air, au milieu des ruines noircies des maisons ; bref, le pays fut transformé en une vaste et lugubre scène de ruines et de désolation, couverte de sang et de cendres [1].

Un état officiel des pertes matérielles dressé après la guerre donna les chiffres suivants : maisons incendiées 456, bœufs et vaches disparus 114 930, moutons et chèvres 161 930 ; chevaux 5 715 ; évaluation pécuniaire de ces pertes 300 401 livres sterling (7 510 025 fr.) [2].

Les colons n'étaient pas organisés pour se protéger eux-mêmes. Le 6 juin 1833, le gouverneur sir Lowry Cole avait promulgué une ordonnance qui donnait à tout

hottentots une maison à Clay-pits ; s'étant risqués au milieu d'une assemblée de Cafres, ceux-ci les reçurent avec des hurlements de triomphe, les conduisirent sur un tertre, dansèrent autour d'eux, avec une allégresse diabolique *(danced round them in fiendish exultation)* et insensibles à leurs supplications leur cassèrent le crâne à coups de massue. Alexander, *Narrative*, I, p. 426.

1. Alexander, *Narrative*, I, p. 427.

2. Bunbury, *Journal*, p. 27. — Mac Call Theal, *History of S. Africa* (1834-1854), p. 7.

fonctionnaire le pouvoir d'appeler les habitants de sa circonscription aux armes et de les former en *commando* en vue de la défense commune[1], mais le parti négrophile prétendant que le moindre fonctionnaire aurait grâce à cette ordonnance la faculté de déclarer la guerre avait insisté auprès du secrétaire d'État des colonies, lord Stanley, pour qu'il en refusât la ratification, et il avait réussi. Le 27 novembre 1833, lord Stanley avait ordonné au nouveau gouverneur, sir Benjamin d'Urban de rapporter l'ordonnance[2]. La faveur dont les nègres jouissaient manifestement auprès du gouvernement paralysa donc la défense.

Alexander rapporte à ce sujet une scène bien significative qui se passa dans la première semaine de la campagne entre le colonel Harry Smith et un field commandant du Tarka, nommé van Wijk. Le colonel Smith avait ordonné au field commandant de rassembler les Boers de son district et de repousser l'ennemi. « Il faut monsieur, dit-il, que j'aie une permission. — Une permission ! pourquoi ? crie le colonel. — Une permission pour tirer sur les Cafres, monsieur. — Que diable, n'avons-nous pas la guerre ? Allez-y, tuez autant de Cafres que vous pourrez. — Plus souvent, reprit avec obstination le colon, en se tournant vers le major Mitchell [Michell] alors *quarter master general,* je serais tué par le gouvernement, si je le faisais, et tous mes biens seraient confisqués. — C'est absurde, s'écria le colonel, entrez en campagne immédiatement. — Parfaitement, monsieur, et je vais le faire, mais avant de presser la détente de mon fusil, il faut que j'aie tout

1. *Papers relative to the condition and treatment of the native inhabitants of Southern Africa*, part II, p. 61.

2. *Papers relative ... to the native inhabitants of Southern Africa*, II, p. 64-65.

cela en noir sur blanc. » Et il ne partit qu'avec une autorisation dûment signée par le colonel Smith[1].

Il y eut bien quelques cas isolés de résistance : un certain Jacobus Buurman et les deux frères Ferraira, cernés dans un buisson par plusieurs centaines de Cafres et n'ayant que deux fusils pour trois, se défendirent si courageusement qu'on eut le temps d'accourir à leur secours[2] ; mais il ne se forma pas spontanément de *commandos* de colons, pour arrêter l'invasion. Le sauve-qui-peut fut général vers les petites places fortes de Port-Elizabeth, Uitenhage, Bathurst, Grahamstown, Somerset East[3] (carte 4).

Sitôt que la nouvelle de l'invasion parvint au Cap, sir Benjamin d'Urban envoya son subordonné immédiat, le lieutenant-colonel Harry Smith, à Grahamstown avec pleins pouvoirs pour organiser la défense. Parti du Cap le 1er janvier 1835, Smith atteignit Grahamstown le 6, ayant couvert en six jours 600 milles, soit plus de 950 kilomètres et accompli sans fatigue une chevauchée, dont il fut parlé en son temps[4].

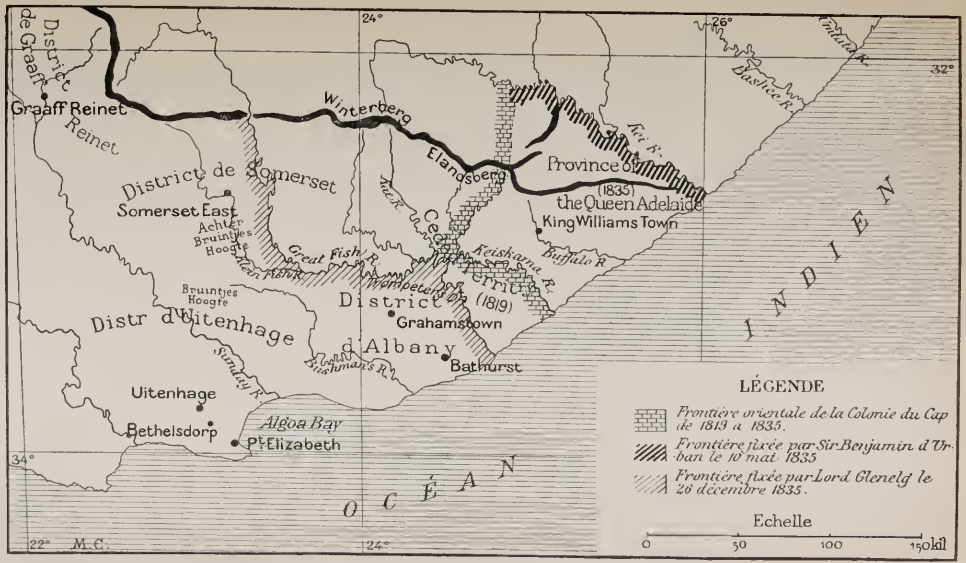
D'éléments disparates, fantassins et artilleurs anglais, troupes noires nommées « Cape Mounted rifles », Hottentots recrutés, armés et instruits en hâte, colons

1. Alexander, *Narrative*, II, p. 17-18.

2. Alexander, *ibid.*, I, p. 415-6.

3. « Le souvenir de la panique dont les gens d'ici ont été saisis persistera pendant des années. » Sir Harry Smith à sa femme, 26-27 février 1835. *Autobiography*, II, p. 338.

4. « Ayant parcouru 600 milles en six jours à travers les montagnes, par des chemins détestables, monté sur des chevaux de Boers, nourris d'herbe et jamais de grains, j'aurais été capable, en arrivant à Grahamstown de prendre part à une bataille rangée. Chaque jour, je faisais 14 milles à l'heure et je n'eus pas la moindre écorchure à la peau. » Sir Harry Smith, *Autobiography*, II, p. 16.



Carte 4. — La frontière orientale du Cap de 1819 à 1835.

anglais des environs de Port-Elizabeth, Boers enfin, Smith forma une petite armée, prête à entrer en campagne, sur l'ordre du gouverneur.

Sir Benjamin d'Urban arriva à Grahamstown le 20 janvier 1835, constatant, comme il l'écrivait au secrétaire d'État des colonies, que le pays était dévasté, que des maisons, il ne restait plus que les ruines et que « des horreurs inexprimables » avaient transformé en un désert une province fertile. Il organisa les secours en faveur des colons réfugiés dans les villes (la seule Grahamstown en abritait 2 000) et qui avaient perdu tout leur avoir. Un appel adressé à la charité publique dans la colonie et au dehors produisit en quelques mois une somme de 3 737 livres sterling (94 359 francs).

La fin de janvier[1], tout février et tout mars 1835, furent employés par sir Benjamin d'Urban et par Harry Smith à refouler vers l'Est les Cafres envahisseurs : tâche malaisée, car ceux-ci, très agiles et bien instruits des accidents du pays, regagnaient le lendemain le terrain perdu la veille. Ils se dissimulaient notamment avec grande habileté dans les fourrés des bords de la Fish river. Le 31 mars 1835, sir Benjamin d'Urban franchit la Keiskama, frontière orientale de la colonie depuis 1819, et porta la guerre chez l'ennemi, puis continuant à avancer vers l'Est, il atteignit la Kei le 15 avril. Le colonel Smith alla plus loin encore ; en mai, il poussa une pointe audacieuse en pleine Cafrerie, franchit la

1. Nous n'avons pas à raconter ici, par le menu, les événements militaires de 1835, mais seulement à montrer leurs rapports avec l'émigration des Boers. On trouvera un récit détaillé de la campagne dans Alexander, *Narrative... of a campaign in Kaffirland in* 1835. Londres, 1837, t. II, et dans sir Harry Smith, *Autobiography*, Londres, 1902, t. II. Les lettres de Smith à sa femme, publiées en appendice, sont notamment très vivantes et même amusantes.

rivière Bashee et aperçut même la rivière Umtata. Le major Dundas avait déjà en 1828 fait une reconnaissance rapide de cette contrée [1], mais jamais colonne anglaise ne s'était encore avancée dans l'Est aussi loin de Capetown (carte 4).

La guerre continua jusqu'au mois de septembre 1835. Ce pays accidenté, hérissé de collines, couvert ici de forêts épaisses, et là de clairières gazonnées, mais parsemées de bouquets de mimosas épineux, traversé en outre de nombreux petits fleuves côtiers se prêtait bien aux surprises des nègres et très mal à la tactique des troupes européennes. En outre les chefs nègres étaient encouragés dans leur résistance par les marques de sympathie qu'ils recevaient des membres de la *London Missionary Society*. Cependant en septembre, voyant leurs villages brûlés et prévoyant la disette, car ils n'avaient rien pu semer, ils finirent par se lasser et consentirent à faire la paix.

A cette longue et rude campagne, les Boers avaient pris une part importante. Ils étaient venus au nombre de seize à dix-huit cents des cinq districts les plus voisins de la frontière, Swellendam, George, Somerset, Graaff Reinet et Beaufort [2]. « Les cinq cents Swellen-

1. Malgré cette reconnaissance, la carte de cette région était encore très défectueuse. « My movements were conducted by reference to a very defective map », dit Smith, *Autobiography*, II, p. 53.

2. Alexander et Harry Smith ne sont pas absolument d'accord sur l'effectif des Boers ayant participé à la campagne. D'après Alexander, le nombre en aurait été, le 25 mars 1835, de 1 599, ainsi répartis entre les districts : George 310, Graaff Reinet 242, Somerset 532, Swellendam 453, Beaufort 62. *Narrative*, II, p. 39. D'après une lettre d'Harry Smith à sa femme du 17 mars 1835, le contingent boer était ainsi réparti entre les quatre divisions de l'armée : 1re 300, 2e 750, 3e 250, 4e 500 ; total 1 800. *Autobiography*, II, p. 341.

damers sont, dit Alexander, de solides gaillards, coiffés de grands chapeaux blancs, vêtus de jaquettes de laine et de pantalons en peau de daim ; ils sont armés de longs fusils de calibre 4 ou 8, et montent des chevaux qui trottent l'amble. Leur commandant est un beau vieillard de soixante-quinze ans, actif et solide, nommé Linde, qui cinq fois déjà a fait la guerre contre les Cafres de la frontière. » Les Boers étaient généralement venus avec deux chevaux ; ils montaient l'un, tandis que l'autre, tenu en main, portait une peau de mouton, quelques vêtements de rechange et du *biltong* ou viande séchée.

Beaucoup d'entre eux étaient suivis d'un petit serviteur hottentot[1] nommé *achter ridjer*, qui, perché comme un singe sur un troisième cheval, portait le fusil pendant les marches et le passait à son maître, quand celui-ci voulait descendre un Cafre ou une pièce de gibier[2].

Tous ces Boers n'étaient pas également courageux, dit Harry Smith ; « ils regrettaient l'époque où les Cafres n'étaient armés que de sagaies, c'était le bon temps des commandos ; mais maintenant qu'ils ont quelques fusils dont d'ailleurs ils se servent fort maladroitement, monsieur devient poltron. Il y avait cependant parmi eux de braves compagnons[3] », tels que ce

1. Le petit serviteur hottentot faisait partie intégrante de la vie des Boers. Chacun avait le sien. Ainsi, dans les textes relatifs à la rébellion de Slachters Nek, il est question d'Hendrik Kees, âgé de 11 à 12 ans, qui est le « hottentot » de Cornelis Faber, de Cobus, le « hottentot » de Diedrik Muller, de Hans, le « hottentot » de Johannes Bezuidenhout, etc... Leibbrandt, *The rebellion of* 1815, p. 485-87.

2. Alexander, *Narrative*, II, p. 15, 36-37.

3. « The Boers of the old commandos talk of the glories of former times, when the Kafirs had only assagais. But now that they

field commandant Dreyer, qui un jour vint dire au colonel que ses hommes « étaient fatigués de ne rien faire[1] », et plus d'un fut blessé ou tué pendant la campagne[2].

Dans l'espoir de mettre les districts orientaux de la colonie à l'abri d'un désastre pareil à celui qu'ils avaient subi en décembre 1834, sir Benjamin d'Urban prit les résolutions suivantes. Le territoire situé entre la Keiskama et la Kei, long de 200 kilomètres, large de 110, fut annexé à la colonie et reçut le nom de *Province of the Queen Adelaide*, en l'honneur de la femme de Guillaume IV. Cette nouvelle frontière était très supérieure à l'ancienne : autant la Keiskama, de même que naguère la Fish river, couverte de jungle sur ses rives, se prêtait aux embuscades, autant la Kei aux rives escarpées et dénudées était difficile à franchir et aisée à surveiller.

Cette excellente frontière naturelle une fois tracée, le plus sûr moyen de protéger efficacement la colonie, aurait consisté à refouler sans pitié tous les Cafres au delà de la Kei : on le tenta. Dès l'annexion de la nouvelle

have a few guns, which they use very badly, Mynheer funks. There are however some very fine fellows amongst them. » Sir Harry Smith. Lettre du 4 avril 1835. *Autobiography*, II, p. 347.

1. Harry Smith affecte de transcrire littéralement la prononciation de Dreyer : « Coronel must loup [look ?] into Kafirland. — How can I, Dreyer ? I must wait for the governor. — Well, where is the governor ? He must come ; my mans is tired for nix mak. — Can't help it, Dreyer. » Lettre du 25 mars 1835. *Autobiography*, II, p. 344.

2. Pertes des Boers pendant la campagne de 1835 : Combats du 12 au 15 février sur les bords de la Fish river, 7 morts, plusieurs blessés. Combat de Trompetters drift sur la Fish river, le 9 mars, 5 morts, 8 blessés. En Cafrerie, du 2 au 10 avril, 4 blessés ; en mai, 9 tués, mais parmi ces derniers plusieurs étaient peut-être des colons anglais.

province, c'est-à-dire à partir du 10 mai 1835, le colonel Harry Smith remplit « ce devoir harassant » en la faisant parcourir en tous sens par de petites colonnes[1].

Mais en septembre, lors de la conclusion de la paix, sir Benjamin d'Urban reculant probablement devant les difficultés matérielles de la tâche, se résigna à laisser les Cafres dans le pays, en assignant à chaque tribu un territoire dont il lui interdit de franchir les limites.

Toutefois pour enlever aux chefs la possibilité de préparer une attaque pareille à celle qu'ils avaient si bien combinée en décembre 1834, il les plaça sous la surveillance de fonctionnaires anglais, officiers pour la plupart, et fit construire huit forts, dont le plus important, résidence du gouverneur militaire de la province, fut nommé *King William's Town*, en l'honneur du roi Guillaume IV[2] (carte 4).

Pour dédommager les colons des pertes énormes qu'ils venaient de subir, il se proposa d'allotir entre eux une partie du *Ceded Territory* situé entre la Fish et la Keiskama.

Les dispositions prises par sir Benjamin d'Urban étaient prudentes : en soumettant à une étroite surveillance ces nègres voleurs, incendiaires et meurtriers, il avait chance d'être informé de leurs futures conspirations et de les pouvoir déjouer. Aussi cette politique reçut-elle, dans la colonie, l'approbation de tous ceux qui n'appartenaient pas au parti missionnaire. Quand, à la fin d'octobre 1835, sir Benjamin quitta Grahamstown pour rentrer à Capetown, « il emporta avec lui, dit Alexander, la haute estime et l'affection sincère de l'ensemble des habitants, qui lui étaient reconnais-

1. « A more harassing duty for myself and troops cannot be imagined. » Sir Harry Smith, *Autobiography*, II, p. 60-61.

2. Sir Harry Smith, *Autobiography*, chap. XXXVII et XXXVIII.

sants des ordres qu'il avait donnés en qualité de général en chef et de gouverneur, ainsi que de ses grands efforts pour soulager leur détresse, et pour assurer à l'avenir la sécurité de tant de victimes. Il s'y était employé par tous les moyens et souvent même y avait contribué de sa propre bourse[1]. »

Quand depuis six mois déjà le secrétaire d'État des colonies avait blâmé catégoriquement cette politique, le *Legislative Council* du Cap, composé cependant en majorité de fonctionnaires eut, le 24 août 1836, le courage de l'approuver à l'unanimité. Bien plus, sir George Napier nommé gouverneur en 1837, avec mandat de respecter l'indépendance des chefs cafres, finit par rendre hommage à la valeur du système inventé par son prédécesseur. « Ma propre expérience, dit-il, et ce que j'ai vu de mes yeux m'ont démontré que sir Benjamin d'Urban avait parfaitement raison et que la construction d'une ligne de forts occupés par des troupes était le seul moyen d'établir la domination britannique dans la Cafrerie. »

3. — La décision de lord Glenelg.

Les événements de la frontière orientale avaient vivement ému le parti négrophile du Cap. Naguère quand sir Benjamin d'Urban conservait encore sur les nègres les illusions courantes en Angleterre, quand « il était animé des vues les plus bienveillantes à leur égard », John Philip daignait l'honorer de son amitié. Mais depuis « qu'il connaissait personnellement le caractère véritable des Cafres, leur férocité et leur fourberie » ; depuis

1. Alexander, *Narrative*, II, p. 290.

que « son expérience lui avait démontré la nécessité d'une politique tout à fait différente de celle qu'il avait désirée et projetée[1] », les missionnaires et leurs partisans étaient devenus ses ennemis déclarés. Perfides et de mauvaise foi, ils trouvaient matière à griefs dans ses ordres les plus rationnels. Il opprimait, disait-on, les soldats hottentots, parce qu'en mai 1835 il les avait conservés sous les armes, tandis qu'il avait licencié les Boers pour leur permettre d'aller ensemencer leurs terres. Pour contraindre les Cafres à se soumettre, il faisait détruire leurs silos à grains, et on lui reprochait de les affamer[2]. Mais le thème favori des amis des nègres consistait à représenter ceux-ci comme se défendant légitimement contre les agressions des colons[3]. Quelques-uns de ces derniers ayant gagné quelque argent en fournissant les uniformes des soldats hottentots, on alla même jusqu'à dire qu'ils avaient déchaîné la guerre pour provoquer des dépenses militaires et s'enrichir. En janvier 1835, lors de la grande détresse des colons, *The Cape commercial advertiser*, le journal du parti missionnaire, affectait de n'y pas croire et raillait même leur prétendue misère.

La politique de ses adversaires et ses conséquences fut très nettement exposée par sir Benjamin d'Urban, dans une réponse qu'il fit à un groupe de colons qui lui remirent le 17 août 1835 une adresse de félicitations.

Je reconnais, dit-il, non sans un pénible étonnement,

1. Alexander expose d'une façon très intéressante le changement qui s'est produit dans l'esprit de sir Benjamin d'Urban relativement aux nègres. *Narrative*, II, p. 154. Comme cet officier a vécu plusieurs mois dans l'intimité du gouverneur, son témoignage est précieux.

2. Mac Call Theal, *History of S. Africa* (1834-1854), p. 36.

3. Alexander, *Narrative*, II, p. 288.

les dangereux efforts de quelques personnes (je souhaiterais vivement de pouvoir dire d'un très petit nombre) pour sacrifier la cause de leurs compatriotes, les diminuer moralement, défendre un ennemi sauvage et de mauvaise foi ; ils n'hésitent même pas à considérer comme une bagatelle les souffrances inouïes des premiers, pendant ces invasions barbares, qui ont mis les districts frontières à feu et à sang, tandis que sérieusement ils invoquent la compassion en faveur des derniers... Je ne dois pas cacher ici ma conviction que le secours ainsi apporté à la cause de l'ennemi, le blâme répandu habilement et à plaisir sur celle des colons ont encouragé les chefs des sauvages. L'esprit de résistance qui avait été découragé s'est ranimé et a arrêté les soumissions imminentes: de là le renouvellement des hostilités du côté des montagnes et l'effusion de sang qui en est résultée ; de là, pour moi, la nécessité de rappeler sous les armes une partie de la force des Boers [1].

Cependant si au Cap les missionnaires étaient honnis par la grande majorité des habitants, ils trouvaient beaucoup de créance en Angleterre. Et tandis que les colons indignés se désabonnaient en masse au *Cape commercial advertiser*, les souscriptions des négrophiles de la métropole venaient à point nommé sauver le journal de la faillite [2].

La déposition de John Philip devant un comité nommé par la Chambre des Communes pour faire une enquête « sur le système d'apprentissage aux colonies » rencontra des auditeurs complaisants [3], et une tournée

1. *Annual register*, 1835, p. 374-75.

2. Alexander, *Narrative*, I, p. 428.

3. La Chambre des Communes nomma, le 22 mars 1836, sur la proposition de sir Fowell Buxton, un comité « to inquire into the working of the apprenticeship system in the colonies, the condition of the apprentices, and the laws and regulation respecting them. » *Hansard's Parliamentary debates*, t. XXXII, p. 450.

de conférences, « *a lecturing tour* » qu'il fit en 1836 à travers la Grande-Bretagne obtint un grand succès, encore que deux nègres convertis, ses compagnons de voyage, se conduisissent comme des goujats dans tous les *home* où il les exhibait[1].

Ces préjugés en faveur des nègres, ces préventions à l'égard des Boers étaient partagés par l'homme d'État de qui dépendait alors tout l'avenir de l'Afrique du Sud, lord Glenelg, secrétaire d'État des Colonies. Charles Grant, chargé en avril 1835 par le vicomte Melbourne du ministère des Colonies. élevé à la pairie quelques semaines plus tard sous le titre de lord Glenelg, était l'un de ces hommes médiocres que le hasard des combinaisons parlementaires amène au pouvoir. Déjà « President of the board of trade and Treasurer of the navy » en 1827; pendant le ministère Canning, il n'avait brillé dans cette charge que d'un éclat très modéré. Au *Colonial office,* il se montra si inférieur à sa tâche, qu'en 1838, ses deux collègues, lord John Russel et lord Howick finirent par mettre le premier ministre en demeure de choisir entre eux et lui ; lord Glenelg n'évita une exclusion imminente qu'en donnant sa démission.

Partageant donc toutes les illusions du parti négrophile sur les Cafres, il tenait pour certain que s'ils avaient envahi le territoire de la colonie, ils avaient eu des raisons plausibles de le faire. Il reprocha à sir Benjamin d'Urban de les avoir, dans une dépêche, qualifiés d' « *irreclaimable savages* », de « sauvages incorrigibles ». Il ne lui envoya pendant la guerre ni instructions, ni renforts, ni argent[2].

Le 18 août 1835, le 27e régiment de ligne arriva à Simon's bay, pour relever le 98e, parvenu à son terme

1. *Dictionary of national biography*, article Philip (John).
2. Alexander, *Narrative*, II, p. 286-7.

de service colonial. Sir Benjamin, qui avait du caractère et osait prendre des responsabilités[1], employa conjointement les deux corps, au lieu d'embarquer le 98e pour l'Angleterre, mais c'était de sa part une grosse incorrection administrative.

Le 26 décembre 1835, lord Glenelg lui adressa une dépêche dans laquelle il prenait nettement le parti des Cafres contre les colons, et ordonnait l'évacuation de la nouvelle province. « La conduite des colons et des fonctionnaires de la colonie vis-à-vis de la nation cafre depuis une longue suite d'années, disait-il, justifie amplement leur attaque de l'année dernière, si imprudente qu'elle ait été... Poussés à la vengeance et au désespoir par les injustices systématiques dont ils ont été les victimes, je suis forcé d'admettre, quoique à mon corps défendant, qu'ils avaient parfaitement le droit de tenter, même sans espoir, d'obtenir par la force ce qu'ils ne pouvaient pas espérer obtenir autrement. » Lord Glenelg ordonnait ensuite de reporter la frontière orientale de la colonie à la Great Fish river et ruinait par conséquent tout le système de défense établi par sir Benjamin d'Urban : « Il faut abandonner la souveraineté sur la nouvelle province, bornée par la Keiskama et la Kei. Elle repose sur une conquête provenant d'une guerre dans laquelle, autant que j'en puis juger, la justice est du côté non des vainqueurs, mais du vaincu. ».

Lord Glenelg annonçait en outre que les districts de l'Est de la colonie formeraient une circonscription administrative autonome, qui serait administrée par un

1. Le 31 décembre 1834, au moment où Harry Smith, partant pour Grahamstown, prenait congé de lui, sir Benjamin d'Urban lui dit : « Vous m'avez bien compris. Comptez en toute occasion sur mon appui, je suis parfaitement résolu à supporter toutes les responsabilités. » Sir Harry Smith, *Autobiography*, p. 12.

lieutenant gouverneur ; qu'en cas de vol de bétail, les chefs de tribus indigènes seuls seraient responsables, mais non les communautés (ce qui équivalait à empêcher les représailles des vols commis sur les colons) ; qu'aucun Européen, sauf les missionnaires, ne serait autorisé à s'établir à l'Est de la Fish river ; qu'enfin, pour prévenir les injustices auxquelles les Cafres étaient exposés, il allait soumettre au Parlement un acte donnant la faculté aux tribunaux de connaître des offenses commises par les sujets britanniques au préjudice des Cafres[1].

Suspicion à l'égard des colons, confiance illimitée dans les vertus des Cafres, rigueurs pour les premiers, faveurs pour les seconds, voilà comment se résumait en 1835 la politique de lord Glenelg, secrétaire d'État des colonies. « Comme le disait sir Harry Smith, les espérances de paix et de tranquillité s'évanouissaient..., la sauvagerie était rétablie dans toute sa plénitude[2]. »

Nous tenons cette dépêche du 26 décembre 1835

1. Mac Call Theal, *History of S. Africa* (1834-1854), p. 58-9

2. Le passage suivant de l'*Autobiography* de sir Harry Smith (II, p. 94-5), qui alors organisait la « province of the Queen Adelaide », donne une idée de l'étonnement et de la colère causés dans la colonie par la dépêche de lord Glenelg : « Mais voilà qu'en plein milieu de mon œuvre et de mes espérances, la politique la plus extravagante que machiavélisme pervers ait jamais inventée, mit fin aux projets formés pour le bénéfice de cent mille barbares sous mes ordres, ainsi qu'à la paix et à la tranquillité que la colonie escomptait (car les habitants de la frontière commençaient à jouir d'un état de sécurité qui était vraiment la sécurité). Le ministre des colonies, lord Glenelg, homme excellent, digne et capable, mais dominé par un ignoble parti, qui s'affublait d'un masque de sainteté et de philanthropie, ordonna de restaurer la barbarie dans la province de la Reine Adélaïde, de dégager les Cafres de leur serment de fidélité et de rétablir la sauvagerie dans toute sa plénitude. »

pour l'un des documents capitaux de l'histoire de l'Afrique australe. L'effet en fut immense dans la colonie ; plus que toutes les autres vexations, elle jeta les Boers dans le désespoir.

Non seulement le gouvernement anglais en restreignant l'usage de leur langue et en les privant de toute participation aux affaires publiques, les traitait en étrangers dans leur propre pays ; non seulement il les avait appauvris par la manière dont il avait aboli l'esclavage ; non seulement il donnait aux Hottentots toute licence pour commettre des désordres, mais voilà que maintenant, mis en demeure de prendre parti entre eux, sujets britanniques, et les Cafres, c'était pour ces derniers, que séduit par les conseils de la *London Missionary society*, il se déclarait.

Les Cafres avaient brûlé leurs maisons, emmené bœufs, moutons, chevaux, avaient massacré à coups de sagaie près de cinquante des leurs et provoqué indirectement par la misère et la maladie, conséquences de l'invasion, beaucoup d'autres décès.

Eux cependant venaient, pendant près de huit mois, de janvier à septembre, de rester en armes, de contribuer — non d'ailleurs sans de nouvelles pertes — à refouler l'ennemi et à rétablir la paix. Les officiers anglais avaient réquisitionné leurs voitures et abattu pour nourrir les troupes la plus grande partie des bestiaux repris aux Cafres. Ils avaient donné leur temps, leurs biens, leurs vies et n'avaient reçu aucune indemnité.

Ils pouvaient du moins espérer que les nouveaux territoires qu'on allait leur distribuer entre la Fish et la Keiskama les rémunéreraient partiellement et qu'à la faveur de la nouvelle organisation des districts frontières, ils pourraient vivre en paix.

Or qu'apprenaient-ils ? C'est qu'on les considérait à

Londres comme les agresseurs, que le terrain conquis, non seulement par eux récemment entre la Keiskama et la Kei, mais seize ans auparavant, en 1819, entre la Fish et la Keiskama, allait être rendu aux Cafres, et que la frontière allait être ramenée à cette Fish river, dont les défauts stratégiques étaient manifestes.

L'avenir n'était que trop clair ; quand bon leur semblerait, les Cafres renouvelleraient leurs invasions de 1799, de 1811, de 1819, de 1834. Un gouverneur anglais, sir John Cradock, ne les avait-il pas depuis longtemps qualifiés de « perturbateurs de la paix et de la prospérité de cette colonie » ?

Aussi bien, enhardis par la haute protection, dont ils se savaient par les missionnaires amis l'objet en Angleterre, encouragés par la faiblesse d'Andries Stockenstrom[1], nommé par lord Glenelg lieutenant-gouverneur des districts orientaux, ils recommençaient leurs méfaits, vols de bestiaux et assassinats de colons.

Des projets d'émigration étaient depuis quelques années discutés par les Boers. On verra dans les chapitres suivants qu'un premier groupe d'émigrants franchit l'Orange dès 1833 et qu'un autre groupe s'en fut dès 1834 faire une reconnaissance préliminaire au Natal. Mais le départ en masse s'opéra seulement quand la décision de lord Glenelg fut connue et commença à porter ses conséquences. Elle fit décidément pencher d'un certain côté le fléau oscillant de la balance.

William Cornwallis Harris, qui parcourut les districts orientaux de la colonie à l'époque où l'émigration s'y organisait, ne met pas en doute que « ce mouvement

1. En 1836, il fit devant la commission d'enquête de la Chambre des Communes une déposition, qui abondait dans les idées de lord Glenelg, dont il conquit ainsi la faveur.

inouï et plein de périls » ait eu pour raison principale « l'insuffisance de protection du gouvernement anglais [aux colons] contre leurs voisins fourbes et audacieux, les Cafres, dont les incursions de pillage ont désolé leurs plus riches domaines et ruiné des centaines de colons de la frontière[1] ».

Le commissaire Henry Cloete, qui, on le verra plus loin, a séjourné au Natal de 1843 à 1855 et s'est entretenu fréquemment avec les Boers des causes de leur départ, l'attribuait également à la dépêche de lord Glenelg[2]. Et le jeune William Gladstone, perspicace autant que hardi, osa dire, le 10 juillet 1838 en pleine Chambre des Communes, que la véritable cause de l'émigration des Boers était l'insécurité dans laquelle on les avait laissés[3].

Les Boers n'émigrèrent pas pour pratiquer leur religion à leur guise et adorer Dieu selon leur rite, comme les ancêtres huguenots de quelques-uns d'entre eux l'avaient fait cent cinquante ans auparavant. Leurs motifs de départ furent plus terre à terre. Ils allaient vivre ailleurs, parce qu'ils ne pouvaient plus vivre en sûreté dans leur propre pays.

« Nous nous plaignons, dit Pieter Retief dans son Manifeste du 22 janvier 1837, des pillages constants que depuis des années les Cafres et autres catégories d'hommes de couleur nous ont infligés et en particulier de la *dernière invasion* de la colonie, qui a désolé les districts frontières et ruiné beaucoup de ses habitants. »

Si peu confortables que fussent leurs demeures, ils ne quittèrent pas la colonie sans tristesse et sans regret.

1. *The wild sports of Southern Africa*, p. 345.
2. *Five lectures on the emigration of the dutch farmers*, p. 74.
3. *Hansard's Parliamentary debates*, t. XLIV, p. 114-115.

« Nous abandonnons maintenant, dit encore Pieter Retief, la terre féconde où nous sommes nés, dans laquelle nous avons souffert des pertes énormes et des avanies constantes ; nous sommes sur le point d'entrer dans un pays inconnu et plein de périls, mais nous marchons avec une ferme confiance dans un Dieu omniscient, juste et pitoyable, que nous craindrons toujours et auquel nous obéirons humblement. »

Ce départ des Boers affaiblissait la colonie. Assurément ils étaient ignorants, grossiers, souvent d'une honnêteté douteuse, mais ils formaient un groupe d'excellents éleveurs de bétail, et leurs *commandos* constituaient un rempart solide contre les hordes barbares, qui sortaient périodiquement de la Cafrerie.

Après chaque campagne, ils rentraient chez eux avec des satisfecits des officiers anglais : « Partout où ils se sont trouvés au feu, disait en 1819 le colonel Graham, ils ont bravement combattu et leurs services ont été aussi prompts qu'empressés. » « Son Excellence[1] prie le commandant Redelinghuys, le field cornet W. P. Burger et tous leurs compagnons de recevoir ses meilleurs remerciements pour le zèle et la persévérance qu'ils ont déployés dans la poursuite des mécréants, et pour leur conduite pleine de cœur », écrivait le secrétaire du gouvernement le 21 octobre 1833, après une campagne contre les Corannas[2].

Quand les bandes d'émigrants s'ébranlèrent, sir Benjamin d'Urban déplora le départ de « l'élite des fermiers de la frontière » *the flower of the farmers,* « ces

1. Le gouverneur intérimaire T. Wade.

2. *Papers relative... to the native inhabitants of Southern Africa,* II, p. 69. — Témoignage analogue du lieut.-colonel Somerset, le 29 août 1828. *Ibid,* II, p. 39.

sujets très fidèles », « ce peuple brave, patient, industrieux, méthodique et religieux ».

Le grand parti abolitionniste anglais était composé d'hommes justes, bons et généreux, dans les cœurs desquels les immenses souffrances supportées par la race nègre retentissaient douloureusement. Des hommes inspirés par des motifs aussi désintéressés et aussi nobles que Wilberforce, Fowell Buxton et Thomas Clarkson, honorent leur pays et, on peut le dire, toute l'humanité. Mais leurs sentiments philantropiques furent trop exclusifs ; par affection pour les noirs, ils devinrent injustes envers les colons blancs ; ils contribuèrent à rejeter les Boers hors de l'Empire britannique.

Une nationalité boer, qui, lentement, très lentement, prendra conscience d'elle-même, va se former dans l'arrière-pays de la colonie du Cap. « Une dangereuse épine, dira sir Harry Smith, sera piquée dans [la chair de] la Grande-Bretagne[1]. » Personne, aujourd'hui encore, n'oserait affirmer que la plaie soit cicatrisée.

1. *Autobiography*, II, p. 105.

DEUXIÈME PARTIE

L'ÉMIGRATION

CHAPITRE I

LA FORMATION DES BANDES D'ÉMIGRANTS ET LEURS PREMIERS MOUVEMENTS

I. — Les Boers, qui abandonnèrent leur pays pour se soustraire à la domination anglaise, ne partirent pas tous ensemble. Ils formèrent des groupes distincts, dirigés chacun par un chef : Louis Trichard, Hendrik Potgieter, Gert ou Gerrit Maritz, Pieter Retief, Pieter Jacobs, Jacobus Uys, Carel Pieter Landman, Gert Rudolph, Andries Pretorius, etc.

La bande de Trichard, à laquelle s'était jointe celle de Jan van Rensburg, s'était mise en mouvement dès la fin de 1833. Mais la grande émigration ne commença pas avant les premières semaines de 1836. Quand le voyageur Cornwallis Harris passa à Graaff Reinet en août 1836, « la rage de l'émigration au delà de la frontière s'y propageait rapidement », tous les chariots

étaient accaparés et il ent de la peine à se procurer celui dont il avait besoin pour son exploration [1].

Ces bandes se constituèrent par le groupement de familles amies, habitant généralement le même district. L'émigration fut donc familiale, amicale et régionale. C'est ainsi que la bande de Louis Trichard était composée des familles Louis Trichard, Carel Trichard, Hendrik Botha, J. Pretorius, G. Scheepers, H. Strydom, J. Albrecht, Daniel Pfeffer, qui toutes habitaient le district d'Albany, et celle de van Rensburg des familles S. Bronkhorst, G. Bronkhorst aîné, G. Bronkhorst cadet, Jacobus de Wet, P. van Wijk, P. Viljoen, H. Aukamp, N. Prins, M. Prins. La bande Hendrik Potgieter se forma par la réunion d'un groupe de familles du Tarka et d'un groupe de familles des environs de Colesberg, savoir : familles Carel Cillier, Jan Du Toit, Jan Botha, trois familles Krüger, huit familles Liebenberg, quatre familles Brookhuizen, quatre familles Brits, trois familles van Rensburg [2].

Plus tard il arriva souvent que les hommes abandonnèrent momentanément leurs femmes et leurs enfants, et se formèrent en *commandos*, pour faire une exploration ou bien pour aller attaquer les Matabélés ou les Zoulous, mais au départ, l'union resta complète. Les femmes, les vieillards et les enfants émigrèrent donc en même temps que les hommes. Louis Trichard était accompagné de sa femme, de sa fille et de quatre enfants. Le vieux Barend Liebenberg qui partit avec Hendrik Potgieter était accompagné de ses fils, suivis chacun de sa femme et de ses enfants. Caspar Krüger em-

1. *The wild sports of Southern Africa*, p. 23.
2. Mac Call Theal, *History of South Africa* (1834-1854), p. 93-95.

mena son fils Paul, le futur président de la République Sud-africaine. Jacobus Uys composa une bande uniquement de sa famille, de ses fils, filles, gendres, brus, et petits-enfants. C'était en abrégé l'exode d'une nation.

Nous ne connaissons que dans quelques cas le nombre des individus qui composèrent ces bandes ; celle de Trichard comprenait 97 personnes, celle d'Hendrik Potgieter environ 200, celle de Pieter Retief 108.

Comme moyen de transport, les Boers se servirent du chariot à quatre roues traîné par des bœufs. La bande de Trichard n'en possédait qu'une trentaine, mais celle de Gerrit Maritz plus de cent. Ce chariot, large d'un mètre et long de cinq et demi, est fait d'une planche horizontale et de deux autres, placées perpendiculairement à la première, qui sont fixées sur le train de derrière, et pivotent sur celui de devant. Les diverses parties sont maintenues ensemble non par des écrous de fer, mais par des courroies et des taquets, de sorte que dans les chutes, le chariot se disloque, mais ne se brise pas. Quinze cerceaux supportent deux toiles superposées, la première peinte et imperméable, la seconde blanche ; à l'intérieur quatre caisses, une devant qui sert de siège, une derrière, deux sur les côtés. Ce chariot, qui peut transporter des charges de 1 500 à 2 000 kilogrammes, est traîné par dix bœufs au minimum, et souvent, par dix-huit ou vingt, parmi lesquels on attelle au timon les deux bêtes les plus intelligentes et les mieux dressées. Il y a généralement deux conducteurs, l'un qui guide le joug de tête, l'autre qui reste assis sur le siège, lance des interjections, interpelle les bœufs par leurs noms et les touche de son immense fouet. « Les Boers Sud-africains tiennent à honneur de bien savoir

conduire un chariot ; ils aiment surtout à le prouver, et jamais, dit le voyageur Delegorgue, je ne les ai vus considérer cet exercice comme un travail. Pour eux, prendre le fouet est le signe équivalent à l'action du marin qui gouverne une embarcation[1]. »

C'est grâce à leur chariot que les Boers ont pu émigrer d'abord et ensuite maintenir leur existence. Il a roulé à travers la prairie et la brousse, du Cap au Limpopo, à la baie de Delagoa et à la baie de Natal ; il a passé à gué l'Orange, le Vaal et leurs affluents, gravi et descendu les pentes des Drakensbergen ; à son abri, les Boers ont défié les attaques des Matabélés et celle des Zoulous. Avec le *roer*, le fusil à gros calibre, il a été le principal instrument de fondation de la nationalité boer. Les émigrants emmenèrent avec eux leur principale richesse, leurs troupeaux de bœufs, de moutons et de chèvres, que les hommes à cheval poussaient devant eux, tandis que les femmes et les enfants restaient assis dans les voitures.

Les événements de 1836 et 1837 furent surtout dirigés par Hendrik Potgieter, Gerrit Maritz et Pieter Retief. Andries Pretorius n'apparaît que plus tard. Potgieter, nom qui figure déjà dans les Annales du Cap au début du XVIIIe siècle[2], appartenait à une famille d'éleveurs de bétail qui était depuis longtemps établie dans le Tarka[3], et y jouissait d'une certaine aisance.

1. A. Delegorgue, *Voyage dans l'Afrique australe*, I, p. 378.

2. Une famille Potgieter vivait dans le Waveren (actuellement Tulbagh basin) en 1717. L'un d'eux, Hans Julien Potgieter, raconte dans une lettre à son frère le combat qu'il livra, en avril 1717, à des esclaves fugitifs. Leibbrandt, *Precis of the archives of the Cape of Good Hope. Journal*, 1699-1732, p. 273.

3. Actuellement district de Cradock.

Contrairement à la grande majorité des émigrants, Gerrit Maritz n'était pas un éleveur, mais un industriel ; il fabriquait des chariots à Graaff Reinet, et à ce métier avait acquis une véritable fortune [1].

De tous les colons qui émigrèrent au delà de l'Orange, le plus remarquable fut Pieter Retief. Né dans le village de Wagenmakers valley, dans l'Ouest de la colonie par conséquent, il sortait de l'une des familles françaises réfugiées au Cap en 1688. Son père vivait largement du produit de ses orangers et de son vignoble et comptait qu'après lui son fils exploiterait le domaine, mais Pieter Retief dédaigna l'existence monotone et facile que menaient les planteurs de ce pays de cocagne qui s'étend autour du Cap ; une vie moins réglée et plus aventureuse le tentait. Le gouvernement ayant en 1820 adjugé la fourniture des vivres nécessaires aux émigrants anglais installés dans le district d'Albany, jusqu'au moment où ils seraient en état de pourvoir eux-mêmes à leur subsistance, Pieter Retief se lança dans cette entreprise. Il remplit les clauses de son contrat avec une rectitude dont les colons anglais lui conservèrent une vraie reconnaissance. Plus tard, le gouvernement ayant mis en adjudication la construction de grands bâtiments, il soumissionna encore ces travaux et gagna d'abord de l'argent, mais ensuite il fut partiellement ruiné par la faillite de quelques-uns de ses entrepreneurs.

Nous avons dit plus haut [2] que les colons du Cap constituaient une milice territoriale. La hiérarchie des officiers, qui étaient choisis parmi les plus capables d'entre eux, comportait deux grades : « field cornet » et « field commandant ». Or Pieter Retief avait atteint ce grade

1. Harris, *The wild sports of Southern Africa*, p. 23.
2. Partie I, chap. I, p. 6.

suprême et difficilement accessible de « field commandant[1]. »

Au moment où éclata la guerre cafre de 1834, il possédait sur la frontière orientale un domaine, qui, comme tant d'autres, fut ravagé par les sauvages. Estimant qu'en conséquence des ordres de lord Glenelg, ceux-ci pourraient dorénavant impunément accomplir leurs méfaits, il se décida à le vendre et à émigrer[2].

Il était relativement bien plus instruit que la majorité de ses compatriotes ; il parlait l'anglais et l'écrivait ; son *Manifeste* du 22 janvier 1837 dont nous avons cité des extraits au chapitre précédent est précis, net, et même éloquent dans sa simplicité. Si la qualification d'« homme extraordinaire », que Delegorgue lui applique[3], est exagérée, il est certain que sa supériorité s'imposa à ses compagnons d'émigration, qui, on le verra plus loin, le choisirent pour chef.

Les fonctionnaires anglais du Cap n'usèrent pas de violence pour retenir les colons. Le bruit s'étant répandu parmi ces derniers qu'on interdirait leur départ en vertu d'une certaine loi de *ne exeat regno*, quand Andries Stockenstrom, nommé par lord Glenelg lieutenant-gouverneur des provinces de l'Est, arriva à Uitenhage, ils l'interrogèrent sur ce sujet. Il répondit qu'il ne connaissait point de loi défendant à un sujet du roi de

1. Nous ignorons combien il y avait de « field commandants » en 1835, mais en 1815 il y en avait 4 pour le district de Graaff Reinet, 1 pour celui d'Uitenhage, 2 pour celui de Tulbagh, 1 pour celui de George, soit 8 pour toute la colonie. *Extracts from the Court calendar for the year* 1815, in Leibbrandt, *The rebellion of* 1815, p. 931 et suiv.

2. Henry Cloete, *Five lectures on the emigration of the dutch farmers from the Colony of the Cape of Good Hope, etc.*, p. 79-80.

3. *Voyage*, I, p. 29.

quitter le territoire britannique et qu'une telle loi, si elle existait, serait tyrannique et oppressive. *L'attorney general*, Anthony Oliphant, dont l'opinion en matière de droit faisait autorité, déclara de même qu'il ne serait pas juste d'empêcher des gens mécontents de leur sort d'aller chercher ailleurs une vie plus agréable, que des émigrants quittaient en grand nombre l'Angleterre pour les États-Unis, et qu'il n'y avait aucun moyen légal de s'opposer au départ des Boers [1].

D'ailleurs, après la décision de lord Glenelg, qui équivalait à laisser la frontière orientale ouverte aux Cafres, le départ des colons ne dut pas causer un grand étonnement à sir Benjamin d'Urban. Il les plaignait ouvertement, et le 8 juin 1836, quoiqu'il dût certainement se sentir déjà en disgrâce, il demanda au secrétaire d'État des colonies « une compensation pour les dommages inouïs éprouvés par ces fidèles sujets ».

Il déplora que la frontière fut privée de défenseurs dont la valeur lui était bien connue, mais il ne donna aucun ordre pour les contraindre à rester. Il savait qu'il n'y avait qu'un moyen de les retenir, qui était de les protéger. Il y avait entre eux et lui identité de vue sur la politique à appliquer aux nègres et quand, en 1835, il avait, la guerre finie, traversé les districts précédemment envahis par les sauvages, les colons s'étaient empressés, nous l'avons dit [2], de lui témoigner leur approbation. Il écrivit donc simplement, le 19 août 1836, au lieutenant-gouverneur Stockenstrom « qu'il ne voyait pas d'autre façon d'arrêter l'émigration des fermiers que

1. Voigt, *Fifty years of the history of the Republic in South Africa* (1795-1845), I, p. 260 et 268.
2. Voy. ci-dessus, p. 92.

la persuasion et l'attention à satisfaire leurs requêtes[1] ».

Quand ils eurent franchi l'Orange à Colesberg, les Boers se considérèrent comme ayant cessé d'être les sujets du roi de la Grande-Bretagne. « Nous quittons cette colonie convaincus que le gouvernement anglais n'a plus rien à nous demander et nous laissera à l'avenir nous gouverner à notre guise », disait Pieter Retief dans son Manifeste du 22 janvier 1837. Le gouvernement britannique n'avait nullement l'intention à cette époque d'annexer les territoires situés au Nord de l'Orange, et c'est à tort qu'on a considéré l'acte connu sous le nom de *Cape of Good Hope punishment Bill,* promulgué le 13 août 1836, après un vote du Parlement, comme un acte d'expansion territoriale. Il avait uniquement pour objet de protéger les nègres contre les colons. Il faisait tomber les crimes commis dans les territoires situés au Sud du vingt cinquième degré de latitude australe sous le coup des lois pénales en vigueur au Cap. Mais on redoutait tant à cette époque en Angleterre d'accroître la superficie territoriale de l'Empire que l'Acte spécifie qu'il n'investira ni Sa Majesté, ni ses héritiers ou successeurs, d'un titre quelconque à réclamer la possession ou souveraineté des territoires mentionnés ou à débouter de leurs droits les tribus ou peuples habitant ces territoires[2].

1. « He could see no means of stopping the emigration except by persuasion and attention to the wants and necessities of the farmers. » Mac Call Theal, *History of South Africa* (1834-1854), p. 94.

2. Delegorgue donne une traduction complète de l'Acte. *Voyage dans l'Afrique australe*, II, p. 138-41. Dans l'étude tendancieuse du *Times*, intitulée *Great Britain and the Dutch republics*, et à laquelle il a été fait allusion plus haut (p. 77, note 2), on lit : « Le *Cape of Good Hope punishment bill* avait pour objet de porter les limites de l'influence britannique jusqu'aux limites de l'influence portugaise. »

Mais, après qu'ils eurent, même depuis des années, quitté la colonie, les Boers ne furent considérés comme indépendants, ni par le gouvernement de la métropole, ni par les gouverneurs du Cap qui succédèrent à sir Benjamin d'Urban. Il paraît fort douteux qu'ils aient tous, avant 1835, prêté serment de fidélité au souverain de la Grande-Bretagne[1]; pourtant sir George Napier s'adressant en 1841 à ceux du Natal appellera la reine Victoria « leur souveraine légitime[2] » et le 17 août 1848, sir Harry Smith dira à ceux qui s'étaient rassemblés en armes autour de Pretorius : « Vous êtes *sujets britanniques* et en état de rébellion[3]. »

II. — La bande Trichard-van Rensburg franchit l'Orange au commencement de 1834, séjourna quelque temps dans le voisinage de la rive droite du fleuve, puis continua à s'avancer vers le Nord. Les détails précis de son itinéraire nous sont inconnus, mais nous savons

Or, c'est précisément le contraire qui est la vérité. Sur la répugnance qu'on avait en Angleterre, entre 1830 et 1850, pour toute extension territoriale de l'Empire, voir ci-dessous, partie IV, chap. II.

1. Il serait intéressant de savoir si tous les Boers prêtaient serment au Roi de la Grande-Bretagne. En 1816, les commissaires Diemel et Hiddingh firent une enquête à ce sujet dans les districts orientaux du Cap, et le 21 septembre 1816, ils écrivaient à lord Somerset : « Nous n'avons pas été capables d'obtenir de réponse satisfaisante. Les field cornets, quand ils sont nommés, prêtent certainement le serment requis par leur fonction, et le landdrost d'Uitenhage nous a dit que *maintenant tous* les jeunes gens doivent prêter le serment de fidélité, lorsqu'on les inscrit sur les *burghers rolls*, c'est-à-dire à seize ans. Mais nous doutons fort que la chose ait été faite par les colons ayant naguère atteint cet âge et qu'elle le soit avec la régularité voulue par ceux qui arrivent maintenant en âge. » Leibbrandt, *The rebellion of* 1815, p. 865.

2. Cloete, *Five lectures*, p. 119.

3. *Correspondence relative to the establishment of Natal and the recent rebellion of the Boers*, p. 29.

qu'elle s'arrêta dans la vallée de la Lepaloule ou Olifant, le principal affluent de droite du Limpopo et entra en relation avec les indigènes Bapedis et leur chef Sekoati. Le missionnaire allemand Merensky, qui séjourna plus tard chez ces mêmes Bapedis, recueillit quelques souvenirs du passage des Boers. Les Bapedis les avaient considérés comme des êtres supérieurs, avaient pris leurs habits pour de la peau, et avaient été littéralement atterrés par le fracas du tonnerre qui sortait des fusils. Du reste les rapports avaient été amicaux et Trichard avait fait présent à Sekoati d'un lot de chèvres et de moutons[1].

De la Lepaloule la bande continuant ses progrès vers le Nord arriva à la fin de 1835 ou en mai 1836 dans la région actuellement nommée Zoutpansberg. Projetant d'atteindre la baie de Delagoa, elle se divisa. Un groupe commandé par van Rensburg partit le premier, mais il fut massacré par le chef Maneko dans la vallée du Limpopo, vers le point où ce fleuve franchit le tropique du Capricorne[2]. Deux enfants échappèrent à la destruction générale et vécurent parmi les indigènes (carte 5).

Le groupe Trichard, qui s'était mis plus tard en mouvement, atteignit la baie de Delagoa, probablement en avril 1838.

Les Boers éprouvèrent déjà des difficultés à faire descendre leurs chariots à travers les montagnes qui forment le rebord oriental du plateau de l'Afrique australe,

1. A. Merensky, Superintendent der Berliner Transvaalmission in Süd-Afrika. *Beiträge zur Kenntniss Süd-Afrikas*, 1 vol. in-8°. Berlin, 1875, p. 153.

2. Sur son *Original map of South Africa*, à l'échelle de 1 : 2 500 000e Berlin, 1884, A. Merensky marque un point sur la rive droite du Limpopo, à 5 kilomètres au Sud du tropique du Capricorne et écrit : « Endroit où le groupe de Rensburg fut assassiné. »

mais la traversée de la plaine qui sépare les monts Lebombo de la mer fut encore bien plus pénible. Ils souffrirent terriblement, eux de la fièvre et leurs bœufs des piqûres de la mouche tsé-tsé. Le nombre des attelages diminuant, la marche se ralentit, des voitures durent même être abandonnées. Il arrivèrent à Lourenço Marquez dans un état lamentable : beaucoup d'entre eux et notamment Trichard leur chef y moururent des suites du voyage[1]. En juillet 1839, les Boers du Natal, informés de la détresse de leurs compatriotes, envoyèrent un navire au secours des survivants ; ils ne ramena que des femmes et des enfants ; tous les hommes avaient succombé.

Le voyage de Trichard et de van Rensburg est resté sans conséquences pour l'histoire ultérieure des Boers. Les difficultés désormais bien connues du voyage vers Lourenço Marquez ne découragèrent même pas d'autres audacieux de l'entreprendre. Cette expédition ayant parcouru une contrée alors complètement inexplorée, la géographie aurait pu en recueillir quelque bénéfice, mais aucune relation n'en fut publiée.

La bande Hendrik Potgieter, après avoir franchi l'Orange, s'arrêta à Thaba Ountchou, village d'un chef indigène nommé Moroko, dont elle reçut bon accueil, puis, continuant ses progrès vers le Nord, elle arriva sur les bords d'une rivière qui fut nommée *Vet,* c'est-à-dire *la Grasse*. Un chef de la tribu des Bataungs, nommé Makouana, vendit à Potgieter pour obtenir sa protection et en échange d'un certain nombre de bœufs, le territoire situé entre la Vet et le Vaal[2] (carte 5).

Depuis leur départ de leur colonie et la vente ou

1. Merensky, *Beiträge*, p. 153.
2. Mac Call Theal, *History of South Africa* (1834-1854), p. 95.

l'abandon de leurs propriétés respectives, les Boers n'étaient plus que des vagabonds sur la terre. Désormais ils sont collectivement maîtres d'un territoire qu'ils continueront à posséder depuis cette époque jusqu'au traité de Vereeniging (31 mai 1902), sauf pendant les six années (1848-1854), où, sous le nom d'*Orange river sovereignty*, il appartint à la Grande-Bretagne.

Entre l'Orange et le Vaal, et même sur la rive droite du Vaal, la bande Potgieter et d'autres bandes, qui avaient quitté ultérieurement la colonie se dispersèrent par petits groupes. En janvier 1837, l'explorateur W. C. Harris retrouva les vestiges de deux camps près de la Vet et près de la Modder[1]. Le 8 janvier, il passa quelques heures dans un autre camp installé près de la Calf rivier[2] par un parti de Boers, qui avait quitté Colesberg en octobre 1836. « Quarante colons hollandais, chacun avec sa *smalah*[3], campaient sur les bords de la Calf rivier... Ces chariots avec leurs tentes, blanches comme la neige, ces troupeaux de bœufs et ces chevaux paissant alentour, donnaient à cette scène animée l'aspect d'une foire de village. Plusieurs femmes accompagnées de leurs époux lavaient le linge dans la rivière ». Harris est d'abord très froidement reçu ; cependant le récit de ses aventures finit par échauffer le flegme de l'un des Boers, Christian Breck, qui l'invite à mettre pied à terre. « Je fus, continue Harris, minutieusement examiné, à travers ses lunettes, par une bonne femme assise, qui, comme c'est l'usage dans la colonie, se chauffait les pieds sur une chaufferette. Ni mon costume victime

1. Harris, *The wild sports*, p. 303 et 313.

2. La Calf rivier est probablement le Kaal spruit (affluent de gauche de la Modder) des cartes actuelles (carte 5).

3. « With their kith and kin. »

des intempéries, ni ma barbe de patriarche ne plurent d'abord à la vieille dame, mais comme en hollandais j'étais maintenant de première force, nous devînmes bientôt bons amis. Après que j'eus satisfait amplement sa curiosité sur ma biographie personnelle, une servante hottentote fut invitée à placer devant moi un bon plat d'abatis de mouton accommodés au vinaigre ; la ménagère s'excusa de ne pas ajouter de pain à ce mets savoureux[1]. » Finalement Harris obtint ce qu'il désirait, c'est-à-dire de louer aux Boers des bœufs de trait et des chevaux.

Cette vie en plein air était familière aux Boers. Le voyageur Henri Lichtenstein remarquait en 1803 que dans l'Onder Roggeveld chaque famille occupait successivement plusieurs *places*, « la plupart de ces *places* ne pouvant être fréquentées qu'à certaines saisons, et la disette d'eau, la pauvreté des pâturages, ou les épizooties obligeant l'herbager à en changer[2] ». Les commissaires W. D. Jennings et F. R. Bresler décrivaient, dans des termes presque identiques, les mœurs des colons de l'Albany[3]. « Ne vivant que de l'élevage, ils ont besoin de grands territoires, et souvent il leur faut deux ou plusieurs domaines ; par la transhumance ils évitent la mortalité du bétail et dans beaucoup de ces domaines en outre il n'y a d'eau que pendant quelques mois[4]. »

De la manière dont ils avaient vécu dans la colonie les Boers continuèrent à vivre, après qu'ils l'eurent quit-

1. Harris, *The wild sports*, p. 330.

2. Lichtenstein, *Reisen im südlichen Africa*, I, p. 160.

3. Région située entre le rivage de l'océan Indien et la rive droite de la Great Fish river (carte 4).

4. Lettre de Jennings et Bresler, membres de la *Commission of Circuit*, à lord Somerset, 20 septembre 1816. Leibbrandt, *The rebellion of* 1815, p. 854.

tée. Quand on est instruit de leurs mœurs nomades, on s'étonne moins qu'ils se soient résignés à émigrer.

Pendant que ses compatriotes se dispersaient sur le plateau transorangien, Hendrik Potgieter accomplissait une expédition lointaine dans le Nord.

Des expéditions du même genre, ayant pour objet l'exploration du pays, la chasse à l'éléphant ou le pillage des nègres étaient depuis longtemps en usage parmi les colons du Cap. La plus anciennement connue eut lieu en 1702 : quarante cinq colons partis de Stellenbosch s'avancèrent jusqu'au delà de la Groot Visch rivier [Great Fish river] et restèrent sept mois absents. Or, comme les Boers, après avoir quitté la colonie, ne changèrent rien à leurs mœurs, ils entreprirent dans l'immense région inconnue qui s'ouvrait devant eux, des expéditions analogues à celles qu'accomplissaient leurs ancêtres en Cafrerie et dans le pays des Namaquas.

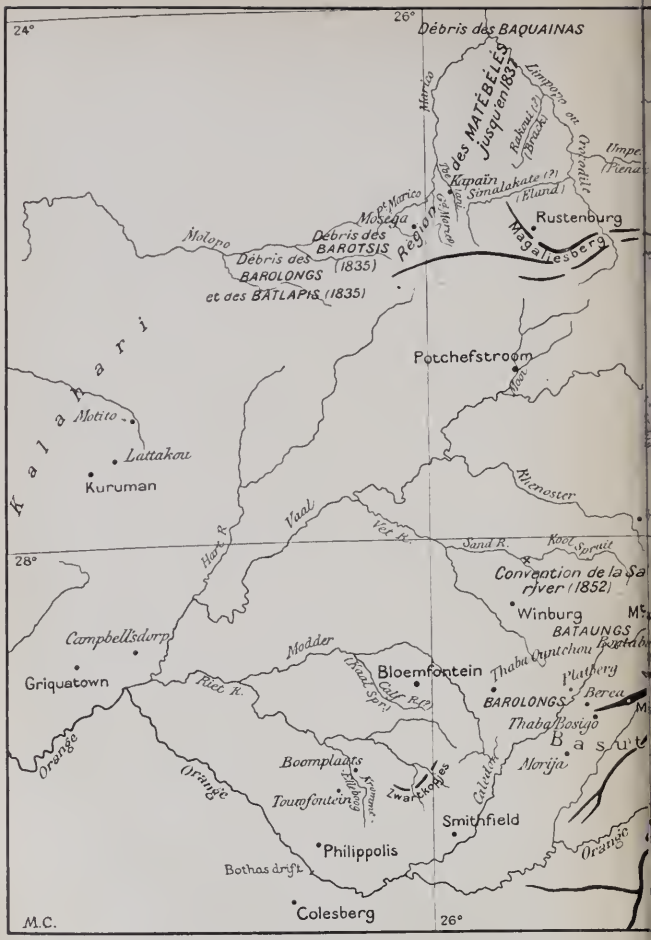
Le 24 mai 1836, Hendrik Potgieter partit donc, avec onze compagnons d'un camp voisin de la Zand rivier, pour explorer le pays jusqu'à la baie de Delagoa.

Ils arrivèrent dans le Zoutpansberg et retrouvèrent le camp de Trichard ; tournant ensuite vers le Sud-Est, ils franchirent l'extrémité septentrionale des Drakensbergen et arrivèrent à un village de Magouambas, qu'ils surnommèrent *Knobneuzen,* les *nez boutonneux,* à cause de certains tatouages en relief, dont ces indigènes s'embellissaient le visage. Ils y virent des produits européens, venus de Lourenço Marquez, et des nègres qui parlaient portugais. Pendant leur voyage, Potgieter et ses compagnons remarquèrent que le pays situé au Nord du Vaal était couvert de pâturages propices à l'élevage du bétail, très giboyeux, ce qui leur permettrait de se livrer à la chasse, leur exercice favori, et enfin à peu

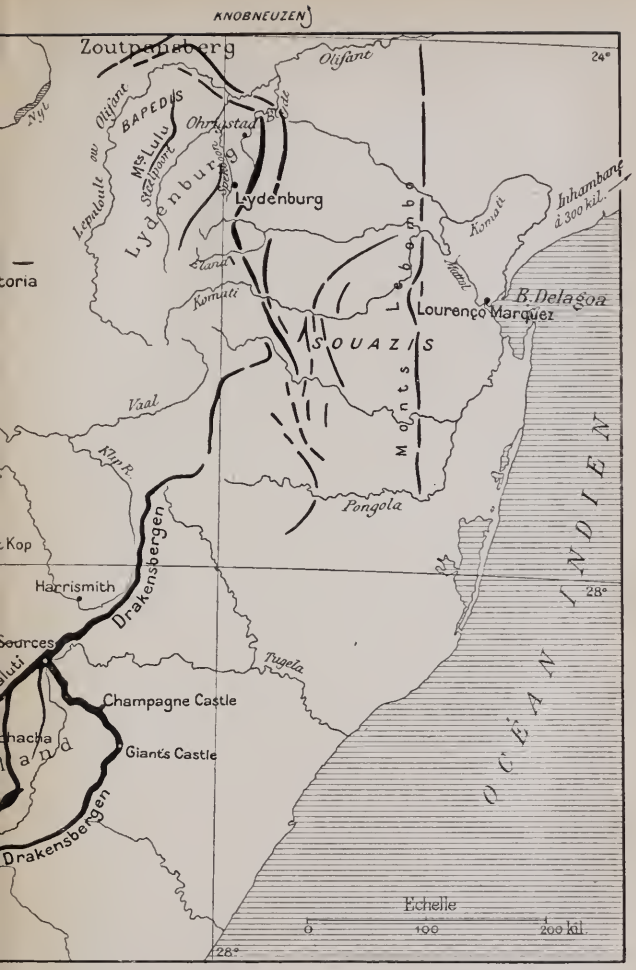
près complètement inhabité. Ils ne descendirent pas jusqu'à la baie de Delagoa, mais reprirent la direction du Sud pour rejoindre leurs familles.

En arrivant, le 2 septembre 1836, au Sud du Vaal, ils apprirent que deux groupes de leurs compatriotes avaient été massacrés par les Matabélés, une peuplade dont les rares indigènes rencontrés sur leur route leur avaient déjà parlé, et toujours avec terreur[1].

1. Mac Call Theal, *History of South Africa* (1834-1854), p. 96-98.



Carte 5. — Les contré



e l'Orange et du Vaal.

CHAPITRE II

LES MATABÉLÉS

Vers 1820, Chaka, chef des Zoulous, avait fondé sur les bords de l'océan Indien, au Sud de la baie de Sainte-Lucie, une puissance militaire, irrésistible aux autres peuplades indigènes[1]. A une date que nous n'avons pas réussi à préciser, un de ses lieutenants, nommé Mosélékatsi[2], se révolta contre lui[3] et entraîna à sa suite les Zoulous placés directement sous son commandement ; il traversa les Drakensbergen, ravagea et dépeupla l'Est de la colonie actuelle de l'Orange et le Sud du Transvaal ; il s'arrêta enfin près du Marico,

1. On trouvera plus loin l'histoire des Zoulous, 3e partie, chap. I.

2. Les formes européennes de transcription du nom de ce chef indigène ont été extrêmement variées. Moffat le nomme *Moselekatsi, Moselekatse* ou *Mousselekatsi* ; Andrew Smith, *Umsiligas* ; Harris, *Moselekatse* ; Isaacs, *Umzilikat* ; Gardiner, *Umselekaz* ; Delegorgue, *Massilicatzi* ; Cloete, *Mazulekatze* ; les Boers qu'Harris rencontra en janvier 1837 l'appelaient *Sillekat*. Nous avons adopté la forme *Mosélékatsi*.

3. D'après Moffat, la rupture aurait été provoquée par le refus de Mosélékatsi de remettre à Chaka tout le butin rapporté d'une expédition de pillage accomplie « parmi les tribus du Nord ». *Vingt-trois ans de séjour dans le Sud de l'Afrique*, p. 345. — Gardiner dit simplement : « Durant le règne de Chaka, prédécesseur du présent roi [Dingan], une scission eut lieu. » *Narrative of a journey to the Zoolu country*, p. 51.

affluent de gauche du haut Limpopo ou Krokodil rivier, où il fonda le village de Kapaïn.

Mosélékatsi a été considéré par les Européens en relation avec lui de 1829 à 1836, par les voyageurs Andrew Smith et Harris, par les missionnaires Moffat et Wilson, comme le type du despote nègre gonflé de son importance, sanguinaire et superstitieux. L'adulation de ses sujets n'avait pas de bornes: pour passer devant lui, ils se courbaient en deux[1]; pour l'approcher, ils rampaient sur le sol et en sa présence, ils s'agenouillaient. « Cieux ! roi des cieux ! rois des rois ! grosse montagne ! lion ! éléphant ! mangeur d'hommes[2] ! » « Qui ne tremblerait devant le fils de Machobane, puissant dans les batailles ! Que sont les puissants de la terre en présence de notre grand roi ? Que devient la force des forêts devant le grand éléphant[3] ? » Tel était le style des formules dans lesquelles les Matabélés s'adressaient à lui.

Pendant les danses, auxquelles il assista en 1829, Moffat remarqua « que tous tenaient leurs regards fixés avec une admiration tremblante sur le monarque placé au centre, qui réglait les mouvements de ces milliers d'hommes par une agitation de la tête ou sur un signe de la main[4] ». Il appelait ses sujets ses « chiens[5] » et disposait à son gré de leurs femmes. « Tous sont également pauvres, dit Harris, et ils ne possèdent rien en

1. Harris, *The wild sports*, p, 140.

2. Lettre du missionnaire Lemue, du 5 novembre 1835, après une conversation avec Moffat, revenant de son voyage chez Mosélékatsi. *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 188.

3. Moffat, *Vingt-trois ans de séjour*, p. 344.

4. Moffat, *Vingt-trois ans de séjour*, p. 338.

5. A. Smith, *Report of the expedition for exploring central Africa from the Cape of Good Hope*, p. 22.

propre hors la peau dont la nature les a vêtus[1] ». Encore leur existence était-elle soumise au caprice du tyran, qui se livrait selon l'expression du missionnaire américain Wilson à « d'horribles boucheries[2] ». Ses principaux officiers, ceux que Moffat appelle « les plus considérés de la nation », sentaient leur tête fragile sur leurs épaules. Les envoyés qui arrivèrent en 1829 à la station missionnaire de Kuruman suppliaient Moffat de les accompagner chez leur maître, car il les mettrait à mort, disaient-ils, s'ils n'accomplissaient pas ses ordres à sa complète satisfaction[3].

La superstition constituait un autre trait du caractère de Mosélékatsi. Il absorbait certaines drogues dans l'espoir de se rendre invulnérable. Il croyait écarter les maléfices d'un individu par l'attouchement de sa sueur. « On a vu Mousselekatsi épier le moment qu'un Européen posait sa tabatière pour la saisir aussitôt et l'essuyer avec soin pour s'approprier la sueur qui pouvait y être adhérente[4]. » Quand Moffat essaya de lui faire comprendre l'œuvre des missionnaires, il lui demanda s'ils pouvaient provoquer la pluie[5], et quand il eut constaté qu'ils en étaient incapables, il dédaigna

1. Harris, *The wild sports*, p. 146.
2. Harris, *The wild sports*, p. 91.
3. Moffat, *Vingt-trois ans de séjour*, p. 326.
4. Lemue, Lettre citée. *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 186. — Moffat vit exécuter en 1835 un homme et une femme « accusés d'avoir employé quelques procédés magiques pour attenter aux jours du tyran ». *Ibid.*, p. 185.
5. *Vingt-trois ans de séjour*, p. 348. — Cette question parut puérile à Moffat, mais il n'est pas aussi supérieur qu'il le suppose à Mosélékatsi, puisqu'il croit que les phénomènes météorologiques dépendent d'une volonté particulière. « Il me demanda si je pouvais faire de la pluie. Je le renvoyai au Maître de l'univers qui seul donne la pluie et les saisons fertiles. »

leur enseignement. Cependant malgré sa foi en la magie, il ne se prêta jamais à la formation d'une caste sacerdotale de sorciers.

Nous appelons *Matabélés* le peuple sur lequel régnait Mosélékatsi, mais ce nom, dont le sens serait : « Ceux qui se cachent derrière leurs boucliers », leur avait été attribué par des tribus des bords de l'Orange ou du versant Nord des Drakensbergen, qui le répétèrent aux voyageurs européens, lesquels à leur tour l'introduisirent dans la nomenclature géographique[1]. Un autre surnom, celui de *Amabalekylé*, qui signifiait les *déserteurs*, tomba en désuétude[2]. Eux-mêmes se nommaient les *Zoulous* ou *Amazoulous*.

Ils constituaient, en effet, une fraction des Zoulous, et ils étaient considérés comme tels par les voyageurs et les missionnaires européens, instruits de leur histoire. Andrew Smith et Harris les appellent les *Abaka Zooloos* ou *Matabilis*[3], et Lemue dit de Moffat revenant de sa visite à Mosélékatsi : « Il est content de la réception que lui a faite le chef des *Zoulas*[4]. »

Toutefois les Matabélés contre lesquels les Boers combattirent en 1836 et en 1837 n'étaient pas tous des dissidents du peuple zoulou, établi sur la côte de l'océan Indien. « Fort peu de vrais Zoulous existent aujourd'hui ; la masse de la nation se compose de captifs affranchis », rapportait Andrew Smith en 1835[5]. Au dire

1. Andrew Smith, *Report of the Expedition for exploring central Africa*, p. 9 note. — Arbousset, *Relation d'un voyage d'exploration au Nord du Cap*, p. 269.

2. Nom cité par Delegorgue, *Voyage*, II. p. 500, note.

3. A. Smith, *Report* p. 34. — Harris, *The wild sports*, p. 22.

4 *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 184. Les formes zooloos, zoulous, zoulas étaient simultanément employées.

5. *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 189.

de Moffat, Mosélékatsi « formait les jeunes gens qu'il faisait prisonniers aux règles de sa propre tactique, en sorte que la plus grande partie de son armée se composait d'étrangers[1] ». Mais Mosélékatsi avait si bien dressé ces captifs d'origines diverses qu'ils contribuaient à sa puissance, autant que les fidèles qu'il avait entraînés dans sa désertion.

La domination des Matabélés s'étendait en 1836 des deux côtés du Marico, affluent de gauche du Limpopo. Mosélékatsi résidait habituellement à une petite distance de la rive gauche du grand Marico ou branche orientale, à Kapaïn, qui fit à Harris, quand il l'aperçut, l'effet d'un « pauvre hameau »[2]. Mais la principale agglomération matabélée était située au Sud-Ouest, près des sources du petit Marico ou branche occidentale « dans une jolie vallée circulaire bornée au Nord et à l'Est par les monts Kurrichane[3] ». Elle se composait de seize villages semblables d'aspect, mais de superficie variable : une haie circulaire de six à huit pieds de haut, percée d'une seule porte entourait les huttes d'habitation et l'espace libre servant la nuit de parc à bétail[4]. L'un de ces villages portait le nom de « Mosega »[5], mais ce terme paraît avoir aussi désigné collectivement l'ensemble du groupe (carte 5).

L'établissement des Matabélés à Mosega s'effectua en 1832 ou en 1833. A la fin de 1831 ou au début de 1832, les missionnaires français Rolland, Lemue et Pellissier y avaient fondé une mission pour évangéliser

1. *Vingt-trois ans de séjour*, p. 345.
2. *The wild sports*, p. 119.
3. A. Smith, *Report*, p. 22.
4. *The wild sports*, p. 111.
5. « The military town of Mosega. » Harris, *The wild sports*, p. 86.

les Barotsis, mais bientôt ayant été informés des projets belliqueux de Mosélékatsi, ils jugèrent prudent de se retirer à Lattakou. Mosega ne tarda pas en effet à être conquise et des fuyards Barotsis les missionnaires français formèrent la mission de Motito[1].

Outre Mosega et Kapaïn les voyageurs européens mentionnent trois ou quatre très grands villages matabélés sur la rive gauche et un sur la rive droite du Toelani, affluent de droite du Marico, neuf sur la rive droite du Simalakate (que nous identifions avec l'Eland)[2], un enfin au confluent du Marico et du Limpopo[3]. Peut-être en existait-il d'autres encore.

Le confluent du Limpopo et du Marico au Nord, une ligne tracée entre l'Eland et le haut Limpopo à l'Est, le Molopo au Sud et le désert du Kalahari à l'Ouest formaient donc en 1836 les limites du domaine propre des Matabélés (voy. carte 5).

Fraction dissidente des Zoulous, les Matabélés en avaient les mœurs cruelles. De même que les Zoulous avaient ravagé le Natal, de même les Matabélés, non contents d'assujettir les Betchouanas qui habitaient les plateaux de l'Orange et du Vaal, les avaient presque entièrement détruits ; ils n'avaient « laissé aucune tribu dans son entier[4] ». Aussi leur domaine propre était-il entouré d'une zone de dévastation.

Au Sud du Molopo, sur le territoire de la future et très éphémère république du Stellaland, il ne restait plus

1. Casalis, *Les Bassoutos*, p. 5-7. — A. Smith, *Report*, p. 22. — Moffat, *Vingt-trois ans de séjour*, p. 359.

2. Harris, *The wild sports*, p. 161-162, 171, 181.

3. Andrew Smith, *Report*, p. 29.

4. Andrew Smith, *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 188-9.

en 1835 et en 1836 que de misérables Batlapis, Barolongs et Barotsis, qui dépourvus de bétail vivaient uniquement de sauterelles ou du gibier qui tombait dans leurs pièges[1]. Pendant son exploration au Sud-Est de Kapaïn et dans les parages du haut Limpopo, Andrew Smith « ne vit rien que des vestiges de hautes murailles qui dans les temps passés avaient enfermé le bétail de diverses tribus Betchouanas, alors vivant paisiblement en possession du pays[2]. » L'explorateur Sanderson signale encore, en 1852, sur le versant Sud du Magaliesberg, beaucoup de kraals ruinés, restes des tribus chassées ou détruites par Mosélékatsi[3].

Mêmes preuves de dévastation au Nord du confluent du Marico et du Limpopo. Andrew Smith rencontra d'abord « de pauvres indigènes, qui tous se reconnaissaient tributaires des Matabélés et même étaient dans une certaine mesure habillés comme eux. » Ils étaient parfois requis par leurs maîtres pour garder leur bétail ou cultiver le sol, « mais le peu qu'ils possédaient, ils craignaient toujours de se le voir enlevé par des bandes de pillards, qui se mettaient en mouvement, sans même que le roi l'eût ordonné ou le sût ». Continuant son voyage le long du Limpopo, Andrew Smith traversa pendant trois jours un désert. Il entra ensuite en contact avec « les survivants de la nation Baquaina, qui vivaient dans la terreur des Matabélés » et qui, au risque de périr de soif, s'éloignaient de la rivière et s'enfuyaient dans le

1. Andrew Smith, *Report*, p. 22. — Harris, *The wild sports*, p. 63.

2. Andrew Smith, *Report*, p. 25.

3. Sanderson, Memoranda of a trading trip into the Orange river (Sovereignty) Free State and the country of the Transvaal Boers, 1851-1852. *Journal of the R. Geographical Society*, 1860, p. 253.

désert dès qu'ils apprenaient l'approche de leurs ennemis[1] (carte 5).

Cornwallis Harris après avoir traversé cette zone dévastée concluait : « Souvent nous voyagions des journées entières sans rencontrer une seule créature humaine ; parfois seulement nous prenions contact avec quelques pasteurs Betchouanas misérables et affamés, vestiges de tribus pillées par les guerriers de Mosélékatsi[2]. »

Lors de la pénétration des Boers, en 1836, la répartition de la population au Nord de l'Orange était donc la suivante :

Sur la lisière Nord des Drakensbergen, le long du Caledon et de l'Orange, une poussière de petites tribus, Barolongs, Corannas, Lihoyas, Basoutos, Mantatis, Batlapis ; au Nord-Ouest, sur les deux rives du Marico, et à la limite du Kalahari, les Matabélés embusqués comme dans un repaire ; partout ailleurs rien, sauf, deci de-là, quelques groupes clairsemés d'indigènes misérables et apeurés.

Les Européens, qui eurent des rapports avec Mosélékatsi de 1827 à 1836, s'en louèrent généralement. Traitants tels que Scoon et Luckie en 1827, Wittle en 1832, Andrew Gedde et David Hume en 1836, chasseurs tels que Sutton, Moultrie et Cornwallis Harris en 1836, l'explorateur Andrew Smith en 1835, tous furent autorisés à pénétrer dans ses domaines[3].

Même attitude de sa part à l'égard des missionnaires, du français Pellissier[4], de l'anglais Moffat, qui

1. Andrew Smith, *Report*, p. 29-30.

2. Harris, *The wild sports*, p. 243.

3. En 1834, le camp du traitant Bain fut attaqué par les Matabélés, mais parce que des Griquas qui l'accompagnaient leur avaient volé du bétail. Harris, *The wild sports*, p. 70.

4. Casalis, *Les Bassoutos*, p. 5-6.

séjourna à deux reprises chez lui en 1829 et en 1835.

C'est à tort, il est vrai, que Moffat, toujours enclin à un optimisme de commande, quand il traite de gens de couleur, avance que Mosélékatsi « accueillit avec empressement » en 1836, les missionnaires américains Lindley, Venable et Wilson[1] : tout au contraire, il défendit à ses sujets d'entrer en rapport avec eux et parut, dès qu'il les vit établis à Mosega, s'être volontairement écarté de cette résidence[2] ; mais il s'abstint du moins de les inquiéter.

Jusqu'en 1836, Mosélékatsi fut donc à l'égard des Européens qui s'aventurèrent dans le cercle de sa puissance, curieux, tolérant et parfois même bienveillant.

Cette attitude s'explique par leur générosité et leur déférence à son égard. Ni traitants ni explorateurs ne se présentaient devant lui les mains vides, et Harris, par exemple, lui offrit un costume, un collier en laiton, un miroir, deux livres de tabac et cinquante livres de perles en verre rouge[3].

Au Cap, on prenait au sérieux ce « roi des Matabélés ». En 1835, Andrew Smith est chargé auprès de lui d'une mission officielle par le gouverneur sir Benjamin d'Urban. Il demande par l'intermédiaire de Moffat à être admis en sa présence ; après y avoir été autorisé, il s'arrête au Molopo, « la frontière » et attend d'être officiellement introduit dans les États du personnage. Il apporte une médaille avec une chaîne, deux grands miroirs et deux manteaux ornés. Très flatté, Mosélékatsi fait à son retour accompagner Andrew Smith de l'*induna*[4] Nombété, lequel conclut le 3 mars 1836 avec le gouver-

1. Moffat, *Vingt-trois ans de séjour*, p. 369.
2. Harris, p. 91.
3. *Id.*, p. 124.
4. Sorte d'officier.

neur du Cap, sir Benjamin d'Urban, une convention, par laquelle son maître s'engage à devenir un allié fidèle de la colonie, à maintenir la paix et à protéger voyageurs et missionnaires [1].

Andrew Smith attendait beaucoup pour la géogragraphie « de ce concours sans lequel, disait-il, on tenterait vainement du Cap d'étendre les connaissances de l'Afrique australe » [2].

Ainsi, de tous les blancs avec qui, jusqu'en 1836, il avait eu des relations, et notamment du plus qualifié de tous, le gouverneur du Cap, Mosélékatsi avait reçu des marques de considération ; on comptait avec lui et il le sentait bien.

Toute différente fut l'attitude des Boers. Il ne lui envoyèrent aucun délégué et ne lui demandèrent aucune autorisation ; ils se répandirent à leur guise au Nord du Vaal, dans le pays où il prétendait exercer sa domination, y chassèrent ses éléphants, gibier royal, et ne firent pas plus d'attention à lui que s'il n'existait pas ; ils l'ignorèrent. Il est probable que Mosélékatsi fut profondément irrité de ce manque d'égards [3]. Le souvenir d'une victoire récente l'encouragea sans doute à les attaquer. Un groupe important de Griquas [4], métis

1. Mac Call Theal, *History of South Africa* (1834-1854), p. 105-106.

2. A. Smith, *Report*, p. 35.

3. Moffat cite un fait qui vient à l'appui de cette hypothèse. En 1831, une troupe d'indigènes des environs de Kuruman pénétra en chassant « dans le cœur des domaines de Mosélékatsi ; ils auraient été infailliblement massacrés, s'ils n'eussent été protégés par cette circonstance qu'ils venaient de Kuruman », et qu'ils dépendaient de Moffat. *Vingt-trois ans de séjour*, p. 359. Mosélékatsi ne voulait pas qu'on pénétrât sur son territoire sans autorisation, c'est précisément ce que firent les Boers en 1836.

4. Sur les Griquas, voy. ci-dessous, 4e partie, chap. I, § 2.

d'Européens et de Hottentotes qui habitaient, en petites tribus, sur les rives de l'Orange, s'était avisé, quelques années auparavant, en 1831 probablement, de pénétrer à cheval et armés de fusils sur son territoire. Un certain Barend Barends les commandait. Mais un matin ils avaient été surpris par les Matabélés et presque tous massacrés. Leurs ossements, leurs fusils, leurs selles, leurs habits et leurs chapeaux jonchaient encore en 1835 le champ de bataille[1]. La sagaie pouvait donc vaincre le fusil et Mosélékatsi chasserait les Boers, ces nouveaux envahisseurs, comme il avait fait les Griquas.

1. Andrew Smith, *Report*, p. 11 et 26-27. — Delegorgue, *Voyage dans l'Afrique australe*, II, p. 348 et suiv.

CHAPITRE III

LA VICTOIRE DES BOERS SUR LES MATABÉLÉS

I. — Les combats de 1836 et de 1837.

Il y eut, pendant les années 1836 et 1837, cinq rencontres entre les Boers et les Matabélés : dans les deux premières, à la fin d'août 1836, les Boers furent surpris et très maltraités ; dans la troisième, qui survint en octobre 1836, ils repoussèrent l'ennemi, mais subirent des pertes matérielles importantes ; ils furent vainqueurs dans les deux derniers combats livrés en janvier et novembre 1837 et réussirent finalement à expulser les Matabélés du pays.

A la fin d'août 1836, plusieurs groupes de Boers, notamment celui de Stephanus Erasmus et celui de Barend Liebenberg, étaient dispersés au Nord du Vaal. Un soir, Stephanus Erasmus, qui avait passé la journée à la chasse avec l'un de ses trois fils, aperçut au retour ses cinq chariots entourés par cinq ou six cents Matabélés. Ses deux autres fils, ainsi qu'un compagnon, avaient été tués ; un autre Boer avait disparu. Erasmus eut le temps de donner l'alarme à un groupe d'émigrants campé à une distance de cinq heures de cheval. Ils rangèrent immédiatement les chariots en cercle, comme ils avaient depuis longtemps pris l'habitude de le faire dans leurs guerres contre les Cafres et derrière cette fortifi-

cation improvisée résistèrent victorieusement à l'assaut des Matabélés[1]. Mais les cinq chariots appartenant à Erasmus furent emmenés à Mosega, où Cornwallis Harris les vit plus tard[2].

Vers la même époque une autre troupe de Matabélés attaqua le camp de Liebenberg. La famille fut en partie détruite: Barend Liebenberg, ses trois fils, Stephanus, Hendrik et Barend Liebenberg, son gendre Johannes Du Toit, sa fille, sa bru, quatre petits enfants, un précepteur nommé Macdonald furent massacrés ; trois enfants furent emmenés prisonniers[3]. Ces deux attaques coûtèrent aux Boers dix-neuf des leurs, soit quinze morts et quatre disparus[4].

Un guerrier matabélé nommé Lingap, qui avait participé à l'attaque des chariots d'Erasmus, exprimait deux mois après à William C. Harris la forte impression que cette journée lui avait laissée : « Ses yeux brillaient quand il parlait du plaisir qu'il avait éprouvé en sentant sa lance entrer dans la chair d'un blanc. Saisissant sa sagaie et joignant le geste à la parole, enfoncer là-dedans, disait-il, était si aisé, en comparaison de la peau coriace d'un noir, qu'il aimait mieux percer un Boer que manger un morceau de bœuf du roi[5]. »

Hendrik Potgieter apprit ces événements en revenant de son exploration vers le Nord ; supposant prochaine

1. Harris, *The wild sports of Southern Africa*, p. 354.

2. Id., *ibid.*, p. 111.

3. Id., *ibid.*, p. 353. A Kapain, Harris entendit parler de deux jeunes filles blanches prisonnières, mais il ne les vit pas. *Ibid.*, p. 146.

4. Lettre du missionnaire américain Wilson (?) établi à Mosega. *Journal des missions évangéliques*. 1837. p. 341-2. Il donne aussi le chiffre de 15 morts et place ces événements vers le 1er septembre 1836.

5. Harris, *The wild sports*, p. 183-84.

une nouvelle attaque des Matabélés, il établit entre les rivières Rhenoster et Wilge sur une petite hauteur nommée depuis Vecht Kop[1] une sorte de forteresse. Les voitures furent rangées en carré, trois d'entre elles au milieu devaient servir de réduit aux femmes, aux enfants et aux blessés ; les brèches furent aveuglées au moyen de branches de mimosas épineux ; de deux tambours en bois construits à deux angles opposés du camp, le feu battait les faces. Il n'y avait qu'une quarantaine de défenseurs, y compris les jeunes garçons.

D'après l'estimation du missionnaire américain Wilson, établi à Mosega, l'armée matabélée était forte de 5 000 hommes[2] ; elle était commandée par Kalipi, l'un des lieutenants de Mosélékatsi et le même personnage qui en 1835 avait guidé Andrew Smith du Molopo à Kapaïn[3]. « Les guerriers étaient en grand uniforme : jupe épaisse de fourrure, composée d'un triple rang de queues de chat ou de singe et descendant sur les genoux, pèlerine formée de queues blanches de vaches, et couvrant les épaules et le torse, queues de bœufs attachées en guise d'ornement au-dessus de l'articulation aux genoux, aux poignets, aux coudes et aux chevilles. » Chaque guerrier portait un bouclier et cinq ou six petites lances[4].

Potgieter n'attendit pas l'ennemi dans le camp, mais se porta à sa rencontre dès qu'il eut été signalé. Les

1. « Gevecht Kop, ainsi nommé d'une brillante affaire soutenue par trente-six fermiers retranchés contre 10 000 Cafres de Massilicatzi. » Delegorgue, II, p. 318. Le mot *kop* signifie proprement *tête*, mais il a dans la langue des Boers, de même que le mot *tête* en français, le sens de *sommet*. Harris place ce combat, à tort croyons-nous, auprès du confluent du Vaal et du Rhenoster, p. 354.

2. Harris, *The wild sports*, p. 112.

3. A. Smith, *Report*, p. 22.

4. Harris, p, 180.

Matabélés avaient pris leur formation de combat habituelle : deux corps en masse l'un derrière l'autre à un certain intervalle, puis en tête du premier corps, deux files d'éclaireurs. Les Boers à cheval usèrent de la tactique suivante : il couraient sus aux éclaireurs de tête, tiraient sur eux, puis tournaient bride, rechargeaient leurs fusils, revenaient, tiraient et renouvelaient leur manœuvre. Ils retardèrent ainsi les Matabélés, mais ne les arrêtèrent pas. Ils s'enfermèrent alors dans leur camp, entravèrent leurs chevaux, lavèrent leurs fusils et entendirent une courte allocution religieuse prononcée par Carel Cilliers. Les Matabélés se jetèrent sur le camp mais le rempart de voitures résista. Les Boers chargeaient leurs fusils à éléphant, leurs *roers,* avec du gros plomb, tiraient sans relâche et juste ; ils mirent rapidement beaucoup d'assaillants hors de combat. Impuissants à forcer le camp, les Matabélés lancèrent leurs sagaies en l'air, de façon à les laisser retomber au milieu et, par cette tactique, ils tuèrent deux Boers ; les toits des voitures ressemblèrent en quelques minutes à des pelotes hérissées d'aiguilles. Enfin, après une demi-heure d'assaut, ils lâchèrent pied et emmenèrent le bétail des Boers, qui paissait dans le voisinage. Potgieter les poursuivit, mais sans réussir à le reprendre[1] et le 1er novembre 1836, Harris rencontra ces troupeaux, cinq à six mille bêtes environ, que l'armée matabélée poussait vers Kapaïn[2]. Cette bataille de Vecht Kop fut livrée pendant la dernière décade d'octobre 1836[3] (carte 5).

1. Mac Call Theal, *History of South Africa* (1835-1854), p. 101-102.

2. Harris, *The wild sports*, p. 181.

3. Sur la date du combat, Harris se contredit. Il le place (p. 356) au 29 octobre 1836, mais le 26 octobre pendant qu'il ré-

Les Matabélés avaient fait de lourdes pertes. « Lorsque leur armée fut de retour de cette expédition » écrit le missionnaire américain établi à Mosega « on n'entendit dans le pays pendant plusieurs semaines que lamentations au sujet des hommes morts dans le combat. Une bonne partie des habitants des villages voisins, que nous connaissions, avaient été tués, plusieurs étaient revenus blessés ; quelques-uns eurent recours à moi pour des opérations chirurgicales[1]. » Le commandant en chef, Kalipi avait été blessé au genou. Sept ans plus tard, en 1843, le voyageur Delegorgue passant fortuitement sur le champ de bataille, y vit encore « un grand nombre de crânes cafres... blanchis par le soleil[2] ».

Le combat de Vecht Kop avait laissé les Boers dans une extrême détresse : la capture des attelages immobilisait les chariots. Des bœufs de trait furent envoyés de la mission wesleyenne de Thaba Ountchou par le missionnaire Archbell[3], par le chef barolong Moroko et par les Boers de la bande Gerrit Maritz, qui précisément y arrivait à cette époque : toute la bande Potgieter revint à Thaba Ountchou.

sidait à Kapain il vit « des messagers accourir hors d'haleine pour annoncer au roi le *succès* de l'attaque de Kalipi » (p. 136). Le combat aurait donc eu lieu le 22 ou le 23 octobre 1836. Les Matabélés ayant capturé le bétail des Boers se considérèrent comme victorieux.

1. *Journal des missions évangéliques*, 1837, p. 341-42. Le nom du missionnaire américain, auteur de cette lettre, n'est pas donné, c'est probablement Wilson.

2. Delegorgue, II, p. 319.

3. Archbell accompagné de sa femme avait essayé, dès 1829, de fonder une station missionnaire chez les Matabélés, mais n'avait pas réussi. Moffat, *Vingt-trois ans de séjour*, p. 334. Plus tard, il fonda une mission à la baie de Natal.

Jusqu'alors, dans cette lutte, l'offensive avait été prise par les Matabélés ; les rôles désormais vont être renversés.

Pour rentrer en possession des enfants, du bétail et des voitures capturés par les Matabélés, Maritz et Potgieter organisèrent, pendant le mois de décembre 1836, un *commando*, qui fut composé de cent sept Boers, de soixante Barolongs et de quarante Griquas[1], dont le chef, Peter David, avait un grief personnel à venger, sa fille Gertrude et son neveu William ayant, deux ou trois ans auparavant, été emmenés captifs par les Matabélés[2]. Quoique Hendrik Potgieter ait joué un certain rôle dans la campagne, elle fut dirigée par Gerrit Maritz[3], qui, dans une assemblée générale des émigrants tenue le 2 décembre 1836 à Thaba Ountchou avait été nommé landdrost, et qui conduisit les opérations contre les Matabélés, ces nouveaux ennemis, comme les landdrosts de la colonie avaient la coutume séculaire de le faire contre les Boschimans et les Cafres.

L'armée boer partit de Thaba Ountchou dans les

1. Harris, *The wild sports*, p. 358. — Cloete attribue au *commando* un effectif d'environ 200 hommes. *Five lectures on the emigration of the Dutch farmers*, p. 78.

2. Harris, *The wild sports*, p. 145. — Ces Griquas habitaient le village de Lichuani, où était établie une mission wesleyenne. Andrew Smith, *Report*, p. 9-10. Vingt ans plus tard, en 1854, Moffat vit ces captifs griquas, pendant une visite qu'il fit à Mosélékatsi dans son village de Matlokotloko ; ils avaient adopté complètement les mœurs et le langage de leurs maîtres; William était même devenu un chef. Moffat, Visit to Moselekatse, king of the Matabele. *Journal of the Royal Geographical Society*, 1856, p. 94-95.

3. Harris, p. 358. Il s'éleva d'ailleurs, soit avant le départ du commando, soit pendant l'expédition, une querelle entre Maritz et Potgieter.

premiers jours de janvier 1837[1] guidée par un individu qui ayant naguère servi dans l'armée de Mosélékatsi donna de précieux renseignements topographiques. La destruction de Mosega, la principale agglomération matabélée formait le but de l'expédition. Pour surprendre l'ennemi, les Boers au lieu de se diriger droit vers le Nord, firent un détour par l'Ouest, franchirent la rivière Hart, puis suivirent la piste de Kuruman au Molopo (carte 5). La manœuvre réussit, et ils arrivèrent à proximité de Mosega, dans la nuit du 16 au 17 janvier 1837, sans que l'alarme y eut été donnée. Le 17, à l'aurore, les Boers attaquèrent. Ni Mosélékatsi, ni Kalipi, le plus habile de ses chefs, ne résidait alors à Mosega. Surpris et sans chef pour les rallier, les Matabélés, chassés à coup de fusil, s'enfuirent dans toutes les directions[2].

La matinée suffit aux Boers pour détruire les seize villages qui composaient l'agglomération de Mosega. Ils rentrèrent en possession de la plupart des chariots enlevés à Stephanus Erasmus et à Liebenberg en août 1836 et s'emparèrent de six mille têtes de bétail. Aucun d'eux, aucun de leurs auxiliaires de couleur, ne fut blessé et ils remportèrent une « vraie victoire sans

1. « Le 1er janvier », d'après le missionnaire américain de Mosega. *Journal des missions évangéliques*, 1837, p. 343. « Le 3 janvier », d'après Harris, *The wild sports*, p. 358.

2. Le missionnaire américain, Wilson (?), raconte ainsi le combat : « Le matin de bonne heure [le 17 janvier 1837], elle [l'armée boer] commença l'attaque contre les indigènes, qui ne s'attendaient à rien moins qu'à un combat. Je fus réveillé de bon matin par le bruit des armes à feu. Je me levai et étant allé voir ce que c'était, j'aperçus les fermiers à cheval, poursuivant les natifs et faisant feu sur eux. Ces derniers fuyaient dans toutes les directions. » *Journal des missions évangéliques*, 1837, p. 343.

larmes[1] ». Les pertes des Matabélés furent certainement élevées[2].

Sur l'invitation de Gerrit Maritz, qui leur représenta le danger de rester à Mosega, les trois missionnaires américains partirent le jour même sous sa protection[3].

Quand, avec leur butin, les Boers eurent repassé le Vaal, Hendrik Potgieter établit près de la Vet un camp auquel il donna un nom de circonstance : *Winburg*, « la Victoire ». Des maisons permanentes remplacèrent graduellement les tentes et les chariots, et c'est ainsi qu'en dehors des limites de la colonie un premier village boer fut fondé.

Le jour même où il remportait cette victoire, le 17 janvier 1837, Gerrit Maritz avait exprimé à l'un des missionnaires américains son intention de revenir pour anéantir la puissance de Mosélékatsi[4].

Pieter Retief, qui à la tête de sa bande d'émigrants était arrivé à Thaba Ountchou en avril 1837, tenta une réconciliation avec Mosélékatsi : il lui fit savoir que les Boers étaient disposés à faire la paix, moyennant qu'il restituât les enfants et le bétail qu'il leur avait pris[5].

1. « Nous lui [à Mosélékatsi] infligeâmes une bonne défaite et lui prîmes 6 000 bêtes, et aucun de nous ne fut touché. » Carel Cilliers, fragment de son journal, cité par Mac Call Theal, *History of South Africa* (1834-1854), p. 107, note.

2. « Dans cette guerre, Mosélékatsi a perdu plus de mille hommes d'entre ses meilleurs guerriers. » *Journal des missions évangéliques*, 1837, p. 344.

3. *Journal des missions évangéliques*, 1837, p. 343-344.

4. *Ibid.*

5. Nous n'avons pas réussi à préciser la date exacte de cette proposition. Elle fut sans doute faite entre l'époque où Retief fut élu commandant général des Boers et l'époque de son premier départ pour le Natal, soit entre le 6 juin et le mois d'octobre 1837.

Mais Mosélékatsi n'ayant pas répondu à la proposition, une nouvelle expédition fut résolue contre lui [1].

Cependant avant leur rentrée en campagne, les Boers rencontrèrent en Dingan, chef des Zoulous, un auxiliaire aussi inattendu que bénévole. Depuis leur séparation l'animosité persistait toujours aussi vive entre les Matabélés et les Zoulous proprement dits, « la plus grande jalousie et inimitié existe entre ces deux États indépendants et puissants », dit Gardiner [2]. Malgré tout son orgueil, Mosélékatsi laissait voir sa peur de Dingan. Ses regards se tournaient souvent avec inquiétude vers l'Orient ; il empruntait à Moffat sa lunette d'approche et cherchait à l'horizon, en craignant de l'y apercevoir, la ligne noire d'une armée zouloue ; il lui disait aussi : « Prie ton Dieu de me mettre en garde contre la puissance de Dingan [3]. » C'était pour s'éloigner le plus possible des Zoulous que Mosélékatsi ne s'était arrêté dans sa fuite qu'à la lisière du Kalahari, à l'extrémité occidentale de la région arrosée et herbeuse, et qu'il avait traversé et laissé derrière soi un pays mieux approprié à l'élevage et à la culture que celui

1. Dans une lettre écrite le 19 octobre 1837 à Dingan, Pieter Retief fait allusion à cette tentative de conciliation : « Vous aurez appris sans doute notre dernière rupture avec Massilicatzi, résultant des fréquents et désastreux pillages exercés par sa tribu, en conséquence de quoi il était devenu tout à fait nécessaire de lui déclarer la guerre, après avoir échoué d'abord dans toute tentative d'arranger les différends. » Delegorgue, II, p. 106.

2. « His people [of Umselekaz] are the same; but during the reign of Charka, the predecessor to the present king, a separation was made, and, as is usually the case, the greatest jealousy and antipathy exist between these two independent and powerful states. » Gardiner, *Narrative*, p. 51.

3. Moffat, *Vingt-trois ans de séjour*, p. 345 et 353.

où il s'était définitivement fixé [1]. La crainte de ses ennemis l'avait acculé au désert.

Cette crainte était justifiée. Vers le mois de mai 1834, les Zoulous surprirent les Matabélés, capturèrent leur bétail, puis se retirèrent en hâte [2]. Mosélékatsi fut de nouveau attaqué par les Zoulous en 1837. L'un de ses régiments fut presque entièrement anéanti et il perdit beaucoup de bétail, encore qu'il ait réussi à en recouvrer une partie dans une contre-attaque [3]. Ainsi Dingan qui devait, quelques mois après cet événement, devenir le mortel ennemi des Boers, commença par les aider involontairement.

La dernière expédition des Boers contre les Matabélés, sur laquelle nous sommes d'ailleurs imparfaitement renseignés, eut lieu en novembre 1837. Le *commando* qui comptait 135 Boers et quelques auxiliaires noirs fut divisé en deux groupes, dirigés l'un par Hendrik Potgieter et l'autre par Pieter Uys. Cette campagne qui dura neuf jours termina le conflit. Les Boers rencon-

1. Andrew Smith remarqua combien à quelque distance de la rive gauche de « l'Oori », c'est-à-dire du haut Limpopo, et au Sud des « Cashan mountains » (c'est-à-dire très probablement du Magaliesberg), l'herbe et l'eau étaient abondantes ; il en fit l'observation à ses guides Matabélés, qui n'hésitèrent pas à le reconnaître et déclarèrent que la crainte de Dingan seule leur avait fait négliger ces avantages. *Report*, p. 25.

2. Gardiner, *Narrative*, p. 144. En 1835, Andrew Smith passa à proximité du champ de bataille, qu'il place « vers les sources de l'Umbepan ». *Report*, p. 26. Ce nom, probablement d'origine zouloue (la particule Um ou Om forme la syllabe initiale du nom de plusieurs rivières du Natal), disparut après la conquête du pays par les Boers. Cet Umbepan est peut-être la Pienaars rivier actuelle ou l'un de ses affluents de gauche.

3. Moffat, *Vingt-trois ans de séjour*, p. 371. — Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 113. Le lieu et la date exacts de cette rencontre nous sont inconnus.

trèrent Mosélékatsi sur les bords du Marico à 75 kilomètres au Nord de Mosega et lui infligèrent une défaite qui le décida à s'éloigner de voisins aussi redoutables [1].

2. — Les conséquences de la victoire.

La suite de l'histoire générale de l'Afrique australe, non moins que celle de l'histoire particulière des Boers, fut sensiblement modifiée par les faits qui viennent d'être relatés.

Mosélékatsi émigra avec son peuple [2] et alla s'établir au Nord du Limpopo, dans la région que les Européens ont, du nom de sa tribu, nommée *le pays des Matabélés*.

Quand Moffat alla le voir en 1854, pour faire passer des secours à Livingstone, il habitait un village nommé Matlokotloko, et prétendait étendre sa domination de la rivière Chaché au Zambèze [3]. Il continua, selon la coutume des Zoulous, à piller et à massacrer les tribus qui l'entouraient ; son fils Lobengula [4] fit de même, si bien que par une répercussion indirecte, la victoire des Boers, en 1837, causa pendant un demi-siècle le malheur des Machonas et des autres tribus qui vivaient entre le Limpopo et le Zambèze.

1. Les Matabélés perdirent trois cents hommes, d'après Carel Cilliers, qui faisait partie du commando, et quatre à cinq cents, d'après Lindley, missionnaire américain, qui interrogea quelques-uns des combattants, dès leur retour. Cités par Mac Call Theal, p. 114.

2. D'après Moffat, Mosélékatsi aurait, en partant, libéré ses captifs Barotsis, Bakhatlas et autres. *Vingt-trois ans de séjour*, p. 372.

3. Moffat, Visit to Moselekatse king of the Matabele. *Journal of the R. Geographical Society*, 1856, p. 95-96.

4. Mosélékatsi mourut en novembre 1868 ; après quelques contestations, Lobengula, son fils, lui succéda le 28 janvier 1870.

Voilà donc les Boers, maîtres d'un immense territoire s'étendant des Drakensbergen au Limpopo. Ils se substituaient à Mosélékatsi, ainsi que le proclama Hendrik Potgieter, ainsi que Carel Cilliers, l'un des agents de la victoire, défenseur du camp de Vecht Kop, membre des expéditions de janvier et de novembre 1837, l'exprima sous cette forme laconique : « Ce qui était son pays est devenu le nôtre[1]. » Il était facile de dominer une région aussi complètement dépeuplée. Déjà, en 1823, une partie du futur État libre d'Orange et une partie du Betchouanaland avaient été ravagées par les sauvages Mantatis, dont le voyageur George Thompson avait vu les masses profondes « fouler aux pieds et noircir les prairies sur lesquelles elles passaient[2]. » Agglomération confuse de tribus venant de l'Est et fuyant probablement devant les Zoulous, les Mantatis avaient disloqué, pillé, massacré les Barolongs et les Betchouanas. Mais, apparus avec la soudaineté d'une tempête, ils avaient disparu de même. Arrêtés et battus par les Griquas devant Lattakou le 25 juin 1823, refoulés dans la direction de l'Est et du Sud-Est, ils se dispersèrent[3]. Plus continu et plus complet avait été le dépeuplement opéré par les Matabélés, qui avaient ainsi préparé involontairement un vaste territoire à l'expansion des Boers.

1. « Wat de zijne [land] was is de onze geworden. » Cité par Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 114.

2. George Thompson, *Travels and adventures in Eastern Africa*, I, p. 218-19.

3. Thompson, *ibid.*, I, p. 294 et suiv. Une partie de ces Mantatis se fixa sur le haut Caledon, où Andrew Smith les vit en 1834. *Report*, p. 11. Une autre partie s'enfuit jusqu'au Zambèze, où W. C. Oswell et D. Livingstone les découvrirent en 1851.

Ces succès sur les Matabélés non seulement assurèrent l'avenir des premiers Boers sortis de la colonie mais encore accélérèrent le mouvement d'émigration.

A la fin de 1836, Harris estimait à 1800 seulement le nombre des Boers réunis autour de Thaba Ountchou[1]. Mais la victoire du 17 janvier 1837 eut un retentissement lointain et prolongé. Les timorés, tel que ce colon de Beaufort, rencontré par Harris le 11 janvier 1837, qui venait « s'enquérir de la manière dont tournaient les affaires des émigrants avant de vendre sa propre ferme[2] », prirent un parti.

« Cette victoire, dit Harris, souffla sur les tisons cachés sous la cendre et en fit jaillir la flamme; la rage d'émigration s'étendit comme un incendie[3]. » Désormais les Boers émigrent en grand nombre, par petites ou grandes troupes : du Winterberg arrive la bande de Pieter Retief; de Beaufort, celle de Pieter Jacobs; d'Uitenhage, celle de Jacobus Uys. Les chariots, recouverts de leurs bâches et tirés par leurs longs attelages de bœufs, les cavaliers, les troupeaux de bêtes à cornes et de moutons s'acheminent vers l'Orange, en franchissent les gués et se déploient lentement sur le *veld* du futur État libre. Le nombre des émigrants triple en un an, et à la fin de 1837 il y en a de 5000 à 6000 hors de la colonie[4].

Avant même d'avoir été rejoints par ces nombreux compagnons, les Boers avaient pensé à ébaucher quelques règles constitutionnelles. Ceux qui étaient réunis à Thaba Ountchou élurent le 2 décembre 1836, un « Conseil du peuple » un *Volksraad*, qui fut composé

1. *The wild sports of Southern Africa*, p. 357.
2. Harris, p. 333.
3. Harris, p. 359-60.
4. Harris, p. 344.

de sept membres et investi non seulement du pouvoir législatif, mais encore du pouvoir judiciaire. Ces sept personnes constituèrent en effet une cour de landdrost et d'heemraaden, vieille institution datant du XVIIe siècle, abolie par les Anglais en 1828, et que les Boers devenus indépendants se hâtèrent de restaurer. Gerrit Maritz fut élu landdrost, comme nous l'avons déjà dit.

Le 6 juin 1837, dans une nouvelle réunion générale des émigrants tenue à Winburg, on vota une constitution en neuf articles, confirmant et développant celle du 2 décembre 1836. Le pouvoir législatif est confié à une seule Chambre, le Volksraad ; la justice sera rendue par une cour composée d'un landdrost et de heemraaden. Le pouvoir exécutif est confié à un commandant en chef. L'esclavage est interdit mais l'égalité entre blancs et noirs n'est pas admise, le Boer étant supérieur à l'homme de couleur. Les membres de la communauté doivent s'engager par serment à n'avoir aucun rapport avec la *London Missionary society*, cette société de missionnaires, dont la partialité en faveur des indigènes était dans toute l'Afrique du Sud un objet de scandale, et qui en inspirant au secrétaire d'État des colonies sa politique négrophile avait rendu l'Est de la colonie du Cap inhabitable[1].

Gerrit Maritz fut confirmé dans ses fonctions de landdrost et Pieter Retief élu commandant général[2].

1. On trouve, outre ceux que nous avons déjà cités, un curieux exemple de cette partialité des membres de la *London Missionary Society* contre les Boers dans la manière dont R. Moffat raconte l'expédition de janvier 1837 contre Mosélékatsi. Les attaques qu'ils avaient subies en 1836 sont présentées sous cette forme anodine : « Ces hommes avaient à se plaindre de Mosélékatsi. » *Vingt-trois ans de séjour*, p. 371.

2. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 110-111.

On s'abuserait en supposant que les Boers ont attribué une grande importance à ces actes constitutionnels. Il est fort douteux que Pieter Retief ait jamais imposé sa volonté aux bandes d'émigrants dispersées entre l'Orange et le Vaal, et que ses ordres aient été exécutés. N'est-il pas singulier que la très importante expédition de novembre 1837 ait été entreprise pendant son premier voyage au Natal, sans sa participation et probablement même sans qu'il ait été consulté sur son opportunité[1]? Il fut un commandant général plus « honoraire » qu'actif.

Les émigrants qui avaient quitté le Cap en 1836 et en 1837 ne restèrent pas tous au Nord de l'Orange. Si certains d'entre eux, satisfaits du climat et de la fertilité du plateau, où d'ailleurs la sécurité régnait depuis la fuite des Matabélés, se dispersèrent entre l'Orange et le Limpopo, d'autres, au contraire, supposant que le Natal leur offrirait des conditions de vie plus faciles que le pays situé à l'Ouest des Drakensbergen, s'y rendirent et y fondèrent une République.

Politiquement, le Natal présentait avec le plateau de l'Orange une analogie et une différence ; une analogie, car il existait dans le voisinage une puissance indigène aussi fortement constituée et plus redoutable que les Matabélés, les Zoulous ; une différence, car le pays était, quand les Boers y pénétrèrent, non plus vacant, mais déjà occupé par quelques colons anglais.

1. « En revenant [du Natal] vers son campement, M. Retief apprit qu'un nombre considérable de colons étaient partis pour une expédition contre Mosélékatsi. » Lindley, cité par Mac Call Theal, p. 114.

TROISIÈME PARTIE

LES BOERS AU NATAL

CHAPITRE I

LES ZOULOUS

La puissance avec laquelle les Boers allaient se trouver en rapport et bientôt en hostilité, en descendant dans les plaines du Natal, datait d'une vingtaine d'années.

Au commencement du XIXe siècle, un certain Essenzingercona, chef de la tribu des Zoulous ou Zoulas, dominait une certaine étendue de la région traversée par l'Umvolosi. De ses très nombreuses femmes, il eut beaucoup d'enfants [1], parmi lesquels Chaka, qui devait transformer sa tribu en l'une des plus formidables puissances indigènes que les Européens aient jamais connues en Afrique.

Chaka promettait en grandissant de devenir si fort, si courageux, si supérieur au commun des hommes [2],

1. Les fils d'Essenzingercona, dont nous connaissons les noms, sont les suivants : Chaka, Dingan, Umslagati ou Umslumgani, Goujouana, Panda et Cluclu ou Xoxo.

2. Comme il arrive souvent pour les hommes marquants, on se complut ultérieurement à raconter qu'une circonstance anormale

qu'il donna de l'ombrage à son père. S'en apercevant, il jugea prudent de s'éloigner et s'en fut en compagnie d'un certain Umgarti, son frère utérin [1], auprès de Tingiswa, chef de la tribu des Umtatouas ; il s'engagea dans son armée et se distingua bientôt par ses prouesses.

A la mort d'Essenzingercona, un de ses fils, un des frères de Chaka, par conséquent, devint chef des Zoulous. Mais celui-ci prit sa place de la manière suivante : Umgarti, son compagnon d'exil, revint auprès du nouveau chef sous un prétexte quelconque, s'insinua dans sa faveur, puis, profitant d'une occasion propice, l'assassina. Chaka, prévenu, arriva avec l'armée des Umtatouas et s'empara du pouvoir [2]. C'est vers 1818 que ce dernier fait a dû se produire [3].

Chaka régna jusqu'au 22 septembre 1828, et fut remplacé par son frère Dingan, avec qui Pieter Retief entra en rapport en octobre 1837. Le caractère de ces deux personnages, l'instrument de leur puissance, c'est-à-dire leur armée, l'étendue de leur domination, lors de l'arrivée des Boers, tels sont les points sur lesquels il y a lieu de nous arrêter.

avait accompagné sa naissance ; son père, disait-on, l'avait engendré avant d'avoir été circoncis, ce qui passait pour extraordinaire aux yeux des Zoulous.

1. La mère de Chaka avait eu cet enfant après avoir été répudiée par Essenzingercona.

2. Isaacs, *Travels and adventures in Eastern Africa*, I, p. 321-24.

3. King expose comme Isaacs, mais avec moins de détails, la manière dont Chaka s'empara du pouvoir : « Il écarta son frère par quelque trahison et le tua. » Il ajoute : « Chaka règne depuis huit ans. » Or, King écrivant en 1826, l'avènement de Chaka doit se placer vers 1818. *Some account of Mr Farewell's settlement at Port Natal and of a visit to Chaka, King of the Zoolas*, inséré dans George Thompson, *Travels and adventures in Southern Africa*, II, p. 413. — Lors des premiers rapports de Farewell avec Chaka en 1824, le pouvoir de ce dernier était déjà solidement établi.

I. — Chaka.

Le trait du caractère de Chaka, qui a le plus frappé les Européens en rapport avec lui, notamment Farewell et Isaacs [1], trait sur lequel ils ne cessent d'insister dans leurs relations, c'est sa cruauté [2]. Le nom de Chaka évoque dans leur esprit celui des tyrans que l'histoire traditionnelle représente comme les plus sanguinaires : Néron et Attila. Isaacs, qui a souvent eu l'occasion de l'observer pendant les scènes de meurtre, décrit ainsi son attitude : « Il prenait un plaisir physique à répandre le sang ; ses yeux pétillaient de plaisir, sa puissante poitrine exultait, tout son corps trahissait la joie de voir répandre le sang innocent ; ses mains se crispaient ; ses membres herculéens manifestaient par leurs mouvements le désir de participer à l'exécution de ses victimes [3]. »

Il ne justifiait jamais ses arrêts, il ne prenait souvent même pas la peine de les formuler oralement : un simple mouvement de la tête ou du doigt désignait le condamné aux exécuteurs. Isaacs assista le 5 novembre 1825 à la scène suivante : Trois cents indigènes arrivent et saluent Chaka de compliments hyperboliques : « Toi qui es grand comme le monde ! » Un silence. Chaka fait un signe, les bourreaux saisissent trois individus par

1. Des détails biographiques sur ces premiers colons européens du Natal, Isaacs, Farewell, King, Fynn, seront donnés au chapitre suivant.

2. « Chaka est un des caractères les plus monstrueux qui existe ; Attila n'est rien auprès de lui. » Farewell, *Account of Chaka*, inséré dans Owen, *Narrative of voyages to explore the shores of Africa, Arabia and Madagascar*, 2 vol. in-8. Londres. 1833, II, p. 389.

3. Isaacs, I, p. 344.

la tête entre le menton et l'occiput et la leur disloquent par un mouvement de torsion d'avant en arrière, les entraînent, les frappent et finalement les mettent à mort[1].

Fréquemment, la condamnation était collective et s'abattait sur un groupe entier. La mise à mort d'un individu de marque entraînait celle de tous ceux qui étaient à lui, de ses serviteurs, des habitants de ses villages. Quoique possédant un harem composé de filles appartenant à toutes les tribus qu'il avait conquises, Chaka affectait une grande chasteté, mais prétendait imposer aux autres la même continence. Il apprit un jour qu'on enfreignait ses ordres ; pris d'une sorte de folie, il fit massacrer les femmes coupables et leurs complices[2]. Une fois, il s'avisa de l'inutilité des vieillards, ces propres à rien, qui consommaient les vivres des jeunes gens ; il en fit périr un grand nombre et commémora cet acte par la fondation d'un village qu'il nomma « Gibbeklack », c'est-à-dire « chasse-vieux[3] ».

Mais aucun massacre ne fut comparable à celui dont la mort de sa mère Umnanti fut l'occasion en août 1827. Tous ceux qui ne manifestèrent pas incontinent et par des démonstrations outrées l'immense désespoir que ce décès devait leur causer furent poursuivis. Le 14 août, par exemple, un individu suspect d'indifférence est assailli par une bande d'exécuteurs, il résiste d'abord et tue un de ses agresseurs, mais il tombe à son tour et les assassins mettent le feu à sa hutte dans laquelle ils brûlent ses trois femmes et ses deux enfants[4].

1. Isaacs, I, p 75. — Pendant un autre voyage, en avril 1826, Isaacs vit de même sept individus mis à mort en quelques instants, I, p. 111.
2. Isaacs, I, p. 157-8.
3. Isaacs, I, p. 327.
4. Isaacs, I, p. 239.

Isaacs voyageait alors en pays zoulou ; de la baie de Natal, son ami Henry Francis Fynn, s'inquiète de le savoir au milieu de ces forcenés, il lui mande de revenir au plus tôt « les chefs et le peuple étant partout massacrés pour ne pas avoir pris part au deuil de Chaka qui soupçonne ces indifférents d'avoir contribué à la mort de sa mère ». Pendant plus de quinze jours, le sang coula à flots [1]. Comme Chaka abandonnait aux bourreaux les biens des victimes, il ne manquait pas d'exécuteurs des hautes œuvres.

Il était donc en proie à une sorte de frénésie de meurtre, qui alla toujours croissant. On nommait sa résidence principale, située sur la rive droite de l'Umvolosi, Umboulalio, c'est-à-dire « la place d'exécution », nom bien choisi, car on s'y ingéniait à enlever la vie à de pauvres misérables, après les avoir torturés (carte 6).

Maître de l'existence de milliers d'hommes, se livrant à son gré à ses caprices sanguinaires, Chaka était plein d'un orgueil immense. Ne sachant rien du monde en dehors du champ d'exploration de ses armées, il s'imaginait naïvement être l'homme le plus puissant de la terre.

Il fut très surpris d'apprendre qu'il existait des hommes blancs, et davantage encore quand il sut qu'il y en avait par delà les mers, bien plus encore qu'au couchant de ses États, c'est-à-dire au Cap. Il s'inquiétait fort de leur chef qu'on lui dit se nommer « George ». Il se plut dès lors à se comparer à ce rival en puissance et exprima souvent le désir de le voir personnellement [2].

Un jour, il s'obstina à faire dire à Farewell que sa maison était plus belle que celle du roi d'Angleterre,

1. Isaacs, I, p. 242.
2. Isaacs, I, p. 140-1, 232, 248.

mais en bon frère, il se montra tout disposé à lui prêter son charpentier pour s'en faire élever une aussi somptueuse[1]. Une autre fois, ayant appris que le roi George IV était veuf et vivait seul, il dit, faisant allusion à sa propre continence : « C'est la coutume des grands guerriers de s'abstenir de femmes[2]. » D'ailleurs, il admirait beaucoup les produits de l'industrie européenne, et sa superbe s'abaissait devant un rasoir et un morceau de savon[3]. Convaincu de la toute-puissance des médicaments, il avalait goulûment toutes les pommades et les onguents qu'on lui apportait[4]. Il avait entendu dire qu'il existait une matière qui rendait aux cheveux gris leur couleur noire, et comme il redoutait fort de paraître vieux, il désirait vivement en posséder. N'en ayant pas trouvé dans des présents qu'il avait reçus en août 1828, il entra en fureur et « l'eau capillaire », ou plutôt le défaut de ce produit, mit quelques instants la vie d'Isaacs en péril[5].

Après qu'il eut régné environ une dizaine d'années, Chaka fut arrêté soudainement dans sa carrière. Il fut assassiné à sa résidence de Tougouso, le 22 septembre 1828, par deux de ses frères, Dingan et Umslumgani, et son principal serviteur, Boper[6].

1. Farewell dans Owen, *Narrative*, II, p. 222.
2. Isaacs, I, p. 120.
3. Isaacs, I, p. 349.
4. Farewell dans Owen, II, p. 222-23.
5. Isaacs, I, p. 295-297.
6. Aucun Européen n'a assisté à l'événement, mais le récit en fut fait à Isaacs, trente-six heures après, c'est-à-dire le 24 septembre 1828 au matin, par un certain Mataban, chef d'une petite tribu, qui habitait dans le voisinage de la baie de Natal et s'était placée sous la protection des blancs. Le récit figure dans les *Travels* d'Isaacs sous la date du 24 septembre, I, p. 314-16. — Gardiner a

C'était le soir ; Chaka, assis en compagnie de deux ou trois de ses *indunas* ou grands chefs, assistait à la rentrée de ses troupeaux, quand Boper se présenta devant lui, armé d'une lance. Il demanda d'une voix sévère à ces chefs pourquoi ils « infectaient toujours l'esprit du roi de mensonges et de calomnies ». Avant que Chaka fut remis de l'étonnement qu'une audace si extraordinaire lui causait, ses deux frères, Dingan et Umslumgani, qui s'étaient glissés derrière lui sans être aperçus, le frappèrent chacun d'un coup de poignard dans le dos. Chaka se leva et essaya de fuir, mais il fut rejoint par Boper, qui le perça de sa lance ; il tomba à genoux, prononça quelques paroles de supplication, et fut achevé. Les meurtriers tuèrent ensuite les *indunas*, qui essayaient de fuir, puis ils revinrent au cadavre de Chaka et dansèrent autour, comme s'ils avaient abattu un grand fauve redouté.

L'armée zouloue était alors en expédition dans le Nord, au delà de la Pongola, circonstance qui favorisa probablement le succès de la conspiration.

Dingan resta assez aisément maître du pouvoir[1]. Un

également exposé les circonstances de l'assassinat (*Narrative*, p. 90-91) d'après les renseignements qu'il recueillit en 1835 auprès des Européens de Natal. Ce récit ressemble assez à celui d'Isaacs, toutefois Gardiner place à tort l'événement en 1829. Il nomme le principal conspirateur *Satai* et non Boper comme Isaacs. Cette divergence s'explique par la circonstance que le père de *Boper* s'appelait, d'après Isaacs, II, p. 122, *Seetoi*, forme qui rappelle *Satai*. Il est possible que Boper ait été également connu sous ce dernier nom. En outre, Gardiner met en doute que Dingan ait pris une part personnelle au meurtre.— Mac Call Theal place l'événement, à tort à notre avis, au 23 septembre 1828. *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 123.

1. Isaacs prête à Dingan et à son frère les paroles suivantes, qu'ils auraient après le meurtre adressées aux Zoulous : « Ne savez-vous

compétiteur, Umgarti, frère utérin de Chaka, ce personnage qui l'avait accompagné dans son exil chez les Umtatouas et avait contribué à son avènement, fut tué en octobre 1828[1].

Un groupe de Zoulous, surnommé les Qouabis, fort d'environ 5 000 hommes, se refusa aussi à reconnaître le nouveau chef[2]. Commandés par un certain Catoe[3], un des principaux officiers de Chaka, les Qouabis se dirigèrent vers le Sud-Ouest et s'établirent dans le Pondoland actuel. Ils battirent à plusieurs reprises Fakou le chef des Pondos et les Zoulous que Dingan envoya contre eux, mais finalement ils furent à leur tour battus et anéantis par Fakou sur la rive droite de l'Umzimvubu, en 1829 ou en 1830 (carte 7). Les missionnaires européens établis dans le pays nommèrent le champ de bataille « Quawbis Corner[4] ».

2. — Dingan.

Au début de son règne, Dingan se montra relative-

pas que ce sont les fils d'Essenzingercona, qui ont tué Chaka à cause de sa conduite sauvage, pour permettre aux Zoulous, les fils de nos pères, de vivre en paix au milieu de leurs familles, et pour mettre fin à ces guerres interminables et aux massacres causés par la mort de la vieille Umnanti? » I, p. 315-316.

1. *Id.*, I, p. 353-355. — Gardiner dit, p. 91, et Mac Call Theal de même, p. 144, que Dingan assassina Umslumgani, son complice. Isaacs, au contraire, très informé cependant de tout ce qui se passait alors chez les Zoulous, ne fait pas la moindre allusion à un fait de ce genre. Gardiner n'aurait-il pas confondu Umslumgani et Umgarti?

2. Isaacs, II, p. 16-17.

3. Isaacs nomme ce chef « Catoc », Gardiner « Nato » et le missionnaire Kay « Quetoo ». *Travels and researches in Caffraria*, cité par Isaacs, II, p. 15-21.

4. Gardiner, p. 274-75.

ment doux. Il obligea bien un jour Isaacs à livrer son fusil, pour faire assassiner les deux femmes de Catoc, le chef rebelle. Cependant il ne fit pas couler le sang à flots comme Chaka et pendant les premières années de sa domination, les Zoulous cessèrent de vivre dans les transes.

Cependant la toute-puissance paraît avoir graduellement éveillé en lui le goût de la cruauté. Représenté comme un homme sans méchanceté excessive dans le *Journal* d'Isaacs, il apparaît comme sanguinaire dans les relations de voyages ultérieures. Andrew Smith, qui passa quelques jours à sa résidence à la fin de 1832 ou au début de 1833[1], y vit en morceaux les corps de onze de ses femmes, mises à mort et découpées ainsi en punition de quelques propos inconsidérés[2]. Gardiner en arrivant en 1835 chez Dingan, à Umgungundhlovu, sur la rive droite de la haute Umvolosi, faillit causer involontairement un malheur : laissé seul un instant, il se trompa de sentier, au grand émoi de ses guides, qui, dirent-ils, auraient été mis à mort, s'il était entré par la porte vers laquelle il se dirigeait[3]. Pendant son séjour, Goujouana, frère et successeur éventuel de Dingan, fut étranglé et cette mort entraîna celle de ses deux serviteurs et des habitants de plusieurs villages lui appartenant[4]. Panda, un autre frère de Dingan, qui joua plus tard un rôle de première importance dans l'histoire des Boers, n'évita le même sort qu'en menant ostensiblement une vie de débauche, qui d'ailleurs ne lui déplaisait pas : il fut regardé comme incapable et

1. Sur l'époque de ce voyage, voy. ci-dessous, p. 206.
2. *Papers relative to the native inhabitants of Southern Africa*, II, p. 100.
3. Gardiner, p. 29-30.
4. *Id.*, p. 44-46.

inoffensif. Un certain William Wood assure que pendant qu'il résidait à Umgungundhlovu, en 1837, on y exécutait en moyenne quatorze personnes par semaine[1].

Isaacs, qui a eu l'occasion de converser maintes fois avec Chaka et avec Dingan, de les juger et d'établir un parallèle entre eux, tout en qualifiant le premier « de sauvage horrible et détestable », proclame sa supériorité intellectuelle sur le second. La conversation de Chaka portait sur des sujets sérieux; il interrogeait curieusement ces hommes blancs, inventeurs et dispensateurs de tant d'objets extraordinaires; toujours préoccupé des moyens d'accroître sa puissance, il était avide de connaissances nouvelles, qui serviraient son ambition.

Dingan était bien plus léger. Lui aussi, il prenait de l'intérêt aux récits d'Isaacs et de Fynn sur le roi de la Grande-Bretagne et sa puissance, mais vite il écartait ce sujet pour passer à d'autres moins austères[2]; ses femmes, qui étaient nombreuses et auxquelles il était adonné, le préoccupaient fort. Il se plaisait à les parer et à les faire chanter ou danser devant lui[3].

Un jour, en décembre 1830, il introduisit Isaacs et les deux frères Fynn dans son harem et fit danser ces « jolies filles » devant eux[4]. Gardiner qui fut en 1835 régalé du même spectacle le décrit en ces termes :

Dingan paraissait en très bonne humeur, mais avec un air de mystère qui me fit présager quelque bouffonnerie. Il parlait de n'importe quoi pour tuer le temps, quand soudain déboucha à droite la tête d'une colonne de figures gro-

1. William Wood, *Statements respecting Dingan, King of the Zoolahs*, cité par Mac Call Theal, *Hist. of South Africa* (1834-1854), p. 124, note.

2. Isaacs, II, p. 126.

3. Isaacs, II, p. 281.

4. « Most beautifully featured girls », Isaacs, II, p. 131-2.

tesques, marchant quatre par quatre, levant et abaissant les bras, comme on fait quand on sonne la cloche, et répétant ce chant : « Elève-toi, vautour, tu es parmi les oiseaux celui qui dévore les autres. » Après avoir passé et repassé dans cet ordre, elles revinrent en groupes irréguliers, formés d'après la couleur de leurs robes, et comme j'admirais les colliers, dont elles étaient littéralement couvertes, elles durent s'approcher à la file pour se laisser examiner de près. C'était bien les femmes du roi, au nombre de quatre-vingt-dix [1].

Dingan ne se montra pas aussi jaloux du pouvoir que son prédécesseur. Chaka décidait seul de tout ; Dingan ne résolvait rien sans l'avis préalable de deux ministres, portant le titre d'*indunas incolas* et qui se nommaient Umthlella et Tambouza ; sous son règne le gouvernement des Zoulous apparaît plutôt comme un triumvirat que comme une monarchie. En mai 1835, Gardiner se rend chez Dingan pour fixer avec précision les futurs rapports des colons blancs du Natal avec les Zoulous ; il arrive le 4, mais les deux ministres étant absents, ce fut seulement le 6 à leur retour que la négociation s'ouvrit ; « Dingan entra en matière, dit Gardiner, en faisant remarquer qu'il ne m'avait pas interrogé auparavant, en raison de l'absence des *indunas* ; maintenant qu'ils étaient revenus, il désirait entendre les nouvelles que j'apportais [2] ».

En février 1836, les missionnaires américains Grout, Champion et Adams lui ayant demandé la permission de fonder des missions dans son pays, Dingan répondit « qu'il consultait ses chefs dans toutes les occasions importantes ». Et comme il parut préférable à ces conseillers que les missionnaires fixassent d'abord leur ré-

1. Gardiner, *Narrative*, p. 38-39.
2. Gardiner, p. 126.

sidence au Natal, quittes à ouvrir plus tard une école en pays zoulou, Dingan en décida conformément à leur avis [1]. Ces *chefs* n'étaient probablement autres que Tambouza et Umthlella ; en tout cas, cette scène prouve bien que le pouvoir de Dingan avait des limites. Du reste déjà, en 1831, Isaacs, exposant d'une manière générale le gouvernement des Zoulous disait : « Le chef a généralement deux ministres qui sont appelés *indunas incolas* [2]. » Amoindries sous Chaka, ces fonctions recouvrèrent toute leur importance sous Dingan.

3. — L'armée zouloue.

L'originalité des Zoulous consista dans leur armée. Telle les premiers aventuriers européens la décrivent en 1825, telle les Boers la virent organisée en 1838, telle les officiers anglais la retrouvèrent dans cette guerre de 1879, qui, par un coup de fortune inouï, ruina les dernières espérances du bonapartisme. Les institutions militaires zouloues restèrent intactes pendant le XIXe siècle [3].

L'armée zouloue ne fut pas composée de Zoulous exclusivement : les jeunes hommes des tribus vaincues y

1. Lettre de Grout du 12 février 1836. *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 370.

2. II, p. 296.

3. Certains auteurs récents et notamment Bryce, *Impressions of South Africa*, p. 100, ont prétendu que Chaka aurait emprunté ses institutions militaires à Tingiswa, chef des Umtatouas, lequel venu au Cap à la fin du XVIIIe siècle et ayant vu manœuvrer les troupes anglaises aurait décidé d'organiser sa propre armée sur ce modèle. L'armée zouloue ne serait donc qu'une imitation de l'armée anglaise, au second degré ; nous n'avons trouvé aucune allusion à un fait de ce genre dans Isaacs, qui a exposé les rapports entre Chaka et Tingiswa.

étaient incorporés après leur défaite. Après la mort de Tingiswa, Chaka ayant attaqué et vaincu les Umtatouas, ses anciens protecteurs, fondit dans son armée ceux d'entre eux qu'il ne fit pas périr[1]. Un certain Silansbo, tributaire des Zoulous, qui habitait sur les bords de la Tugela, dit en 1826 à Isaacs que sa tribu était jadis très puissante, mais que Chaka, l'ayant soumise, incorpora tous les jeunes guerriers dans ses propres régiments[2].

Le guerrier zoulou était vêtu d'une jupe en lanières de peau de civette, et coiffé d'un bandeau de peau de loutre orné de plumes ; il marchait pieds nus[3]. Il n'avait en main qu'une seule arme offensive, une lance courte munie d'un large fer et nommée *ixoua*. D'après Isaacs, les Zoulous se seraient antérieurement à Chaka servis de javelots comme les autres peuplades de l'Afrique australe, mais pour décider s'il fallait conserver cet armement ou le réformer, celui-ci aurait imaginé un simulacre de combat entre deux régiments : les guerriers du premier sont munis chacun de plusieurs roseaux, ceux du second d'un seul ; ce dernier en chargeant l'adversaire le met en fuite et Chaka, convaincu par cette expérience, prescrit l'emploi unique de la lance[4]. Quoiqu'il en soit de cette historiette, le guerrier zoulou n'avait pas d'arme de jet ; il lui fallait aborder son ennemi corps à corps ; l'impétuosité du choc faisait toute sa force.

1. Isaacs, I, p. 325.
2. *Id.*, I, p. 181.
3. L'habit de guerre de Chaka, tel qu'Isaacs le représente sur une gravure, consistait en une pèlerine, un tablier et des genouillères en peau de singe. La tête est ornée d'un bandeau de fourrure surmonté de plumes, I, p. 58.
4. Isaacs, I, p. 330-1.

Pour parer les coups de l'adversaire, le Zoulou était muni d'un large bouclier ovale en peau de bœuf, qui, la pointe posée à terre, lui montait jusqu'à la hauteur de l'épaule[1].

Les hommes composant l'armée étaient divisés en classes, d'après leur âge : vétérans ou grands guerriers, qui portaient des boucliers blancs avec des ornements noirs, guerriers moyens ou inférieurs qui portaient des boucliers rouges, jeunes guerriers qui portaient des boucliers noirs. Chaque classe était elle-même subdivisée en régiments, distingués les uns des autres par des détails de coiffure[2].

Les régiments étaient cantonnés dans des camps que Gardiner appelle *barrack towns*. Il y en avait, lui dit-on, de quatorze à seize grands et beaucoup de moindre étendue. Sur la carte annexée à son livre, il a figuré un certain nombre de ces camps entre la Tugela et l'Umvolosi : soit trois dans le district de Clomanthleen entre la Tugela et l'Amatikulu, trois entre l'Amatikulu et l'Umlatusi, quatre au Nord et à l'Est de la résidence de Dingan, Umgungundhlovu[3].

Dans ces camps les hommes étaient nourris de bière et de viande aux frais du roi. Gardiner qui, pendant son séjour à Umgungundhlovu, habitait près du réfectoire d'un détachement de troupes, a souvent assisté aux

1. Gardiner donne, *Narrative*, p. 101, le portrait d'un guerrier zoulou.

2. Gardiner, p. 92. Isaacs, I, p. 347.

3. Isaacs est dans son livre bien moins explicite sur ces camps que Gardiner. Dans une carte de lui, *Africa, south eastern coast*, qui ne figure pas dans son livre, mais dont nous avons trouvé un exemplaire dans les Archives du service hydrographique de la marine (portefeuille 212, division 5, pièce 3), il a inscrit : « Several Zoolu regiments settled here », au Nord de la rivière Umvolosi, qu'il nomme d'ailleurs Umferaas, Umcoosta or St Lucia.

repas. La viande cuite à l'étouffée était partagée par l'officier chef de section. Elle était si coriace qu'on entendait de loin le bruit des mâchoires ; le repas fini les hommes oignaient leur corps de la graisse adhérente à leurs lèvres et à leurs mains[1].

Les campagnes avaient lieu pendant la saison sèche et froide. Pendant la saison des pluies, c'est-à-dire pendant l'été, où les rivières débordées empêchaient les mouvements de troupes, les guerriers faisaient des boucliers avec des peaux de bœufs, inventaient des chants nouveaux, car il était malséant de répéter deux ans de suite les mêmes chants, et venaient en donner la primeur au maître[2], mais surtout ils dansaient. Les danses, véritables exercices ou manœuvres militaires, qui donnaient aux hommes des habitudes d'ensemble et de discipline, tenaient une grande place dans la vie des Zoulous. On verra plus loin que ce fut pendant une danse que Dingan fit assassiner Pieter Retief et ses compagnons. Gardiner décrit en ces termes le spectacle auquel il assista en 1835 :

Chaque homme est pourvu d'un petit bâton noueux ; par les gestes, par le mouvement de son corps, il accompagne et souvent avec un admirable à propos les sentiments exprimés dans le chant ; le pied règle la mesure et donne cette impression de mouvement qui plaît tant aux Zoulous. Parfois ils lèvent la jambe et la rabaissent en frappant le sol, parfois ils font un saut, et souvent combinent ces mouvements. La danse peut être plus animée : par quatre ils courent ici et là, sautent, bondissent, se coupent, brandissent leurs bâtons, et soulèvent une telle quantité de poussière que pour un assistant c'est une vraie bataille ; cette scène prétend certainement en donner l'image. Voilà

1. Gardiner, p. 56.
2. Isaacs, I, p. 343.

ce que font les hommes rangés en cercle ; cependant les femmes, placées au centre, ne restent pas simples spectatrices : elles plient le corps en avant, battent des mains, frappent le sol, et dans le chœur poussent des notes si aiguës et font un tel effort de la voix que des Européennes l'auraient cassée pour le reste de leur vie[1].

Les rois prenaient personnellement part à ces exercices. Isaacs et Fynn virent en 1827 Chaka danser au milieu de quatre régiments et de 1 500 femmes[2].

L'accoutrement chorégraphique de Dingan, gros bonhomme corpulent, était si bizarre que Gardiner eut beaucoup de peine à s'empêcher d'éclater de rire, la première fois qu'il le vit dans son déguisement[3].

Ces parades entretenaient l'esprit belliqueux chez les Zoulous.

Pour exciter le courage de ses hommes, Chaka ne les pourvoyait que d'une courte ration de vivres ; ils n'avaient qu'à vaincre l'ennemi et à le piller s'ils voulaient manger. Étaient-ils battus, ils périssaient de faim en grand nombre, comme il arriva, lors de la campagne malheureuse de 1828. Mais à l'armée victorieuse Chaka distribuait généreusement le butin[4].

Les guerriers qui s'étaient signalés recevaient un surnom qu'ils conservaient leur vie durant comme une marque de distinction. Isaacs ayant en 1827 pris part, bien malgré lui, à une expédition et ayant reçu une

1. Gardiner, p. 57-58.
2. Isaacs, I, p. 121-22.
3. Gardiner représente (frontispice de *Narrative*) Dingan en costume de danse, et p. 70, une grande danse à Embellybelli, camp situé à l'Est d'Umgungundhlovu. Delegorgue donne aussi la description de danses auxquelles il assista en décembre 1841 à Sképélé, chez Panda, successeur de Dingan. *Voyage*, I, p. 395 et suiv.
4. Isaacs, I, p. 345-6.

blessure, fut surnommé « Tombouser », c'est-à-dire le « brave guerrier blessé » ; on ne le connut plus autrement désormais en pays zoulou[1].

Mais les poltrons étaient châtiés sans pitié. « De nombreux indigènes suspects d'avoir montré de la poltronnerie dans la dernière guerre ont subi l'horrible châtiment de l'empalement et ont été abandonnés aux loups, aux vautours et aux autres animaux qu'on entend chaque nuit en grand nombre[2] », écrit Isaacs dans son *Journal* le 13 septembre 1827. Le guerrier zoulou qui ne vainquait pas avait donc à redouter les dernières rigueurs.

On s'explique les succès d'une armée ainsi entraînée physiquement et moralement : sa seule approche frappait de terreur les populations qui, souvent prises de panique, s'enfuyaient sans même oser combattre[3].

4. — L'expansion zouloue.

Grâce à leur armée, cet incomparable instrument de puissance, Chaka, puis Dingan, jusqu'au jour où il se

1. I, p. 210. Sur ces désignations singulières des Européens par les indigènes de l'Afrique, nous nous permettrons de rappeler notre article : « Les surnoms des Européens en souahéli », *Études sur l'Afrique*, p. 153.

2. I, p. 250 ; cf. I, p. 326, 345-6.

3. Il resterait encore une importante question à éclaircir, celle de l'effectif de l'armée zouloue. En juillet 1826, Isaacs évaluait à 30 000 hommes les troupes réunies autour de Chaka, I, p. 140. En 1835, Gardiner estimait sous réserves que l'armée capable d'entrer en campagne s'élevait à 50 000 hommes, p. 92. Mais aucun texte ne nous autorise à dire avec certitude : à telle date l'armée zouloue comprenait tant d'hommes.

heurta aux Boers, dominèrent une immense étendue de l'Afrique du Sud-Est.

Il faut, comme nous l'avons fait pour les Matabélés, distinguer deux territoires ; ils habitaient dans le premier d'une façon permanente, et c'est avec raison que le nom de « pays des Zoulous » *Zululand,* lui a été appliqué par les Européens ; ils se répandaient sur l'autre pour tuer et faire du butin.

Les limites du premier sous Chaka et Dingan, correspondaient à peu près à celles de l'actuelle *province of Zululand* du Natal[1], qui est bornée au Nord par une ligne conventionnelle tracée de la rivière Maputa à l'océan Indien et au Sud par la Tugela.

Toutefois, au Sud le pays zoulou déborda jusqu'en 1833 sur la rive droite de la Tugela. Sur la carte d'Isaacs, sa frontière occidentale ne coïncide pas avec ce fleuve, mais passe à l'Ouest et aboutit à la mer entre l'Umvuti et l'Umslati[2] (carte 6).

Cette marche de « Trans-Tugela », où deux régiments tenaient garnison, avait un gouverneur particulier. Isaacs, qui se déplaçait fréquemment, eut des relations avec quelques-uns des individus qui occupèrent ce poste, Enslopee en 1825, Sotobi en 1830, Umkodouker en 1831, et supposait non sans vraisemblance que l'espionnage des colons européens ne constituait pas la moindre part de leurs fonctions[3]. Chaka habita souvent pendant les trois ou quatre dernières années de sa vie sur la rive droite de la Tugela, à quelque distance

1. Le 30 décembre 1897, le Zululand a été annexé au Natal, dont il était resté jusqu'alors administrativement distinct.

2. Isaacs, *Africa, south eastern coast.* Service hydrog. de la marine. Archives. Portefeuille 212, division 5, pièce 3.

3. Isaacs, *Travels,* I, p. 41 ; II, p. 25, 218. — Gardiner, p. 289.

de laquelle il avait fait bâtir sa résidence de Tougouso, ou « Cache-lointaine »[1].

Mais en 1833 à la suite d'une escarmouche entre les blancs du Natal et ses troupes, Dingan ordonna à tous les Zoulous qui habitaient sur la rive droite de se retirer sur la rive gauche[2]. Dès lors les aventuriers européens du Natal considérèrent la Tugela comme leur limite au Nord-Est. Elle est large, impétueuse, difficilement guéable, si bien que le gouvernement britannique devenu en 1842, à la suite d'événements qui seront exposés plus loin, maître du Natal, la choisit lui aussi comme frontière. La Tugela continua jusqu'en 1879, pendant près de quarante ans, à séparer le Natal britannique du Zululand indépendant. La résolution prise par Dingan en 1833 a donc eu pour la géographie politique des conséquences lointaines qu'il était, en passant, assez curieux de constater.

Le pays des Zoulous s'étendait de la Maputa à la Tugela, sur une longueur d'environ 450 kilomètres. Leurs villages et leurs camps militaires étaient probablement disséminés sur toute la surface de ce territoire ; ils semblent cependant avoir été particulièrement nombreux le long des rives de l'Umvolosi. « Pays habité par les Zoulous en grand nombre », « population dense », « pays occupé par des chefs zoulous », « plaine parsemée de kraals [villages] de chefs » : telles sont les légendes inscrites par Isaacs sur sa carte au Nord et au Sud de ce petit fleuve[3]. Umboulalio, la principale résidence de

1. Isaacs, *Africa*. En novembre 1826, cette résidence était de date récente, c'était pour Chaka un lieu de villégiature. *Travels*, I, p. 167.

2. Gardiner, p. 289.

3. Country thickly inhabited by Zooloos. Crowded population. Country occupied by Zooloo chiefs. Level country scattered with chiefs kraals. Isaacs, *Africa*.

Chaka, s'élevait sur la rive droite de l'Umvolosi[1], et de même, mais en amont, celle de Dingan, Umgungundhlovu[2], où le chef boer Pieter Retief fut massacré en 1838 (carte 6).

Ce « pays des Zoulous » n'était pas habité exclusivement par des Zoulous. Des populations qui avaient occupé la contrée avant l'avènement de Chaka, il subsistait quelques débris, qui avaient échappé au sort de leurs congénères et vivaient à l'état de tributaires et dans des alarmes continuelles sans doute, mais vivaient cependant.

Isaacs établit une distinction très nette. Un jour, en 1827, en chassant sur le bord de la rivière Umlalas, il avait tué neuf hippopotames; or les *indigènes* de l'endroit *(the native tribe)* en mangèrent la viande avec plaisir, tandis que les *Zoulous* ne voulurent pas y toucher[3].

Les noms de quelques-uns de ces tributaires des Zoulous nous sont connus. La région, appelée aujourd'hui Tongaland, était occupée par les Amansluangers, dont le chef Mackasarny reçut en 1827 et fit conduire jusqu'à

1. Chaka avait, outre Umboulalio et Tougouso, une troisième résidence, Tipenschlangou, dont nous ignorons l'emplacement; comme en juillet 1827, il lui prit fantaisie de l'agrandir, il fit apporter par trois mille hommes, trois mille morceaux de bois de construction. Isaacs, I. p. 230-31. — Sur sa carte, Isaacs indique très nettement l'emplacement d'Umboulalio sur la rive droite de l'Umvolosi avec cette légende : « The Zoolos monarchs kraal. »

2. Nous connaissons deux autres résidences de Dingan : 1° en 1830, Goubinschlofe ou Goubenschlop, à une journée de marche au delà de la rivière Umslati en venant du Natal, dit Isaacs, I, p. 124 et 223 ; 2° Congella sur la rive droite de l'Umlatusi ; Gardiner, carte. Ne pas confondre ce Congella avec le village boer de Congella établi en 1838 près de la baie de Natal.

3. Isaacs, *Travels*, I, p. 235.

la Maputa le jeune voyageur John Ross, qui se rendait à Lourenço Marquez[1] (carte 6).

Les survivants de la tribu des Quarbes subsistaient sur la côte entre l'Umvolosi et l'Umlalas[2]; de même sur les deux rives de la Tugela ceux de la tribu du chef Sischanslo ou Silansbo[3]; de même encore entre la Tugela et l'Umvoti, ceux de la tribu du chef Tas[4].

Au Nord, à l'Ouest et au Sud-Ouest de ce territoire occupé par les Zoulous, s'étendaient les régions que pendant vingt ans ils ont dépeuplées. Bien que nous ne possédions pas au complet les Annales de leurs campagnes[5], nous pouvons cependant nous faire une idée générale de leur œuvre de destruction.

Au Nord, probablement dans ce district de l'ancienne République Sud-africaine qui avait Vrijheid pour chef-

1. Ce voyage est un des premiers, peut-être même le premier qui ait été accompli par un Européen du Natal à la baie de Delagoa. John Ross, qui n'avait que quinze ans en 1827, était venu au Natal avec le traitant King comme *apprentice* ou mousse. Celui-ci l'envoya à Lourenço Marquez pour y acheter différents objets et surtout des médicaments. Accompagné d'une escorte de Zoulous, il mit vingt jours pour arriver à Lourenço Marquez, mais n'y resta que trois jours, car sur ce grand marché d'esclaves, les traitants regardaient en connaisseurs les Zoulous de l'escorte et supputaient déjà leur valeur marchande. John Ross, craignant un coup de main, se hâta, ses provisions faites, de revenir au Natal. Il fit à Isaacs le récit de son voyage, aussitôt après son retour et lui donna quelques détails géographiques sur les marécages et la faune du pays traversé. Isaacs. I, p. 223-26.

2. Isaacs, *Travels*, I, p, 325, « Remains of Quarbes country ». Id., *Africa*.

3. Isaacs, *Travels*, I, p. 195-97.

4. I, p. 68.

5. Nous sommes très mal renseignés de l'avènement de Chaka à 1825, bien de 1825 à 1831 par Nathaniel Isaacs, mal de 1831 à 1835, bien pendant l'année 1835 par Gardiner.

lieu, existait la tribu des Umbatios ou Umbalas [1], qui habitaient dans des rochers et que Chaka n'avait jamais pu soumettre. En 1827, deux domestiques hottentots d'un des colons européens du Natal ayant violé la fille d'un grand chef zoulou, Chaka entra dans une grande colère et exigea qu'en manière de dédommagement plusieurs Européens et des noirs qu'ils avaient armés de fusils prissent part à la campagne contre ces troglodytes. Isaacs commanda ce petit détachement, et ce fut dans cette circonstance qu'il fut blessé. Les Umbatios se soumirent aux Zoulous [2].

Une tribu vivant plus au Nord, les Umbeachers, repoussa les Zoulous en 1830, mais fut soumise en 1831 [3] (carte 6).

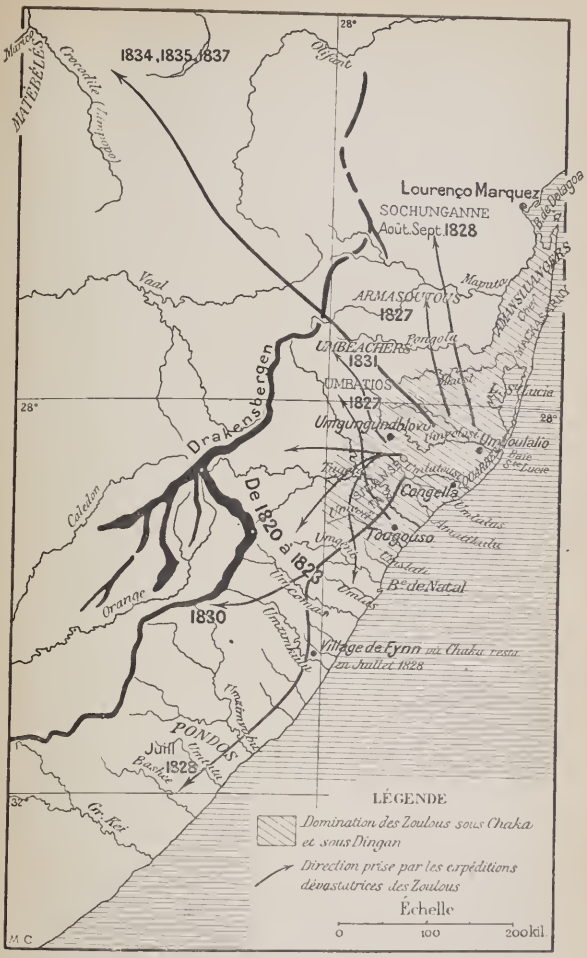
Dans cette direction septentrionale, les Zoulous s'avancèrent encore plus loin. Deux expéditions pénétrèrent, l'une en 1827, l'autre en 1828, dans la contrée appelée actuellement le Souaziland. De grands troupeaux de bétail furent ramenés en 1827, bien que l'un des régiments zoulous ait été détruit par la tribu des Armasoutous [4]. Mais la campagne de l'année suivante, dirigée contre un chef nommé Sochunganne, Sochungaine ou Omchunquan, fut désastreuse. Arrivés en présence de l'ennemi, sur les bords du Marfumo, les Zoulous décidèrent d'attendre l'apparition de l'étoile du matin pour l'attaquer. Mais Sochunganne averti prit

1. Isaacs nomme cette tribu dans son texte les Umbatios et sur sa carte les Umbalas. Peut-être faut-il voir un vestige toponymique de cette population dans le mont Ambula, qui s'élève à une vingtaine de kilomètres à l'Ouest de Vrijheid.

2. Isaacs, I, p. 192 et suiv.

3. Id., *Travels*, II, p. 93. « Umbeachers tribe subdued in 1831. » Id., *Africa*.

4. Isaacs, I, p. 219.



Carte 6. — La domination des Zoulous.

l'offensive : le combat resta indécis ; les Zoulous ne purent rien piller, tombèrent dans une grande détresse, et en furent réduits à manger le cuir de leurs boucliers. Ils firent retraite vers le pays des Amansluangers, dont le chef Mackasarny les ravitailla, mais beaucoup avaient péri de faim et de fatigue avant d'y arriver[1] (carte 6).

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire plus haut[2], les deux peuplades d'origine zouloue séparées par les Drakensbergen, les Zoulous proprement dits et les Matabélés, étaient restées dans un état permanent d'hostilité. Trois expéditions des Zoulous contre les Matabélés nous sont connues ; en mai 1834, ils les attaquèrent à quelque distance à l'Est du Limpopo et leur enlevèrent une certaine quantité de bétail, dont Gardiner vit l'année suivante quelques têtes dans le camp d'Intontella[3]. En 1835, une autre expédition commandée par un certain Georgo échoua : « elle entra sur le territoire de Mosélékatsi, mais au lieu d'entourer et de capturer les troupeaux, elle crut devoir attendre des ordres et revint[4]. »

En 1837 enfin, les Zoulous infligèrent une grande défaite aux Matabélés, qui, battus aussi par les Boers, s'enfuirent au Nord du Limpopo[5].

Parmi les contrées situées au Sud-Ouest, le Natal fut probablement la première contre laquelle Chaka dirigea ses attaques, vu sa proximité et sa fertilité. A la fin de septembre 1835, un petit chef nommé Furtu, habitant la rive droite de l'Umcomas, raconta à Gardiner que *quinze ans auparavant,* c'est-à-dire en 1820, sa tribu, qui habitait alors la rive droite de la

1. Isaacs, II, p. 23-24.
2. Voy. p. 122.
3. Andrew Smith. *Report*, p. 25-26. — Gardiner, p. 144.
4. Gardiner, p. 48-49.
5. Voy. ci-dessus, p. 142.

haute Tugela et qui n'avait jamais entendu parler de Chaka, fut soudain attaquée ; elle s'enfuit, et, après maintes tribulations, revint au point où il la voyait maintenant, mais très diminuée de nombre[1]. Il ne faut que très prudemment faire état d'un renseignement chronologique donné par un indigène, mais il est certain que, au moment de l'arrivée des premiers Européens, en 1824, l'œuvre de dépopulation du Natal était accomplie. Les quelques nègres survivants avaient été si souvent pillés, qu'ils se cachaient dans la brousse à la moindre alerte[2]. Les invasions des Zoulous au Natal ont donc dû s'accomplir entre 1820 et 1823[3].

Mais le Natal ne marqua pas la limite occidentale des expéditions zouloues. Elles s'avancèrent plus loin encore. Chaka se rendait compte de la supériorité que les Européens munis d'armes à feu avaient sur ses guerriers pourvus d'une simple lance ; d'autre part impressionné par les récits que les colons du Natal lui faisaient de la

1. Gardiner, p. 312-3.

2. Isaacs, I, p. 54. — En approchant des Drakensbergen en 1842, l'explorateur naturaliste Wahlberg vit « une quantité de huttes empierrées en ruines », dont il attribue la construction aux populations détruites par les Zoulous. *Verhandlungen der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, 1844, p. 126. C'est possible, mais peut-être ces huttes empierrées avaient-elles été construites par des populations antérieures à celles qui habitaient le Natal lors des invasions zouloues.

3. Dans une note, d'ailleurs généralement exacte, intitulée « Colonie anglaise de la côte de Natal » et signée « A. R. 1826 », la conquête du Natal par Chaka est placée en 1823. *Nouvelles Annales des voyages*, t. XXXVIII, avril-juin 1828, p. 260. Cette note a été écrite d'après des renseignements apportés au Cap par l'expédition du capitaine Owen ; celui-ci dit dans *Narrative* que la conquête du Natal par Chaka a été accomplie « quelque temps avant » *some time before* l'arrivée de Farewell, laquelle eut lieu en 1824, II, p. 220.

puissance britannique, il se résigna à partager la domination du monde avec « George », comme il disait. Il s'efforça donc d'avoir de bons rapports avec les autorités du Cap[1]. Mais il se jugeait en droit de piller et de détruire les tribus vivant entre le Natal et la frontière orientale de la colonie, et notamment la plus puissante, celle des Pondos, qui a donné son nom au Pondoland actuel.

Déjà à la fin de 1825, « il avait décidé de faire une expédition contre tous les Cafres de la frontière, en jurant qu'il ne voulait pas en laisser un seul en vie[2] ». En 1827, ce projet prend de la consistance dans son esprit ; il s'entretient fréquemment avec ses officiers d'une attaque contre les Armapontoes [Amapondos] et les tribus vivant à l'Ouest de celle-ci jusqu'aux possessions des blancs ; il est anxieux de savoir si ces peuples possèdent des fusils, et envoie ses espions reconnaître le terrain[3], car il était prévoyant, et l'habile organisation de son service de sûreté fut l'une des causes de ses succès.

L'expédition ainsi préparée s'accomplit en juillet 1828. L'armée zouloue s'avança jusqu'à la rivière Bashee sans rencontrer de résistance, car les populations, terrifiées par sa réputation de cruauté, fuyaient devant elles. Chaka, qui était accompagné de plusieurs Européens du Natal, s'arrêta à l'Umzimkulu dans un village dont l'un d'eux, Henry Fynn, était le possesseur (carte 6). Une certaine émotion se répandit au Cap, et un *commando* de colons des districts d'Albany et de Somerset se forma sous les ordres d'un officier anglais, le major W.-B. Dundas. Ce fut la première fois que les

1. Voy. le chapitre suivant, p. 207.
2. *Nouv. Ann. des voyages*, t. XXXVIII, p. 261.
3. Isaacs, I, p. 249.

Boers entrèrent en campagne contre les Zoulous. Mais Chaka ne voulait pas engager d'hostilité avec les troupes du Cap dont il avait, dans un langage pittoresque, ordonné à ses chefs d'éviter la rencontre : « Si vous voyez les blancs, avait-il dit, asseyez-vous sur vos boucliers. » Au retour les Zoulous assaillirent les Pondos, qui avaient réintégré leurs villages et leur enlevèrent une énorme quantité de bestiaux[1].

Deux ans après, en 1830, Dingan envoya une nouvelle armée dans la même région. Les Zoulous poursuivirent un chef nommé Ingnapie, dans une « région froide », probablement les montagnes du Basutoland, mais ils y périrent en grand nombre. L'armée repassa le 21 août 1830 à la baie de Natal affamée et très fatiguée[2].

Une autre campagne dans le Pondoland a peut-être eu lieu en 1835 ; du moins, Gardiner vit-il en 1835 dans les camps d'Intontella et de Neki du bétail capturé, lui dit-on, chez les Pondos[3].

Pour se porter si loin de son point de concentration, au Nord, au Nord-Est et au Sud-Ouest, il fallait que l'armée zoulouc fut extrêmement mobile ; les mêmes hommes par exemple qui en juillet 1828 s'étaient avancés au Sud-Ouest jusqu'à la rivière Bashee allèrent en août combattre Sochinganne, près de la baie Delagoa ; ils ne s'étaient entre ces deux campagnes reposés que trois jours dans leurs villages[4].

1. Isaacs, I, p. 277-79. — Le 27 juillet 1828 il y eut près de la rivière Umtata un engagement entre le major Dundas et des indigènes. Dundas crut avoir combattu des Zoulous, *Papers relative to the native inhabitants of Southern Africa*, II, p. 25 et 31. Mais Isaacs estime qu'il commit une méprise et attaqua d'autres indigènes.

2. Isaacs, II, p. 71.

3. Gardiner, p. 143 et 145.

4. Renseignement de John Cane. *Papers relative to the inhabitants of Southern Africa*, II, p. 39.

Comme on pourra s'en rendre compte, en jetant les yeux sur la carte, où nous avons tenté de figurer leur expansion, (voy. p. 171), les Zoulous se sont fait craindre sur un territoire, dont la baie de Delagoa, le haut Limpopo, la rivière Bashee ont marqué les points extrêmes, et qui correspond, pour employer le langage de la géographie politique contemporaine, au Pondoland, au Natal, avec ses annexes Zululand et Tongaland, et à la partie méridionale du Transvaal.

Mais, plus que la rapidité de leurs mouvements, plus que l'étendue de leurs conquêtes, la manière dont les Zoulous faisaient la guerre est digne de remarque. Non contents de subjuguer leurs ennemis, ils les détruisaient. Chacune de leurs campagnes peut se décrire en quatre mots : ils arrivent, tuent, pillent et se retirent. Ils se complaisaient dans le meurtre. Quand, en 1827, Isaacs prit congé de Chaka pour aller combattre les Umbatios, il lui représenta combien il était cruel de tuer des femmes et des enfants, mais celui-ci répondit : « Ils peuvent avoir des enfants, qui deviendront mes ennemis ; c'est ma méthode de ne pas faire quartier à mes ennemis ; donc, tuez-les tous[1]. »

« Chaka dévasta tout le pays qui s'étend de la Maputa à l'Umzimvubu ou Saint John's river. Tribu après tribu fut attaquée, mise en fuite, périt dans les huttes incendiées ou par l'épée. Nombre de malheureuses créatures chassées durent chercher leur abri dans les forêts, périr victimes des bêtes fauves ou des Zoulous eux-mêmes, qui les poursuivaient[2]. » Voilà comment Isaacs résumait en une phrase d'ensemble l'œuvre de Chaka, et Farewell disait de même : « La contrée au Sud de

1. Isaacs, I, p. 194.
2. Isaacs, *Travels*, I, p. 334-5.

celle qu'il habite était très populeuse, mais il a détruit tout village et toute créature humaine vivante. Ceux qui ont échappé à cette boucherie se sont sauvés sur les sommets des collines et vivent dans les buissons[1]. »

Cette fureur de meurtre troubla profondément le monde nègre de l'Afrique australe. Les tribus les plus menacées envahissaient le territoire de leurs voisins qui fuyaient à leur tour et ainsi de suite de proche en proche; la terreur se répercutait comme un écho.

Les Mantatis, ces hordes d'anthropophages venues de l'Est, qui apparurent au Nord du fleuve Orange, ne furent probablement pas autre chose que les fragments des tribus fuyant devant les guerriers de Chaka[2]. De même ces Fingos, ces « vagabonds », qu'on rencontrait en grand nombre entre la frontière de la colonie et l'Umzimvubu et qui formaient une notable partie de la clientèle des missionnaires anglais, étaient probablement les débris de tribus mises en fuite[3].

Mais d'une autre part, en dépeuplant le Natal, Chaka et Dingan préparèrent involontairement le terrain à la future république boer, qui s'y fonda et qui s'y serait développée, si les événements, qui seront exposés en leur temps, n'avaient mis promptement fin à son existence éphémère.

1. Farewell, dans Owen, *Narrative*, II, p. 390-1.
2. Thompson, *Travels*, I, p. 218 et 364-66.
3. Gardiner, *Narrative of a journey to the Zoolu country*, p. 313.

CHAPITRE II

LES PREMIERS COLONS ANGLAIS DU NATAL
(1823-1837).

Quand ils eurent franchi l'Orange avec l'intention de se fixer désormais dans le pays qui s'étendait devant eux vers le Nord, les Boers s'aperçurent que des Européens les y avaient précédés. Mais ces blancs, membres de la Société des missions de Londres à Philippolis, de la Société des missions évangéliques de Paris à Morija, des missions américaines à Mosega, missionnaires wesleyens à Thaba Ountchou étaient tous venus, ostensiblement du moins, avec l'objet purement spirituel et désintéressé d'évangéliser les païens. Si, à vrai dire, la plupart d'entre eux exerçaient officieusement une influence politique sur les petits chefs de tribus auprès desquels ils s'étaient accrédités de leur propre autorité, ils étaient trop peu nombreux et d'origines trop diverses pour avoir même l'ombre de la pensée de fonder une colonie européenne ou américaine. Au Nord de l'Orange, ils pouvaient nuire aux Boers, mais non les supplanter.

Les conditions ne se présentaient pas identiques pour ceux des Boers, qui résolurent de s'établir dans les plaines du Natal. Ils y trouvèrent des traitants anglais qui depuis douze ou treize ans formaient une colo-

nie privée et avaient déjà officiellement demandé au gouvernement de comprendre le territoire qu'ils occupaient dans les limites de l'Empire britannique. Or les colons anglais contribuèrent indirectement à la fondation de la République boer du Natal, car par eux, les Boers acquirent sur le pays des notions qui les incitèrent à s'y fixer. Mais ils contribuèrent aussi indirectement au renversement de cette même république en provoquant par leur présence l'intervention militaire du gouverneur du Cap et l'établissement définitif de la domination anglaise.

1. — Les colons anglais de 1823 a 1835.

En 1823, deux Anglais, James Saunders King, ancien *midshipman* dans la marine britannique et Francis George Farewell, lieutenant en congé, avaient, pour le compte de négociants du Cap, fait sur un petit brick, le *Salisbury*, un voyage d'exploration commerciale le long de la côte Sud-Est de l'Afrique[1]. Le territoire formant le pourtour de la baie de Natal leur parut, à première vue, si fertile, qu'ils projetèrent immédiatement d'y établir une colonie.

King partit pour l'Angleterre avec l'espoir d'obtenir du secrétaire d'État, comte Bathurst, le concours officiel du gouvernement anglais. Farewell, resté au Cap, y décrivit le Natal en termes si engageants, que l'année suivante en 1824, il y entraînait un groupe de vingt-cinq

1. King, *Some account of M. Farewell's settlement at Port Natal and of a visit to Chaka, king of the Zoolas*, appendice V à George Thompson, *Travels and adventures in Southern Africa*, II, p. 406-7.

colons, qui arrivèrent en deux bandes, dirigées, l'une par Farewell lui-même, l'autre par un certain Henry Francis Fynn, fils d'un hôtelier de Capetown[1].

D'autres colons arrivèrent les années suivantes, King et Nathaniel Isaacs, par exemple, en 1825, James Collis en 1830[2]; il y eut, depuis 1824 jusqu'à l'arrivée des Boers, un courant constant d'émigration individuelle de la colonie du Cap vers le Natal.

Les premiers colons s'aperçurent bientôt que la protection ou du moins la neutralité bienveillante du puissant chef des Zoulous, Chaka, leur était indispensable. En conséquence, peu après leur débarquement, en juillet 1824, Farewell et Fynn lui rendirent visite à sa résidence, à Umboulalio probablement[3].

Or, il se trouvait que la curiosité de Chaka avait été très excitée à l'égard des Européens, par les récits fantastiques que s'était complu à lui faire un certain John Jacob, nègre de la colonie du Cap, jadis interprète du capitaine Owen sur le *Leven*, et naguère de Farewell sur le *Salisbury*. Il avait même sauvé la vie à ce dernier, lors d'un débarquement malencontreux à la baie de Sainte-Lucie, mais un jour, ayant été maltraité par l'un des compagnons de Farewell, il s'était enfui; son dessein ou le

1. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 118. — King, *Some account, etc.*, se trompe en plaçant en 1825 ce second voyage de Farewell au Natal. Fynn partit de Capetown sur la *Julia* en avril 1824 et Farewell sur l'*Antelope* en mai 1824.

2. Mémoire de J. Collis au gouverneur du Cap, sir G. Lowry Cole, relatif au Natal et daté du 7 janvier 1831, dans *Papers relative to the condition... of native inhabitants of Southern Africa*, II, p. 59.

3. L'indication de Farewell est vague; il dit au capitaine Owen, en septembre 1825, qu'il était allé rendre visite à Chaka à sa résidence à soixante-cinq milles dans l'intérieur. Owen, *Narrative*, II, p. 221.

hasard l'ayant conduit chez les Zoulous, il avait conquis graduellement la faveur de Chaka[1].

A l'arrivée de son ancien patron à Umboulalio, Jacob mit son crédit à son service. Chaka accueillit favorablement Farewell et Fynn, leur offrit du bétail et consentit à apposer sa marque sur un document par lequel il concédait à « F. G. Farewell et compagnie la pleine et entière possession à perpétuité pour eux-mêmes, leurs héritiers et ayants droit, du port de Natal, inclus les îles et les pays environnants » s'étendant sur environ 100 milles (160 kilomètres) de profondeur et le long de la côte sur 25 milles (40 kilomètres) au Nord-Est, et 10 milles (16 kilomètres) au Sud-Ouest de la baie[2]. Cette concession de territoire, qui est datée du 7 août 1824, peut être regardée comme l'origine de la colonisation britannique au Natal. Farewell la considéra effectivement comme accordée, non à lui-même personnellement, mais à l'Angleterre. Le 27 août 1824, il accomplit correctement les rites, selon lesquels les marins avaient jadis coutume de prendre possession des territoires vacants : il hissa l'*Union Jack* à la baie de Natal, tira des coups de fusil et proclama britannique le territoire à lui concédé.

Ce ne fut pas la seule libéralité de Chaka. A une date ultérieure, que nous n'avons pas réussi à fixer, Fynn

1. L'histoire des aventures de Jacob est racontée par Isaacs, qui l'a beaucoup connu. II, p. 251 et suiv.

2. Mac Call Theal, *ouvr. cité*, p. 119, cite une partie du texte de la concession rédigé évidemment par Farewell et Fynn. Il ajoute que cette concession fut donnée par Chaka en reconnaissance du service que lui aurait rendu Fynn de lui panser une blessure; j'ignore où il a pris ce détail. — « Chaka, roi des Zoolahs, avait garanti à Farewell environ 35 milles de côte inclus Port Natal et 100 milles de pays à l'intérieur, *en paiement de marchandises*. Il avait assuré les blancs de sa protection. » King, dans Thompson, *Travels*, II, p. 407.

reçut aussi une concession qui s'étendit sur une centaine de kilomètres de côte, depuis le domaine de Farewell au Nord-Est, jusqu'à la rivière Umzimkulu au Sud-Ouest[1] (carte 6).

Enfin, le 17 septembre 1828, Chaka, pour reconnaître les présents de « son ami », Nathaniel Isaacs, les services qu'il lui avait rendus en soumettant la tribu des Umbatios, et en assistant les Zoulous envoyés au Cap pour conclure une alliance avec l'Angleterre, lui concédait un territoire s'étendant de l'Umlas à l'Umslati sur cent milles dans l'intérieur, avec la baie de Natal, les îles de la baie, les forêts et rivières comprises dans ces limites ; il lui accordait de plus le droit exclusif de trafiquer avec les Zoulous, avec leurs tributaires et de séjourner avec une force armée dans le pays[2].

1. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 121.
2. Voici le texte exact de la concession :

At Chakas principal Residence.
Toogooso near the river Mofatee.
17th september 1828.

I Chaka, King and Protector of the Zooloos do hereby create in the presence of my principal chiefs and strangers assembled my friend, Mr Nathaniel Isaacs, « Indunah incoolah » or principal Chief of Natal, and do grant and make over to him his heirs and executors a free and full possession of my territory from the « Umlas » or Stinkin [stinking ?] river, westward of Natal to the « Umslutee » or Rapid river, eastward of Natal with one hundred miles inland from the sea coast including the Bay of Natal the Islands in the Bay, the forests and rivers, between the boundaries here enumerated. I also make over to him the people he has now in his service, together with Matabans tribe. I also grant him a free and exclusive right of traffic with my nation and all those tributary to the Zoolos and to live with his force in my Dominions.

So does the powerful King Chaka of the Zoolos recompense Mr. Nathaniel Isaacs for the services rendered to him to subdue « Batia en Goma », for presents received from him and for the

La signature de cette concession fut accompagnée d'un détail grotesque qu'Isaacs raconte en ces termes : l'interprète Jacob ayant fait, en guise de signature, une croix plus grande que celle de Chaka, celui-ci dit avec sévérité : « Comment le nom d'un homme du commun pourrait-il être plus grand que celui d'un roi ? » ; alors il fit des croix tout autour du document et dit : « Voilà, on verra que c'est le nom d'un roi, parce que c'est grand. Le roi George verra aussi, que c'est le nom de Chaka[1]. »

Le territoire que Chaka avait ainsi concédé en 1824 à Farewell, puis en 1828 à Isaacs (car il est assez curieux qu'il ait deux fois concédé le même territoire) s'étendait à l'Ouest de la région que nous avons dénommée « pays des Zoulous[2] ». Il le dominait virtuellement, y déchaînait ses guerriers, quand bon lui semblait, mais ne l'occupait pas d'une façon permanente.

Ces concessions d'ailleurs restèrent en droit lettre morte. Quand, en 1843, le commissaire britannique Henry Cloete, entreprit d'établir un régime foncier au Natal, des trois aventuriers, Farewell, Fynn et Isaacs,

great attention to my people in his mission sent with him and Captn King to conclude an alliance with his Britannic Majesty.

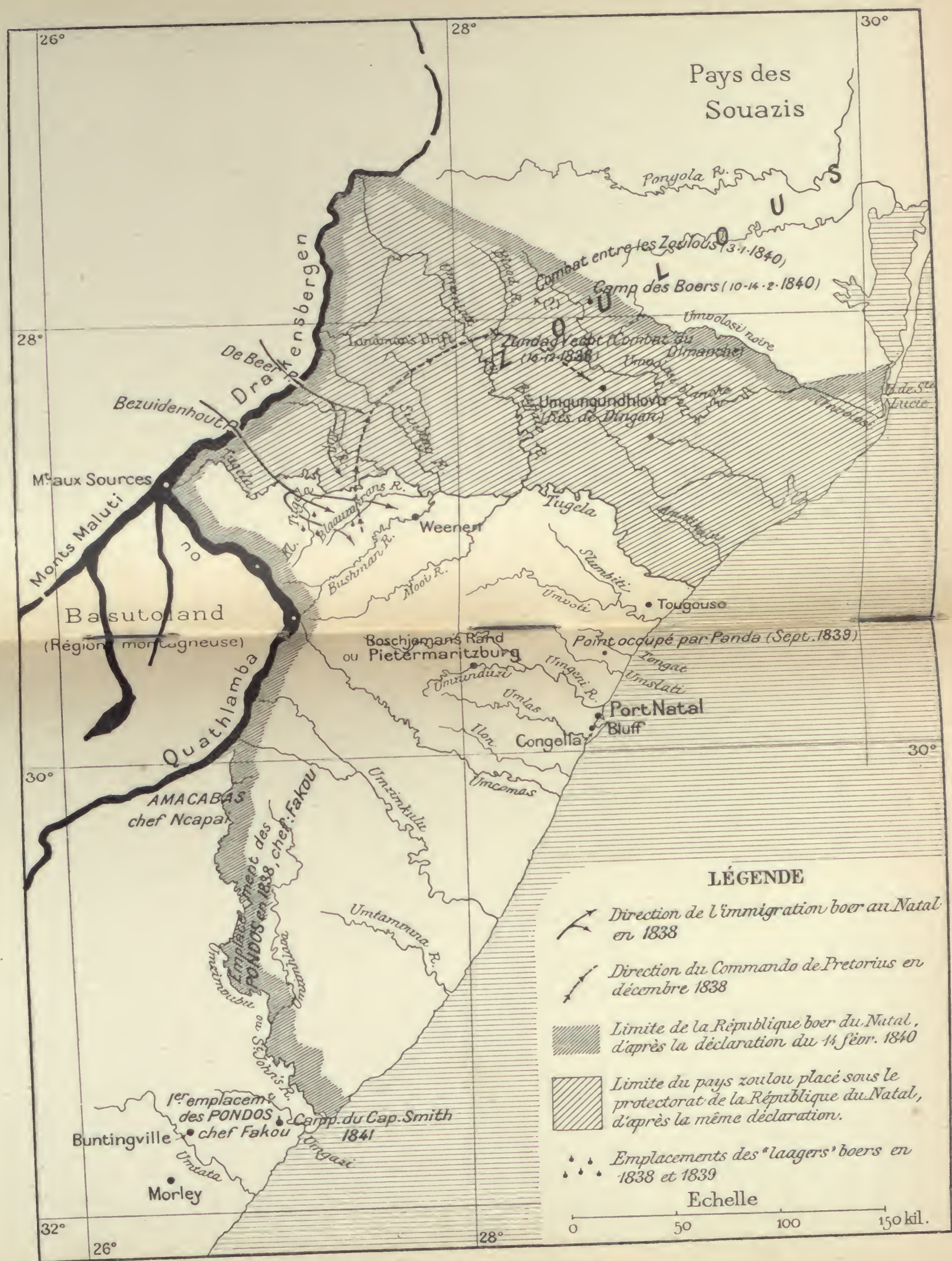
All this and my former gifts I do confirm and wishing peace and friendship, I sign myself :

Chaka his $\frac{+}{|}$ mark Esenzengercona. John $\frac{+}{|}$ Jacob interpreter. Witnesses to the scrawl being made by Chaka as his signature : H. F. Fynn, John Hutton. — Nathaniel Isaacs, *Africa ; south eastern coast*, 1828. Carte, fol. 1 r°. Service hydrographique de la marine. Archives. Portefeuille 212, division 5, pièce 3. — Dans ses *Travels*, I, p. 311, Isaacs donne une analyse de la concession, mais non le texte même, c'est pour ce motif que nous l'avons reproduit *in extenso*.

1. Isaacs, *Travels*, I, p. 312.

2. Voy. ci-dessus, 3e partie, chap. I, p. 166.

26°
28°
30°
Pays des Souazis
Pongola R.
Combat entre les Zoulous (3-1-1840)
Camp des Boers (10-14-2-1840)
Landman's Drift
Zundas Vecht (Combat du Dimanche) (14-12-1838)
Umvolosi noire
Umgungundhlovu (Rés. de Dingan)
Bezuidenhout
De Beer
Drakensbergen
Mx aux Sources
Monts Maluti
Blaauwkrans R.
Weenen
Bushman R.
Moot R.
Tugela
Umvolosi
Umhlali
Umhlali
Umhlali



Carte 7. — Le Natal de 1824 à 1842.

le premier était mort et les deux autres avaient depuis longtemps quitté le pays. Toutefois ces concessions leur donnèrent une certaine sécurité, pendant les années où ils y résidèrent.

Ces colons et ceux qui les accompagnèrent ou les suivirent, King, Ogle, Holstead, Cane, Wood, s'établirent autour de la baie de Natal. Farewell construisit au Nord de la baie un fort triangulaire, qu'il entoura d'un fossé et d'une palissade et qu'il arma ou eut l'intention d'armer de canons aux trois angles[1].

James Saunders King avait bâti sa demeure près du rivage méridional de la baie[2] et Henry Francis Fynn, la sienne, qui portait le nom d'Umpenduin, probablement au Nord-Ouest[3]. Henry Ogle et Wood habitaient en 1835 dans la même région[4]. Nathaniel Isaacs possédait deux demeures, « Mount Pleasant » et « Prosperous[5] », mais, comme il a omis de les faire figurer sur sa carte, nous ne savons où les situer.

Toute cette petite colonie gravitait autour de la baie de Natal, mais plusieurs aventuriers possédaient aussi

1. King, dans Thompson, *Travels*, II, p. 407. — Quand Isaacs arriva en octobre 1825, le fort de Farewell était en construction; à chaque angle gisait démontée une caronade de 12 livres, I, p. 31-32. — Sur le *Plan de Port Natal levé en* 1831 *par le commander Edward Hawes* figure au Nord de la baie de Natal un « fort bâti par le lieutenant Farewell ». Bibliothèque de l'Institut. Recueil factice de cartes in-fol. Y 180d (n° 20). — Remarquons qu'en 1831, Farewell était mort depuis deux ans.

2. Ce fut près de sa maison que King fut enterré en 1828. On lit en ce point : « Lieut. King's grave », sur la carte *Port Natal by W. T. Haddon, master of the Brig Dove*, 1835. Service hydrogr. de la marine. Archives, portefeuille 212, division 17, pièce 2.

3. R. Russell, *Natal, the land and its story*, p. 129.

4. W. T. Haddon, carte citée.

5. Issaes, *Travels*, II, p. 147. 161.

des huttes d'habitation au Sud-Ouest, dans la direction du Cap, John Cane, par exemple, près de l'Umcomas, Fynn et Ogle sur la rive gauche de l'Umzimvubu[1].

Ces colons européens furent des « seigneurs » au sens féodal du mot : ils possédaient, non seulement des terres, mais aussi des hommes. Chacun d'eux groupa autour de soi une clientèle de plusieurs centaines de nègres. Isaacs appelle les siens *my people*, « mes gens »[2].

Ces noirs avaient deux origines : les uns étaient des indigènes du Natal, les autres des Zoulous fugitifs. Si impitoyable qu'ait été l'extermination des habitants du Natal par les guerriers zoulous avant 1824, elle ne fut pas complète. Il y en eut qui se tapirent dans les broussailles, en attendant le moment où les envahisseurs, las de tuer, se retireraient, et qui survécurent aux massacres. Ils eurent d'abord grand peur aussi des Européens, mais peu à peu ils se rassurèrent, sortirent de leurs cachettes et vinrent à eux. La petite tribu du chef Mataban, dans le voisinage immédiat de la baie de Natal, « s'est tournée vers nous pour être protégée et a sollicité notre appui en cas de surprise », dit Isaacs[3]. En avril 1831, un certain Dansaler accompagné de dix-neuf hommes et de trente-trois femmes vint se placer spontanément sous le patronage des Européens[4]. A plusieurs reprises, Isaacs constate ainsi l'arrivée de groupes d'indigènes : « Chaque jour nos gens s'accroissent, notre colonie devient en quelque sorte énorme... Les indigènes en

1. Isaacs, *Africa*. Gardiner, *Narrative*, p. 150 et carte.

2. Il est impossible de savoir à quel chiffre d'individus s'éleva cette clientèle noire. Gardiner donna à Alexander le chiffre de « 3000 ». *Narrative*, II, p. 304-5. — Mac Call Theal dit « plus de 5000 ». *Hist. of S. Afr.* (1834-1854), p. 122.

3. I, p. 54.

4. II, p. 217.

famille cherchent à être admis dans notre tribu et à devenir nos gens[1]. »

Outre ces individus, survivants des hécatombes de Chaka, certains de ses sujets immédiats se réfugièrent à la baie de Natal. En 1827, pendant les semaines où la mort d'Umnanti, sa mère, exaspéra sa manie meurtrière, il en arriva un assez grand nombre pour que de ces « échappés de la mort », on pût former tout un village[2]. L'exode continua sous Dingan, et l'accueil que les blancs faisaient à ces déserteurs était l'un de ses griefs à leur égard[3].

Ces noirs, dont les villages animaient et égayaient le pourtour de la baie naguère silencieuse, étaient très attachés à leurs patrons respectifs. Une centaine d'indigènes avec qui Fynn avait fait un voyage de huit mois chez les Pondos « le vénéraient », car il leur avait plusieurs fois sauvé la vie[4]. Ils étaient bien disciplinés. Lors d'une réunion générale de tous les colons à la baie de Natal en 1835, « les gens de *chaque chef blanc* arrivèrent en compagnies distinctes et partirent dans le même ordre, bien régulièrement, les hommes marchant devant, les femmes derrière, selon la coutume du pays[5] ».

Les Européens devinrent populaires parce qu'ils apportèrent aux nègres apeurés, toujours anxieux et sur le qui-vive, ce bienfait incomparable : la sécurité. Leurs

1. En 1830, II, p. 77. Il dit ailleurs que les indigènes arrivent en troupeau *(flock)*. *Africa*. Remarks.

2. On nomma ce village « Cintabanto », ce qui paraît signifier en langage zoulou : « les individus sauvés de la mort ». Isaacs, I, p. 245.

3. Gardiner, p. 108.

4. Isaacs, I, p. 40.

5. Gardiner, p. 80-81.

domaines servirent d'asile ; il fit bon vivre sous la protection de l'homme blanc.

Ces Européens menaient une vie large, rude, grossière, assez périlleuse. Ils faisaient cultiver le sol par leurs nègres. Le 30 décembre 1830, Isaacs inspecte l'un de ses domaines nommé *Tars retreat* : « Mes indigènes, dit-il, n'avaient pas été paresseux, mes chefs les avaient excités au travail et on avait fait plus que je ne le supposais ; j'exprimai ma satisfaction »[1].

« Aujourd'hui, écrit encore Isaacs, le 20 janvier 1831, l'oiseau des moissons est apparu et les indigènes l'ont acclamé ; ils ont commencé à moissonner et à engranger, joyeux du beau temps. Spectacle charmant et nouveau à Natal ! le sauvage inculte travaillant en paix à côté de son camarade et récoltant les produits du sol qu'il a ensemencé[2]. »

Les colons européens entretenaient des troupeaux de gros et de petit bétail. Ils chassaient le buffle sauvage, l'hippopotame et l'éléphant. La cueillette de l'ivoire formait l'une de leurs principales occupations. Ils en sollicitent de Chaka[3] avec insistance. Pour s'en procurer, ils parcourent son pays, et entreprennent aussi des voyages lointains à l'Ouest, chez les Pondos et autres tribus dont le « pays abondait en éléphants[4] », au Nord,

1. *Travels*, II, p. 149-150.

2. II, p. 153.

3. Isaacs, *Travels*, I, p. 65-7, 249-250. — King se plaint de n'avoir reçu que deux défenses, Chaka répond qu'il lui enverra tout l'ivoire des éléphants qu'il va faire chasser, qu'il en a d'ailleurs déjà beaucoup donné à Farewell (27 juillet 1827). *Ibid.*, I, p. 233 et 249.

4. En 1825, Fynn fait un voyage de huit mois chez les Pondos et rapporte beaucoup d'ivoire. Isaacs, I, p. 49. — « M. Farewell a réuni près de quatre tonneaux d'ivoire, dont la plus grande partie

chez les Botouas, peuplades qui vivaient uniquement de la chasse aux éléphants et avaient échappé à la domination zouloue[1].

C'est pour exporter facilement l'ivoire obtenu pendant ces courses, qu'ils demeuraient tous à proximité de l'Océan.

Adonnés à une véritable existence de sauvages, les colons européens avaient pris l'apparence et les habitudes de ceux qu'ils fréquentaient. « Ils avaient adopté le costume cafre, qui consiste simplement en une peau de bête, nouée autour de la ceinture[2]. » Fynn, en sa première rencontre avec Isaacs, ne laissa pas que de le surprendre par l'étrangeté de son accoutrement. Son corps n'était vêtu que d'une couverture en lambeaux attachée à son cou par des lanières de peaux de bêtes, il n'avait plus de chaussures et ses cheveux lui tombaient sur la nuque[3]. En raccourci, Alexander décrit ainsi ces mœurs après une conversation tenue avec Gardiner à Port-Elizabeth à la fin de 1835 : Il y a au Natal environ trente Anglais, aventuriers sauvages et courageux, traitants et chasseurs, qui vivent dans les bois et dans les huttes

vient des cantons du Sud. Il en avait une grande quantité réunie, près des bords de l'Ants-River (Umzimkulu) il était allé jusque-là pour faire transporter ensuite cette marchandise à Natal. » *Colonie anglaise de la côte de Natal.* Rapport d'un officier du *Leven*, l'un des bâtiments du capitaine Owen mouillé au Natal, le 15 septembre 1825. *Nouvelles Annales des Voyages*, t. XXXVIII, 1828, p. 261. Sur sa carte *Africa*, Isaacs a écrit à l'Ouest de la baie de Natal : « Elephants abound here. Fragments of broken tribes locate here and live by hunting the elephant, buffalo, and wild boar. »

1. Isaacs, II, p. 43. — Sur sa carte *Africa*, il écrit au Nord de Natal : « Botwa clans or elephant hunters. »

2. Sauf cependant Farewell, *Nouv. Ann. des Voyages*, t. XXVIII, p. 261.

3. Isaacs, I, p. 39.

cafres, tuent les bêtes sauvages et cohabitent avec des femmes noires[1].

La concorde ne régnait pas toujours entre les Européens. Des motifs d'intérêt suscitèrent notamment en 1826 entre Farewell et King un différend, qui provoqua une rupture complète. Quand dans les premiers jours de septembre 1828, King se sentit sur le point de mourir, il fit demander à son ancien compagnon de venir le voir, mais Farewell s'y refusa[2].

Tant que Chaka vécut, les Européens jouirent d'une sécurité presque complète. Assurément il avait des exigences ; il était avide de présents, se réservait le privilège d'avoir des rapports avec eux et interdisait à ses sujets de leur rien vendre. Mais somme toute, il était satisfait qu'ils se fussent établis dans son voisinage et redoutait leur départ. C'est pourquoi il leur accorda des concessions territoriales, encouragea la formation de leurs clientèles de noirs[3], leur fournit du bétail et de l'ivoire. Sauf en deux circonstances où ils provoquèrent sa colère et où d'ailleurs ils étaient dans leur tort[4], ils

1. *Narrative,* II, p. 304-5. — Dans son propre livre, Gardiner fait un tableau moins coloré de la vie des colons anglais du Natal. Il désirait y entraîner des missionnaires et, craignant probablement d'effaroucher les *reverends*, représente les colons, non comme des hommes des bois, mais comme des gentlemen corrects.

2. La mort de King, survenue le 7 septembre 1828, est racontée d'une façon très émouvante par Isaacs, I, p. 298-304.

3. Fynn dispose de 450 ouvriers agricoles : « He [Chaka] has allowed Mr. Fynn about 450 people to cultivate the land, and to do whatever he may require of them. » King dans Thompson, *Travels,* II, p. 407.

4. Nous avons déjà fait allusion à ces circonstances : deux serviteurs hottentots d'un Européen ayant violé une fille zouloue, Chaka, qui ne plaisantait pas à cet égard, fut très irrité, et plus encore le jour où Isaacs négligea de lui rapporter du Cap de la teinture pour ses cheveux.

n'eurent rien à craindre pour leur vie de la part d'un tyran pour lequel cependant une vie humaine comptait si peu.

Dingan devenu le chef, les rapports entre les Européens et les Zoulous restèrent amicaux pendant les trente premiers mois de son règne. Mais en avril 1831, une armée zouloue apparut tout à coup à la baie de Natal, pilla le domaine de l'un des colons, John Cane, et selon l'ordre qu'elle avait reçu, n'y laissa rien de vivant[1]. Ce changement soudain d'attitude fut provoqué par la frayeur que causèrent à Dingan les propos de John Jacob, ce noir du Cap, ancien serviteur de Farewell et favori de Chaka, qu'il avait envoyé à Grahamstown en juillet 1830 et qui en était revenu tout récemment en mars 1831[2].

Les noirs, disait Jacob, ne pouvaient plus vivre à proximité des blancs ; sur la frontière de la colonie, les blancs étaient venus, s'étaient approprié la terre et le bétail et avaient chassé les noirs ; ils avaient aussi construit des *malongoes,* des maisons pour les missionnaires lesquels devenaient maîtres des noirs par leurs sortilèges. Maintenant chaque tribu avait son missionnaire, et grâce à leurs maléfices, quatre chefs venaient de mourir, ainsi que les *inyangers,* les sorciers indigènes, l'avaient prédit. Pendant qu'il était, lui Jacob, à Grahamstown, les soldats l'avaient fréquemment questionné sur le pays des Zoulous ; « les chemins étaient-ils bons pour les chevaux ? y avait-il beaucoup de bétail ? » demandaient-ils et ils disaient : « bientôt nous vous suivrons. » Il avait entendu dire que quelques blancs viendraient d'abord et obtiendraient des domaines, à l'exemple de Fynn et de Tombouser (surnom zoulou

1. Isaacs, II, p. 241-2.
2. Isaacs, II, p. 211.

d'Isaacs) et qu'ils bâtiraient un fort, qu'ensuite d'autres viendraient en nombre toujours plus grand, construiraient des maisons et enfin *soumettraient ou chasseraient les Zoulous,* comme ils avaient fait des tribus frontières du Cap[1].

Ces propos pénétrèrent profondément dans l'esprit de Dingan et y laissèrent un germe de défiance. C'est à notre avis, dans les conversations tenues par ce Jacob en mars 1831, qu'il faut, nous aurons l'occasion de le dire, rechercher l'origine psychique du massacre de Pieter Retief et de ses compagnons en février 1838.

Revenons à la conséquence première des bavardages de ce nègre. Dès qu'en avril 1831 l'armée zouloue apparut à la baie de Natal avec des intentions manifestement hostiles, la panique fut générale. Les noirs se coulèrent dans la brousse, certains Européens les imitèrent, Henry Francis Fynn et son frère se sauvèrent jusqu'à la mission wesleyenne de Buntingville, dans le Pondoland actuel[2].

Isaacs jugea, avec une précipitation qu'il paraît avoir ensuite regrettée, le Natal désormais inhabitable ; il résolut de le quitter, et s'embarqua, sans espoir de retour, sur un petit brick américain, le *Saint-Michel,* qui appareilla le 24 juin 1831[3].

Graduellement, cependant, ses anciens compagnons se rassurèrent et revinrent à leurs domaines, mais en juin 1833, nouvelle panique et nouvelle fuite générale, le Natal resta abandonné dix à onze mois[4]. Les colons

1. Isaacs, II, p. 265.
2. Isaacs, II, p. 268-72.
3. Isaacs, II, p. 269-70.
4. Gardiner, *Narrative,* p. 230 et 289-90. — Mac Call Theal place, à tort, à notre avis, cette seconde panique en juin 1834. *Hist. of South. Africa* (1834-54), p. 128.

prirent l'habitude de ces alertes, ils se résignèrent à « être à la merci des belliqueux Zoulous[1] » et en mars 1835 une autre attaque paraissant imminente, ils se disposèrent tranquillement à prendre la brousse[2]. Ils avaient raison d'être défiants, car non seulement ils inquiétaient Dingan mais ils l'irritaient. Il leur reprochait d'attirer vers eux des Zoulous, ses sujets et dans leurs transactions commerciales de ne pas se conformer à ses ordres. Un projet de massacre général des blancs fut certainement discuté entre Dingan et ses conseillers[3].

Mais l'arrivée du capitaine Allen F. Gardiner au Natal, en 1835, améliora ces rapports.

2. — Allen Francis Gardiner.

Le capitaine Allen Francis Gardiner avait, quand il débarqua au Natal, des états de service honorables. Né le 28 janvier 1794 à Basildon (Berkshire), il était entré au *Royal naval college* de Portsmouth en 1808, s'était en 1811 et en 1814 signalé par des actes de courage et avait été nommé *Commander* en 1826[4]. Puis cédant à son penchant mystique et philanthropique, il avait renoncé à la carrière maritime pour se vouer à l'évangélisation des païens.

1. Alexander, *Narrative*, II, p. 304-5.

2. « They affected to regard the matter as a casualty to which they had often been exposed and cooly signified their intention to take to the « bush », should the necessity arise. » Gardiner, p. 82.

3. Dingan se fit gloire de s'être opposé au massacre des blancs en faveur duquel ses conseillers s'étaient prononcés. Alexander, *Narrative*, II, p. 307. — Dans son livre, Gardiner glisse sur les griefs de Dingan contre les blancs. Il avait intérêt en 1836 à ne pas présenter au public anglais leurs rapports sous un jour défavorable.

4. *Dictionary of national biography*, article Gardiner (Albn Francis).

Animé d'une foi chrétienne très vive, déplorant que tant de terres du globe restassent encore « enténébrées » de paganisme, Gardiner n'arrivait donc ni en agent politique, ni en explorateur, mais en apôtre, pour ouvrir les voies aux missionnaires britanniques en pays zoulou. Il le proclame dès la première page de son livre. « Pendant mon voyage j'ai tenté avec la bénédiction de Dieu d'ouvrir un chemin qui donnerait aux ministres de l'Évangile accès à la nation zouloue et leur permettrait d'introduire dans ces régions plongées dans les ténèbres, la vraie religion, la civilisation, l'ardeur sacrée. Le seul but de l'auteur, il l'affirme, a été la gloire de Dieu, et si une lecture bienveillante des faits ici relatés provoque un zèle plus ardent pour l'instruction de nos frères dans les vérités du christianisme, un dévouement plus sincère, plus constant et plus énergique à la cause des missions chrétiennes, spécialement dans l'Afrique du Sud, il estime qu'il n'a pas écrit inutilement, mais remerciera Dieu et prendra courage[1]. »

Pendant son séjour au Natal il officiait chaque dimanche deux fois, le matin dans sa hutte pour les Européens, le soir en plein air pour les nègres, et souvent il notait le nombre des assistants ; après quoi il composait quelques strophes sur un texte de l'Écriture, et c'est ainsi qu'il sanctifiait, sans jamais y manquer, le jour du Seigneur[2]. A la colline sur laquelle il s'était établi au Nord de la baie de Natal il avait donné par rémi-

1. Gardiner, *Narrative*, p. 1-2.

2. Exemple : dimanche 30 août 1835 : « English service in the hut in the forenoon ; kafir in the open air in the afternoon ; about sixty five natives attended. » La pièce de vers de ce jour-là est composée sur ce texte de saint Paul : « Who maketh thee differ from another ; and what hast thou that thou didst not receive ? » (I Corinth., IV, 7). *Narrative*, p. 287-9.

niscence biblique le nom de *Berea*[1], ville de Palestine située en Ephraïm.

Quand il eut quitté l'Afrique et les Zoulous en 1838, il s'en fut évangéliser les païens chiliens, patagons et fuégiens ; son zèle apostolique finit par lui coûter la vie : il mourut à la Terre de Feu d'épuisement et de misère, probablement le 6 septembre 1851[2].

Mais s'il était devenu une manière de missionnaire laïque, il n'en restait pas moins le capitaine Gardiner de la marine royale[3] ; au service de la propagation de sa foi, il mit non seulement son courage et sa fortune personnelle, mais aussi la connaissance qu'il avait acquise des hommes pendant ses campagnes.

Par sa supériorité intellectuelle et morale, il s'imposa aux aventuriers du Natal dès son arrivée. King étant mort en septembre 1828, Farewell ayant été assassiné par les Qouabis dans le Pondoland actuel en 1829[4], Isaacs étant parti en juin 1831, Henry Francis

1. *Id.*, p. 80.

2. Ayant organisé une mission à la Terre de Feu, il partit avec six compagnons le 7 septembre 1850 et arriva à Picton Island le 5 décembre 1850. Les Fuégiens se montrèrent hostiles et voleurs, les provisions s'épuisèrent et les missionnaires moururent de misère, Gardiner probablement le dernier. *Death by famine of Captain Allen Gardiner and a band of missionaries.* Annual register, 1852, p. 473-8.

3. En 1836, il accompagne son nom des initiales *R. N.*, royal navy.

4. Sur les Qouabis, voy. ci-dessus p. 156. — Farewell revenant du Cap au Natal, avec deux Européens, Walker et Thackwray, rencontra les Qouabis dans le Pondoland. Il croyait savoir que Catoc, leur chef, possédait beaucoup de dents d'éléphants et voulant les acquérir, il alla le voir, quoique Fakou, chef des Pondos, l'avertît du danger qu'il courait. La nuit qui suivit leur entrevue, les hommes de Catoe vinrent couper les cordes de la tente où dormaient les trois blancs, qui, pris dans la toile, furent aisément

Fynn étant retourné au Cap en septembre 1834 pour entrer au service du gouvernement[1], il ne restait plus au Natal en 1835 qu'un personnel de petite valeur dont Gardiner devint le guide[2].

Il consolida la position des colons européens. Dingan étant indisposé contre eux principalement parce qu'ils accueillaient dans leur clientèle ses sujets en fuite, ils résolurent, dans une réunion tenue le 25 avril 1835, de lui proposer un arrangement amiable : dorénavant ils repousseraient les Zoulous qui viendraient chercher asile auprès d'eux, mais en retour Dingan s'engagerait à respecter la vie et la propriété de tout individu, blanc ou noir, vivant actuellement à la baie de Natal[3].

Ce fut Gardiner qui se chargea de la négociation. Dingan fit d'abord quelques difficultés : il doutait de la sincérité des Européens. Finalement les propositions de Gardiner formulées dans un traité furent acceptées par lui le 6 mai 1835 : « Il renonce désormais à toute prétention sur les déserteurs qui résident à Port-Natal et sur leurs propriétés... Les Anglais de leur côté s'enga-

massacrés. Isaacs, *Travels*, II, p. 15-21. Voy. aussi Gardiner *Narrative*, p 275. — En 1835 le fort de Farewell n'existait plus à la baie de Natal. *Ibid.*, p. 128, note.

1. Pendant la guerre cafre, en mars 1835, Henry Francis Fynn fut envoyé auprès de Fakou, qui habitait sur les bords de la rivière Umzimvubu ou Saint-John, pour obtenir sa neutralité et le trouva tout à fait disposé à complaire au gouvernement du Cap. Gardiner, p. 241-43.

2. Gardiner n'eut aucun titre officiel ; il accepta seulement par une lettre adressée le 16 mars 1835 aux « Anglais résidents à Port-Natal » de dire le service religieux jusqu'au moment où « des dispositions auront été prises pour qu'un clergyman de l'Église d'Angleterre occupe ce poste important ». Gardiner, p. 78-79.

3. Gardiner, p. 108.

gent à ne plus recevoir de déserteur zoulou, et à renvoyer tout individu venant chercher asile chez eux[1]. »

A la fin de ce même mois de mai 1835, quelques Zoulous s'étant sauvés à la baie de Natal, Gardiner les fit saisir et les reconduisit en personne à Dingan qui, après quelque délai, ordonna leur exécution[2].

Par sa droiture, Gardiner en imposait manifestement à Dingan. Ce dernier lui déclara, dans une entrevue ultérieure, le 13 juillet 1835, qu'il voulait « qu'il prît le pouvoir » et qu'il lui donnait pour le gouverner l'Issibubulungu, c'est-à-dire « le pays que traversent les blancs » limité par la Tugela, l'Umzimkulu, la mer et les monts Quathlamba ou Drakensbergen[3].

1. Voici le texte du traité: *A treaty concluded between Dingarn, king of the Zoolus and the british residents at Port-Natal.* Dingarn from this period consents to waive all claim to the persons and property of every individual now residing at Port-Natal, in consequence of their having deserted from him, and accords them his full pardon. He still, however, regards them as his subjects, liable to be sent for whenever he may think proper. — The british residents at Port-Natal, on their part, engage for the future never to receive or harbour any deserter from the Zoolu country, or any of its dependencies; and to use every endeavour to secure and return to the King every such individual endeavouring to find an asylum among them. — Should a case arise in which this is found to be impraticable, immediate intelligence, stating the particulars of the circumstance, is to be forwarded to Dingarn. — Any infringement of this treaty on either part invalidates the whole. — Done at Congella this 6th day of May 1835, in presence of Umthlella, Tambooza, Chief Indoonas and head councillors of the Zoolu nation. M. G. Cyrus, interpreter. Signed on behalf of the British residents at Port-Natal, Allen F. Gardiner.

Gardiner, *Narrative*, p. 398. On remarquera l'ambiguïté de la phrase: « He still, however, regards them as his subjects, liable to be sent for whenever he may think proper. »

2. Gardiner, p. 159, et suiv.

3. Id., p. 213-14.

Gardiner ne rendit pas seulement aux aventuriers du Natal le service de détendre leurs rapports avec Dingan, il leur donna conscience de leur collectivité. Mieux que quiconque avant lui, il *vit* la future colonie anglaise du Natal, en traça les limites, lui donna un nom et marqua l'emplacement de la future capitale. Il conçut et l'ensemble et le détail. Je ne sais si ses compatriotes lui ont élevé quelque part à Durban une statue ou un buste, mais s'ils ont négligé de le faire, c'est de leur part un oubli grandement injuste, car il fut vraiment un précurseur.

Le 23 juin 1835, quinze Européens s'assemblèrent à la baie de Natal dans la hutte de l'un d'eux et après avoir décidé de fonder une ville, prirent vingt-cinq résolutions, dont voici les principales [1] :

Un emplacement bien approprié limité par la rivière Avon et la chute Buffalo est choisi pour y élever une ville, qui portera le nom de *D'Urban*, en l'honneur du gouverneur de la colonie du Cap, sir Benjamin d'Urban. Chacun des habitants présents recevra, moyennant 7 sh. 6 d. (9 fr. 35), un lot de terrain, sur lequel il devra, dans un délai de dix-huit mois, sous peine de déchéance, bâtir non une hutte indigène mais une maison d'au moins 240 pieds carrés de superficie (80 mètres carrés) et 8 pieds de haut (2 m. 40). Ces « chefs de famille », *(householders)*, éliront annuellement un comité dénommé *Town Committee* de cinq membres au moins et de treize au plus, qui se réunira au moins le premier vendredi de chaque mois et veillera à l'observation des règlements de la ville ; les membres du co-

1. La réunion du 23 juin est racontée par Gardiner. *Narrative*, p. 187-88. Pour les noms des quinze colons et le texte des résolutions qu'ils prirent, voy. *ibidem*, p. 399-402.

mité en fonctions recevront 1 sh. 6 d. (1 fr. 85) d'indemnité quotidienne.

Pour l'année courante 1835, le *Town Comittee* est composé de la façon suivante : capitaine Gardiner R. N. ; J. Collis, esq. ; F. Berkin, esq.[1] ; J. Cane ; H. Hogle [Ogle].

On réserve un terrain à bâtir dans la ville et 3 000 acres (1 213 hectares) de terre arable en faveur du clergyman, membre de l'Église d'Angleterre, qui va être mandé, un terrain pour l'érection d'une école, et 2 000 acres (809 hectares) de terre arable pour son entretien, 3 000 acres (1 213 hectares) de terre arable pour l'entretien d'un hôpital.

Une souscription immédiatement ouverte pour couvrir les premiers frais de défrichement produisit une somme de 59 £ 15 sh. (1 508 fr. 50); Gardiner souscrivit personnellement pour 30 £ (757 fr. 50). Les colons réunis décidèrent également d'ouvrir une liste de souscription pour l'érection d'une église à D'Urban ; la somme réunie s'éleva à 104 £ 5 sh. (2 622 fr. 50) dont Gardiner fournit près de la moitié, 50 £ (1 162 fr. 50)[2]. Enfin une pétition fut adressée au gouverneur du Cap dans laquelle les « chefs de famille de la ville de D'Urban » s'exprimaient en ces termes :

1. F. Berkin (orthographié Berken, p. 2) était un polonais dont Gardiner avait fait la connaissance pendant la traversée de Spithead au Cap, et qui ruiné, disait-il, à la suite des événements politiques de son pays, projetait de s'établir dans la Nouvelle Galles du Sud. Mais il accompagna Gardiner d'abord à Grahamstown, puis à Port-Natal (p. 2-3). Il décida de s'y établir, et s'embarqua le 20 mars 1835, pour aller acheter au Cap les fournitures nécessaires à son exploitation agricole. On n'entendit plus jamais parler de *la Circé*, le petit bâtiment qu'il montait. Gardiner, *Narrative*, p. 83.

2. Gardiner, *Narrative*, p. 402-4.

Pétition des chefs de famille (householders) *de la ville de D'Urban. Port-Natal*[1].

Plaise à Votre Excellence :

Nous soussignés sujets britanniques, habitants de Port-Natal et des environs, avons commencé à construire une ville appelée D'Urban, en l'honneur de Votre Excellence.

Nous possédons d'excellentes terres, dont une partie considérable est depuis longtemps cultivée ; beaucoup d'entre nous font avec succès le commerce de l'ivoire et des peaux recueillies presque exclusivement dans un territoire que les chefs environnants nous ont concédé.

Par suite des guerres d'extermination de Charka, feu le roi des Zoulous et d'autres causes, toute la contrée comprise entre l'Umzimkulu et la Tugela a cessé d'être occupée par ses anciens possesseurs ; à l'exception de quelques lieux elle est totalement inhabitée.

Peu à peu des indigènes sont venus chercher protection sur nos terres ; leur nombre actuellement n'est pas inférieur à trois mille ; ils nous reconnaissent pour leurs chefs et attendent notre protection. Nonobstant toutes ces considérations, nous vivons dans le voisinage de puissants états indigènes, sans l'ombre de loi ou d'une autorité reconnue.

En conséquence, nous prions humblement Votre Excellence, pour raison d'humanité, pour soutenir le prestige britannique aux yeux des indigènes, pour la prospérité de la communauté naissante, pour cause de moralité et de religion, de transmettre cette pétition au gouvernement de Sa Majesté.

Nous demandons qu'il plaise à S. M. de reconnaître comme une colonie britannique le pays situé entre l'Umzimvubu et la Tugela, et que nous avons appelé *Victoria*, en l'honneur de notre auguste princesse, de nommer un gouverneur et un conseil autorisés à promulguer tels lois et décrets qui leur paraîtront nécessaires, d'accord avec un

1. Gardiner, *Narrative*, p. 403.

corps de représentants choisi par nous et qui constituera une chambre. Ainsi requièrent vos pétitionnaires fidèlement dévoués.

Cette pétition, dont le texte, à n'en pas douter, a été rédigé par Gardiner lui-même, est claire, habile et ferme. Sans ambages, les colons disent quels ils sont : agriculteurs et traitants, et ce qu'ils requièrent : constituer une nouvelle colonie britannique. Ils mettent en relief les avantages pour l'humanité, pour la Grande-Bretagne et, toute fausse modestie écartée, pour eux-mêmes, qui résulteront de la fondation projetée. Ils ne manquent pas, en ce temps de philanthropie, de faire remarquer que les indigènes sont venus spontanément, et sans contrainte se placer sous leur protection. Les choix de leur toponymie sont heureux ; ils mettent, par une flatterie, le gouverneur du Cap, sir Benjamin d'Urban, dans leurs intérêts, et se placent, par delà les mers, sous la protection de la princesse Victoria[1], héritière présomptive de la couronne britannique. Mais ayant vécu jusqu'à présent en hommes libres, ils entendent ne pas déchoir au rang de simples administrés, et n'ignorant pas avec quelle autorité arbitraire, messieurs les gouverneurs du Cap traitent les Anglais et les Hollandais, ils posent leurs conditions, et du premier coup exigent ce que ceux-ci réclament vainement, le régime représentatif, une Chambre des députés, *a body of representatives chosen by ourselves to constitute a house of assembly*.

Gardiner partit de Natal, le 20 juillet 1835, pour porter cette pétition à sir Benjamin d'Urban et lui

1. C'est, croyons-nous, la première fois qu'apparaît dans la nomenclature géographique ce nom de *Victoria* qui depuis a été donné à tant de fleuves, de lacs, de chutes d'eau, de villes, de provinces.

demander de nommer un fonctionnaire qui, provisoirement, administrerait la colonie en formation[1]. Après un voyage difficile et long, car, après s'être avancé jusqu'à la rivière Bashee, il fut contraint de revenir à la baie de Natal, puis de se remettre en route, il réussit à gagner la colonie. Le 3 décembre 1835, il rencontra le gouverneur à Port-Élisabeth, et lui exposa oralement les avantages matériels et moraux de l'occupation officielle de « la colonie de Victoria ».

Les indigènes seraient introduits dans la communauté chrétienne et tirés de leur état actuel de dégradation, le commerce de l'ivoire serait détourné des factoreries portugaises de Lourenço Marquez au profit des maisons anglaises de la baie de Natal. En agissant de concert avec les Pondos, dont on avait déjà éprouvé les bonnes dispositions, on prendrait les Cafres à revers et on empêcherait toute invasion semblable à celle de décembre 1834. Si l'Angleterre n'occupe pas le Natal, une autre puissance, les États-Unis, par exemple, pourrait bien l'y devancer[2]. Cette occupation n'entraînera pas une grande dépense. Beaucoup d'indigènes y possèdent déjà des fusils, pour chasser l'éléphant; qu'on les organise en troupes régulières, qu'on les gratifie d'un vêtement et d'une vache, qu'on les encadre de quelques sous-officiers et soldats européens, et en trois mois on aura une force capable de lutter contre toute l'armée zouloue. Mais Gardiner espère surtout, il le répète, que prise en considération, la pétition qu'il

1. Gardiner, p. 221-2.

2. On se demandait si les missionnaires américains, qui arrivaient alors dans l'Afrique australe, n'avaient pas quelque arrière pensée politique. Gardiner essaya systématiquement de les décourager. Grout, missionnaire américain. Lettre du 12 février 1836. *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 369.

apporte aura pour effet « la diffusion de l'évangile de grâce, et l'extension du royaume du rédempteur depuis les rivages de Victoria jusqu'aux frontières mêmes de l'Abyssinie[1] ».

Une politique d'extension de l'Empire britannique n'effrayait pas sir Benjamin d'Urban. Il venait d'annexer au Cap le territoire compris entre la Keiskama et la Kei ; déjà en 1834, il s'était publiquement prononcé en faveur de l'occupation officielle du Natal[2] ; il était donc tout disposé à entrer dans les vues d'Allen Gardiner. Il souscrivit immédiatement 50 livres sterling pour l'érection d'une église à D'Urban, puis il transmit à Londres la pétition des colons du Natal, en ajoutant que l'occupation sollicitée lui paraissait judicieuse et en insinuant que Gardiner était tout qualifié pour administrer cette nouvelle colonie[3].

3. — Les relations du Natal avec le Cap.

La pétition des colons du Natal, apostillée par le gouverneur du Cap, était la conclusion logique des relations qui s'étaient établies depuis quinze ans entre les deux contrées. Ces relations avaient été nombreuses et variées.

Du Cap, les aventuriers anglais vont au Natal, en reviennent, y retournent, en reviennent derechef. Ils voyagent par mer et par terre : par mer, entre la baie d'Algoa et la baie de Natal, par terre, en suivant une piste, qui traversait le territoire de diverses tribus cafres,

1. Gardiner, *Narrative*, p. 405-410.
2. Voy. ci-dessous p. 209.
3. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 130.

Kosas, Tembus, Pondos, était jalonnée de missions, Buntingville, Morley, Butterworth, Wesleyville, et avait même été améliorée par quelques travaux rudimentaires en certains points particulièrement dangereux, notamment sur les berges de l'Umzimvubu ou Saint-John's river[1].

Pendant cette période, de 1824 à 1836, le Natal n'attira pas les traitants seulement. En 1828, deux explorateurs, le Dr Cowie, chirurgien du district d'Albany, et Benjamin Green, arrivèrent par terre du Cap à la baie de Natal. Ils remarquèrent que le pays qu'ils venaient de traverser était absolument dépeuplé ; le passage de l'armée dévastatrice de Chaka[2] ne datait en effet que de quelques mois ; ils remarquèrent encore, entre l'Umzimvubu et l'Umtamvuna, l'épaisseur des forêts et les dimensions insolites de certains arbres. Ils arrivèrent à la résidence de Dingan au commencement de 1829, y laissèrent leurs chariots, puis à cheval se dirigèrent vers le Nord, franchirent l'Umvolosi noire, large fleuve peuplé d'alligators, franchirent ensuite la Pongola et la Maputa, se convainquirent par leurs observations que la première était un affluent de la seconde, question d'hydrographie alors fort controversée par les géographes, puis atteignirent Lourenço-Marquez, où la fièvre venait de sévir si cruellement que de toute la colonie six Européens seulement survivaient. Le retour des explorateurs fut désastreux. Ils périrent tous

1. En 1836, les négociants de la colonie avaient réussi à établir une route viable pour les chariots entre le Cap et le Natal. John Centlivres Chase. Geographische Ueberzicht des Kafferlandes. *Annalen der Erd-Völker-und Staatenkunde* de Heinrich Berghaus. 3e série, t. I. Berlin, 1836, p. 486. — De la Keiskama (frontière orientale du Cap depuis 1819) à la baie de Natal, il y avait 600 kilomètres environ.

2. Voy. ci-dessus, p. 174.

deux, dans les terres basses et pestilentielles qui s'étendent entre les baies de Delagoa et de Sainte-Lucie, Cowie le 4 avril 1829, et Green le 8 ; par bonheur, leur interprète noir rapporta au Cap leur *Journal de voyage* et sauva ainsi d'un oubli total les résultats de leurs travaux [1].

Quatre ans plus tard, en 1832, Andrew Smith, ce médecin militaire qui, en 1834-35, accomplit ce grand voyage chez les Matabélés, dont il a été question dans un chapitre précédent [2], fut envoyé au Natal avec plusieurs compagnons par une Société d'exploration qui s'était constituée au Cap. Il visita les alentours de la baie et alla jusqu'à la résidence de Dingan, où il fit un court séjour [3].

1. John Centlivres Chase. Geographische Uebersicht des Kafferlandes, *Annalen* de Berghaus, 3e série, t. II. Berlin, 1836, p. 487, 492-93. — Mac Call Theal. *Hist. of S. Afr.* (1834-1854), p. 126. Ces deux auteurs ont dû avoir sous les yeux le *Journal* de Cowie et de Green. Chase fait même allusion à une carte : « die von Cowie und Green skizzirte Karte... » Ce *Journal* est-il inédit? a-t-il été publié ? nous l'ignorons. En tout cas, nous sommes trop pauvres en textes sur l'exploration de l'Afrique du Sud-Est vers 1830, pour qu'il n'y ait pas grand intérêt à éditer ou à rééditer celui-là.

2. Voy. p. 129-139.

3. Cloete, *Five lectures on the emigration of the Dutch farmers*, p. 62. — Note du *South African Advertiser* reproduite dans *Nouvelles Annales des Voyages*, juin 1833, t. LVIII, p. 359-61. — La date à laquelle A. Smith accomplit son voyage au Natal est incertaine. Mac Call Theal le place en 1834 (*ouvr. cité*, p. 124, note), ce qui est manifestement trop tard, le *Dictionary of national biography*, article *Smith* (*Andrew*), (t. LIII, p. 15), en 1831, ce qui est trop tôt. Nous croyons pour notre part qu'il a eu lieu entre les mois d'octobre 1832 et janvier 1833. La note du *South African Advertiser* annonçant le retour d'Andrew Smith au Cap a été reproduite dans le cahier de *juin* 1833 des *Nouvelles Annales des voyages*. Un délai de cinq à six mois n'étant pas exagéré pour que le numéro de ce journal arrivât en Angleterre, puis en France, nous supposons

Ce furent probablement les rapports d'Andrew Smith qui donnèrent l'idée à quelques Boers d'aller eux aussi explorer ce pays. Une bande se forma en 1834 dans laquelle entrèrent quelques-uns des hommes qui devaient prendre une grande part aux événements ultérieurs : Pieter et Jacobus Uys, Hans Delange, Stephanus Maritz, Gert Rudolph. Ils partirent d'Uitenhage avec quatorze chariots, et à leur arrivée au Natal reçurent fort bon accueil de la part des colons anglais. Ils séjournèrent quelques mois dans le pays, y passèrent leur temps à chasser, puis revinrent au Cap[1]. En même temps que ces traitants, ces savants, ces chasseurs rapportaient au Cap des notions sur le Natal, des relations diplomatiques s'ébauchaient entre le gouvernement et les despotes zoulous.

En 1828, Chaka envoya un certain Sotobi avec King et Isaacs saluer le gouverneur de sa part. Cette mission arriva le 4 mai à Port-Elizabeth, mais ses allures ayant paru suspectes aux fonctionnaires anglais, elle y fut retenue et elle en repartit le 9 août[2] sans avoir obtenu de résultat.

Chaka ne se laissa pas décourager par cet échec. Le 6 ou le 7 septembre 1828, deux semaines par consé-

que le passage relatif à Smith a dû être inséré dans le journal du Cap en janvier 1833. Nous aurions ainsi approximativement la date du retour. D'autre part, l'expédition s'est accomplie dans la saison des pluies, puisqu'il est dit dans cette note qu'elle fut arrêtée près d'un mois par le débordement de la Saint-John's river ou Umzimvubu. Dans le Pondoland où coule la Saint-John's river, la saison des pluies commence vers septembre ou octobre. Nous avons ainsi la date approximative de départ. D'où notre conclusion : l'expédition a dû avoir lieu entre octobre 1832 et janvier 1833.

1. Gardiner, *Narrative*, p. 89. Cloete, *Five lectures*, p. 62.

2. *Papers relative to the native inhabitants of Southern Africa*, II, p. 36. — Isaacs, *Travels*, I, p. 264-273.

quent avant sa mort, il envoya deux autres chefs sous la direction de John Cane dans l'espoir de faire accréditer auprès de lui un agent « qui l'instruirait clairement et complètement des intentions du gouvernement [1] ». Cette fois, le gouverneur sir Lowry Cole répondit à cette avance, ordonna au capitaine Aitchison de se préparer à partir pour le Natal et lui remit ses instructions (24 novembre 1828) ; mais à la nouvelle de la mort de Chaka le départ de cet officier fut ajourné [2].

A son tour Dingan envoya en juillet 1830 une mission au Cap avec John Cane et Ogle. Elle séjourna à Grahamstown de novembre 1830 à janvier 1831 et se contenta de négocier les dents d'éléphants qu'elle avait apportées [3]. Seulement ce fut à son retour que l'interprète John Jacob, qui en faisait partie, alarma Dingan par l'exposé des prétendus projets de conquête des Anglais, récit qui causa le premier différend entre celui-ci et les colons européens du Natal [4].

Jusqu'alors les gouverneurs du Cap ne s'étaient montrés que médiocrement empressés à l'égard de Chaka et de Dingan, mais sir Benjamin d'Urban, à la suite de sa conversation avec Allen Gardiner à Port-Élizabeth le 3 décembre 1835, devint moins circonspect. Le 5 décembre, il adressa à Dingan la lettre qui suit. C'est le premier de cette série de rapports variés, tantôt amicaux, tantôt hostiles entre le gouvernement du Cap et les chefs zoulous, qui se termina en 1887 par la déposition de Dinizoulou, le dernier d'entre eux.

1. *Papers relative to the native inhabitants of Southern Africa*, II, p. 36.

2. *Ibid.*, p. 36, 40.

3. *Papers relative to the native inhabitants of South. Africa*, II, p. 57, 59. — Isaacs, II, p. 226-28.

4. Voy. ci-dessus, p. 192.

J'ai appris avec satisfaction l'accord intervenu entre le chef et le capitaine Gardiner et la convention qu'ils ont conclue relativement à la ville et aux habitants de Port-Natal. Un officier du Roi d'Angleterre, mon maître, va être promptement envoyé à Port-Natal pour y exercer l'autorité à la place du capitaine Gardiner jusqu'au retour de celui-ci, et s'entendre avec le chef Dingarn (*sic*) sur tout ce qui concerne les habitants de Port-Natal. Il emportera les présents que j'offre au chef en témoignage de cette amitié et de cette bonne entente, dont je l'assure au nom du Roi mon maître [1].

En même temps qu'il sanctionnait le traité signé entre Dingan et Gardiner, sir Benjamin d'Urban annonçait l'arrivée prochaine d'un fonctionnaire au Natal, et considérait par conséquent comme accomplie l'annexion du pays à l'Empire britannique. C'était anticiper sur les temps, mais il est certain qu'à cette époque l'idée de cette annexion hantait beaucoup d'esprits.

Dès le 25 mai 1832, le secrétaire d'État des colonies, lord Goderich, ayant eu connaissance de la colonie formée par Farewell et ses compagnons, avait donné l'ordre au gouverneur du Cap, sir Lowry Cole, d'envoyer un fonctionnaire au Natal, mais il attribuait à celui-ci des émoluments si faibles, 2 500 francs par an, que l'ordre ne put pas être exécuté [2]. Le 20 janvier 1834, des habitants du Cap, dans une réunion tenue au « Commercial Exchange », demandèrent que le gouvernement impérial reconnût officiellement le Natal comme colonie britannique. Le 17 juin 1834 sir Benjamin d'Urban transmit au secrétaire d'État des colonies, T. Spring Rice, en l'appuyant, une pétition signée par

1. Gardiner, *Narrative*, p. 394-5.
2. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 127.

192 habitants du Cap et accompagnée d'un mémoire d'Andrew Smith sur l'ethnographie et les ressources économiques de la contrée. L'opposition, cette fois, vint du secrétaire d'État, qui répondit le 1er novembre 1834 « qu'il ne convenait pas, en raison de l'état des finances du Cap, de faire de dépenses supplémentaires pour l'établissement d'une nouvelle colonie »[1].

Toutefois en même temps que le *Colonial office*, le public anglais était saisi de la question par la publication simultanée, en 1836, des *Travels and adventures in Eastern Africa* de Nathaniel Isaacs et de la *Narrative of a Journey to the Zoolu country in South Africa* du capitaine Allen F. Gardiner.

La littérature du sujet était courte jusqu'alors. Il n'était pas question du Natal dans les *Travels into the interior of Southern Africa* de John Barrow, le manuel dans lequel, vers 1830, tout Anglais instruit allait chercher ses informations sur l'Afrique du Sud. Quelques pages dans les *Travels and adventures in Southern Africa*, de George Thompson, publiés en 1827, quelques autres dans *Narrative of voyages* du capitaine Owen, paru en 1833, et c'était tout.

Pour la première fois, dans ces deux nouveaux livres, le Natal était décrit à l'Angleterre. Or les deux auteurs, l'aventurier traitant d'ivoire comme l'officier missionnaire, concluaient à son occupation officielle, à cette différence près qu'Isaacs insistait particulièrement sur l'intérêt économique qu'elle présenterait et Gardiner sur les avantages moraux. « J'espère, disait le premier, que le temps n'est pas loin où le gouvernement de la Grande-Bretagne envisagera les avantages que le port de Natal

1. *Papers relative to the native inhabitants of South. Africa*, II, p. 93-102.

offre aux entreprises commerciales[1]. » « Qu'il ne soit pas dit, reprenait le second, que les instructeurs hésitent à partir, quand des peuplades demandent à être instruites, et que cette misérable Afrique, tâtonnant dans les ténèbres, ne rencontre qu'indifférence quand elle appelle à l'aide et qu'elle tend vainement ses mains vers vous[2]. » « Débouchés pour lès produits de vos manufactures », s'écriait Isaacs ; « âmes à tirer des ténèbres du paganisme », implorait Gardiner ; et tous deux : « Occupons le Natal. »

Cependant ce double et pressant appel fut à peine entendu. Gardiner réussit difficilement à former une petite société, *the Hambassarti Church Missionary Association*[3], qui lui permit d'emmener au Natal en 1837 un missionnaire nommé Owen, dont on verra plus loin les rapports avec les Boers.

Quant au secrétaire d'État des colonies, lord Glenelg, il avait immédiatement refusé de prendre en considération la pétition signée par les colons du Natal le 23 juin 1835, et apostillée par sir Benjamin d'Urban. Il répondit le 29 mars 1836 que le « gouvernement de Sa Majesté était profondément convaincu de l'inopportunité de s'engager dans un projet quelconque de colonisation et dans l'acquisition de nouveaux territoires en Afrique australe[4] ».

Cependant l'annexion du Natal est seulement retardée. Vienne un gouverneur du Cap plus en faveur que sir Benjamin d'Urban, vienne un secrétaire d'État au *Colonial office* moins convaincu de l'absolue nécessité

1. Isaacs. I, p. XXIII. Voy. aussi II, p. 7-8.
2. Gardiner, p. 409.
3. Ainsi nommée d'*Hambassarti*, localité du pays zoulou, où Gardiner habita en 1837. *Annual register*, 1852. p. 248.
4. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 130.

de restreindre le domaine britannique d'outre-mer, moins *little Englander* que lord Glenelg, et l'annexion du Natal s'accomplira tout naturellement. Or, ces deux conditions se trouveront réunies en 1842.

Revenons maintenant aux Boers. On voit dans quelles fâcheuses conditions leur tentative de fonder une république au Natal se présentait en 1838. Le pays n'était pas inoccupé comme ceux qu'on nommera l'Orange et le Transvaal. Au moment même où ils quittaient le Cap, une « question du Natal » était déjà posée devant l'opinion publique anglaise.

Un nom avait été donné à cette future colonie et c'était celui de la reine du Royaume-Uni, un nom donné à la future capitale et c'était celui d'un haut fonctionnaire anglais ; le drapeau anglais flottait sur ce rivage. Bref, beaucoup de gens au Cap, quelques-uns en Grande-Bretagne considéraient déjà le Natal comme anglais, et l'auraient volontiers appelé ainsi que le capitaine Alexander en 1836 : « Cette *possession* anglaise pleine de promesses », *this very promising possession of England*[1]. Les Boers seront considérés comme des intrus, et on ne souffrira pas qu'ils fondent au Natal une république indépendante.

1. Alexander, *Narrative*, II, p. 305-386. — Fait significatif : Un article des *Nouvelles Annales des voyages*, t. XXXVIII, auquel nous avons fait quelques emprunts, est intitulé : *Colonie anglaise de la côte de Natal* ; en 1828 !

CHAPITRE III

L'ATTRACTION PHYSIQUE ET ÉCONOMIQUE DU NATAL

Si la conséquence dernière de ces rapports du Natal avec le Cap fut son occupation définitive par la Grande-Bretagne, la première fut d'y attirer les Boers émigrants.

Ils firent sans doute leur profit des renseignements rapportés par les aventuriers anglais, mais quelques-uns d'entre eux possédaient aussi une expérience personnelle du pays. Andrew Smith raconte qu'un Boer, qui l'accompagna pendant son voyage, s'écria plusieurs fois avec enthousiasme : « Dieu ! quel beau pays ! je n'en ai jamais vu de pareil dans ma vie, et si le gouvernement anglais fonde ici une *drostdy* (circonscription territoriale), je ne résiderai plus jamais dans la colonie[1] ». Ceux de ses compatriotes qui firent le même voyage en 1834 revinrent également pleins d'admiration[2].

Ce furent ces notions sur les conditions physiques et économiques du Natal qui engagèrent quelques groupes de Boers à venir s'y fixer au lieu de s'arrêter au Nord des Drakensbergen.

Le climat du Natal est plus chaud que celui des districts orientaux du Cap, où ils avaient vécu jusqu'alors.

1. *Papers relative to the native inhabitants of South. Africa*, II, p. 99.
2. Gardiner, *Narrative*, p. 89. Voy. ci-dessus, p. 207.

La moyenne annuelle des températures qui, par exemple, ne dépasse pas 16°,3 (centigrades), à Graaff Reinet, et 16°,9 à Cradock, s'élève à 18°,8 à Pietermaritzburg et à 20°,6 à Durban[1].

Il ne gèle jamais sur la côte, et on n'y fait de feu que pour la cuisine; dans l'intérieur il gèle rarement; à Pietermaritzburg la plus basse température constatée pendant une période de dix ans a été de — 1°,7, et quoique pendant les soirées d'hiver un feu de bois y soit agréable, les personnes dans un état de santé normal s'en passent très aisément[2].

La côte jouit d'un autre avantage naturel; la pluie y tombe plus abondamment qu'en aucun point de la colonie du Cap. La moyenne annuelle des précipitations s'élève à Durban à 1 m. 03[3]. L'intérieur du pays est moins arrosé (Pietermaritzburg 0 m. 74)[4], mais encore très suffisamment, pour qu'on n'ait pas à y redouter ces périodes de sécheresse, dont le bétail des Boers a parfois à souffrir dans le district de Graaff Reinet.

Grâce à ces précipitations locales, grâce aux Drakensbergen qui se dressent dans le Nord-Ouest comme un immense écran, arrêtent et condensent les nuages provenant de l'océan Indien, le Natal est sillonné de rivières très nombreuses. Quiconque venant du Cap suit la côte vers le Nord-Est, est à maintes reprises obligé de descendre puis de remonter les versants des vallées. De l'Umtamvuna à la Tugela, on ne compte pas moins de vingt-cinq embouchures de fleuves et parmi elles celles de

1. Karl Dove, *Das Klima des aussertropischen Südafrika*, 1 vol. in-8°. Göttingen, 1888, p. 82, 94.

2. Dove, *ouvr. cité*, p. 96.

3. Robert James Mann, The physical geography and climate of the colony of Natal. *Journal of the R. Geogr. Society*, 1867, p. 59.

4. Dove, *ouvr. cité*, p. 97, 159.

grands cours d'eau, tels que l'Umzimkulu et l'Umcomas.

L'Umzimkulu et l'Umcomas se forment sur le versant Sud-Est des Drakensbergen, parcourent environ 200 kilomètres pendant lesquels ils reçoivent l'un et l'autre quatre affluents principaux (carte 7).

La Tugela naît au Mont-aux-Sources[1], l'une des plus hautes cimes des Drakensbergen, et sur son cours, dont le développement n'est pas inférieur à 400 kilomètres, elle reçoit dix grands affluents dont plusieurs portent, maintenant encore, le nom que les Boers leur donnèrent : *Klip*, rivière du rocher, *Buffalo*, rivière du buffle, *Blaauwkrans*, rivière de la couronne bleue, *Mooi*, belle rivière (carte 7)[2].

En raison de l'orographie très tourmentée du pays, ces rivières ne sont pas navigables, ce qui était bien indifférent aux Boers, qui sont toujours restés entièrement étrangers à l'art de la navigation.

Leur multiplicité présentait un inconvénient : elle entravait la circulation des chariots, surtout quand pendant la saison des pluies, de septembre à avril, elles roulent une énorme quantité d'eau[3]. Mais pour éviter de les traverser, les Boers, ces « pionniers du

1. Le mont aux Sources fut découvert et dénommé par les missionnaires protestants français Arbousset et Daumas en 1836. Ainsi s'explique ce terme français isolé dans une toponymie indigène, hollandaise et anglaise.

2. Il y eut d'abord une certaine hésitation au sujet du nom de la Tugela. Isaacs la nomme dans son livre *Ootoogale* et sur sa carte *Ooloogali* (ce qui est peut-être une faute personnelle au graveur). Gardiner la nomme *Tugala* et J. C. Chase, *Omtongalu*. Un nom européen, *Fisher's river*, fut même employé conjointement avec le nom indigène par Isaacs et J. C. Chase, mais ne prévalut pas.

3. En février 1826, Isaacs et Fynn, voulant aller de la baie de Natal à la résidence de Chaka, trouvent les rivières si hautes, qu'ils renoncent à leur voyage : « En fait, les exemples d'indigènes essayant de les franchir sont rares. » Isaacs, I, p. 87.

pays » avaient établi leurs pistes principales le long des crêtes des collines, dont ils suivaient les accidents et les courbes[1].

Mais en revanche, quel avantage pour les Boers, ces éleveurs de bétail, qu'un pareil développement hydrographique ! Partout de l'eau pour les bêtes ; des abreuvoirs naturels plus nombreux encore qu'au Cap ; nulle crainte de voir les troupeaux languir ou même périr de soif.

Les Boers n'étaient pas non plus en peine de fourrage. Au Natal, la végétation est caractérisée par une alternance de savanes, de buissons et de bois[2]. Les pentes des collines ou des massifs isolés, sont, dans la face exposée aux vents humides, couvertes de forêts[3]. Mais dans les vallées s'étendent des prairies au milieu desquelles un arbre de haute taille, un buisson de mimosas ou d'euphorbes se détache ici et là : gras pâturages que les premiers explorateurs, Isaacs, Gardiner, Delegorgue célébrèrent à l'envi.

Une bande de végétation tropicale plus ou moins large se développe le long du rivage. Là, certaines espèces, qui au Cap restent rabougries, s'élancent et prennent la forme arborescente ; les palmiers et les bananiers ne sont pas des plantes de luxe[4]. Depuis que le Natal

1. R. J. Mann, *ouvr. cité*, p. 52.

2. Berghaus, *Petermann's Geograph. Mitteilungen*, 1855, p. 276. — Dove, *ouvr. cité*, p. 99. — Schimper, *Pflanzengeographie auf physiologischer Grundlage*, in-8. Iena, 1898, p. 485. Une photographie insérée dans le même ouvrage, fig. 264, p. 531, intitulée : « Savanne im nordlichsten Natal », représente une étendue couverte d'herbes, au milieu de laquelle s'étalent des buissons bas et s'élèvent quelques arbres splendides.

3. Dans l'intérieur du pays, des arbres de haute futaie, toujours verts, se dressent sur les cimes des montagnes et sur les pentes des ravins. R. J. Mann, *ouvr. cité*, p. 52.

4. Dove, *ouvr. cité*, p. 95. — Friedrich Hahn, *Africa*, 2e édit., in-4°. Vienne et Leipzig, 1901, p. 173.

est devenu une colonie européenne, les cultures tropicales s'y sont beaucoup développées, mais déjà quand Gardiner y arriva en 1835, l'indigotier et le caféier y poussaient naturellement[1].

Assurés de trouver au Natal de la nourriture en abondance pour leurs bestiaux, les Boers ne l'étaient pas moins de s'y pouvoir livrer à leur exercice favori : la chasse. Depuis que Chaka y avait anéanti les hommes, les animaux sauvages y pullulaient : éléphants, buffles, antilopes de variétés diverses, et, comme il arrive souvent, l'abondance des herbivores avait pour conséquence celle des carnassiers : lions, léopards (qu'à tort les Boers appelaient « tigres »), hyènes et jacals[2].

Enfin la baie de Natal est un excellent port, le plus sûr de cette côte inhospitalière, qui s'étend du Cap à la baie de Lourenço Marquez. C'est un bassin d'environ 6 kilomètres de long encombré de bas-fonds et d'îles, mais sillonné de plusieurs chenaux profonds, protégé au Sud-Ouest par un escarpement boisé, qu'on nomme maintenant comme jadis le *Bluff*, et au Nord-Est par une dune de sable. En 1838, la barre de sable qui court entre ces deux jetées naturelles en interdisait, il est vrai, l'accès aux bâtiments calant plus de 2 m. 50, mais ceux qui pouvaient y pénétrer mouillaient en toute sécurité[3]. Il donnait aux Boers l'espoir de relations faciles avec les nations européennes, en dehors de la surveillance britannique.

Le Natal est l'une de ces contrées du globe qui ont pour elles le charme. Douceur du climat, pureté de l'air, heureuse disposition des formes végétales, tout s'y

1. Alexander, *Narrative*, II, p. 304.
2. Gardiner, p. 147. — Isaacs, I, p. 81, 115-6.
3. King, cité par Thompson, *Travels*, II, p. 418. — Alexander, *Narrative*, II, p. 304.

trouve réuni. Isaacs qui y voyageait, non pour son plaisir, mais toujours avec un objet précis et intéressé, est souvent saisi par la beauté du paysage. Il jouit de « la riche végétation qui se développe sur tout l'ensemble du pays », « des collines verdoyantes », « des ruisseaux clairs et limpides ». Il conclut : « impossible d'imaginer séjour plus charmant », et il s'abandonne à l'allégresse de vivre[1].

L'admiration de Gardiner ne fut pas moindre. Il « a été surpris en arrivant au Natal, dit Alexander qui l'entretint à son retour au Cap en décembre 1835, par la beauté et la fertilité du pays, la salubrité du climat, l'abondance de l'eau et de l'herbe, par les troupeaux d'éléphants et de buffles sauvages qui procurent au chasseur assez d'ivoire et de peaux pour l'enrichir[2] ». En cette contrée, les conditions de vie physique se présentaient donc pour les Boers bien plus faciles que dans toutes celles où ils se sont établis.

Nous possédons la géographie du Natal avec beaucoup plus de précision qu'eux. Munis du thermomètre, du baromètre, du pluviomètre, instruments dont ces hommes sans culture ignoraient, non seulement l'usage, mais l'existence même, nous y mesurons à une unité près, température, pression de l'air, hauteur des pluies, mais ils étaient suffisamment informés pour présumer que le Natal était un bon pays. Ils y descendirent donc. Toutefois ils ne se doutaient pas des luttes qu'ils allaient avoir à y soutenir contre les Zoulous, puis contre les Anglais, et que dans une contrée, où la nature paraissait si engageante, ils ne pourraient jamais, par la faute des hommes, vivre à l'aise.

1. Isaacs, I, p. 131, 197.
2. *Narrative*, II, p. 304.

CHAPITRE IV

LA LUTTE DES BOERS CONTRE LES ZOULOUS

I. — La descente des Boers au Natal.

Ce fut en octobre 1837, que le dessein de s'établir au Natal paraît s'être précisé dans l'esprit de Pieter Retief. Connaissant la puissance de Dingan, il voulut avant de faire entreprendre à toute sa bande le passage difficile des Drakensbergen, s'assurer des dispositions du chef des Zoulous et partit à cheval avec un petit nombre de compagnons de Thaba Ountchou pour Umgungundhlovu. Mais au préalable, il se dirigea vers Port-Natal, où il arriva le 19 octobre, après un voyage très pénible[1].

Il fut reçu avec beaucoup d'empressement par les colons anglais. Plus tard, quand des troupes anglaises auront débarqué au Natal, ceux-ci deviendront les ennemis des Boers et contribueront à leur défaite, mais en 1837, ce fut avec des paroles de bienvenue qu'ils les accueillirent. Ils « saluent avec un plaisir sincère leur arrivée » ; ils reconnaissent implicitement l'indépendance des Boers puisqu'ils donnent à Pieter Retief le titre de « gouverneur des fermiers émigrants » ; ils expriment le désir de recevoir l'ensemble des Boers « comme

1. Lettre de Pieter Retief aux colons anglais du Natal, du 23 octobre 1837. Delegorgue, *Voyage dans l'Afrique australe*, II, p. 108.

amis et peut-être par suite des circonstances comme voisins[1] ».

Dans une lettre datée du 23 octobre, Pieter Retief remercia chaleureusement les Anglais de leur « réception flatteuse » déclarant que les sentiments exprimés par eux étaient les siens et ne doutant pas, ajouta-t-il, « que le Tout-Puissant, dans sa disposition des événements ne fasse en sorte que nous venions à nous unir pour notre bonheur mutuel[2] ». Le 27 octobre, Retief partit pour la résidence de Dingan, conduit par John Cane et Thomas Holstead, deux anciens colons du Natal, compagnons de la première heure de Fynn et de Farewell, qui s'étaient à maintes reprises rendus chez les Zoulous et en avaient appris la langue[3].

Pieter Retief avait pris soin de s'annoncer à Dingan, dès son arrivée à Port-Natal. Le 19 octobre 1837, il lui avait écrit une lettre dans laquelle il lui exprimait son désir d'avoir une entrevue avec lui pour détruire les préventions qu'on aurait pu insinuer dans son esprit contre les Boers ; il accusait Mosélékatsi de leur avoir

1. Voici le texte de l'adresse des colons anglais à Pieter Retief, traduit par Delegorgue, II, p. 107 : « Nous soussignés, habitants de Port-Natal (original settlers) saluons avec un plaisir sincère l'arrivée de la députation de la part des fermiers émigrants sous Pieter Retief, Esquire, leur gouverneur. Nous la prions de vouloir bien présenter nos bons souhaits à ses constituants, et de les assurer généralement de notre désir de les recevoir comme amis et peut-être par suite des circonstances comme voisins et surtout de notre vœu qu'une mutuelle et bonne intelligence existe toujours entre nous. » Suivent 14 signatures. Cette adresse n'est pas datée, mais elle a certainement été écrite entre le 19 et le 23 octobre 1837.

2. Delegorgue, II, p. 108.

3. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-54), p. 133. — Ce Thomas Holstead fut le premier blanc que rencontra Nathaniel Isaacs en débarquant au Natal en octobre 1825 (I, p. 23). Il paraît avoir été un homme courageux et assez borné.

fait la guerre, enfin il affirmait nettement l'intention qu'ils avaient, lui et ses compagnons « de s'établir dans la contrée inhabitée adjacente aux territoires des Amazoulous », et de vivre en paix avec eux[1].

Dingan répondit le 31 octobre 1837 en informant Pieter Retief qu'une expédition zoulouc avait capturé sur Mosélékatsi un certain nombre de moutons appartenant aux Boers émigrants, qu'il renvoyait ceux qui étaient encore vivants et la peau de ceux qui étaient morts[2]. Il ne répondait pas directement à l'intention exprimée par Retief, mais terminait par une phrase ambiguë, disant qu'il « approuvait fort la lettre qu'il avait adressée ». Ce message fut écrit et signé par le missionnaire Owen, que Gardiner avait récemment ramené d'Angleterre et réussi à installer auprès de Dingan.

Pieter Retief et ses compagnons furent convenablement reçus par Dingan ; ils assistèrent vraisemblablement à quelques-unes de ces danses guerrières qui constituaient l'un des passe-temps favoris des Zoulous. Probablement aussi par l'intermédiaire de l'un de ses deux interprètes, Cane ou Holstead, Retief exprima de vive voix son désir d'établir sa bande au Natal[3]. Dingan répondit par une lettre datée du 8 novembre, qui fut aussi rédigée par Owen et dont nous possédons le texte[4]. Dingan est « presque disposé » à accorder la requête adressée par Retief ; mais à une condition, c'est

1. Delegorgue, II, p. 106.
2. Delegorgue, II, p. 110-111.
3. Nous sommes réduits à des conjectures sur ce qui se passa pendant le premier séjour de Retief chez Dingan. Le récit de Delegorgue ne donne sur ce point qu'une très médiocre sécurité, II, p. 109.
4. Delegorgue, II, p. 112.

qu'il rentrera en possession de troupeaux qui lui ont été volés par des gens que les Zoulous affirment être des Boers. En réalité, ces bestiaux avaient été pris par des Baklokouas ou Mantatis, habitant sur le haut Caledon et commandés par un chef nommé Ciconiella, qu'Andrew Smith avait visité en 1835[1].

Il paraît bien invraisemblable que les Zoulous qui, de longue date, connaissaient l'aspect extérieur des Européens par les Anglais qui fréquentaient chez eux, aient pu de bonne foi prendre des Baklokouas pour des Boers[2]. Il est probable que la condition imposée à Pieter Retief n'était de la part de Dingan qu'un subterfuge, soit pour gagner du temps, soit dans le cas où elle ne serait pas remplie pour refuser aux Boers l'autorisation qu'ils sollicitaient.

Pieter Retief répondit par une lettre datée du même jour, 8 novembre 1837, très claire, bien composée, et adressée d'ailleurs non moins au missionnaire Owen qu'à Dingan. Retief remercie d'abord Dingan de l'envoi des peaux de moutons, puis il l'invite à réfléchir sur les malheurs arrivés à Mosélékatsi[3]. « Le grand livre

1. Cloete, *Five lectures*, p. 83. — Andrew Smith, *Report of the expedition for exploring central Africa*, p. 11-14.

2. Il y a d'ailleurs dans la lettre de Dingan du 8 novembre 1837 une certaine contradiction. Dans le premier paragraphe, il accuse formellement les Boers d'être les voleurs de bétail, dans le second il demande à Pieter Retief de « reprendre les bestiaux », de les ramener et de lui envoyer « le voleur ». Si les Boers avaient été les voleurs, ils n'auraient pas eu à reprendre les bestiaux. En outre, dans le premier paragraphe, il est dit que les bestiaux ont été volés par une collectivité, « un peuple ayant des vêtements, des chevaux et des fusils », mais dans le second il n'est plus question que « du voleur », au singulier. Dingan et Owen devaient savoir que « le voleur » était Ciconiella ; ils se trahissent involontairement.

3. Delegorgue, II, p. 114-117. C'est le document le plus étendu que nous possédions de Retief.

de Dieu nous apprend que les rois qui se comportent comme Massilicatzi sont sévèrement punis, et qu'il ne leur est pas donné de vivre et de régner longtemps[1]. » Suit un éloge étendu des missionnaires : « Je dois vous conseiller de causer fréquemment avec ces messieurs qui désirent vous prêcher la parole de Dieu, parce qu'ils vous apprendront avec quelle grande justice Dieu a gouverné et gouverne encore tous les rois de la terre. Je vous assure que c'est une excellente chose d'avoir permis à des prédicateurs de s'établir dans notre [votre?] contrée... Ces messieurs ne sont pas venus vous demander des territoires ou des bestiaux, moins encore pour vous causer de la peine en quoi que ce soit ; mais seulement afin de vous prêcher à vous et à votre peuple la parole de Dieu. » Après avoir fait cet éloge des missionnaires, Retief invite Dingan à ne pas écouter leurs insinuations malveillantes contre les Boers : « Je crois probable qu'avant mon retour chez vous, vous serez troublé par des avis touchant la requête que je vous ai adressée et la promesse que vous m'avez donnée ; et je crois possible que davantage encore sera raconté au roi quant à moi et quant à mon peuple, rapports qui pourraient avoir une apparence de vérité. Si de semblables discours vous étaient tenus, mon vœu, ma demande est qu'à mon retour vous me disiez qui a pu tenir un pareil langage ; je ne crains pas de rencontrer en votre présence quiconque aurait mal parlé de moi et de mon peuple. » Quant au vol de bestiaux il lui sera facile à lui et à son peuple de prouver qu'ils en sont innocents. Bref, dans cette lettre, Pieter Retief affirme son inten-

1. Incidemment, Retief exprime ici une belle pensée humanitaire : « Déjà n'ai-je pas lieu de me plaindre d'avoir été contraint de tuer tant d'hommes de son peuple pour avoir été seulement les exécuteurs de ses ordres cruels. »

tion de revenir au Natal et de s'y établir, loue l'œuvre d'éducation religieuse et morale entreprise par les missionnaires anglais, mais les avertit qu'il ne sera pas dupe de leurs manœuvres ambiguës pour le contrecarrer, et qu'ils auront, le cas échéant, à lui en rendre raison.

Le 8 novembre 1837, Retief quitta la résidence de Dingan et revint à Thaba Ountchou. Toute sa bande se mit alors en mouvement et se dirigea vers le Natal en descendant les pentes abruptes des Drakensbergen[1].

Cette grande chaîne de montagnes, qui s'étend en arc de cercle depuis 30°30′ jusqu'à 27°30′ de latitude australe, présente au Sud et au Nord du Mont-aux-Sources, qui peut être considéré comme une borne de séparation, deux aspects assez différents.

Les Basoutos qui habitent les vallées de la section méridionale ont nommé leurs montagnes « Quathlamba », c'est-à-dire « massif découpé ». On y distingue, en effet, de même que dans les Alpes, des « aiguilles », des « dents », des « cornes ». Les gorges profondes et les cascades telles que ces Malétsunyan Falls qui tombent d'une hauteur de 200 mètres, en accroissent encore le pittoresque. Dans cette partie, les piétons mêmes franchissent très malaisément ce massif montagneux haut de 2 500 mètres, large de 120 kilomètres. Aussi les Boers ne passèrent-ils pas là, mais au Nord du Mont-aux-Sources, où la montagne au lieu de s'épanouir largement ne forme plus qu'une chaîne unique et présente des cols d'accès relativement facile.

Ce furent de vrais voyages de découvertes que Retief et toute sa bande accomplirent. Aucun des colons anglais du Natal n'avait encore essayé de pénétrer dans les

1. Mac Call Theal, *ouvr. cité*, p. 133-134.

Drakensbergen et tous les explorateurs partis du Cap : Truter et Somerville, Lichtenstein, Burchell, Campbell, Andrew Smith, Cornwallis Harris s'étaient plus efforcés d'avancer vers le Nord que d'explorer les montagnes de l'Est. Seuls les missionnaires protestants français établis dans le Basutoland avaient, nous l'avons déjà dit, contribué aux progrès de la géographie de cette contrée. Arbousset et Daumas avaient découvert le « Mont-aux-Sources » dans leur voyage de mars à mai 1836 ; mais ils ne s'étaient pas avancés plus loin, et, avant les Boers, aucun blanc n'avait franchi la section Nord des Drakensbergen.

Aucun document ne nous renseigne sur la manière dont la descente s'opéra. Il est probable que les Boers passèrent par les cols qui portent aujourd'hui encore leurs propres noms, par la Bezuidenhout Pass et par la De Beers Pass[1] (carte 7).

Delegorgue qui a vu, non en 1838, mais quelques années plus tard, des chariots descendre du plateau de l'Orange dans le Natal, en compare le mouvement à celui de l'eau d'une cascade tombant de degré en degré : ils ne roulent pas, ils rebondissent de pierre en pierre[2].

1. Dans leur mouvement de retraite du Natal vers l'Orange en 1845-46, les Boers franchirent les Drakensbergen aux passes de Beers, Bezuidenhout et à une troisième qui n'est pas nommée. Rapport de Stanger, surveyor general du Natal, daté du 3 avril 1846. *Correspondence relative to the settlement of Natal*, p. 79. Il est probable que les mêmes cols, reconnus les meilleurs ou plutôt les moins mauvais, durent également servir aux Boers dans leur migration du Nord-Ouest vers le Sud-Est.

2. Delegorgue, II, p. 305. Une des aquarelles conservées dans le laboratoire d'anthropologie au Museum d'histoire naturelle (sur ces aquarelles, voy. la bibliographie à la fin du volume), représente la descente d'un chariot boer le long d'une pente, au bas de laquelle coule un ruisseau. Deux Boers à pied retiennent le véhicule en

Néanmoins les très habiles charretiers qu'étaient les Boers paraissent avoir franchi, sans accident, cette suite de mauvais pas.

2. — Le massacre de Pieter Retief.

Après qu'il eut amené sa bande jusque sur les bords de la Blaauwkrans et de la Bushman, affluents de la Tugela, et que les familles se furent dispersées, Retief se prépara à retourner chez Dingan. Certains Boers soupçonneux essayèrent de l'en détourner ; Gerrit Maritz lui proposa de le suppléer, d'aller à Umgungundhlovu avec deux ou trois compagnons, ajoutant qu'ainsi, en cas de malheur, la perte serait moindre pour la communauté. Mais Retief persista dans ses intentions : il voulait en remettant lui-même le bétail volé par Ciconiella, qui l'avait aisément restitué, prouver à Dingan l'injustice de son accusation. Toutefois le nombre élevé de personnes dont il s'entoura, soixante-cinq Boers et trente serviteurs indigènes, semble prouver qu'il partageait dans une certaine mesure les appréhensions de ses amis. L'Anglais Thomas Holstead l'accompagna de nouveau comme interprète.

Retief arriva à Umgungundhlovu le 3 février 1838. L'attitude de Dingan ne laissa présager aucun mauvais dessein. Le 4 février 1838, conformément à sa promesse, Dingan apposa sa marque au bas d'un document qui concédait à Pieter Retief la contrée située entre

équilibre et l'empêchent de verser au moyen d'une corde attachée à un essieu. Rien ne prouve que le tableau représente un paysage des Drakensbergen ; néanmoins, il est intéressant, parce qu'il montre l'un des procédés usités par les Boers pour descendre les pentes montagneuses.

la Tugela et l'Umzimvubu et dont voici la traduction : « Que tous apprennent ce qui suit : Attendu que Pieter Retief, gouverneur des fermiers hollandais émigrants, a repris le bétail que Ciconiella m'avait volé et que ledit Retief me l'a restitué, moi Dingan, je déclare que j'ai estimé juste de céder à Retief et à ses compatriotes la région de Port-Natal avec tout le pays y attenant, s'étendant depuis la Tugela jusqu'à la rivière Umzimvubu à l'Ouest et depuis la mer jusqu'au Nord, aussi loin que la contrée peut être occupée et qu'elle m'appartient. Je la leur donne en toute propriété à perpétuité. »

Suivaient la marque de Dingan, les signatures des trois témoins boers et les marques de trois témoins zoulous[1].

1. Voici le texte original :

Unkunkinglove, 4th february 1838.

Know all men by this!

That whereas Pieter Retief, governor of the Dutch emigrants farmers, has retaken my cattle which Sinkonyella had stollen from me, which cattle he, the said Retief, delivered unto me, I, Dingaan, king of the Zoolas, do hereby certify and declare that I, thought fit to resign unto him, Retief and his countrymen the place called Port-Natal, together with all the land annexed, that is to say, from the Togela to the Om-Sovoobo rivers west ward, and from the sea to the north as far as the land may be useful and in my possession. Which I did by this and give unto them for their everlasting property.

† Mark of king Dingaan ;

Witnesses :

M. Oosthuisen	Marao †,	great counsellor ;
A. C. Greyling	Juliavius †	—
B. J. Liebenberg	Manondo †	—

Delegorgue, II, p. 136.

Le 21 décembre 1838, les Boers, après avoir vaincu Dingan et l'avoir mis en fuite, arrivèrent à Umgungundhlovu ; au milieu des débris de squelettes de leurs camarades, ils trouvèrent le portefeuille de Pieter Retief qui contenait la pièce ci-dessus, dont Delegorgue prit

Il est généralement admis que cet acte fut rédigé par le missionnaire Owen à la demande de Dingan[1]. Le fait n'est cependant pas indiscutable. Delegorgue, au contraire, attribue la rédaction de ce document à Retief, qui en arrivant « avait, dit-il, préparé d'avance l'acte de cession de territoire que Dingan n'avait plus qu'à signer[2] ».

Plusieurs faits secondaires viennent à l'appui de cette opinion[3]. Mais en outre, n'est-il pas invraisemblable qu'Owen, l'ami et le protégé de Gardiner, c'est-à-dire du fondateur de la colonie de « Victoria », se soit prêté à un acte qui, en établissant les Boers au Natal, ruinait l'espérance de voir ce pays devenir jamais une colonie anglaise ?

Quoi qu'il en soit, il est certain que cet acte n'avait nullement aux yeux de Dingan la même importance

copie. — Cloete donne à ce sujet l'indication suivante : « Le document original... me fut remis par le Volksraad [de la République boer du Natal] en l'année 1843, et il est maintenant (ou devrait être) dans les archives du Colonial office ici [à Pietermaritzburg]. » *Five lectures*, p. 94.

1. « The Rev. Mr. Owen, still then residing with Dingaan was requested to draw out and witness the instrument, which he accordingly did in English. » Cloete, p. 85. — Mac Call Theal adopte la même opinion, *Hist. of. S. Africa* (1834-1854), p. 135.

2. Il, p. 118.

3. Les deux communications précédentes du 31 octobre 1837 et du 8 novembre 1837, écrites par Owen sur l'ordre de Dingan, sont contresignées par Owen, tandis que l'acte du 4 février 1838 ne l'est pas. — Dans les deux premiers documents, le nom du village de Dingan est orthographié : *Ungunklove*, dans celui du 4 février, il l'est : *Unkunkinglove*, si les trois documents émanent de la plume d'Owen, pourquoi ces variantes ? — Pieter Retief savait très suffisamment l'anglais pour avoir lui-même écrit le texte que nous avons donné. On remarquera cependant la faute d'orthographe : *stollen* pour *stolen*.

qu'à ceux des Européens. Depuis quatorze ans, c'était la quatrième fois que le même territoire, que les Zoulous avaient maintes fois traversé et pillé, mais qu'ils n'occupaient pas, était concédé par eux. Il l'avait été par Chaka à Farewell en 1824, à Isaacs en 1828 et par Dingan à Gardiner en 1835[1].

Ayant obtenu ce qu'ils désiraient, Pieter Retief et ses compagnons s'apprêtèrent, le lendemain ou le surlendemain, c'est-à-dire le 5 ou le 6 février 1838[2], à prendre congé de Dingan. Ils se rendirent sur la place d'exercice devant les huttes royales, mais commirent l'imprudence de consentir, pour se conformer à l'étiquette, à se démunir de leurs fusils. Dingan les accueillit avec sa cordialité habituelle, les invita à s'asseoir et leur fit apporter de la bière. Ils se trouvaient ainsi au milieu d'un cercle de Zoulous. Ceux-ci commencèrent, la canne dans la main droite, selon l'usage, à danser. Retief et ses compagnons, qui avaient probablement déjà assisté à un pareil spectacle, n'en conçurent sans doute pas d'ombrage. Mais, à un certain moment, Dingan, entonnant un chant particulier, s'écria : « tuez les sorciers ! » ; les Zoulous se ruèrent sur les Boers. Ceux-ci firent une résistance désespérée, ils blessèrent ou tuèrent même quelques-uns de leurs assaillants, mais vaincus par le nombre de leurs adversaires, ils furent garottés avec des courroies de cuir et entraînés sur la place habituelle d'exé-

1. Si Dingan avait attaché une importance quelconque au document qu'il avait signé, il se serait empressé de le faire rechercher et détruire après le massacre, ce qu'il ne fit pas.

2. Delegorgue se contredit. Dans un passage, il dit « le mardi 6 février 1838 », I, p. 80 note, et dans un autre, le lundi 5, II, p. 119. — Cloete dit le 5 : « Retief's business being thus satisfactorily ended [the 4th of February], he made his arrangements to depart the *next morning* », p. 85. Mac Call Theal dit le 6 février. *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 136.

cution, au sommet d'une colline, où ils eurent le crâne fracassé à coups de bâton et de pierres ; Pieter Retief fut tué le dernier et dut assister à l'agonie de tous ses compagnons. Ils ne furent ni enterrés ni brûlés, mais abandonnés aux hyènes et aux vautours. Les corps ne furent pas mutilés après la mort, sauf celui de Pieter Retief, qui fut ouvert et dont on arracha le cœur et le foie[1].

L'Anglais Thomas Holstead, l'interprète des Boers, tous leurs serviteurs de couleur furent également massacrés.

Il périt donc dans cette journée soixante-cinq Boers et un Anglais[2]. Quand on examine la liste des victimes, on est frappé de la répétition des mêmes noms. Il y a par exemple deux de Beer, deux Bothma, deux de Wet, trois van den Berg, trois de Klerk, quatre Oosthuizen, cinq Pretorius, etc., ce qui s'explique, les bandes d'émigrants s'étant, comme nous l'avons dit, constituées non d'éléments hétérogènes, mais par le groupement de certaines familles.

1. Delegorgue, II, p. 120, 121 et 134-35. — Deux tableaux du laboratoire d'anthropologie du Museum retracent deux épisodes de cette scène tragique. Dans l'un, les Boers sont placés au milieu, par groupes, sans armes ; ils sont vêtus de vestes et de pantalons de couleurs variées, et coiffés de grands chapeaux ; les Zoulous dansent sur plusieurs rangs, la canne droite, le genou très haut ; on ne voit pas Dingan ; c'est le moment qui précède le massacre. — Le second tableau pourrait être intitulé : *Le Massacre des Boers* ; quoiqu'il soit en partie effacé, on peut cependant distinguer plusieurs scènes : à droite, un Boer est entraîné par quatre Zoulous, au centre deux Boers sont étendus, un Zoulou soulève une pierre pour la jeter sur l'un d'eux. — En 1835, Gardiner avait assisté de loin au massacre de Goujouana, frère de Dingan, qui eut lieu sur cette même colline ; il eut ensuite la curiosité de la visiter et la trouva parsemée d'ossements et de crânes. *Narrative*, p. 44-45.

2. Mac Call Theal en donne la liste par ordre alphabétique, p. 137.

Le jour même du massacre, une armée zouloue se mit en marche pour surprendre et anéantir le reste des Boers. Ceux-ci étaient dispersés sur les rives de la haute Tugela et de ses affluents, Bushman's river, Blaauwkrans river, Klip river (carte 7). Ignorant le tragique événement du 5 ou 6 février 1838, ils ne se gardaient pas ; beaucoup d'hommes étaient même partis à la chasse.

Les Zoulous franchirent en dix ou onze jours les 150 ou 200 kilomètres, qui séparaient Umgungundhlovu des premières familles boers, campées le long de la Bushman's river. Leur marche eût même été sans doute encore plus rapide, si les rivières n'avaient pas été dans leur saison de crue. Le 17 février 1838, à l'aurore, les Zoulous surprirent les Boers encore endormis dans leurs chariots ou sous leurs tentes. Ils massacrèrent sans distinction de sexe ni d'âge, hommes, femmes, enfants, s'acharnant sur leurs victimes et les perçant de coups répétés[1]. Quelques hommes cependant ayant réussi à se sauver et à donner l'alarme, les familles cantonnées près de la Blaauwkrans river purent à la hâte réunir leurs chariots en cercle et former ces « laagers » qui avaient déjà résisté victorieusement à l'assaut des Zoulous du Nord, les Matabélés, et servirent encore une fois de refuges inexpugnables. A l'endroit nommé plus tard *Vecht laager* (le camp du combat), les Zoulous subirent même des pertes très importantes[2].

1. Deux jeunes filles, Johanna van der Merwe et Catharina Margaretha Prinsloo, furent retrouvées encore vivantes sous des cadavres. La première avait reçu 19 coups de lance et la seconde 21 ; elles survécurent à leurs blessures.

1. Cloete, p. 87-88. — Delegorgue, II, p. 122-23. Cet auteur commet une erreur en citant H. Potgieter, Jacobus Huys [Uys], parmi les défenseurs des laagers. Ces deux chefs de bande étaient,

Ce mois de février 1838 resta un sombre souvenir dans l'histoire des Boers. Jamais, sauf pendant la guerre qu'ils soutinrent depuis le mois d'octobre 1899 jusqu'au mois de mai 1902 contre les Anglais, leur race n'a subi une saignée aussi abondante. A Umgungundhlovu, 65 des leurs avaient péri et comme Retief n'avait emmené que des volontaires, il est probable que des hommes d'élite disparurent ce jour-là. Parmi les victimes, il y eut des enfants de dix à quinze ans, qui avaient suivi leurs pères : espoir de la race, anéanti en quelques instants. Le 17 février et jours suivants, 40 hommes, 56 femmes, 185 enfants furent massacrés ; le nombre total des victimes s'éleva donc à 281 Boers[1]. Un colon anglais, George Biggar, et 250 noirs environ, ses clients, furent également tués par les Zoulous.

Le village de « Weenen », c'est-à-dire « les larmes »,

en février 1838, au Nord des Drakensbergen. — Un des tableaux conservés au laboratoire d'anthropologie du Museum représente un des épisodes des combats de février 1838. Au fond du tableau, à gauche, une ligne de chariots, couverts de leurs bâches blanches, sur deux ou trois rangs d'épaisseur ; devant, des Boers qui font feu ; entre les chariots d'autres Boers ; à gauche l'armée zoulou qui charge, les Zoulous courent et se garantissent de leurs grands boucliers ovales ; entre eux et les chariots, beaucoup de cadavres des leurs gisent à terre. Au premier plan, des scènes de meurtre et de pillage : un chariot capturé par des Zoulous, dans lequel gît un Boer qui vient d'être tué ; à terre gisent une femme blanche et un petit enfant morts ; plus loin un autre chariot entouré par les Zoulous, du bétail boer emmené par un Zoulou.

1. Ce chiffre de 281 victimes est donné par Mac Call Theal, *Hist. of South Africa* (1834-1854), p. 140-141, qui publie en outre la liste nominative des hommes massacrés par les Zoulous. Il a dû avoir des éléments de statistique plus sûrs que Delegorgue et Cloete, qui donnent respectivement les chiffres de 616 et de 600 victimes.

bâti plus tard sur le lieu du massacre du 17 février, non loin de la rive gauche de la Bushman's river en rappela le souvenir (carte 7).

A l'époque où les Boers descendirent au Natal, la prédiction faite par Jacob, l'ex-interprète de Farewell, à Dingan, en mars 1831, n'avait pas été oubliée : les quelques Européens déjà établis à la baie de Natal, avait-il dit, seraient suivis par d'autres et par d'autres encore, ils obtiendraient la permission d'y bâtir des maisons, un fort et finalement ils subjugueraient les Zoulous ou les chasseraient[1].

En 1835 Gardiner attribuait à l'inquiétude que cette tradition avait laissée dans l'esprit de Dingan, l'opposition qu'il rencontra quand il demanda à créer une mission chez les Zoulous[2]. De même le missionnaire américain Grout ayant, quelques mois après Gardiner, présenté à Dingan une requête analogue se vit éconduit pour le même motif[3].

1. Voy. ci-dessus, p. 192-93.

2. Gardiner, p. 37-38.

3. « Les chefs [évidemment les conseillers de Dingan, Umthella et Tambouza] présentèrent quelques objections à notre établissement dans le pays. Ils craignaient que ce que l'interprète de Farewell leur avait dit plusieurs années auparavant ne vînt à se réaliser, c'est-à-dire que les hommes blancs viendraient les uns après les autres leur demander la permission de bâtir une maison et de s'établir dans le pays et qu'à la fin une armée entière fondrait sur eux et s'emparerait de tout le pays. Les chefs proposèrent en conséquence que nous bâtissions notre maison à Natal et que nous y fixassions notre résidence, après quoi nous pourrions ouvrir une école chez eux. Dingan tomba aussitôt d'accord avec eux ». Lettre de Grout du 12 février 1836, *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 370.

Le texte de Grout et celui de Gardiner sont presque identiques. Cette coïncidence est-elle fortuite ? ou bien Grout en route vers le Natal ayant en décembre 1835 rencontré à Port-Elisabeth Gardi-

Il n'est pas impossible que Dingan et ses conseillers aient vu dans ces Boers qui arrivaient, non comme les traitants ou les missionnaires anglais, deux ou trois ensemble ou même un par un, mais en bandes nombreuses, les envahisseurs dont on les avait épouvantés.

Les Boers durent être desservis dans l'esprit de Dingan. Nous n'avons nullement l'idée d'accuser le missionnaire anglais Owen, qui résidait depuis juin ou juillet 1837 à Umgungundhlovu, de complicité de fait dans les tragiques événements de février 1838. Mais n'en porte-t-il pas partiellement la responsabilité morale? Dans ses deux lettres à Dingan, du 19 octobre et du 8 novembre 1837, Pieter Retief l'accuse de malveillance à l'égard des Boers[1].

« Je crois probable, écrivait Retief, qu'avant mon retour chez vous, vous serez troublé par des avis touchant la requête que je vous ai adressée et la promesse que vous m'avez donnée. » Delegorgue paraît avoir recueilli certaines rumeurs, d'après lesquelles Gardiner et Owen auraient parlé en mauvais termes des Boers à Dingan[2] et les auraient représentés comme des vagabonds, dont le voisinage était redoutable. A toute personne instruite des sentiments de haine qui divisaient alors les missionnaires anglais et les Boers, il ne paraîtra pas inadmissible qu'Owen ait usé de son crédit

ner qui en revenait et appris de lui les motifs de l'opposition des Zoulous, les prêta-t-il par un artifice littéraire à Umthella et à Tambouza? ou bien encore, Gardiner ayant eu connaissance de la lettre de Grout du 12 février 1836, pendant qu'il imprimait son livre en Angleterre, jugea-t-il à propos d'en fondre un passage dans son propre récit? Il est difficile de le dire.

1. Delegorgue, II. p. 106 et 116.

2. II, p. 118, note 1.

auprès de Dingan pour éloigner du Natal les nouveaux arrivants. Or quel moyen plus sûr pour ce barbare sanguinaire que de les massacrer jusqu'au dernier. La politique des Zoulous ne reposait-elle pas sur le meurtre? Tous les Européens qui avaient résidé auprès de Chaka et de Dingan témoignent que la vie humaine ne comptait pour rien à leurs yeux, qu'ils ordonnaient quotidiennement des exécutions individuelles ou collectives. Les Zoulous avaient détruit les populations indigènes de la baie de Delagoa à l'Umzimvubu ; les Matabélés ont laissé une trace sanglante des Drakensbergen au Limpopo et du Limpopo au Zambèze.

Or Dingan redoutait les Boers; quand il tint bien enfermés dans le cercle de ses guerriers Pieter Retief et ses compagnons, désarmés et les bras ballants, il les fit massacrer, puis il lança son armée sur leurs familles sans méfiance. Ce n'était pas là dans l'histoire des Zoulous un fait extraordinaire, c'était seulement l'application aux Boers, aux nouveaux occupants du Natal d'une politique normale et traditionnelle.

A la suite de ces désastres, quelques Boers proposèrent d'abandonner le pays, mais la majorité et les femmes surtout se prononcèrent vigoureusement pour qu'on restât et qu'on tirât vengeance des Zoulous.

A l'annonce des mauvaises nouvelles, Pieter Uys et Hendrik Potgieter franchirent les Drakensbergen chacun avec un certain nombre de compagnons. De leur côté, les Anglais de la baie de Natal, qui avaient perdu deux des leurs, Holstead et George Biggar, se sentant menacés firent cause commune avec les Boers.

Mais ils ne surent pas combiner leur attaque. Parmi les Boers, ni Hendrik Potgieter, ni Pieter Uys ne consentit à se subordonner à Gerrit Maritz, que les

survivants des massacres avaient, à la fin de février ou en mars 1838, choisi pour succéder à Pieter Retief. Ce défaut d'entente et l'habileté des Zoulous à tendre des embuscades causèrent aux Européens une suite d'insuccès.

Ils entreprirent pendant le mois d'avril 1838 trois expéditions. Au commencement du mois, les colons Anglais de la baie de Natal allèrent piller le village zoulou de Tougouso. Mais le partage du butin provoqua une scission entre John Cane et Ogle, qui se retira de la lutte.

Presque en même temps, le 6 avril 1838, les Boers, au nombre de 340 et divisés en deux bandes commandées, l'une par Hendrik Potgieter et l'autre par Pieter Uys, quittèrent leurs campements. Le 11 avril, comme ils avançaient dans une gorge montagneuse, Uys et ses compagnons furent tout à coup entourés par les Zoulous. En dirigeant tout leur feu sur un point unique, ils réussirent à faire brèche dans les masses ennemies et à s'ouvrir un chemin, mais ils perdirent dans cette affaire dix des leurs, dont leur chef, Pieter Uys et son fils, Dirk Cornelis Uys, un enfant de quinze ans, qui, voyant son père blessé, revint sur ses pas pour le secourir et fut tué à côté de lui [1].

Au même moment, dix-sept colons Anglais rentrèrent en campagne à la tête de quinze cents noirs, dont trois à quatre cents munis d'armes à feu. Ayant poursuivi imprudemment au delà de la Tugela un parti zoulou, qui feignait de s'enfuir à leur approche, ils furent entourés. Le combat fut très long : les Zoulous perdirent plusieurs milliers d'hommes, mais finalement l'emportèrent ; sur les dix-sept Européens, quatre seu-

1. Cloete, p. 89-91. — Delegorgue. II, p. 125-127.

lement réussirent à s'échapper, treize furent tués, parmi lesquels John Cane, le plus ancien colon du Natal (17 avril 1838)[1].

Après cette victoire, les Zoulous marchèrent sur la baie. Les quelques colons qui s'y trouvaient encore, le missionnaire américain Lindley et son collègue anglais Owen[2], avec sa famille, se réfugièrent dans les îles et sur un navire, alors fortuitement en rade. Les noirs se cachèrent dans la brousse. Les Zoulous restèrent neuf jours à la baie de Natal : ils y détruisirent absolument tout ce que les Européens y avaient laissé, pourchassèrent et massacrèrent les noirs, et même selon Delegorgue se livrèrent sur les femmes à d'horribles cruautés[3].

Pendant l'hiver austral de 1838, la situation des Boers fut donc extrêmement précaire. Les chefs de l'émigration disparaissaient successivement, Pieter Retief et Pieter Uys avaient été tués, Gerrit Maritz gravement

1. Delegorgue, II, p. 128. — Mac Call Theal, *Hist. of S. Afr.* (1834-1854), p. 144, distingue bien les deux expéditions des Anglais du début et du milieu d'avril 1838 que Delegorgue confond en une seule.

2. Après le massacre de Pieter Retief, Dingan avait fait savoir à Owen qu'il n'avait rien à redouter pour lui; toutefois quelques jours après, tous les Européens présents à Umgungundhlovu, c'est-à-dire Owen, sa femme et sa fille, William Wood, interprète, Mmes Jane William et Hulley, avec trois enfants, jugèrent prudent de se retirer. Mac Call Theal, *ouvr. cité*, p. 138-39.

3. « Les hommes furent simplement tués à coups de sagayes, les femmes furent réservées pour un cruel amusement : habillées d'herbes sèches, les bras fixés sur le dos, elles furent enfermées dans un kraal où les spectateurs placés au dehors lançaient sur elles des charbons enflammés. Les contorsions effrayantes qu'elles faisaient sous les flammes, leur course désespérée et en délire, que les Zoulous nommaient une danse, tout fut pour ceux-ci une récréation digne d'eux. » Delegorgue, II, p. 129.

malade mourut au commencement d'octobre. Hendrik Potgieter, hostile à l'occupation du Natal, avait repassé les Drakensbergen.

Depuis le commencement de l'année 1838, les Boers avaient perdu près de trois cents des leurs. Des survivants, beaucoup avaient la fièvre ou des blessures ; pas de médecins ni de remèdes ; le bétail avait en grande partie été emmené par les Zoulous : Dingan triomphait, il pouvait renouveler à son gré ses attaques. Le 13 août 1838, il tenta, en effet, de forcer le « laager » de la Bushman's river.

Mais les Boers, qui étaient commandés par Joachim Prinslo et Jacobus Potgieter, surent très habilement déjouer la manœuvre des Zoulous. Ceux-ci avaient l'habitude de ne pas donner l'assaut à une place avant de l'avoir entièrement entourée. Pour former le cercle, deux minces colonnes de guerriers se détachaient du corps principal et de la réserve, qui restaient au repos, jusqu'au moment où par la rencontre de ces deux avant-gardes, l'anneau était soudé. Or les Boers, par un feu incessant, arrêtèrent ces deux colonnes, évitèrent d'être entourés et par conséquent de subir l'assaut. Les Zoulous réitérèrent vainement leur tentative le lendemain et finirent par se retirer[1].

3. — La victoire des Boers sur Dingan.

Cependant, dans leur détresse, les Boers reçurent du Cap quelques secours. Ils furent rejoints par de petites

1. Elisabeth Anna Steenekamp, nièce de Pieter Retief, qui était dans le « laager », a composé sur la défense du 13 août 1838 un récit publié dans la revue hollandaise *Elpis* (1860). Voigt en a donné une analyse : *Fifty years of the history of the Republic in South Africa*, II, p. 74-75.

bandes d'émigrants, dont la plus nombreuse, conduite par Carel Pieter Landman, était composée de trente neuf familles originaires du district d'Oliphant's Hoek.

En novembre 1838, apparaît pour la première fois un personnage, qui désormais et jusqu'à la fondation de la République Sud-africaine jouera un rôle prépondérant dans l'histoire des Boers : Andries Pretorius.

Il descendait d'une famille établie depuis cent cinquante ans dans l'Afrique australe. Un Jan Pretorius, fils d'un ministre protestant de Goeree, en Hollande, ancien étudiant à l'Université de Leyde, ancien secrétaire du Conseil de gouvernement de l'île Maurice, premier secrétaire de la Chambre des orphelins du Cap, lors de la création de cette institution, fut le fondateur de la famille. Un de ses fils, Wessel Pretorius, s'établit à Stellenbosch, où il occupa la fonction d'heemraad en 1702 et en 1709 [1]. Ses petits-fils et arrière petits-fils comptèrent parmi les pionniers, qui, au cours du XVIIIe siècle, peuplèrent progressivement les districts orientaux du Cap. Né en 1798 près de Graaff Reinet, Andries Pretorius était au moment où il arriva au Natal en pleine force physique. Il avait pris part aux guerres cafres de la frontière orientale de la colonie et s'était élevé au rang de field cornet. Delegorgue l'accuse d'une vanité excessive et ridicule ; il égalait, dit-il, sa valeur militaire à celle de Napoléon [2]. Il était aussi profondément

1. Leibbrandt, *Precis of the Archives of the Cape of Good Hope. Journal* 1699-1732, p. 58, 209.

2. « Suivant lui sa place comme conquérant se trouvait marquée auprès de ces célébrités [les généraux de Napoléon] ou plutôt, je me trompe, à côté de Napoléon, dont il se plaisait à parler comme de son plus jeune frère. Le pauvre homme ! » Delegorgue, I, p. 217. Un peu plus loin, Delegorgue le malmène fort, il l'appelle « ignorant et poltron, très heureux en guerre ».

ignorant que ses compagnons, et ne savait même pas écrire [1]; une certaine connaissance de la Bible composait toute sa science [2].

Andries Pretorius avait fait un voyage au Natal peu de temps avant le massacre de Pieter Retief, et avait dès lors projeté de s'y établir. Il y arriva en novembre 1838 avec ses deux frères Bart et Louis Pretorius, et dans une assemblée des émigrants, tenue à la fin du mois, il fut nommé commandant général [3].

Pretorius se prépara aussitôt à attaquer Dingan. Il mobilisa une petite armée de quatre cents à six cents hommes montés [4], emmena des chariots pour former le « laager » et trois pièces de canon ; c'était la première fois que les Boers se servaient d'artillerie [5]. Un colon anglais du Natal, Alexandre Biggar, dont les deux fils avaient été massacrés par les Zoulous, participa aussi à la campagne. Le 3 décembre 1838, l'expédition se mit en mouvement. Pretorius se proposait d'attaquer Um-

1. Delegorgue, I, p. 227.

2. On a là, semble-t-il, un exemple assez frappant de la décadence intellectuelle des familles de colons, qui s'étaient répandues dans l'Est du Cap au XVIIIe siècle. L'ancêtre Jan Pretorius, ancien étudiant de l'Université de Leyde, choisi pour occuper le poste de *secrétaire* du gouvernement à Maurice, et un autre poste de secrétaire au Cap, était certainement un homme instruit. Cent cinquante ans plus tard son descendant ne sait même plus écrire.

3. Le 28 novembre d'après Voigt. *Fifty years of the Republic*, II, p. 85.

4. 407 hommes, d'après Voigt, II, p. 86 ; 460 d'après Cloete, p. 92 ; « a strong commando », dit Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 149. « Une troupe de 600 Hollandais » dit Daussy, Notice sur l'émigration des fermiers hollandais du cap de Bonne-Espérance, *Bulletin Société Géographie Paris*, t. XIII, 1840, p. 92. Le chiffre de 900 hommes, donné par Delegorgue, doit être exagéré, II, p. 131.

5. Nous ignorons d'où Pretorius tenait ces trois pièces.

gungundhlovu ; seulement comme il voulait franchir la Tugela, alors en pleine crue [1], dans la partie supérieure de son cours, il prit, non pas la direction du Nord-Est, mais celle du Nord et fit ensuite décrire à sa troupe une grande courbe dans la partie du Natal appelée actuellement « Klip river division ». Le 10 décembre, la Buffalo river fut traversée au gué, appelé depuis Landman's drift, du nom du lieutenant de Pretorius. Le 11 décembre, les patrouilles Boers prirent le contact des Zoulous. Le 15 au soir, le camp fut établi sur la rive droite d'une rivière affluent du Buffalo ; un ravin à sec le protégeant d'un autre côté, deux faces seulement du « laager » étaient vulnérables. Les Zoulous attaquèrent le lendemain matin, 16 décembre. Le combat eut trois phases : les Zoulous essayèrent d'abord de forcer le camp. Mais les décharges des fusils à gros calibre et des canons en abattirent un très grand nombre et les empêchèrent d'aborder. Quoique les Boers eussent chacun deux ou trois fusils, les batteries en devinrent bientôt brûlantes [2]. Quand Pretorius vit les Zoulous ébranlés, il fit sortir une troupe de cavaliers, qui les attaqua par derrière, les prit entre deux feux et réussit à les diviser en petits groupes. La troisième phase du combat consista dans la poursuite et le massacre des Zoulous éparpillés. Un certain nombre d'entre eux qui s'étaient cachés dans les roseaux de la rivière, y furent découverts ; ils plongèrent pour se dissimuler, mais chaque fois que le besoin d'air faisait émerger une tête,

1. Il est possible que Pretorius ait franchi la Tugela à ce même gué de Colenso, où le 15 décembre 1899 le général Buller subit un mémorable échec.

2. Récit de l'un des anciens combattants, J. H. Visser, à Voigt, II, p. 98.

elle était traversée d'une balle [1], et la rivière rougie conserva le nom de « rivière de sang » : *Bloed rivier* [2].

Cette bataille du 16 décembre 1838 porte dans l'histoire des Boers le nom de bataille du Dimanche, parce que c'est la seule fois que, forcés par les circonstances, ces stricts observateurs du repos dominical aient rompu avec leurs usages [3] (carte 7).

Après la victoire, les Boers marchèrent sur Umgungundhlovu, qu'ils trouvèrent, le 21 décembre, abandonnée et en flammes. Les squelettes de leurs camarades gisaient encore sur le lieu même du massacre ; celui de Pieter Retief fut, comme nous l'avons dit, reconnu à quelques lambeaux de vêtements ; on retrouva à côté le portefeuille en cuir contenant l'acte de concession territoriale signé de Dingan [4].

La victoire du 16 décembre 1838 améliora considérablement la situation des Boers. Depuis le 17 février, ils vivaient sur un perpétuel qui-vive, craignant toujours

1. Delegorgue, II, p. 133.

2. Actuellement Blood river.

3. Le récit de la bataille est, à quelques variantes près, semblable dans Cloete, p. 93 et dans Delegorgue, II, p. 131-34. Delegorgue a publié, II, p. 131, un dessin (dont l'original existe au laboratoire d'anthropologie du Museum) sous le titre de « l'affaire du dimanche ». Au fond à gauche, le tableau représente le laager boer et devant, des cadavres zoulous à terre, ce qui serait conforme à son récit ; mais il représente encore au milieu un chariot en flammes, à droite, au premier plan, un autre chariot pris par les Zoulous, puis au premier plan une scène de meurtre : un Zoulou a saisi un enfant boer par les pieds et va lui fracasser le crâne contre la roue du chariot ; un autre va percer une femme de sa sagaie ; deux Boers gisent à terre. Or, ni le récit de Delegorgue lui-même, ni celui de Cloete ne fait allusion à de tels épisodes. Cette estampe représente donc un combat des Boers contre les Zoulous, mais non « l'affaire du dimanche ».

4. Delegorgue, II, p. 134-136. Voy. ci-dessus, p. 227.

de voir apparaître à l'horizon les hordes profondes de Dingan. La bataille du Dimanche leur assura, sinon la possession incontestée du Natal, du moins une certaine sécurité.

Toutefois, si pendant l'année 1839 Dingan n'attaqua plus de front les Boers comme en février et en août 1838, il continua à les surveiller pour les surprendre hors de garde. Il feignit d'être fermement décidé à conclure une paix durable, et, comme gage de ses bonnes intentions, renvoya 316 chevaux capturés en différentes rencontres par ses troupes. Les Boers mirent à la paix les conditions suivantes : restitution de tout ce qui leur avait été pris, indemnité de plusieurs milliers de têtes de bétail pour compenser les dommages éprouvés, confirmation de la concession territoriale faite à Retief, engagement pour les Zoulous de s'abstenir de fréquenter au Sud de la Tugela. Mais ces négociations n'étaient pour Dingan qu'un moyen d'endormir la vigilance de ses ennemis [1]. La « question zoulou », s'il est permis d'employer cette forme récente de langage, continuait donc à se poser pour les Boers. Elle reçut une solution à laquelle assurément aucun d'eux ne pouvait s'attendre.

Dans la seconde quinzaine de septembre 1839, les Boers apprirent que Panda, frère de Dingan, avait fran-

1. Daussy place le début des négociations entre les Boers et Dingan dans la première quinzaine de janvier 1839, et fixe à 30 000 le chiffre de têtes de bétail réclamées par eux. Notice sur l'émigration des fermiers hollandais. *Bull. Soc. géogr.*, t. XIII, 1840, p. 94. — Cloete, p. 96-97. — Delegorgue ne fait que des allusions à ces négociations, I, p. 168 et 193. — Mac Call Theal donne beaucoup de détails : Pretorius estimait la compensation due aux Boers à 19 300 têtes de bétail, mais acceptait en partie le paiement en ivoire. Dingan avait déjà livré alors, outre les 316 chevaux mentionnés ci-dessus, 1 300 têtes de bétail et 400 moutons. *Hist. of S. Africa* (1834-54), p. 156-58.

chi la Tugela, suivi d'un grand nombre de familles zouloues et de troupeaux.

En 1835, Dingan avait fait assassiner son frère Goujouana[1], mais il avait laissé la vie à Panda qui, vivant grassement au milieu de ses femmes et de gais compagnons, lui paraissait dénué de toute ambition[2].

Cependant, en 1839, il commença à prendre de l'ombrage de Panda, vers lequel peut-être beaucoup de Zoulous, las de ses cruautés, tournaient leurs regards; il lui donna l'ordre de quitter sa résidence, située sur le bord de l'Amatikulu, et de venir habiter près de l'Umvolosi, dans son voisinage (carte 7).

Panda, défiant, au lieu d'obéir, franchit la Tugela, pour entrer en rapport avec les Boers. Il fut suivi dans sa désertion par plusieurs chefs, notamment par Nonglass, qui commandait la marche au Nord de la Tugela[3], et par Sotobi, un favori de Chaka, qui avait accompagné le colon anglais King au Cap en 1828.

Ce n'était pas la première scission qui se produisait chez les Zoulous; des circonstances semblables avaient provoqué la formation de la peuplade des Matabélés, qui conserva son indépendance jusqu'à nos jours et celle des Qouabis, dont la fortune fut éphémère.

Panda n'avait pas encore exercé le pouvoir; il paraissait jusqu'alors s'être préoccupé uniquement de ses plaisirs[4],

1. Gardiner, *Narrative*, p. 44.

2. Cloete, p. 97. — Toutefois Panda racontait avoir été une fois conduit sur la place d'exécution et sauvé seulement par l'intercession de sa mère. Delegorgue, I, p. 227-28.

3. Sur la carte qui accompagne l'ouvrage de Delegorgue (à la fin du tome I), figure sur la rive gauche de la Tugela un point marqué « Nonglas », c'était probablement là qu'habitait ce chef.

4. Aussi bien, quand il fut devenu chef des Zoulous, sa nouvelle dignité ne détourna point Panda de ces soins. Il fit assister Delegorgue à des danses exécutées par ses femmes, « puis entrant avec

cependant il fut vite à l'aise dans son rôle de chef, et Delegorgue, qui le vit en octobre 1839, loue « la façon éminemment majestueuse » dont il se drapait « dans un ample manteau à la romaine », l'intelligence de son regard, la pose noble de son corps, la précision de ses gestes[1].

Quand Panda offrit au premier Boer qu'il rencontra, Hans Delange, 130 bœufs qu'il disait appartenir aux blancs, puis quand il vint se fixer au Sud de la petite rivière Tongat, à 40 kilomètres de la baie de Natal, les Boers furent très effrayés. Depuis les guet-apens de février 1838, ils ne pouvaient croire à la sincérité des Zoulous et ne voyaient dans tous leurs actes que ruses de guerre. Certains proposèrent même d'attaquer les Zoulous dissidents et de capturer les nombreux troupeaux que Panda avait emmenés avec lui[2].

Cependant, des résolutions moins belliqueuses prévalurent : les Boers décidèrent d'entamer des négociations avec Panda[3], et de lui envoyer une délégation ; mais

moi, dit celui-ci, dans de menus détails de toilette, il me fit observer lui-même ce que ses femmes avaient de mieux. » (Décembre 1841), *Voyage*, I, p. 399-400.

1. *Ibid.*, I, p. 177-78. Il cite le jugement original porté par un missionnaire sur Panda : « I know Panda, he is a Caffir gentleman. »

2. Delegorgue, I, p. 168-9.

3. D'après Mac Call Theal, *ouvr. cité*, p. 160, l'alliance entre les Boers et Panda se serait accomplie en deux actes : 1° le 15 octobre 1839, visite de Panda au Volksraad de la République de Natal nouvellement constituée, siégeant à Pietermaritzburg ; 2° le 26 octobre, reconnaissance de Panda comme « prince régnant des Zoulous émigrés ». Voigt est du même avis que Mac Call Theal, II, p. 141-142. Il cite même un « Report of interview between members of Volksraad and Panda, 15th october 1839 », d'après la *Geschiedenis van den Orange Vrijstaat* de Hofstede, ouvrage d'ailleurs très suspect, Il est surprenant que Delegorgue qui vivait alors au milieu des Boers ne fasse aucune allusion à un fait aussi remarquable que le voyage de Panda à Pietermaritzburg.

chacun se souvenant du massacre de Retief il fut malaisé de trouver des volontaires. Elle finit cependant par se constituer et un certain Roos, « vieillard ferme et décidé », en prit le commandement[1].

Dans son village de Tongat, autour duquel se pressait tout un peuple, les Boers furent reçus avec largesse par Panda, dont ils paraissent être restés les hôtes pendant deux jours. Il est manifeste, d'après le récit de Delegorgue, que le souvenir du sort de Retief les hantait. Leur inquiétude fut encore augmentée par une scène de mysticisme sanglant à laquelle ils assistèrent et qu'ils crurent être le prélude de leur propre fin : l'un des officiers de Panda fut massacré sous leurs yeux.

Le 23 ou le 26 octobre 1839[2], le traité d'alliance fut conclu ; il stipulait la reconnaissance de Panda comme chef des Zoulous, le renversement en commun de Dingan, la concession de la baie de Sainte-Lucie aux Boers. La dernière clause fut sans doute motivée par leur désir de disposer librement d'un port sur l'océan Indien, vu qu'à la même époque un petit détachement de troupes anglaises occupait la baie de Natal[3].

Dingan essaya de parer le coup qui le menaçait. Il semble avoir alors été affaibli, non seulement par la défection de Panda, mais aussi par une défaite grave que

1. Delegorgue dit que la troupe était composée de 28 personnes, I, p. 170 et 174 ; mais il comptait sans doute dans ce nombre des serviteurs de couleur. — Parmi les membres de la délégation, Delegorgue et Cloete citent l'un et l'autre Roos, Breda et Morewood. D'après Voigt, la délégation était ainsi composée : Landdrost F. Roos, heemraad Servaas van Breda, commandant Fourie, field-cornet Jan Meyer, Dr Krause, Delegorgue, Morewood et G. Kemp, II, p. 142.

2. Le 26 octobre 1839, d'après Mac Call Theal ; le 23 octobre, d'après Delegorgue, dont la chronologie est fréquemment inexacte.

3. Voy. ci-dessous, chapitre v.

ses éternels ennemis du Nord, les Souazis et leur chef Sapousa, infligèrent à l'une de ses armées[1]. Pour essayer de rompre l'alliance qui venait d'être conclue contre lui, il envoya un délégué qui mit en garde les Boers contre Panda, et dit dans leur conseil : « Ce n'est pas un homme, il a tourné son visage : c'est une femme, il n'a rien pu pour Dingan son maître, il ne pourra rien pour vous. N'y comptez donc pas, car son visage il peut le retourner encore[2]. » Plus tard, en 1843, les Boers devaient reconnaître la justesse de cet avertissement, mais pour l'instant ils le dédaignèrent et restèrent fidèles au pacte conclu.

La campagne simultanée des Boers et des Zoulous dissidents commença dans la première quinzaine de janvier 1840. Delegorgue ayant par curiosité suivi le commando, elle nous est assez bien connue. Les Boers l'entreprenaient dans l'intérêt commun de détruire le pouvoir de Dingan, mais de plus, chacun espérait en son particulier en bénéficier personnellement et ramener quelques têtes de bétail et quelques jeunes noirs, qu'on désignait sous le nom « d'apprentis », mais qui étaient en réalité des esclaves[3].

La Tugela fut franchie le 18 janvier 1840. A cette date le commando comptait, d'après Delegorgue,

1. Le fait n'est connu que par une allusion de Henry Cloete, *Five lectures on the emigration of the Dutch farmer from the cape of good Hope*, p. 97. — Delegorgue cite également le nom de ce chef : une légende placée sur sa carte au Nord de l'Om Pongola est ainsi libellée : « Ama Souazis gouvernés par Massousse précédemment par Sapoussa. »

2. Delegorgue, *Voyage dans l'Afrique australe*, I, p. 193.

3. « Ceux-ci [les apprentis] étaient destinés au service du ménage ; mais, comme s'ils avaient eu honte d'avouer leur faible, les paysans [les Boers], qui s'en disputaient la possession et les tro-

308 combattants, mais comme il fut grossi ensuite de compagnons venus du plateau de l'Orange, son effectif s'éleva finalement à 400 ou 450 combattants[1]. Dans la mesure où les Boers pouvaient se soumettre à l'autorité d'un chef, ils reconnaissaient Andries Pretorius comme tel (carte 7).

Les Boers et les Zoulous dissidents marchèrent, non pas ensemble, mais en deux colonnes distinctes. Les partisans de Panda avaient adopté pour se distinguer de ceux de Dingan deux lanières blanches en peau, qui leur tombaient du cou sur le dos et sur la poitrine ; ils étaient commandés par Nonglass, Panda ayant été retenu au milieu des Boers en manière d'otage. Cette campagne de janvier-février 1840 ne ressembla pas à celle de décembre 1838 : les Boers n'eurent pas à donner de leur personne, mais les Zoulous se battirent entre eux à leur profit. Le 30 janvier 1840, les deux troupes zouloues se rencontrèrent en un lieu inexactement connu, à l'Est de la Buffalo rivier, et quoique l'armée de Nonglass ait été très éprouvée, elle resta maîtresse du champ de bataille[2].

quaient entre eux contre des chevaux ou des bœufs, répétaient sans cesse : « Pour moi, je n'en voudrais pas, mais que dirait ma femme, si je ne lui en ramenais pas ? Il est si difficile à Natal de trouver des serviteurs ! » Delegorgue, I, p. 210.

1. Le 14 février 1840, 436 hommes assistèrent à la proclamation de Pretorius, prenant possession du Natal. Delegorgue, p. 244. — A la fin de la campagne, les Boers d'au delà des Drakensbergen reçurent 14 000 têtes de bétail sur les 36 000 que Panda donna à l'ensemble de ceux qui l'avaient aidé à renverser Dingan, ce qui prouve que ces Boers d'outre-monts jouèrent un certain rôle dans la campagne. Cloete, p. 100-101.

2. Delegorgue, I, p. 222 à 231 et 234. — Cloete, p. 100. — Aucun Européen n'assista à la rencontre, dont, en conséquence, les détails sont inconnus.

Les Boers furent informés en même temps de la défaite et de la fuite de Dingan vers le Nord. Ils se mirent à sa poursuite et atteignirent le 8 février la Pongola, qu'il avait franchie cinq jours auparavant, accompagné seulement d'un nombre infime de partisans[1]. Sa puissance était donc brisée, et les Boers revinrent à leur camp, établi à une petite distance de la ville actuelle de Vrijheid, entre l'Umvolosi blanche et l'Umvolosi noire. Dingan fut probablement assassiné dans le Souaziland, mais les circonstances de sa mort sont restées inconnues[2].

La victoire eut deux conséquences immédiates. Le 10 février 1840, Panda fut solennellement proclamé par Pretorius devant les Boers et les *indunas* zoulous, chef des Zoulous et allié des Boers. Ses ennemis seraient les ennemis des Boers, toutefois lui-même ne pourrait déclarer la guerre à une tribu sans le consentement des Boers. Le régime que Pretorius voulait lui imposer était donc plus en réalité un protectorat qu'une alliance[3]. Puis Pretorius, prenant texte de la fin lamentable de Dingan, fit un véritable sermon sur l'horreur qu'il y avait à massacrer des femmes et des enfants[4].

Le 14 février 1840, il proclama qu'en considération, d'une part des énormes dépenses faites par l' « Association Sud-africaine » et provoquées par l'hostilité de Dingan, d'autre part de l'impossibilité de récupérer cette

1. Delegorgue, I, p. 238.

2. Cloete, p. 100. — La nouvelle de la mort de Dingan arriva au Cap dans le courant de l'année 1840. Note du journal *Zuid Africaan*, reproduite dans *Nouvelles Annales des voyages*, octobre 1840, t. LXXXVIII, p. 123.

3. P. H. Zietsman, *Diary of the Campaign in Zululand*, cité par Voigt, II, p. 151-52. — Delegorgue, I, p. 240.

4. Récit du Boer J. H. Visser à Voigt, II, p. 153.

somme, il s'emparait du pays situé entre la Tugela et l'Umvolosi noire, et que la frontière du pays boer serait limitée par l'Umvolosi noire, l'Umzimvubu et les Drakensbergen[1] (carte 7).

La superficie du pays revendiqué par Pretorius dans sa proclamation du 14 février 1840 débordait sensible-

1. Voici le texte de cette proclamation : « Attendu que le Volksraad de l'Association Sud-africaine, par suite des hostilités non motivées auxquelles le roi zoulou Dingan, ou la nation zouloue s'est livrée contre ladite Association, a été contraint à des dépenses s'élevant à 122 000 Ryksdaalders pour le service des chevaux et des chariots outre les autres frais de ce commando et des deux précédents ; attendu que le roi zoulou ayant selon toutes les apparences traversé la Pongola, et ses gens se cachant tous, il n'y a personne à qui je puisse m'adresser pour être payé de ces dépenses et des précédentes ; en conséquence, je proclame, au nom dudit Volksraad de l'Association Sud-africaine, que je prends possession de tout le pays situé entre la Tugela et l'Umvolosi Umjama ou rivière noire, en manière de compensation des susdits 122 000 Ryksdaalders, que dorénavant notre frontière courra depuis la mer, le long de l'Umvolosi noire jusqu'au point où elle sort de la Double montagne, puis alors le long du Randberg dans une direction pareille à celle du Drakensberg ; la baie de Sainte-Lucie sera comprise dans nos territoires, ainsi que toutes les côtes et ports qui ont été découverts ou le seront entre les embouchures de l'Umzimvubu et de l'Umvolosi noire. Ces pays et rivages formeront une possession de l'Association distincts de ceux que feu Mr Retief reçut de la nation zouloue. Dieu protège le Volksraad. Donné sous ma signature en mon camp de l'Umvolosi Umjama ou rivière noire, le 14e jour de février de l'an du Seigneur 1840. Signé A. W. Pretorius commandant. H. J. Lombaard, Jac. Potgieter, Andr. Spies, Marthinus Scheepers, commandants. » Zietsman, Diary of the campaign in Zululand. Cité par Voigt, *Fifty years of the Republic in South Africa*, II, p. 155-56. — On aura remarqué l'usage du mot « ryksdaalder ». Le risdal ou reichsthaler était la monnaie employée en Hollande, puis au Cap au XVIIIe siècle. La somme que Pretorius prétendait être due aux Boers représentait 225 700 francs, le ryksdaalder du Cap valant 1 fr. 85. Voigt, II, p. 155, note 2.

ment sur celle que la colonie anglaise du Natal couvre actuellement. Au Nord-Est elle comprenait la région située entre la Tugela et l'Umvolosi, soit une partie du Zululand, et au Sud-Ouest la région située entre l'Umtamvuna et l'Umzimvubu, soit une partie du Pondoland.

La lutte entre les Boers et les Zoulous avait commencé le jour du massacre de Retief, le 5 ou le 6 février 1838; elle se terminait le 14 février 1840, par cette proclamation de Pretorius, elle a donc duré deux ans. Elle a été cruelle et sanglante. Les pertes des Zoulous ont numériquement de beaucoup dépassé celles des Boers, mais la mort d'un Boer causait à l'ensemble de la communauté, vu son faible nombre, un dommage bien plus considérable que celle d'un Zoulou à Dingan.

Les Zoulous avaient fait la guerre en sauvages qu'ils étaient, et sans souci du moindre principe du droit des gens, la commençant par un guet-apens, la continuant par la surprise, et complétant leur victoire par le massacre des enfants et des femmes. Les Boers sans doute n'accomplirent pas d'actes aussi barbares. Cependant le 16 décembre 1838, ils fusillèrent froidement l'un après l'autre les Zoulous hors de combat, cachés dans les roseaux de la Blood rivier. En janvier 1840, ils retinrent prisonniers deux parlementaires envoyés par Dingan, dont l'un était Tambouza, son conseiller intime; ils les traduisirent devant un conseil de guerre, qui fit état de la déposition à charge de Panda, témoin si suspect qu'il n'aurait même pas dû être entendu. Que Tambouza ait été l'un des instigateurs du massacre de Retief et de l'attaque du 17 février 1838, contre les « laagers » de la Bushman's rivier, c'est très probable. Dans les circonstances présentes, ils n'en étaient pas moins, lui et son compagnon, des messagers et non

des prisonniers de guerre ; leur condamnation et leur exécution le 31 janvier 1840 furent des actes commis contre toute équité[1].

Pendant ces deux années de guerre, les Boers firent preuve d'une remarquable endurance. En descendant les pentes des Drakensbergen, ils comptaient sans doute sur une vie facile dans ce pays du Natal, qui s'étalait à leurs pieds : ils y trouvèrent l'anxiété de toutes les minutes, le deuil, la faim, la maladie, et cependant ils refusèrent énergiquement de revenir au Cap.

Un officier anglais, le major Charters, qui, au début de 1839, eut l'occasion de traverser plusieurs de leurs campements, fut frappé tout ensemble de la misère qui y régnait et du courage de ceux qui les habitaient. La traduction de son rapport mérite d'être citée :

« Quoiqu'à cette époque, dit-il, il n'y eût pas de maladie parmi eux, cependant leur aspect n'indiquait pas une bonne santé. Les enfants surtout paraissaient faibles et souffrants, ce qui peut être attribué au manque de pain et de nourriture végétale ; car à l'exception de quelques citronilles, ils n'avaient pour aliments que de la viande de boucherie. Ils s'étaient bâti des huttes dans leurs camps. L'aspect de quelques-unes d'entre elles était assez confortable, mais en général elles ne paraissaient annoncer que la pauvreté. Il était pénible de voir un si grand nombre de familles, qui peu de temps auparavant vivaient dans l'aisance, et même dans l'abondance au sein de la colonie, réduites maintenant à la misère. Cependant ces hommes, jadis si indolents, luttent contre toutes ces calamités avec un courage admirable, et à peu d'exceptions près, ils ne marquent aucune inclination pour retourner sur leurs pas. Ils re-

1. Delegorgue, I, p. 229.

gardent qu'ils ont été traités avec injustice et dureté par le gouvernement colonial lorsqu'ils étaient sous sa juridiction, et tout ce qu'ils désirent de lui maintenant c'est qu'il les abandonne à leurs propres ressources et ne cherche pas encore une fois à leur nuire. »

Les femmes déployèrent dans cette lutte de deux ans un grand courage. Elles s'opposèrent énergiquement à la proposition de repasser les Drakensbergen, un instant discutée après les désastres de février 1838. « Toutes celles, dit encore Charters, qui autrefois vivaient dans l'abondance et qui sont aujourd'hui dans un état de gêne, souffrant tous les désagréments qui accompagnent un genre de vie si incertain, toutes ces femmes, dis-je, dont une partie ont perdu leurs maris ou leurs frères, rejettent cependant avec mépris toute idée de retourner dans la colonie. Si quelques-uns des hommes viennent à faiblir et à perdre courage, ce sont elles qui les excitent de nouveau et qui réchauffent en eux l'esprit de résistance [1]. »

Deux traits frappèrent Delegorgue pendant qu'il vivait auprès des Boers : leur défaut de discipline et leur piété. Arrivant de France, il était habitué à voir les soldats manœuvrer sur les places d'exercice, en bon ordre, « alignés dans chaque rang et dans chaque file ». Les Boers, au contraire, allaient au combat en troupe confuse, comme des chasseurs qui vont prendre leurs

1. Major Charters, Notice sur le cap de Bonne-Espérance et l'Afrique méridionale depuis l'époque où le major général sir George Napier a été nommé gouverneur de cette colonie. *United service Journal* nos de sept.-novembre 1839 et de janvier-février 1840. Nous n'avons pas réussi à nous procurer cette notice, mais elle a été traduite en partie par Daussy sous le titre : Notice sur l'émigration des fermiers hollandais du Cap de Bonne-Espérance et sur leur établissement auprès du Port-Natal. *Bulletin Société Géographie Paris*, t. XIII, 1840, p. 88-9.

emplacements pour une battue. Chacun marchait à sa guise et n'acceptait les ordres qu'autant qu'il lui convenait. « C'était un spectacle singulier, dit Delegorgue, assistant le 3 février 1840 au départ du commando lancé à la poursuite de Dingan, que présentaient ces hommes, partant dans le plus grand désordre, gravissant les collines pêle-mêle, portant disgracieusement le long fusil à l'épaule. De commandant à veld cornet, à caporal, à simple cavalier, pas de différence dans la tenue, point non plus dans l'exécution des ordres, que personne n'était tenté de donner parce que nul ne se souciait d'y obéir, le mode de punition n'existant pas [1]. »

De telles allures, si contraires à celles que les militaires de profession jugent propres à assurer la victoire des troupes en campagne, ont, à toutes les époques, surpris les Européens, mais quiconque connaît l'histoire des Boers se les explique aisément.

Au XVIIIe siècle, le commando était constitué par la réunion des colons d'un même district, qui s'assemblaient momentanément pour poursuivre des Boschimans, qui avaient capturé un troupeau. C'était une chasse contre un animal plus dangereux même que le fauve, puisqu'il avait pour se défendre la flèche empoisonnée, mais une chasse cependant. Les Boers marchaient donc, comme des chasseurs, non comme des soldats, c'est-à-dire à leur guise et non en colonnes. Le chef de l'expédition indiquait la direction générale à suivre, il n'avait sur ses camarades et ses égaux qu'une faible autorité ; il donnait des conseils, plutôt que des ordres.

Ces habitudes singulières sont nées des circonstances pendant le XVIIIe siècle et le premier tiers du XIXe. Mais

1. I, p. 235.

quand les Boers eurent quitté la colonie, ils les conservèrent et combattirent leurs nouveaux ennemis, Matabélés, Zoulous, Basoutos, Souazis, Anglais, de la même façon que leurs ancêtres combattaient les Boschimans.

La piété des Boers ou plutôt leur religiosité était pour le voltairien Delegorgue un autre sujet d'étonnement. Pendant la campagne de 1840, les jours de repos sont consacrés à lire la Bible et à chanter des hymnes[1]. Le repos dominical strictement observé ne fut rompu que le dimanche 16 décembre 1838, parce que Dingan, ce païen, vint offrir la bataille le jour du Seigneur.

La ville de Pietermaritzburg est un ex-voto. Pendant la campagne de décembre 1838, Pretorius proposa aux Boers de s'engager par un vœu si Dieu leur donnait la victoire à construire une église et à consacrer un jour aux actions de grâce. Après la victoire, une église fut érigée et le village de Pietermaritzburg s'éleva autour. Chaque année, les Boers commémorent religieusement cette date du 16 décembre 1838, et ce n'est pas fortuitement que les obsèques de l'ex-président Krüger ont été célébrées à Prétoria le 16 décembre 1904.

Les lettres de Pieter Retief sont tout imprégnées de mysticisme. « Je ne doute pas que le Tout-Puissant, dans sa disposition des événements, ne fasse en sorte que nous venions à nous unir pour notre bonheur mutuel », écrit-il le 23 octobre 1837 aux colons anglais du Natal[2]. Sa lettre du 8 novembre 1837 à Dingan est un développement sur ce thème : « De la justice avec laquelle Dieu a gouverné et gouverne encore tous les rois de la terre[3]. »

1. Delegorgue, I, p. 209, 231.
2. Delegorgue, II, p. 108.
3. Delegorgue, I, p. 115.

Nourris de la Bible, ils considéraient les Matabélés et les Zoulous comme des espèces d'Amalécites et de Philistins. La nièce de Retief, Anna Elizabeth Steenekamp, enfermée dans le « laager » de la Bushman river, en août 1838, voit avancer les masses profondes des Zoulous. Elle donne aux « hordes cafres » un synonyme inattendu, elle ne les nomme ni les « sauvages » ni les « barbares » mais « le paganisme ». « Les hordes cafres, raconte-t-elle, milliers et milliers, s'étendaient à perte de vue, c'était terrible à voir, je ne peux pas en dire le nombre ; on aurait pu croire que tout le *paganisme* était assemblé pour nous vaincre [1]. » Les Zoulous étaient les païens, les Boers un nouveau peuple élu.

1. Cité par Voigt, II, p. 74-5.

CHAPITRE V

LA RÉPUBLIQUE BOER DU NATAL

I. — Organisation et fonctionnement.

Après être arrivés au pied des Drakensbergen, les Boers se dispersèrent par groupes dans le Natal. Durant les années 1838 et 1839, il y eut, de la montagne à la mer, des campements, presque toujours composés de familles originaires d'un même district aux points suivants[1] :

Au Nord de la Tugela, dans la « Klip river division » actuelle ;

Sur la Klein Tugela trois camps contenant 350 familles (décembre 1838) ;

Sur la Blaauwkrans river ;

Sur la Bushman's river ;

Sur l'Umzunduzi river, camp de Boschjeman's rand

1. Nous donnons l'emplacement de ces campements d'après ce que nous savons des points qui furent attaqués par les Zoulous en 1838, et d'après la description du major Charters, résumée par Daussy, *Bulletin Société Géographie*, t. XIII, 1840, p. 87-89. Mais nous n'entendons pas dire que tous ces points aient été simultanément occupés par les Boers en 1838 et en 1839. Le même groupe de familles a pu occuper tel camp pendant tel mois et l'abandonner ultérieurement pour un autre. Il n'y a pas moyen de suivre, dans le détail, ces déplacements locaux.

composé de 60 familles originaires de Graaff Reinet (décembre 1838) ; c'était le noyau de la future ville de Pietermaritzburg.

Sur l'Umlas, un camp composé de familles d'Uitenhage et de Somerset, et un autre camp composé de quinze familles à une quinzaine de kilomètres du précédent.

A la baie de Natal, un camp formé de familles d'Oliphant's Hoek (carte 7).

A la fin de 1838, le camp de Boschjeman's rand avait pour chef Piet Nell, celui de la baie de Natal, Badenhorst, celui de l'Umlas, Andries de Jager ; ces deux derniers étaient placés sous l'autorité de Carel Pieter Landman. Ces camps consistaient « en un certain nombre de huttes de diverses formes et grandeur, établies aussi près que possible les unes des autres et environnées d'une palissade ». Les chariots étaient généralement placés en dehors de la palissade, et les troupeaux paissaient dans les environs. La clôture, formée par le rapprochement des chariots, n'était qu'une fortification de fortune, établie en hâte, pour parer à une surprise. Delegorgue, qui passa les mois de novembre et de décembre 1839 au camp de Boschjeman's rand, le décrit comme très peu confortable : « C'était alors un mauvais camp de palissades, un simple amas de cabanes informes, faites de bois et de roseaux, plâtrées de bouse de vache », où rats et punaises pullulaient[1].

Mais, à partir de 1840, Dingan en fuite, les Zou-

1. Delegorgue, I, p. 194. — Il donne I, p. 98, une *Vue de la baie de Port-Natal et de Conguela, premier campement des Boers en* 1837 (*sic*). (*Vue prise en novembre* 1839). L'estampe qui représente quelques huttes, tentes et chariots sur le bord de la baie de Natal donne l'impression de quelque chose de piteux et de misérable.

lous devenus des alliés, bref la sécurité établie, cet état de choses se modifia. Chaque Boer s'en fut avec sa famille et ses troupeaux sur le terrain de son choix et revint aux habitudes d'isolement, contractées dans la colonie du Cap. Trois campements seulement subsistèrent et se transformèrent en villages permanents : *Congella*, sur la baie de Natal, *Boschjeman's rand* qui, du prénom de *Pieter* Retief et du nom de Gerrit *Maritz*, fut appelé *Pietermaritzburg* ; *Weenen*, sur le bord de la Bushman's river. Toutefois, dans la vie essentiellement rurale des Boers, ces villages n'eurent pas plus d'importance que n'en avaient jadis Swellendam et Graaff Reinet, que n'en eurent plus tard Bloemfontein et Prétoria[1].

Le nom officiel des Boers dispersés dans le Natal fut l' « Association Sud-Africaine ». Le premier emploi de cette formule paraît avoir été fait par Carel Pieter Landman, qui, le 16 mai 1838, arrivant avec trente-neuf familles d'Oliphant's Hoek prit possession de la baie de Natal au nom de l' « Association des émigrants Sud-Africains ».

Pretorius fit également ses deux proclamations du 10 et du 14 février 1838, au nom de l' « Association Sud-Africaine[2] ».

1. C'est l'ignorance de cette circonstance qui fit, en 1900, croire à lord Roberts, qu'il avait partie gagnée et que la guerre était finie parce que les troupes anglaises occupaient Bloemfontein et Prétoria. Mais la guerre dura encore deux ans, après la conquête de ces deux « capitales ».

2. Voy. ci-dessus, p. 249. — C'est probablement dans cette expression qu'il faut voir l'origine du titre de « République Sud-africaine », adopté en 1852 par les Boers disséminés entre le Vaal et le Limpopo et dont beaucoup étaient des ci-devant colons du Natal.

Cette Association avait un drapeau[1] qui paraît avoir été le tricolore hollandais[2].

Cette « Association » se donna *théoriquement* le gouvernement suivant : un *Volksraad*, ou conseil du peuple, était investi de tous les pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire. Il était composé de vingt-quatre membres choisis de la façon suivante : le pays était divisé en douze *fieldcornetcies*, chaque Boer désignait à son fieldcornet les noms de deux personnes qu'il choisissait comme représentants ; on dressait une liste générale de tous les noms, et les vingt-quatre Boers ayant obtenu le plus grand nombre de voix étaient élus. Le Volksraad tenait quatre sessions par an, en différents lieux à l'origine, par exemple, en décembre 1838, dans un camp de la Tugela, plus tard régulièrement à Pietermaritzburg[3]. Un président de session dirigeait les débats,

1. En arrivant au village de Panda, en octobre 1839, les Boers hissent leur drapeau sur un chariot. Delegorgue, I, p. 171.

2. Le journal l'*Écho du Nord* publia une note sur Delegorgue, probablement d'après des nouvelles envoyées par celui-ci à sa famille, qui fut reproduite dans les *Nouvelles Annales des Voyages*, 1840, t. LXXXVII, p. 131. « C'est M. Delgorgue (*sic*) qui a fait adopter les couleurs nationales de notre pays à cette jeune colonie [le Natal] qui aujourd'hui marche sous les trois couleurs. » Le drapeau du Natal semble donc avoir été un drapeau tricolore, mais quand on sait le dédain de tout temps manifesté aux étrangers par les Boers et le peu de considération que ceux du Natal avaient en particulier pour Delegorgue, il est difficile d'admettre que celui-ci leur « ait fait » adopter les couleurs nationales de notre pays. Il paraît bien plus probable que ce tricolore était le drapeau hollandais, que les Boers, âgés ou simplement en pleine maturité en 1840, avaient encore pu voir flotter au Cap, soit avant 1795, soit de 1803 à 1806. — Delegorgue dit lui-même dans un passage quelque peu ambigu : Au mât du fort abandonné par les Anglais en décembre 1839, les Boers hissèrent « un pavillon nouveau, inconnu, fusion des couleurs françaises et hollandaises », I, p. 99.

3. Daussy, *Bulletin Société Géographie Paris*, 1840, t. XIII, p. 89.

mais l' « Association » n'eut pas de président permanent. Dans l'intervalle des sessions, le pouvoir appartint à un *Commissie Raad,* ou « Commission du conseil », composé de deux ou trois membres du Volksraad, habitant à Pietermaritzburg ou dans le voisinage.

L'ancienne magistrature administrative et judiciaire du landdrost, naguère supprimée au Cap par le gouvernement anglais, fut restaurée. Le Volksraad nomma trois landdrosts qui, assistés comme jadis de heemraaden, siégèrent respectivement à Pietermaritzburg, à Congella et à Weenen. Au Volksraad appartenait aussi en temps de guerre le pouvoir de nommer un « commandant[1] ».

Or ce régime fonctionna très mal. Les décisions du *Commissie Raad* étaient généralement aussi dédaignées du Volksraad que celles du Volksraad de chacun des membres de l'Association. Les landdrosts n'avaient pas le moyen d'imposer leurs ordres : en 1843, un Boer des environs de Pietermaritzburg, ayant été sommé par le landdrost de rendre du bétail injustement pris à un indigène, déclara qu'il tuerait le premier qui s'aviserait de l'y contraindre[2].

Les Boers étaient novices dans l'art de se gouverner ; « grands gaillards aux membres longs, aux gestes maladroits, à la démarche gênée, aux physionomies silencieuses, au langage embarrassé, aux bouches largement ouvertes, gens faits pour conduire des bœufs et leur parler[3] ».

1. Cette organisation est exposée par Cloete, p. 111, et aussi avec plus d'optimisme dans un article anonyme du journal du Cap *De Waare Afrikaan* analysé dans *Nouvelles Annales des Voyages,* 1840, t. LXXXVII, p. 134-35, dont l'auteur déclare être resté neuf mois au Natal.

2. Cloete, p. 113.

3. Delegorgue, I, p. 177.

Le seul parmi eux qui eût quelque habitude des affaires publiques était Jacobus Nicolas Boshof, naguère employé subalterne du landdrost de Graaff Reinet, et nommé landdrost de Pietermaritzburg ; mais bientôt il fut si dégoûté de l'anarchie générale qu'il se démit de ses fonctions[1].

Le développement de l'individu chez les Boers s'opposait à celui de la communauté. Le même amour de l'indépendance, qui leur avait donné la force de s'expatrier, les rendait impropres à fonder une nation. Ils étaient bien capables de se grouper en vue d'une expédition armée de quelques semaines contre un Mosélékatsi ou un Dingan, mais le danger passé, et le commando dissous, chacun de retour sur son domaine, isolé au milieu de sa famille, de ses serviteurs, de ses troupeaux, était ressaisi par ses intérêts personnels immédiats et mesquins, et oubliait la communauté.

2. — Les négociations des Boers avec sir George Napier.

Parmi les Boers, quelques-uns cependant eurent une idée politique, au succès de laquelle ils s'obstinèrent et qui, à vrai dire, n'était que le développement de celle qui depuis quatre ans, les avait mis en mouvement : ils voulaient obtenir du gouverneur du Cap la reconnaissance officielle de leur indépendance.

Or, l'homme investi de cette charge à cette époque était précisément bien résolu à ne leur rien concéder sur ce point.

1. Cloete, p. 110 et 112. — Cependant J.-N. Boshof fut en 1843 président du Volksraad de la République du Natal.

A sir Benjamin d'Urban, révoqué le 1er mai 1837, avait succédé le major général George Thomas Napier, qui nommé gouverneur le 4 novembre 1837, entra en fonctions le 22 janvier 1838. C'était un vétéran de la guerre d'Espagne, de la *Peninsular War*, l'un des officiers de cette armée anglo-portugaise, qui avait reculé pied à pied devant Masséna, l'avait nargué pendant cinq mois derrière les lignes de Torres Vedras, puis avait reconquis toute l'Espagne sur l'armée française en retraite. Napier avait pris part aux combats de Ciudad Rodrigo, où il avait perdu le bras droit, de Tarbes, d'Orthez et de Toulouse[1]. A l'école de Wellington, il avait appris la ténacité.

Sir Benjamin d'Urban avait assisté au départ des colons avec une sympathie attristée. Sir George Napier, nommé par lord Glenelg, protégé par John Philip et le parti missionnaire, arrivait au Cap, l'esprit prévenu contre eux[2]. Depuis le jour de son débarquement jusqu'à celui de son départ, du 22 janvier 1838 au 12 décembre 1843, l'émigration des Boers, les moyens de l'arrêter, de réintégrer dans la colonie ceux qui en étaient sortis, de faire britannique le territoire où ils s'étaient établis, bref l'assujettissement à la domination anglaise de ces hommes qui prétendaient s'en affranchir, ne cessèrent de le préoccuper.

Trois mois après son arrivée, le 28 avril 1838, il publia une proclamation pour inviter toutes les personnes de la colonie possédant quelque influence à empêcher

1. *Dictionary of national biography*, au mot Napier.

2 « Sir George Napier agit donc dans le sens du docteur Philip ; il protégea les missionnaires, donna raison aux *bastaards* et aux Cafres, insulta aux Boers, dédaigna même les *settlers* anglais et ne salua que le haut commerce de cette droite et raide manière, qui dénote un aristocrate anglais. » Delegorgue, II, p. 143-4.

les colons d'émigrer. « Son Excellence, dit Harris, engage les commissaires civils et tous les fonctionnaires publics de la colonie, les ministres de la religion et les gens raisonnables, qui voient certainement les résultats inévitables de la manie d'émigration, à chercher par tous les moyens en leur pouvoir à dissuader les futurs émigrants de donner suite à des projets, qui ne sauraient manquer tôt ou tard de les conduire, eux et leur famille, à une ruine certaine et irréparable[1]. »

En mai 1838, le gouverneur envoya au Natal le field cornet Gédéon Joubert, pour persuader aux colons de revenir au Cap, mais cette mission ayant échoué, il organisa dans le courant d'octobre 1838, une petite colonne expéditionnaire d'une centaine d'hommes avec trois pièces de canon et en confia le commandement au major Charters[2]. Puis dans une proclamation datée du 14 ou du 16 novembre 1838, il déclara la prise de possession de la baie de Natal par la Grande-Bretagne, nécessaire « en raison des troubles causés par l'occupation non autorisée d'une portion de ce territoire par certains émigrants, sujets de Sa Majesté » et de la menace « que cette partie de l'Afrique méridionale ne devienne le théâtre d'une guerre d'extermination[3] ». Ainsi Napier

1. Harris, *The wild sports of Southern Africa*, p. XXIII-XXIV.

2. Charles J.-F. Bunbury, *Journal of a residence at the Cape of Good Hope*, p. 200.

3. Voici les termes de cette proclamation traduite par Daussy : Le major Napier disait qu'il faisait occuper ce port « en raison de l'état de trouble dans lequel se trouvaient les tribus natives dans les environs de ce point, troubles qui étaient occasionnés par l'occupation inconsidérée (*unwaranted*) d'une portion de ce territoire par certains émigrants de cette colonie, qui sont sujets de S. M. Comme il y a lieu de craindre que ces troubles ne fassent que continuer et s'accroître, en sorte que toute cette partie de l'Afrique méridionale deviendrait promptement le théâtre d'une guerre

laisse entendre, s'il ne le dit pas expressément, que les troubles du Natal, c'est-à-dire apparemment le massacre de Pieter Retief et les attaques des « laagers » par les Zoulous en février et en août 1838, ont été causés par les Boers.

Il se défendait de l'intention de créer au Natal un établissement permanent, mais le naturaliste Bunbury alors son commensal et son confident considérait le futur poste militaire comme « le noyau d'une nouvelle colonie, dont la fondation me paraît, disait-il, nonobstant la répugnance du gouvernement anglais, presque inévitable[1] ».

Le major Charters était muni d'instructions sévères. Il devait interdire l'entrée de la baie à tout navire de commerce, dont le capitaine ne présenterait pas une autorisation régulière délivrée au Cap, prohibition certainement décrétée sous l'influence des négociants du Cap, qui redoutaient beaucoup l'établissement d'un courant commercial entre le Natal et l'intérieur de l'Afrique ; il devait saisir toutes les munitions de guerre en possession des Boers ; il avait même le droit d'expulser tout individu considéré comme dangereux[2].

Les troupes anglaises arrivèrent le 4 ou le 5 décembre 1838 dans la baie de Natal[3]. Elles construisirent

d'extermination, le gouvernement de S. M. (ajoutait-il) ne peut pas souffrir plus longtemps qu'un tel état de choses subsiste sur les frontières et dans les limites de l'influence du gouvernement de la colonie, ni que de telles atrocités soient partagées sinon causées par les actions des susdits émigrants, sujets de S. M. ». Daussy, *Bulletin Société Géographie*, 1840, t. XIII, p. 91. Le terme *unwaranted* aurait été plus exactement traduit par « non autorisée ». Daussy date cette proclamation du 16 novembre 1838, Cloete du 14. *Five lectures* p. 95.

1. Bunbury, *Journal*, p. 201.

2. Daussy, *ouvr. cité*, p. 91-92.

3. Le 4 décembre, d'après Mac Call Theal, *Hist. of South. Africa* (1834-1854), p. 154 ; le 5, d'après Delegorgue, I, p. 97, note.

un fort sur la pointe septentrionale qui ferme l'entrée de la baie, et y restèrent un an. Mais en fait, cette occupation fut sans conséquence sur les événements. Le major Charters envoya le 6 décembre à Pretorius une lettre par laquelle « il était requis de venir reprendre ses premières positions à l'Ouest de la rivière Tugela et d'y rester sur la défensive jusqu'à ce que des arrangements eussent été pris par le gouvernement anglais », mais ses messagers arrivèrent après le départ du commando, qui remporta le 16 décembre la victoire du Dimanche[1]. Charters saisit bien une certaine quantité de munitions appartenant aux Boers, mais cette confiscation, si elle leur causa quelque désagrément, ne les mit pas à sa discrétion[2]. Le capitaine Jarvis, à qui Charters laissa le commandement en janvier 1839[3], réussit à éviter tout conflit avec les Boers. Et le comte de Normanby, successeur de lord Glenelg au Colonial Office, ayant écrit le 30 avril 1839 à Napier qu'il « abondait complètement dans les vues de son prédécesseur, qui considérait comme impolitique une extension du domaine britannique dans l'Afrique australe », le détachement anglais quitta la baie de Natal le 24 décembre 1839[4].

Au moment de son départ, le capitaine Jarvis adressa l'adieu suivant au landdrost des Boers campés autour de la baie de Natal : « Il ne me reste, en partant, qu'à vous souhaiter à chacun en particulier comme à la commu-

1. Daussy, *ouv. cité*, p. 92.

2. 34 demi-barils et 94 quarts de baril de poudre à canon déposés dans un magasin à l'entrée du port. Daussy, *ibid.*, p. 92.

3. En revenant par terre au Cap, Charters traversa les campements boers, et c'est à cette circonstance que nous devons les informations résumées par Daussy dans *Bulletin Société Géographie*, t. XIII, 1840.

4. Delegorgue, I, p. 97-99. — Cloete, p. 95-96.

nauté toute espèce de bonheur. J'espère sincèrement que conscients de votre force, vous aurez toujours la paix pour objet, que la justice, la sagesse et la modération guideront vos actions, que vous agirez par des motifs dignes de vous, en hommes et en chrétiens, et qu'en conséquence votre arrivée sera considérée comme un bienfait. Après avoir dissipé la superstition, arrêté les crimes, l'effusion du sang et la tyrannie, vous développerez ces belles régions dans la paix et la prospérité, toujours attentifs aux droits des habitants, dont vous avez adopté le pays, et dont vous avez fait le chez-eux votre chez-vous [1]. »

Le départ des troupes anglaises, les paroles qui leur avaient été adressées par leur chef permettaient légitimement aux Boers de se croire maîtres du Natal. Ils voulurent cependant obtenir du gouverneur du Cap en personne la reconnaissance de leur indépendance.

Le 4 septembre 1840, le président et le secrétaire du Volksraad adressèrent à Napier une lettre dans laquelle ils rappelaient que les Boers avaient conclu avec « leurs sauvages ennemis une paix durable, qui leur donnait des espérances de prospérité », mais ils regrettaient qu'il n'y eût pas entre eux et leur mère patrie, toujours aimée, l'amitié qu'ils désiraient voir s'établir. En conséquence, le Volksraad avait pris la résolution suivante : « Nous demandons respectueusement à Votre Excellence, comme l'honorable représentant de Sa Majesté la Reine d'Angleterre, qu'il veuille plaire à Sa Majesté de nous reconnaître et de nous déclarer un peuple libre et indépendant (droit si chèrement acheté de notre sang) et de nous accorder tous les privilèges qui constituent la

1. Cloete, p. 101-102.

gloire et la grandeur de la nation qui a le bonheur de vivre sous son noble gouvernement[1]. »

Cette lettre se terminait par la proposition d'envoyer deux commissaires au Cap. Napier y fit le 2 novembre 1840 une réponse vague et obscure. Il refuse d'abord de recevoir les deux commissaires, puis il demande « des explications précises sur les conditions dans lesquelles les Boers sont disposés à traiter et qu'il espère devoir provoquer l'établissement amical de futures relations entre la colonie [du Cap] et le Natal »[2].

Napier gagne du temps : c'est que le *Colonial Office* a encore une fois changé de titulaire et que l'attitude de lord John Russell, le nouveau secrétaire d'État, lui donne l'espoir de mener à bien son projet favori : la fondation d'une colonie britannique au Natal. Lord John Russell se déclare opposé à tout acte d'expansion coloniale qui serait injuste pour les indigènes et onéreux pour la Grande-Bretagne. Mais il ne s'oppose pas aussi résolument que lord Glenelg et le comte de Normanby, ses prédécesseurs, aux desseins de Napier. Un régime qui donnerait à la Grande-Bretagne une domination incontestée au Natal, tout en lui permettant de ne pas le gouverner directement, nous dirions aujourd'hui « un protectorat », paraît le séduire. Il écrit à Napier le 5 septembre 1840 qu'il autorise la fondation de la colonie projetée, pourvu qu'on n'ait pas à conquérir le pays sur les Boers et qu'on les laisse diriger eux-mêmes leurs affaires au moyen d'un conseil choisi par eux[3].

Le Volksraad de Pietermaritzburg cependant, qui nécessairement ignorait ces négociations, poursuivait son

1. Cloete, p. 114.
2. Cloete, p. 114-115.
3. Mac Call Theal, *Hist. of s. Africa* (1834-1854), p. 323-324.

idée et préparait un projet de traité en 13 articles qu'il adressa le 14 janvier 1841 à Napier, et dont l'article premier était ainsi conçu :

« Plaise à Sa Majesté reconnaître l'établissement [des Boers] comme un état libre et indépendant sous le nom de *The Republic of Port-Natal and adjacent countries* ; les frontières pourront en être déterminées plus tard. »

Les articles suivants stipulaient que la Grande-Bretagne et la République vivraient en rapport d'alliance, qu'un représentant du gouvernement britannique serait accrédité au Natal, que les deux puissances s'accorderaient au point de vue commercial le régime de la nation la plus favorisée. Le Volksraad s'engageait encore à répandre la connaissance de l'évangile, à s'opposer à la traite des esclaves, et à s'abstenir de tout acte hostile contre les tribus indigènes environnantes, à moins que l'une d'elles ne justifiât, par une agression, une prise d'armes des Boers[1].

Mais avant même l'envoi de ce projet de traité, un fait peu important en soi, mais plein de conséquences, s'était produit en décembre 1840. Plusieurs milliers de têtes de bétail ayant été volées à des Boers, ceux-ci accusèrent du vol et non sans preuves un certain Ncapai, chef de la tribu des Amacabas, qui habitait sur les bords de l'Umzimvubu (carte 7). Des représailles furent résolues par la majorité du Volksraad. Un commando, dirigé par Andries Pretorius, attaqua les villages de Ncapai, tua des indigènes et ramena outre 3000 têtes de bétail, dix-sept enfants des deux sexes, qui, sous l'euphémisme d' « apprentis », furent répartis entre divers domaines boers[2].

1. Cloete, p. 115-116.
2. Cloete, p. 116.

Or, non loin de Ncapai, vivait un certain Fakou, chef des Pondos, qui, en 1835, ayant non seulement refusé de s'unir aux Cafres qui attaquèrent alors la colonie, mais accepté de les prendre à revers, avait contracté une sorte d'alliance avec le gouvernement du Cap[1]. Il était de plus le protégé docile des missionnaires wesleyens de Buntingville et de Morley.

Trois de ces missionnaires, les nommés Palmer, Jenkins et Garner, écrivirent le 5 janvier 1841 à Napier pour l'informer de l'agression des Boers contre Ncapai et de l'appréhension qu'elle causait à leur protégé. Ces nouvelles et particulièrement celle de la capture des jeunes noirs excita chez Napier une indignation, qu'il exprima en ces termes dans une lettre adressée le 25 janvier 1841 à Henry Cloete[2] : « Supposer que vous même ou n'importe qui dans la colonie, doué de quelque sensibilité, oserait excuser un acte aussi flagrant de cruauté et d'injustice serait de ma part une injure gratuite. Oui, je suis convaincu qu'au moment où vous avez lu ce récit [de l'attaque des Boers contre Ncapai], une impression profonde d'horreur et de dégoût, provoquée par la conduite de vos compatriotes et concitoyens égarés[3], les fermiers émigrants du Natal, a dû s'emparer d'un esprit aussi sensible et honorable que d'après nos relations je juge le vôtre[4]. »

Sir George Napier avait été nommé gouverneur du Cap par lord Glenelg, auprès de qui le parti dirigé

1. Gardiner, *Narrative*, p. 241-243.

2. Avocat au Cap et membre du *legislative council*, Henry Cloete fut envoyé en 1843 au Natal en qualité de commissaire (cf. ci-dessous, chapitre VI).

3. « Your misguided countrymen and fellow-subjects, the emigrant farmers of Natal. »

4. Cloete, p. 117-118.

par John Philip avait tout crédit. Il était l'un de ces négrophiles bien intentionnés, dont la vue avait été si bien troublée par les récits des missionnaires, qu'ils paraient gratuitement de vertus imaginaires des tyranneaux nègres cruels, superstitieux et alcooliques. Gardons-nous donc de l'accuser d'hypocrisie : son indignation a pu fort bien être sincère. Toutefois, il a négligé de se demander si l'attaque des Boers contre Ncapai n'était pas partiellement justifiée et n'a tenu compte ni de l'opposition faite par certains membres du Volksraad à l'expédition, ni de leur désapprobation de ses résultats [1].

L'événement pouvait être considéré de diverses manières : or, il se trouva justement que Napier détourna ses regards des circonstances qui en atténuaient la gravité et fixa uniquement son attention sur celles qui servaient le mieux sa politique.

Le 28 janvier 1841, il envoya le capitaine Thomas Charlton Smith, avec 250 hommes et deux canons, se poster sur l'Umgazi, petit fleuve qui se jette dans l'Océan entre la Kei et l'Umzimvubu (carte 7).

Une décision, prise par le Volksraad en août 1841, accentua la malveillance de Napier à l'égard des Boers. On estima à Pietermaritzburg que laisser aux indigènes toute licence de vagabonder à leur guise sur le territoire de la République constituerait un danger pour les propriétaires européens. On les mit donc en demeure, soit d'entrer au service de ces derniers, soit de retourner au Nord de la Tugela, soit de se retirer entre les rivières Umtamvuna et Umzimvubu. Or ce territoire était consi-

1. Il y eut aussi une protestation de certains habitants du voisinage de la baie, qui accusèrent Pretorius d'avoir outrepassé les instructions du Volksraad. Cloete, p. 117.

déré par Fakou comme sa propriété, et Napier put dire et dit en effet que la présence de ces nouveaux venus dans un territoire déjà occupé pouvait amener des désordres graves sur la frontière du Cap[1].

La mésintelligence grandissait donc.

Sous la forme d'un échange de notes, le gouverneur du Cap et le Volksraad de Pietermaritzburg tinrent en 1841 et au début de 1842 un dialogue, qui peut se résumer ainsi : « Vous êtes toujours sujets britanniques, disait le gouverneur, et le gouvernement britannique ne peut pas reconnaître une république indépendante formée de ses propres sujets. » — « Nous avons volontairement quitté la colonie du Cap, répliquait le Volksraad, nous nous gouvernons d'après nos propres lois, nous affirmons que nous ne sommes plus sujets britanniques[2]. »

1. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 334-335.

2. Voici la liste de ces notes qu'il serait fastidieux de donner intégralement : Notes de Napier du 10 juin 1841 et du 3 septembre 1841 : « J'ai été invité par Sa Majesté, dit Napier dans cette dernière, à informer les fermiers émigrants qu'elle ne peut reconnaître une partie de ses propres sujets comme une république indépendante, mais qu'ils bénéficieraient des mêmes avantages que toute autre colonie britannique s'ils consentaient à recevoir une force militaire pour écarter toute autre nation étrangère. » Cloete, p. 120. — Note du Volksraad du 11 octobre 1841, dans laquelle les Boers expriment clairement leurs idées sur leurs droits à l'indépendance : « Excellence, il nous semble que Sa Majesté et vous-même ayez été mal informés sur nous, sur notre prétention à l'indépendance et sur le droit que nous avons sur ce pays que nous occupons actuellement. Nous sommes de naissance des Afrikanders Hollandais (Hollandsche Afrikanen). Immédiatement après que nous avons quitté le territoire de Sa Majesté dans l'Afrique australe, nous avons publié notre déclaration d'indépendance et depuis cette époque jusqu'à ce jour, nous avons agi comme nation indépendante, nous gouvernant d'après nos lois et nous avons, en conséquence, cessé d'être sujets britanniques. Nous avons acquis par des moyens légitimes le pays que nous habitons, et qui n'a jamais été une colonie

Le ton de la déclaration du 2 décembre 1841 était plus agressif que celui des documents antérieurs. Napier, après avoir constaté la prétention des Boers à l'indépendance et la résolution du Volksraad de cantonner des noirs vagabonds entre l'Umtamvuna et l'Umzimvubu, ce qui pouvait provoquer l'effusion du sang, annonçait « son intention de faire réoccuper Port-Natal, en y envoyant sans délai un détachement de troupes de Sa Majesté »[1].

C'est qu'il se sent fort d'un message de lord John Russell du 21 août 1841, par lequel il est invité à procéder à cette nouvelle occupation tout en évitant d'entrer en conflit avec les Boers à moins d'attaque de leur part contre les troupes anglaises et contre les tribus indigènes alliées.

3. — L'expédition du capitaine Thomas Charlton Smith.

Le capitaine Thomas Charlton Smith, qui était toujours campé sur l'Umgazi, ayant reçu un renfort, y laissa un petit poste et se mit en route le 1er avril 1842 pour le Natal avec 263 hommes et trois pièces de ca-

ou une province anglaise. Nonobstant les déclarations répétées de Votre Excellence que nous sommes sujets et colons britanniques, nous affirmons, en vertu des lois de toutes les nations civilisées que nous ne sommes ni l'un ni l'autre. Nous déclinons courtoisement de recevoir les troupes de S. M. ; étant en paix avec toutes les nations, nous n'avons pas besoin d'être protégés. » Voigt, *Fifty years of the history of the Republic in South Africa*, II, p 186-187. — Déclaration de Napier du 2 décembre 1841. — Réplique du Volksraad du 21 février 1842, rédigée par J.-N. Boshof et résumant éloquemment les griefs des Boers contre le gouvernement britannique. Voigt, II, p. 190 et suiv.

1. Cloete, p. 121.

non. Il y arriva le 4 mai après une marche très pénible, car on était à la saison des pluies et il avait trouvé en pleine crue les petits fleuves qui descendent des montagnes vers l'Océan. Il établit son camp à quelques kilomètres à l'Est du village de Congella et à 800 mètres du rivage de la baie. Mais les Boers entendaient bien ne pas se laisser déposséder sans combat. Ceux qui habitaient dans les environs de la baie furent peu à peu renforcés par des groupes venus de l'intérieur du pays et même par un commando d'émigrants d'outre-Drakensbergen dirigé par un certain Mocke.

Une circonstance particulière contribuait en dehors de leur amour de l'indépendance à affermir les Boers dans leurs projets de résistance.

Les événements de l'Afrique australe, l'exode des Boers hors de la colonie du Cap, leurs combats contre les Matabélés et contre les Zoulous, commençaient à être connus en Europe. En Hollande, une brochure intitulée : *Les Émigrants de Port-Natal,* écrite par un certain George Gérard Ohrig, avait excité quelque sympathie pour ces « dignes descendants des gueux », qui s'affranchissaient de la domination anglaise aussi courageusement que leurs ancêtres s'étaient soustraits à celle de Philippe II.

Un petit navire, le *Brazilia,* avait été envoyé par la maison de commerce Klyn et Cie au Natal, où son arrivée, en mars 1842, deux mois par conséquent avant celle du détachement du capitaine Th. Ch. Smith, avait excité un grand enthousiasme. Un commis-voyageur du bord, un certain Johann Arnaud Smellekamp, leurra imprudemment les Boers en les assurant de la protection du roi des Pays-Bas[1].

1. Cloete, p. 123-124. — « Les Boers [habitant au Nord des

Or les Boers se méprirent doublement : d'une part, ils admirent, sans preuves, que cet individu avait qualité pour traiter officiellement avec eux au nom du gouvernement des Pays-Bas, et d'une autre, ils étaient tellement ignorants des notions les plus élémentaires sur l'état politique de l'Europe contemporaine, qu'ils supposaient la Hollande une puissance de premier rang, en état d'influer par ses conseils sur la politique de la Grande-Bretagne [1].

Pendant une quinzaine de jours, Andries Pretorius, qui commandait les Boers, et le capitaine Smith échangèrent des messages désobligeants et des bravades. Le premier sommait le second d'évacuer le Natal sans délai ; en retour Smith se refusait à reconnaître un caractère officiel quelconque à Pretorius et affectait de l'appeler « monsieur Pretorius ». Le 23 mai 1842, Smith se flattant de remporter un avantage décisif tenta une attaque de nuit contre le village boer de Congella. A onze heures du soir, il quitte son camp à la tête de 138 hommes et de deux pièces de canon attelées de bœufs. Il s'avance le long du rivage de la baie sous le couvert

Drakensbergen] étaient très portés à la résistance parce qu'il courait de faux bruits de guerre en Europe et de secours des Hollandais aux émigrants. » Wahlberg (revenant alors du Vaal vers le Natal), *Monatsberichte der Verhandlungen der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, 1844, p. 136.

1. Cloete donne la preuve suivante de l'ignorance des Boers. En juin 1843, causant avec quelques membres du Volksraad de Pietermaritzburg, il fit allusion aux cinq grandes puissances. L'un d'eux demanda : « Quelles sont ces grandes puissances ? » Cloete répondit : « L'Angleterre, la France, la Russie, l'Autriche et la Prusse. » — « Et la Hollande ? », demanda-t-on. Cloete donna alors quelques explications sur l'état de l'Europe, et prouva que la Hollande était une puissance de second ordre. « Jamais, répliqua l'interlocuteur, on ne nous a dit cela, mais juste le contraire. » *Five lectures*, p. 124-125.

d'un bois de mangliers. Mais les Boers ont surpris sa marche et dès qu'il sort du bois, sa troupe reçoit des coups de feu. La nuit est claire, les Boers tirent juste, les bœufs blessés s'affolent ; en quelques instants, la panique se répand dans la petite colonne. Smith ordonne la retraite, mais ses pertes sont lourdes : seize morts, trente-et-un blessés, trois disparus, noyés dans la baie, deux canons pris [1].

Toutefois, le capitaine ne se laissa pas décourager par cet échec ; il confia un message à un colon anglais, Richard King, qui s'était offert à le porter à Grahamstown, fortifia son camp, abattit bœufs et chevaux, en sala la viande et attendit des secours [2].

Sa confiance lui réussit. Les Boers s'emparèrent bien de deux petits bâtiments anglais, mouillés dans la baie, tirèrent un grand nombre de coups de canon, pensèrent même à empoisonner une fontaine où les assiégés s'approvisionnaient [3], mais ne réussirent pas à prendre le camp.

Cependant la famine éprouvait les assiégés : leur amai-

1. Delegorgue dit avoir été réveillé dans sa maison par les coups de fusil. Il se fit faire un récit de l'affaire dès le lendemain par les Boers, II, p. 73 et suiv.

2. Cloete, p. 132-133.

3. Delegorgue affirme que les Boers lui firent des ouvertures pour qu'il livrât l'arsenic et le sublimé corrosif qui servaient à ses travaux de préparation d'animaux. « On voulait jeter 10 ou 15 livres de ces éléments dangereux dans la fontaine voisine du camp, qui fournissait seule plus de la moitié de l'eau consommée par les assiégés, et si l'on ne réussissait pas à empoisonner du monde, on devait au moins avoir l'avantage de faire souffrir d'une disette d'eau, au point d'amener les troupes à se rendre. Il n'est sans doute pas besoin que je dise combien je fus révolté d'une semblable proposition. » Delegorgue s'empressa « d'aller jeter dans les roseaux » 7 livres d'arsenic et 2 livres de sublimé corrosif. II, p. 81.

grissement, leurs yeux caves trahissaient leurs souffrances. Ils étaient sur le point de se rendre, quand les secours arrivèrent enfin.

Richard King avait réussi dans sa mission périlleuse et apporté dans la colonie la nouvelle des dangers que courait le capitaine Smith.

Immédiatement des troupes furent mobilisées et embarquées sur la goélette le *Conch*, qui partit de la baie d'Algoa le 11 juin et sur la frégate le *Southampton*, qui leva l'ancre le 14. Le lieutenant-colonel A. Josias Cloete commandait en chef[1].

Dans la nuit du 24 juin, les Anglais assiégés aperçurent sur la haute mer des fusées qui annonçaient évidemment l'approche d'un vaisseau de secours.

Pour défendre l'entrée de la baie, une trentaine de Boers se groupèrent sur le *bluff*, la haute jetée naturelle qui la ferme au Sud. Ils tuèrent et blessèrent quelques soldats au moment où le *Conch*, toutes voiles dehors, servi par le vent et la marée, passait à leur portée, avec ses embarcations à la remorque. Mais ils ne l'arrêtèrent pas et la jonction des troupes du lieutenant-colonel Cloete avec celles du capitaine Smith s'opéra sans autre opposition. L'entrée, le mouillage et le débarquement s'étaient effectués en moins de vingt minutes[2].

Cet événement, qui eut lieu le 26 juin 1842, marque le début de l'occupation définitive du Natal par la Grande-Bretagne.

1. Mac Call Theal, *Hist. of South Africa*, (1834-1854), p. 345.
2. Delegorgue, II, p. 83-84.

CHAPITRE VI

LE RENVERSEMENT DE LA RÉPUBLIQUE BOER DU NATAL

I. — La fin de la République du Natal.

Andries Pretorius ne jugea pas la continuation de la défense possible, après la jonction des forces anglaises ; le commando se dispersa dans la direction de Pietermaritzburg.

Quelques jours après son arrivée, le colonel Cloete prit une décision, simple expédient de circonstance probablement, mais dont les conséquences furent assez graves. Dépourvu des bêtes de trait nécessaires au transport de son artillerie et de ses chariots, il encouragea par une proclamation les indigènes à se saisir « partout où ils les trouveraient des chevaux et des bœufs des Boers pour ensuite les amener au camp anglais où une rétribution proportionnelle leur serait payée en récompense de ce service, qui leur vaudrait la protection des armes anglaises [1] ». Or cette proclamation, qui fut colportée chez les indigènes par le missionnaire Adams [2], n'était rien moins qu'une véritable autorisation officielle au pillage, bien qu'elle leur recommandât « de

1. Delegorgue donne, dit-il, la traduction de cette proclamation d'après l'un des trois originaux. II, p. 85.

2. Delegorgue, I, p. 80-81.

ne pas pas faire usage de leurs armes contre les Boers, excepté au cas où ceux-ci se serviraient de leurs fusils pour rentrer en possession de leur propriété ». Des actes de violence en furent la conséquence immédiate. Deux ou trois Boers furent froidement massacrés par les indigènes, leurs maisons mises à sac, leurs femmes et leurs enfants chassés presque nus[1]. Le naturaliste Wahlberg, qui était prudemment resté à Pietermaritzburg, perdit les livres et les habits qu'il avait laissés à la baie de Natal ; sa hutte même fut détruite[2]. Cette jacquerie noire aurait sans doute causé aux Boers des pertes encore plus grandes que celles qu'ils subirent s'ils n'avaient eu recours à leur expédient habituel : la concentration dans les « laagers ».

A Pietermaritzburg, tout était confusion, et dans le Volksraad des invectives d'une extrême violence s'échangeaient. Cependant deux opinions dominantes finirent par se dégager. Parmi les Boers, les uns se refusaient à toute négociation avec les Anglais et déjà chargeaient leurs chariots pour regagner le plateau de l'Orange, d'autres, moins intransigeants, et parmi eux les plus qualifiés, Andries Pretorius, Carel Pieter Landman, Jacobus Nicolas Boshof, étaient disposés à traiter. Ces sentiments conciliants leur étaient inspirés par le désir de gagner du temps, et l'espoir (bien illusoire) d'une intervention du roi des Pays-Bas en leur faveur.

1. Cloete dit deux, p. 140 ; Mac Call Theal, trois. *Hist. of S. Afr.* (1834-1854), p. 347-48. « Il paraît que les sauvages Zoolahs, excités par le gouverneur anglais, se sont portés à des cruautés horribles sur les fermiers hollandais sans épargner les femmes ni les enfants. » Note de l'*Asiatic journal*, reproduite dans *Nouvelles Annales des voyages*, novembre 1842, t. XCXVI, p. 251.

2. *Monatsberichte der Verhandlungen der Gesellschaft für Erd kunde zu Berlin*, 1844, p. 137.

Le colonel Cloete, invité à venir traiter à Pietermaritzburg, accepta la proposition avec d'autant plus d'empressement, qu'elle lui fournissait l'occasion de voir de ses yeux une partie de ce Natal, dont il n'existait alors aucune représentation cartographique détaillée et dont les Anglais ignoraient entièrement la topographie[1].

Le 15 juillet 1842, le colonel Cloete reçut un message signé de onze membres du Volksraad et du président J. N. Boshof qui se déclaraient prêts à se soumettre à l'autorité de la reine d'Angleterre, à rendre les canons en leur possession, et à restituer toute propriété anglaise publique ou privée confisquée par les Boers. Le colonel Cloete rédigea immédiatement un acte par lequel une amnistie générale était accordée à tous ceux qui avaient résisté aux troupes de Sa Majesté Britannique, sauf à cinq personnes ; les Boers pouvaient retourner dans leurs domaines d'où ils seraient protégés contre les attaques des noirs ; les blancs et les indigènes continueraient à occuper leurs terres respectives jusqu'à l'établissement d'un gouvernement définitif. Rien non plus ne serait provisoirement changé au régime politique, sauf que le pourtour de la baie de Natal serait placé sous la domination de l'officier anglais comman-

1. Cloete, p. 141-142. — En 1842, il n'existait d'autres cartes du Natal que celle d'Isaacs, *Africa*, et les deux petits croquis : *Zoolu country*, *Victoria*, annexés au livre de Gardiner, *Narrative of a Journey to the Zoolu country*. — En 1856, Aug. Petermann publia : Karte der Kolonie Natal nach officiellem und zum Theil unpublicirtem Material. Echelle : 1/1 550 000. *Geographische Mitteilungen*, 1856, tafel 19. Elle est très intéressante sous le rapport ethnographique. — La première carte à grande échelle du Natal a paru seulement en 1863 : *Map of the colony of Natal surveyed by Capt. Grantham R. E. in* 1861 *with addition from the surveyor general's office in Natal*. Topographical Department of the War Office, 4 feuilles. Echelle : 1/250 000. Londres, 1863.

dant les troupes. Un article additionnel accordait le bénéfice de l'amnistie à Andries Pretorius, en raison de sa participation à la conclusion de la paix [1].

Sir George Napier promit quatre mille livres sterling à quiconque s'emparerait des quatre Boers exclus de l'amnistie à cause de leur participation aux événements de mai et de juin 1842, Joachim Prinslo et Jacobus Johannes Burgher respectivement président et secrétaire du Volksraad, Michiel et Servaas van Breda, qui avaient pillé les navires anglais mouillés dans la baie de Natal ; mais bien que chacun connut leur retraite, aucun de leurs compatriotes ne les trahit et la proclamation de Napier resta sans effet [2].

Pendant une année, la situation politique du Natal fut singulière : le Volksraad continuait à se réunir à Pietermaritzburg, comme si le pays était absolument indépendant, et de son côté le major Thomas Charlton Smith (il avait été promu à la suite de sa défense de juin 1842) tenait garnison sur le bord de la baie, comme si le Volksraad n'existait pas.

Cependant le 4 mai 1843, sir George Napier informa le *legislative council* du Cap, qu'en vertu des ins-

1. On trouvera le texte de ces documents en anglais dans Cloete, p. 143-145, en français dans Delegorgue, II, p. 87-91. C'est certainement par erreur que H. Cloete date ces négociations du 5 juillet 1842, c'est le 15 qu'elles ont eu lieu. — Delegorgue accuse A. Pretorius d'entente particulière avec le colonel Cloete : « En 1842, lors des affaires du Natal contre les Anglais, Pretorius fit plus, sa conduite fut celle d'un lâche et d'un traître. Ses compatriotes l'avaient chargé d'un mandat ; ils se reposaient sur lui du soin de leur avenir et de leur honneur : il vendit tout, moyennant qu'il serait maintenu dans ses domaines. » I, p. 218. — Il ne faut pas oublier que Delegorgue avait eu des différends avec Pretorius.

2. Delegorgue donne le texte de la proclamation. II, p. 93-94. Elle n'est pas datée.

tructions reçues du secrétaire d'état des colonies, lord Stanley, il allait envoyer un commissaire au Natal. Ce personnage aurait mission d'informer les Boers que le gouvernement anglais approuvait les décisions du lieutenant-colonel Cloete, et de s'enquérir du nombre et de la superficie de leurs domaines. Il exigerait d'eux la reconnaissance absolue de la domination britannique, mais tiendrait compte de leurs vœux en matière d'institutions, car disait lord Stanley « nonobstant les fautes des émigrants, le gouvernement de S. M. ne saurait oublier leurs bonnes qualités et les malheurs qu'ils ont subis ». Toutefois le commissaire devrait se refuser à toute concession sur les trois points suivants : Aucune distinction entre les habitants de la colonie ne serait admise en raison de leur couleur, de leur origine, de leur langage, ni de leurs croyances ; il était interdit aux colons d'attaquer les tribus indigènes, en dehors des limites de la colonie, individuellement ou en troupes, à moins d'ordres précis du gouverneur ; l'esclavage sous toutes ses formes était déclaré illégal[1].

Le 12 mai 1843, Henry Cloete, membre du *legislative council* du Cap, et frère du lieutenant-colonel Josias Cloete, fut nommé commissaire de la Reine au Natal. L'excitation était grande à Pietermaritzburg, quand il y arriva le 9 juin 1843. Quelques semaines auparavant, le navire hollandais *Brazilia* s'étant présenté devant Port-Natal et le major Smith lui ayant refusé la libre pratique, les Boers restaient convaincus que ce navire leur apportait des assurances de protection de la part du roi des Pays-Bas.

Henry Cloete exposa ses instructions, mais les mem-

1. « Minute of His Excellency the Governor to the legislative council, respecting Port-Natal », 4 mai 1843. *Annual register*, 1844, p. 286-89.

bres du Volksraad n'étant pas en nombre suffisant pour délibérer, les débats furent ajournés au mois d'août. Le commissaire se retira à la baie de Natal et fit une enquête sur la manière dont les terres étaient réparties entre les colons.

Il revint à Pietermaritzburg le 5 août 1843. Des scènes de violence et de désordre précédèrent l'entente finale. Des bandes de Boers descendues du plateau de l'Orange voulaient que leurs délégués prissent part aux délibérations. Elles ne se retirèrent que sur l'assurance de Cloete que les Drakensbergen formeraient la limite septentrionale de la nouvelle colonie anglaise et que le régime politique de leur pays resterait par conséquent en dehors des discussions.

A certain moment Henry Cloete eut à subir un assaut des femmes des Boers, qui lui affirmèrent qu'elles passeraient les Drakensbergen pieds nus, plutôt que de se soumettre à la domination anglaise.

La résistance la plus énergique fut opposée par le Volksraad à l'établissement d'un régime égalitaire entre les blancs et les noirs. Mais le commissaire ayant déclaré qu'il ne lui appartenait pas de rien céder sur ce point, une déclaration acceptant toutes les conditions de capitulation exigées par sir George Napier fut signée le 8 août 1843 par les vingt-quatre membres du Volksraad. Les jours suivants, Henry Cloete les ayant, conformément aux instructions de lord Stanley, interrogés sur la nature des institutions judiciaires et administratives qui paraissaient le mieux convenir au pays, ils exposèrent leurs idées. Mais en fait, la déclaration du 8 août 1843 mit fin à la République boer du Natal[1].

1. Cloete, *Five lectures*, p. 147-164.

Le 31 août 1843, un détachement de troupes anglaises occupa une hauteur située au Sud de Pietermaritzburg et y construisit un fort, qui reçut l'année suivante le nom de « Fort Napier[1] » (carte 7).

Par lettres patentes du 31 mai 1844, le Natal fut annexé à la colonie du Cap, toutefois sous la réserve que le *legislative council* du Cap devrait formuler spécialement pour ce district les lois et ordonnances nécessaires pour y assurer « la paix, l'ordre et le bon gouvernement[2] ». Le gouverneur du Cap qui avait succédé à sir George Napier, sir Peregrine Maitland mit cependant si peu d'empressement à pourvoir le Natal d'un gouvernement régulier que certains Boers se reprirent à espérer que l'Angleterre renonçait à ses idées de domination[3]. En novembre 1845 pourtant, un certain Martin West fut nommé par le gouverneur du Cap lieutenant gouverneur du Natal et prit en fait la direction de la nouvelle colonie.

Si les Boers perdirent le Natal, ce fut d'abord par suite de leur incapacité politique. Tant qu'il s'agit d'abattre la puissance zouloue, ils furent aptes à cette tâche qui demandait du courage et de la force physique ;

1. Lettre du lieutenant Charles T. Gibb au lieutenant-colonel L. Marshall (5 septembre 1843). *Correspondence relative to the establishment of the settlement of Natal presented july* 1848, p. 13-14. — Pour abréger, nous désignerons ce recueil de textes sous la formule : *Correspondence of Natal* [I] et un second recueil qui porte un titre presque identique et parut en mai 1849 sous la formule : *Correspondence of Natal* [II].

2. Le texte des lettres patentes est inséré dans le même recueil [I], p. 4-5.

3. Un nouveau Volksraad se réunit même en août 1844, mais comme la plupart de ses membres refusèrent de prêter serment de fidélité à la reine, il fut dissous par le major Smith.

n'était-ce pas la continuation contre un ennemi nouveau de la lutte séculaire contre le Boschiman ou contre le Cafre?

Mais l'organisation et le fonctionnement d'un gouvernement régulier les dépassèrent. Ils constituèrent bien en apparence ce gouvernement; ils élurent un Volksraad, des landdrosts, des heemraaden, mais en fait chacun obéit aux décisions prises pour le bien commun dans la mesure qui lui convint et qui ne fut jamais large. L'individualisme développé en eux par la vie solitaire du *veld* avait arrêté l'essor de toute idée de sacrifice à l'intérêt général. Il y avait en outre une faute capitale à commettre, avoir des rapports avec les indigènes voisins de la frontière orientale de la colonie du Cap et fournir par conséquent au gouverneur un prétexte d'intervention dans leurs affaires : ils s'empressèrent de commettre cette faute capitale.

Nonobstant cette incapacité, ils auraient peut-être conservé pourtant leur indépendance, s'ils n'avaient rencontré en sir George Napier un adversaire qui mit son point d'honneur à la leur enlever. Ce vieux militaire, qui avait versé son sang au service de la Grande-Bretagne, fut indigné que des hommes ayant l'immense honneur d'être sujets britanniques eussent l'audace de vouloir cesser de l'être. Il prétendit faire prévaloir cette théorie extraordinaire de la pérennité de la nationalité. Vous êtes nés sujets britanniques, répétait-il à satiété aux Boers, sujets britanniques vous resterez partout où vous irez. Et comme il n'avait pas le pouvoir de réintégrer de force au Cap ceux qui occupaient le Natal, il voulut faire du Natal une terre britannique. Il le voulut âprement. Sans ordre, en novembre 1838, il y envoie un détachement de troupes. Il est désavoué par un ministre des colonies très cir-

conspect, lord Normanby. Mais il n'abandonne pas son idée. Un ministre moins timoré, lord John Russell arrive au *Colonial office* ; aussitôt, nouvel envoi de troupes au Natal. A lord Russell succède lord Stanley, un timide de l'école des Glenelg et des Normanby, qui le 10 avril 1842 (dix jours après que le capitaine Thomas Charlton Smith a quitté son camp de l'Umgazi) ordonne à Napier de rappeler le détachement. Napier n'en fait rien, mais justifie sa décision, convainc lord Stanley qui, le 12 octobre, lui envoie son approbation.

Le Natal n'a rien coûté à la métropole ; la conquête s'en est faite sans que de Londres on ait envoyé un *penny* ou un *Highlander* ; les ressources du Cap ont pourvu à tout. C'est une colonie qui a été annexée à l'Empire par une autre colonie. Napier a donné le Natal à la Grande-Bretagne, malgré la Grande-Bretagne, par colère contre les Boers. Contre leur incohérence, c'était vraiment trop de tant de constance ; la partie n'était pas égale.

2. — L'abandon du Natal par les Boers.

Immédiatement après le débarquement du colonel Cloete en juin 1842 et sa proclamation incitant les nègres à piller le bétail des Boers, ceux-ci commencèrent à se diriger par les passes des Drakensbergen vers les pays de l'Orange et du Vaal. L'exode continua, par familles et par groupes de familles, les années suivantes. A la fin de 1845, le missionnaire Abraham Faure, après une tournée dans le pays, y estimait tout au plus à cinq cents le chiffre des familles Boers, et selon un autre missionnaire, Lindley, il n'en

serait même pas resté alors plus de trois cent soixante-cinq[1].

Le lieutenant-gouverneur Martin West constate le 24 février 1846 « que le nombre des habitants hollandais diminue chaque jour », et il déplore que « par le départ de la majorité des Boers, ce district ait en grande partie perdu sa cavalerie[2] », la meilleure des armes à opposer aux Zoulous, en cas de guerre. Deux mois plus tard, le secrétaire du gouvernement du Natal, Donald Moodie, estime que le nombre des familles, occupant encore leurs domaines, ne dépasse pas une centaine et qu'elles expriment aussi l'intention de partir[3].

Le secrétaire d'État des colonies, lord Stanley, avait cependant fait, en 1844, des efforts pour suspendre cette émigration. « Le gouvernement de Sa Majesté est disposé, écrivait-il, à accueillir les justes réclamations des colons présentées individuellement, si elles peuvent avoir pour effet d'arrêter cette dispersion progressive de la communauté. » Des domaines d'une superficie de 6 000 acres (3 000 hectares) lui paraissaient bien vastes, toutefois il fallait, disait-il, les accorder aux Boers, si c'était le moyen de les retenir. Il engageait le gouverneur à restaurer en faveur de la population d'origine hollandaise, dispersée autour de Pietermaritzburg, les institutions qu'elle avait longtemps possédées au Cap et dont elle avait regretté la suppression, c'est-à-dire l'ancienne cour du landdrost et des heemraaden investie de pouvoirs administratifs étendus et de fonctions judi-

1. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-54), p. 361, note.

2. Martin West à sir Peregrine Maitland, gouverneur du Cap. *Correspondence of Natal* [1], p. 43.

3. Donald Moodie au secrétaire du gouvernement du Cap, 20 avril 1846. *Correspondence of Natal* [1], p. 73.

ciaires limitées. Les landdrosts, ajoutait-il, seront nommés par le gouvernement, mais ils devront savoir le hollandais, et le lieutenant-gouverneur de même[1].

Prescrire le rétablissement de l'ancienne institution hollandaise des landdrosts et des heemraaden, naguère supprimée au Cap, enjoindre aux fonctionnaires de savoir cette même langue hollandaise, dont l'emploi avait été interdit dans les documents officiels, quel blâme infligé par le secrétaire d'État des colonies à son lointain prédécesseur et quel aveu de méprise !

Mais ces concessions ne pouvaient plus arrêter les chariots qui alors roulaient lentement vers le Nord. Parmi les Boers, beaucoup quittaient le Natal par antipathie irraisonnée contre les Anglais. Que leur importait la promesse d'institutions libérales, ils n'y faisaient même pas attention. Il leur suffisait qu'un pays fut occupé par les soldats anglais, par « les jaquettes rouges » pour qu'ils prissent la fuite.

L'émigration avait encore des motifs plus précis. La règle, d'après laquelle le commissaire Henry Cloete confirma ou infirma la validité des titres de propriété, ne donna pas satisfaction aux intéressés. Il choisit pour criterium l'occupation effective pendant l'année qui avait précédé le 12 mai 1843, date à laquelle sir George Napier l'avait nommé commissaire au Natal. Mais, il ne s'avisa pas que précisément, entre le 12 mai 1842 et le 12 mai 1843, des troubles avaient régné au Natal, et que les Boers, redoutant les agressions des indigènes, avaient fui leurs domaines pour se réunir et se défendre dans les « laagers ». Ces propriétaires qui, par prudence, avaient déserté

1. Lord Stanley à sir P. Maitland, 25 mai 1844. *Correspondence of Natal* [I], p. 1-3.

précipitamment en juillet 1842, l'étaient cependant devenus en vertu d'une concession régulière du Volksraad ou d'un marché en bonne forme conclu avec l'un de leurs compatriotes. Mais ils furent déchus de leurs droits par leur absence et ils eurent l'affront de voir des nègres occuper légalement leurs terres [1].

L'*insécurité* qui régnait au Natal contribua encore à en chasser les Boers. Avant l'établissement des premiers colons européens, Chaka avait, nous l'avons dit, dépeuplé le pays, de la Tugela à la Saint-John's river, en massacrant sur place les habitants, en les refoulant vers le Sud, ou bien encore en les ramenant de force en deçà de la Tugela et en les incorporant à sa tribu [2].

Mais un pays aussi fertile que le Natal ne pouvait manquer de se repeupler, dès qu'une puissance quelconque y empêcherait les ravages des Zoulous.

Les premiers traitants et pionniers, les Boers ensuite, les fonctionnaires coloniaux britanniques enfin représentèrent successivement cette puissance. Autour de la baie de Natal et sous la protection de Farewell, de Fynn, et de leurs compagnons, il se forma un groupement d'indigènes dont, jusqu'en 1839 toutefois, le nombre ne dépassa pas quelques milliers [3].

A cette époque, Panda, menacé dans sa vie par son frère Dingan, franchit la Tugela en entraînant derrière soi un groupe considérable de dissidents. Quand, en février 1840, les Boers l'eurent reconnu chef des Zoulous, une partie de ses fidèles rentrèrent avec lui

1. Ce motif de mécontentement des Boers est très bien expliqué par le commissaire Walter Harding à la suite d'une enquête qu'il fit en 1847 auprès des Boers, habitant au Nord de la Tugela. *Correspondence of Natal* [I], p. 185.

2. Voy. le chapitre I de cette partie.

3. Voy. le chapitre II de cette partie.

dans le Zululand, mais d'autres demeurèrent sur les terres fertiles du Natal.

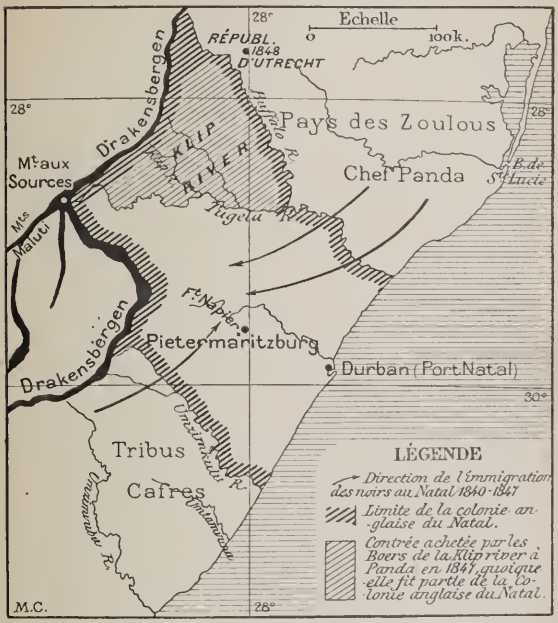
Le 30 novembre 1843, treize petits chefs de bandes indigènes, ex-compagnons de Panda et habitant près de la rive droite de la Tugela, vinrent demander au commissaire Henry Cloete de leur concéder le pays situé entre l'Umvuti et la Slambiti (carte 7)[1]. L'explorateur Bleek eut, en 1855, des rapports avec un certain Ngoza, qui avait accompagné Panda à la tête d'un groupe de Zoulous et qui depuis s'était fort bien accommodé de la domination des Boers, puis de celle des Anglais[2].

Une seconde immigration de Zoulous au Natal, que les documents anglais contemporains appellent la « fuite de Mawa », se produisit en 1843. Panda, au pouvoir, n'avait pas tardé à se conformer aux usages sanguinaires de ses prédécesseurs et à faire éclater des crânes sous les coups de bâton. Il fit mettre à mort son frère Xoxo, ses belles-sœurs et ses neveux, si bien que l'une de ses parentes, sa tante Mawa, redoutant le même sort, franchit la Tugela. Or, elle était suivie d'un nombre d'indigènes considérable, évalué à cinquante mille, qui venaient, poussant devant eux leurs troupeaux, chercher la vie sauve sous la protection des blancs. Un exode, pareil à celui de Panda,

1. Dans l'interrogatoire que H. Cloete leur fit subir, ces petits chefs dirent : « Nous sommes venus dans ce pays avec Panda, quand il fuyait devant Dingan ; nous nous établîmes d'abord à la « Panda Plaat », un peu au-dessus de la baie de Natal ; nous désirons rester dans ce pays et nous soumettre au gouvernement ». Cloete ne précise pas à quelle tribu ils appartenaient, il les nomme seulement « a number of Kafir chiefs of small kraals ». — H. Cloete au secrétaire du gouvernement du Cap, 14 mars 1844. *Correspondence of Natal* [I], p. 67-68.

2. *Petermann's geographische Mitteilungen*, 1856, p. 363.

s'accomplissait quatre ans après le sien, pour les mêmes



Carte 8. — Le Natal de 1843 à 1848.

causes et à son détriment[1]. Mais du coup, la population

1. Henry Cloete trouva Panda, en octobre 1843, « fort excité au sujet de la fuite de sa tante Mawa, de son principal conseiller Mangeena et de beaucoup d'autres, qui se sont sauvés dans ce pays [le Natal] emmenant, disait-il, beaucoup de bétail ». H. Cloete à D. Moodie, 15 février 1846. *Correspondence of Natal* [I], p. 47. Cette fuite de Mawa fut le sujet d'interminables récriminations de la part de Panda auprès des fonctionnaires anglais.

noire du Natal fut probablement plus que doublée. L'infiltration zoulouc continua pendant les années suivantes[1] (carte 8).

Le repeuplement indigène du Natal s'opéra non seulement par un mouvement du Nord-Est vers le Sud-Ouest, mais aussi en sens inverse, par le retour des populations que Chaka avait refoulées dans le Pondoland actuel. En 1846, une partie de la tribu des Amacabas, gouvernée par le chef Ncapai et contre laquelle les Boers avaient, en décembre 1840, fait cette expédition malencontreuse qui avait si bien servi les desseins de sir George Napier, vint s'établir sur le haut cours de l'Ilon (carte 7). Les chefs firent à T. Shepstone, le fonctionnaire anglais chargé à Pietermaritzburg des affaires indigènes, une déclaration curieuse. L'un d'eux dit qu'il appartenait à la tribu des Amanzibonom, détruite par une autre tribu fuyant elle-même devant Chaka, et qu'elle vivait alors tout près de l'endroit occupé présentement par Pietermaritzburg. Ces chefs, disaient-ils, revenaient au Natal parce que sous le gouvernement anglais, ils savaient trouver la paix et le respect de la propriété : « comme nous sommes las d'être toujours en guerre, nous avons quitté le pays de Ncapai ; nous nous plaçons sous la domination anglaise, parce qu'on n'y fait pas la guerre pour des bagatelles et qu'il y est interdit à un homme de prendre le bien d'un autre homme »[2].

1. Le missionnaire Grout écrit, le 6 mai 1846, de la mission de l'Umvuti : « Bon nombre d'individus sont passés ici, en se cachant de Panda, dont, disent-ils, les méfaits sont aussi nombreux et épouvantables que jamais ». Renseignements analogues le 28 mai 1846. *Correspondence of Natal* [I], p. 88.

2. J. Shepstone, Statement of Giviliza, Mabuca, Guma and Mazabelana, late of Ncapai's tribe, who have taken up their resi-

Les immigrants sortis du pays Pondo furent d'ailleurs certainement beaucoup moins nombreux que les Zoulous.

Les fonctionnaires anglais évaluèrent à cent mille le nombre des indigènes qui, en quelques années, s'établirent de la sorte au Natal; c'est un chiffre fantaisiste. Furent-ils cinquante mille ou cent mille ou cent cinquante mille? Tout moyen de le savoir exactement faisait défaut. Ils firent l'effet d'une multitude[1]. Quand, en 1837, Pieter Retief traversa le pays, des Drakensbergen à la baie de Natal, il ne rencontra pas âme qui vive; dix ans après, les noirs y fourmillaient. La carte que Gardiner dessina en 1835 ne porte qu'un seul nom de tribu[2]. Sur celle qu'Auguste Petermann a publiée en 1856, les noms ne se comptent plus[3].

Au milieu de cette multitude de nègres les Boers ne se sentaient plus en sûreté : leurs domaines étant séparés les uns des autres par des *locations*, c'est-à-dire par des territoires légalement occupés par les indigènes, il leur devenait difficile de se secourir mutuellement en cas d'attaque. Andries Pretorius se plaint dans une

dence on the source of the Ilon River, 8 avril 1846. *Correspondence of Natal* [I], p. 70.

1. « Il est impossible d'évaluer avec précision leur nombre [des Zoulous émigrés] mais d'après les meilleures informations que j'aie pu recueillir, il doit s'élever au moins à 80 000 ou 100 000, et l'état désert du pays zoulou le long de la côte, de larges espaces maintenant entièrement dépeuplés, présentant cependant des traces récentes de peuplement intense, confirment cette opinion. » Henry Cloete, 10 novembre 1843. *Correspondence of Natal* [I], p. 60. — « A 100 000, le nombre des réfugiés n'a probablement pas été exagéré ». Lieut. gouverneur Martin West, 24 février 1846. Ibid., p. 42.

2. *Narrative of a journey to the Zoolu country*. Carte de « Victoria ».

3. *Petermann's Geographische Mitteilungen*, 1856, tafel 19.

lettre adressée, le 16 octobre 1847, au gouverneur du Cap, sir Henry Pottinger, du dommage que lui cause l'établissement d'une *location* nègre entre ses deux domaines de Welverdiend et de Rietvlei[1].

Tel chef noir disposant de 500 ou de 1 000 sagaies[2] pouvait impunément venir marauder sur les terres du blanc son voisin, qui n'avait à lui opposer que trois ou quatre fusils, le sien et ceux de ses fils.

Une fois commencée, cette émigration des Boers s'accéléra : les incertains, les hésitants, qui désiraient rester au Natal et auraient cherché à s'accommoder des circonstances, étaient affaiblis du départ même de leurs compatriotes et, pour ne pas rester isolés, se décidaient à les suivre.

Cette retraite subit cependant un temps d'arrêt, dans le Nord du Natal, dans la contrée comprise entre la haute Tugela, son grand affluent, l'Umsiniati ou Buffalo river, et les Drakensbergen, et qui, de la rivière qui la traverse, autre affluent de la Tugela, porte actuellement le nom de « Klip river division ». Il y exista en 1846 et en 1847[3], une petite communauté indépendante, à

1. Ils étaient situés à environ neuf et dix-huit kilomètres de Pietermaritzburg. — D'après Mercusky, la propriété de Pretorius portait le nom d'Edendale et était située dans un endroit charmant : « Ein prächtiger, holz-und wasserreicher höchst romantisch gelegener Fleck Erde. » *Petermann's geographische Mitteilungen*, 1860, p. 405. Je ne sais si Edendale est une autre désignation de Welverdiend ou de Rietvlei, ou bien si c'est le nom d'un troisième domaine.

2. Martin West au gouverneur du Cap, 11 avril 1846. *Correspondence of Natal* [I], p. 68.

3. Comme on le verra (p. 297, note), le traité entre les Boers et Panda porte la date du 7 janvier 1847. Néanmoins, comme il a été précédé certainement de conciliabules des Boers entre eux, on peut admettre que cette petite république a virtuellement existé dès la fin de 1846.

laquelle on pourrait donner le nom de *République boer de la Klip River,* bien que les Boers qui la composèrent n'aient jamais pris soin de désigner leur groupement par un terme collectif (carte 8). Aucun historien ne paraît en avoir jusqu'à présent relevé l'existence.

Le commissaire Henry Cloete avait le 5 octobre 1843, signé avec Panda un traité par lequel la frontière entre la « Zoolu country [1] » et la colonie anglaise du Natal, serait constituée par la Tugela depuis son embouchure jusqu'à son confluent avec l'Umsiniati ou Buffalo river, puis par ce dernier cours d'eau jusqu'à sa source [2]. Le pays traversé par la Klip faisait donc incontestablement partie du territoire du Natal.

Mais le lieutenant gouverneur ne l'occupa pas effectivement. Les premiers fonctionnaires anglais envoyés au Natal y passèrent des années de misère et d'humiliation. Le *Colonial Office*, qui s'était laissé imposer ce nouveau territoire par sir George Napier, entendait bien que le budget britannique ne se ressentît pas de cette faiblesse. Le comte Grey exposait aussi bien l'opinion de ses prédécesseurs que la sienne, quand il écrivait en 1847 : « Considérant l'ensemble de l'Empire britannique et les demandes élevées de crédits adressées au

1. Le terme « Zululand » n'est pas encore usité à cette époque dans la toponymie africaine.

2. Lord Stanley, dans une lettre du 25 mai 1844 à sir Peregrine Maitland approuve cette frontière : « Au Nord-Est, je ne vois pas de raison pour désapprouver la convention conclue entre le colonel Cloete et Panda, chez des Zoulous, qui constitue comme frontière entre les deux États, la Tugela, de son embouchure à son confluent avec l'Umsingatee (ou Buffel's river) puis le cours de cette rivière jusqu'à sa source. » *Corresp. of Natal* [I], p. 2. On remarquera que le secrétaire d'État des colonies confond le colonel Josias Cloete avec son frère, le commissaire Henry Cloete, qui est l'auteur du traité.

trésor impérial de tant de côtés divers, c'est mon devoir, une fois pour toutes, d'enlever tout espoir qu'un projet quelconque de développement du Natal, entraînant de grosses dépenses, puisse être adopté par le Parlement »[1].

Les Anglais occupèrent donc Durban et Pietermaritzburg, mais rien de plus. Le pauvre lieutenant-gouverneur, Martin West, se plaint de son dénuement. Il lui faudrait des cavaliers pour faire la police d'un pays aussi montagneux, et il n'en a que trente-cinq, sur lesquels vingt-six seulement sont disponibles. Qu'on lui en envoie deux cents, ou seulement cent, il se résignerait à cinquante à la rigueur, qu'on ne lui envoie même que des hommes, il trouvera des chevaux, mais qu'on lui envoie quelque chose[2]. Il se demande même, telle est la difficulté de sa position, si le gouvernement ne devrait pas se résigner à l'abandon du pays[3].

Dans ces conditions, le district situé au Nord de la Tugela ne fut anglais que nominalement : de 1843 à 1847, il n'y parut ni un fonctionnaire, ni un soldat. Or le voisinage des Zoulous y rendait la sécurité précaire ; un notable, Andries Spies, alla entretenir Martin West de cette situation, mais il n'en obtint que de vagues promesses de protection. Les Boers, laissés à eux-mêmes, agirent donc en peuple libre[4], et comme ils redoutaient

1. Earl Grey à sir Harry Smith gouverneur du Cap, 10 décembre 1847, *Correspondence of Natal* [I], p. 138.

2. Martin West à sir Peregrine Maitland, 11 avril 1846, *Corresp. of Natal* [I], p. 69.

3. 27 avril 1846, *Correspondence of Natal* [I], p. 70-71.

4. Tous les faits qui suivent sont extraits de l'enquête que Walter Harding, *crown prosecutor* du Natal et *member of the Executive government* fit auprès des Boers de la Klip river du 14 septembre au 13 octobre 1847, *Corr. Natal* [I], p. 184 et suiv.

fort Panda, qui pouvait à tout instant avoir la fantaisie de franchir la Buffalo river avec ses milliers de guerriers et de ravager leurs domaines, ils résolurent de conclure avec lui un accord et de lui *acheter* le pays qu'ils occupaient.

Panda affirma, bien que ce fût contraire aux stipulations de la convention qu'il avait signée le 5 octobre 1843 avec le commissaire Henry Cloete, que le territoire lui appartenait. Forts de cette déclaration, qu'ils feignirent de considérer comme l'expression de la vérité, les Boers Andries Spies, Johannes Hendrik de Lange et Pieter Lafras Uys firent signer à Panda dans son village de Nodenke en avril ou en mai 1847 un traité par lequel il cédait aux Boers le pays situé entre les Drakensbergen, la Tugela et la Buffalo, comme leur propriété légale et perpétuelle pour une somme de mille rixdallers[1].

1. Voici le texte de ce traité : « Moi, Panda, roi des Zoulous, fais savoir par les présentes qu'étant le possesseur et le propriétaire du pays, qui s'étend de la mer entre la Tugela et la Pongola jusqu'au sommet des Drakensbergen... je déclare que j'ai cédé le pays entre [1°] l'Umziniati et la Tugela depuis leur confluent jusqu'à la source [de la Tugela] dans les Drakensbergen et [2°] une ligne de cette source à celle de l'Umziniati passant par les Drakensbergen aux Boers qui occupent actuellement ce pays, comme leur propriété légale et perpétuelle. Je l'ai concédé aux Boers africains de ma pleine volonté, moi, Panda, roi des Zoulous ; il doit rester la propriété intangible des susdits Boers, sans intervention de personne, pour une somme de 1 000 rixdallers, payable en six mois à compter de ce jour. Ainsi, moi Panda, roi des Zoulous, je déclare irrévocables les présentes, je les ai signées de ma main, qui témoignent que ce pays ne peut ni ne pourra être cédé à aucune autre puissance. Fait le 7 janvier 1847, à Nodenke [résidence de Panda]. Signé † (marque de Panda). A.-T. Spies. J. de Lange, P.-L. Uys ; Smekaave, témoin. » *Correspondence of Natal* [1], p. 196. — Les mille rixdallers ne furent jamais payés par les Boers à Panda. La date du

Aussitôt après la signature du traité, les Boers de la Klip river, c'est-à-dire soixante à soixante-dix familles, organisèrent leur communauté, dans une réunion générale, tenue en mai 1847 ; ils élurent : 1° un commandant, Andries Spies, naguère landdrost de Weenen, signataire de la déclaration de prise de possession du Natal par A. Pretorius le 14 février 1840, et récemment principal négociateur du traité conclu avec Panda ; 2° un greffier des domaines ; 3° un field cornet ; 4° un conseil de trois personnes pour procéder aux mariages[1].

Ces diverses fonctions ne restèrent pas simplement honorifiques : des domaines fonciers furent régulièrement enregistrés par le greffier et le conseil compétent célébra cinq mariages.

L'histoire des Boers est féconde en petites communautés politiques analogues. Il sera question dans les chapitres suivants des républiques du Zoutpansberg, du Lydenburg et d'Utrecht. En 1882, les républiques Stella et Goosen furent fondées dans la région appelée actuellement Betchouanaland, et en 1884 « la nouvelle République » *De Nieuwe Republiek* surgit à une petite distance à l'Est de la Buffalo river.

Quand le lieutenant gouverneur Martin West connut, par l'enquête de Walter Harding les faits qui viennent d'être exposés, il fut d'autant plus irrité, qu'il se sentait coupable : le parti pris par les Boers n'avait-il pas sa propre négligence pour cause ? Il aurait fait arrêter Andries Spies et les autres « meneurs », s'il l'avait pu.

7 janvier 1847 est peut-être celle à laquelle le traité fut rédigé, mais non celle à laquelle il fut signé.

1. Le texte anglais ne donne pas en hollandais le titre de ce conseil, il dit seulement : « A board to solemnize marriages. »

Il se contenta de publier le 25 octobre 1847 une proclamation dans laquelle il qualifiait « de sauvage, d'insensé et de hautement criminel » le projet d'acheter à Panda un territoire qui, au su de tous, appartenait à la Grande-Bretagne ; il accordait cependant le pardon aux coupables pourvu que, dans les quatorze jours, ils prêtassent serment de fidélité à la Reine en présence de Jacobus Nicolas Boshof, nommé résident dans la « Klip river division »[1].

Mais les Boers de la Klip river ne voulaient pas être fidèles à la reine, ils refusèrent donc de prêter serment et s'apprêtèrent à chercher d'autres terres au delà soit de la rivière Buffalo, soit des Drakensbergen.

A la même époque, les familles restées sur la rive droite de la Tugela s'apprêtèrent à les imiter. Elles avaient délégué Andries Pretorius auprès du gouverneur du Cap, sir Henry Pottinger, pour lui représenter combien la dispersion de milliers de nègres au milieu de leurs domaines rendait leur situation précaire. Mais sir Henry Pottinger était arrivé fort prévenu contre les Boers par le secrétaire d'État des colonies, lord Grey, qui les lui avait représentés comme « vivant dans un état de société dans lequel on s'affranchissait habituellement des devoirs imposés par la justice et l'humanité »[2]. En outre, officier de l'armée des Indes, ayant fait toute sa carrière dans l'Indoustan, et s'apprêtant à y retourner, il ne s'intéressait que superficiel-

1. *Correspondence of Natal* [I], p. 196-197.

2. Lord Grey à sir Henry Pottinger, 4 décembre 1846. *Corr. Natal* [I], p. 96. — Il est assez remarquable que cette pièce ne figure pas dans l'ouvrage apologétique que lord Grey rédigea, quand il fut tombé du pouvoir : *The colonial policy of lord John Russell's administration.*

lement à ces affaires de l'Afrique australe, qui lui étaient étrangères. Quand Pretorius se présenta à Grahamstown, il ne daigna même pas le recevoir.

En conséquence, les Boers, jugeant que décidément ils n'avaient qu'à céder la place aux noirs, attelèrent leurs chariots et, bien qu'on fût en pleine saison des pluies, se dirigèrent vers les cols des Drakensbergen : l'évacuation du Natal s'achevait.

QUATRIÈME PARTIE

LA FONDATION DES RÉPUBLIQUES BOERS

CHAPITRE I

LES BOERS AU NORD DE L'ORANGE DE 1838 A 1852

I. — L'expansion des groupes boers au Nord du Vaal.

Pendant que les événements qui viennent d'être exposés se succédaient au Natal, ceux des émigrants, qui étaient restés au Nord-Ouest des Drakensbergen, se répandaient entre l'Orange et le Vaal, entre le Vaal et le Limpopo, et se fixaient à demeure dans ces régions.

On ne saurait désigner les groupes qu'ils formèrent autrement que par les noms de leurs chefs, Michiel Oberholster, Jan Mocke, Jan Kock, Jacobus Duplooy, Hermanus Steyn, Jacobus Theodorus Snyman, Hendrik Potgieter. Préciser l'importance numérique de chacun d'eux ne paraît pas possible, mais celui d'Hendrik Potgieter l'emportait certainement sur tous les autres. Les Boers qui le composaient habitaient sur les deux rives du Vaal, au Sud jusqu'à la Vet, au

Nord jusqu'à une limite indéterminée. Ils avaient trois villages, Winburg, fondé, nous l'avons dit, en 1837, Potchefstroom et Rustenburg. Potchefstroom était situé sur la Mooi rivier, « la belle rivière », affluent de droite du Vaal. La forme de ce nom devrait être, non pas *Potchefstroom,* mais *Potschepstroom,* c'est-à-dire le village « de la rivière de Pot[gieter] et de Schep[ers] », autre Boer notable, et c'est celle que Delegorgue donne en 1842[1]. Mais la forme Potchefstroom, qui n'a pas de sens, s'est maintenant imposée à la nomenclature. Ce village fut fondé en 1840. A la fin de 1842, le naturaliste suédois Wahlberg y remarqua « quelques maisons modestes déjà terminées[2] », et Delegorgue évaluait à une vingtaine le nombre des familles habitant autour de cette localité. Dix ans après, elle était, d'après la description de l'explorateur John Sanderson, composée d'environ cent maisons en briques non cuites, couvertes de toits de chaume et entourées de jardins d'arbres fruitiers ; l'eau d'arrosage prise dans la Mooi en amont y était peu abondante et les habitants ne pouvaient en faire usage qu'à tour de rôle[3] (carte 5).

Rustenburg, « le village du repos », fut fondé en 1851 sur le versant Nord du Witwatersrand. Il se composait en 1852 d'une église et de quinze à vingt maisons, dont la moitié d'ailleurs était encore en construction[4].

Le terrain sur lequel on bâtit Potchefstroom, Rustenburg et plus tard Prétoria, fut partagé géométrique-

1. Delegorgue, *Voyage dans l'Afrique australe,* II, p. 327.

2. Wahlberg, *Verhandlungen der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin,* 1844, p. 128.

3. John Sanderson, Memoranda of a trading trip into the Orange River (Sovereignty) Free state and the country of the Transvaal Boers, 1851-52. *Journal of the Geographical Society,* 1860, p. 241.

4. Sanderson, *Journal Geographical Society,* 1860, p. 247.

ment en îlots carrés ou rectangulaires, séparés par des rues se coupant à angle droit au milieu desquels se dressait l'église. Leur plan, comme celui de beaucoup de villes américaines, ressemblait à un damier [1].

Les Boers établis près des rives du Vaal possédaient les éléments d'une organisation politique : un Raad ou Conseil de douze membres, un landdrost à Winburg et un autre à Potchefstroom qui, avec l'assistance des heemraaden [2], rendait la justice et célébrait les mariages, des field cornets [3], un commandant général qui était Hendrik Potgieter. Toutefois, ce groupe, et c'est assez remarquable, ne semble pas s'être désigné par un nom politique collectif.

Ni Potchefstroom ni même Rustenburg ne marqua la limite septentrionale de l'expansion des Boers ; vers le Nord ils occupèrent encore deux régions, qui ont conservé les noms qu'ils leur ont donnés, de *Lydenburg* et de *Zoutpansberg*. Ils atteignirent ainsi et dépassèrent même le tropique du Capricorne ; colonisation d'origine européenne projetée en plein milieu du continent africain, à une époque où les puissances, la France en Algérie exceptée, se bornaient à occuper quelques points disséminés sur la lisière.

En 1845, un groupe de Boers émigra dans la vallée

1. L'*Original map of the Transvaal or South African Republic* de F. Jeppe et A. Merensky annexée à la monographie de F. Jeppe. Die Transvaalsche Republik, *Petermann's geographische Mitteilungen, Ergänzungsheft*, n° 24, contient trois cartons représentant les plans de ces villes.

2. « Le lendemain était un dimanche, un mariage allait se faire ; le landdrost siégeait avec ses heemraaden. » Delegorgue, *Voyage*, II, p. 329.

3. « Celui-ci, le veld cornet, se hâta de venir nous demander à voir ma permission de libre circulation à travers le territoire des Boers. » Delegorgue, *Voyage*, II, p. 328.

de la Blyde, affluent de droite de la rivière Olifant et y fonda le village d'*Andries-Ohrig-Stad,* mot composé d'*Andries,* premier prénom de Potgieter et d'*Ohrig,* nom d'un commerçant d'Amsterdam, dont nous avons déjà parlé, et qui avait essayé de créer aux Pays-Bas un mouvement en faveur des émigrants du Natal[1].

Quoique l'occupation ait été le principal titre des Boers à la possession de ce territoire, il y eut de leur part un simulacre d'achat. Le 25 juillet 1846, huit Boers payèrent cent têtes de bétail à la tribu des Souazis, le pays situé entre les rivières Olifant et Eland, que cette tribu n'occupait d'ailleurs pas et n'avait aucun droit à vendre[2] (carte 5).

Mais on ne tarda pas à reconnaître que si cette vallée de la Blyde était fertile et très favorable notamment à la culture des arbres fruitiers, gens et bêtes y tombaient vite et souvent mortellement malades[3]. L'explorateur Henry S. Gassiott en parle d'expérience, car il y subit, pendant une expédition cynégétique, un fort accès de fièvre[4]. Certains habitants d'Ohrigstad cherchèrent donc à une altitude plus élevée un climat plus salubre ; renforcés de nouveaux venus, ils fondèrent sur la rive gauche du Spekboom, affluent du Steelpoort, qui l'est lui-même de l'Olifant, et à l'Ouest d'une haute montagne, appelée

1. « Andries » tomba vite en désuétude et le village conserva le nom d'Ohrigstad, orthographié souvent Origstad.

2. Mac Call Theal, *History of South. Africa, the Republics and native territories from* 1854 *to* 1872, p. 72, note.

3. Un boer nommé Lombard, qui était revenu habiter près de la rivière Mooi, dit à Sanderson avoir perdu à Ohrigstad 1 200 moutons, 14 chevaux, 200 bœufs. Sanderson, *Journal of the Geographical Society.* 1860, p. 243.

4. Henry S. Gassiott, Notes from a journal kept during a hunting tour in South Africa. *Journal of the Geographical Society,* 1852, p. 139.

plus tard « Mauch Berg » en souvenir du célèbre explorateur, un village que, par allusion à leurs misères, ils nommèrent *Lydenburg*, « le bourg des souffrances ». Il se composait, en 1851, lors du passage de Gassiott, d'une vingtaine de maisons, d'un fort et d'une église [1].

En dehors d'Ohrigstad et de Lydenburg, il y avait en 1847 quelques familles isolées dans la vallée de la rivière Olifant [2]. Les Boers d'Ohrigstad prétendaient primer tous ceux qui habitaient au Nord de l'Orange, faire de leur ville la capitale du pays et réduire à un rôle secondaire Winburg et Potchefstroom [3]. Ils s'étaient divisés en deux factions, dont l'une avait pour chef Hendrik Potgieter et l'autre, un nommé Hans. La première était plus nombreuse, mais la seconde possédait un canon, ce qui rétablissait l'équilibre des forces. Entre les deux partis, les rapports étaient fort tendus, ils s'abstenaient de frayer ensemble et, s'il faut en croire le témoignage d'un indigène, les membres de la même faction portaient tous des habits de la même couleur pour se distinguer de leurs adversaires, cas très rare, unique peut-être, où des Boers aient eu l'idée de se vêtir d'un uniforme [4].

1. Gassiott, *ibid.*, p. 139.

2. Déposition de Johannes Frederick Tredoux, habitant du Natal, devant Walter Harding, *crown prosecutor* du Natal, le 19 janvier 1848. *Correspondence relative to the establishment of the settlement of Natal and the recent rebellion of the Boers*, 3rd may 1849, p. 42. (Nous abrégeons ce titre sous la formule : *Correspondence of Natal* [II]).

3. Mac Call Theal, *History of S. Africa* (1834-1854), p. 413.

4. Déposition de Mabaleni, de la tribu des Amantébélés, habitant dans le voisinage d'Ohrigstad devant Theophilus Shepstone, *diplomatic agent* au Natal, le 31 décembre 1847. *Correspondence of Natal* [II], p. 39. Ce Mabaleni était cocher d'un Boer, membre de la faction de Potgieter ; il déteste d'ailleurs ce dernier.

Vers 1845, un autre groupe de Boers, conduit par Hendrik Potgieter, occupa le Zoutpansberg[1], région circonscrite par le Limpopo, les Waterbergen et l'Olifant, et ainsi nommée par allusion aux vastes cavités remplies de sel que les premiers explorateurs y découvrirent[2]. Les vallées y ont déjà les caractères géographiques de l'Afrique tropicale ; la canne à sucre et le caféier y prospèrent ; mais la fièvre causa tant de victimes parmi les premiers colons, que le « Raad », le Conseil du Zoutpansberg, interdit, par décret, d'aller à la chasse du 15 juin au 15 octobre, car on ne voyait plus jamais revenir les imprudents qui s'y risquaient[3]. La partie la plus septentrionale de la contrée était alors en outre infestée par la mouche tsé-tsé. Mais les plateaux, indemnes de ces deux fléaux, offrirent de beaux pâturages aux éleveurs boers (carte 5).

En s'établissant dans le Lydenburg et le Zoutpansberg, les Boers avaient l'espoir d'établir des relations commerciales à Lourenço Marquez et à Inhambane, avec les traitants portugais et hollandais. Un aventurier hollandais nommé Smellekamp, avec qui Hendrik Potgieter eut une entrevue à Lourenço Marquez en 1844, les engagea à se rapprocher de la côte portugaise. Du Lydenburg et du Zoutpansberg, ils se risquèrent donc dans les plaines basses littorales, malgré la fièvre funeste aux hommes, et la mouche tsé-tsé funeste aux attelages[4].

1. Mac Call Theal, *Hist. of South Africa* (1834-1854), p. 414.
2. Littéralement : « la montagne des bassins à sel. »
3. Das Swazi-Land in Südost-Afrika und Merensky's Reise. *Petermann's geographische Mitteilungen*, 1860, p. 406-7.
4. Exemple des effets de la fièvre et de la mouche tsé-tsé : en 1858, six chariots étant partis du Zoutpansberg pour Inhambane, deux seulement des Boers qui y avaient pris place, arrivèrent au terme du voyage. *Petermann's geographische Mitteilungen*, 1860, p. 407.

Quand l'explorateur Baines passa à Ohrigstad, on lui décrivit avec précision la route de la baie de Delagoa. On traverse, lui dit-on, les Drakensbergen dont on met un jour à descendre le versant oriental, on franchit les rivières Manice, Omquinie et Tramati, puis on entre dans une contrée largement ouverte, parsemée de maigres buissons et où les animaux sauvages abondent ; on traverse ensuite le Mattol, rivière marécageuse, près de son embouchure dans la baie de Delagoa, et on dételle enfin sur la plage devant le fort et les vingt misérables huttes qui composent le village de Lourenço Marquez[1] (carte 5). Ces détails émanaient certainement de gens ayant l'habitude du voyage.

Leurs rapports avec la côte portugaise permirent aux Boers de rectifier les notions erronées, alors admises sur le Limpopo, contribution à la géographie qui ne nous paraît pas avoir jusqu'à présent été assez remarquée par les historiens de cette science. Les géographes croyaient que ce fleuve se jetait dans l'océan Indien, à la baie même de Delagoa, mais les Boers affirmèrent à Livingstone, alors au début de sa carrière de missionnaire et d'explorateur, *l'avoir vu* entrer dans la mer un peu au Nord de cette baie. Livingstone fit part de cette découverte à ses correspondants d'Europe, James Mac Queen et William Cotton Oswell, et le premier en donna communication à la Société royale de Géographie de Londres en 1850. « Les *Dutch farmers* ou Boers qui se sont répandus dans cette partie de l'Afrique, loin au Nord, ont informé M. Livingstone que l'Oori [ou Limpopo] devient une très grande rivière, et qu'elle ne va pas à la baie de Delagoa, mais qu'elle se jette dans

1. Thomas Baines, The Limpopo, its origin, course and tributaries. *Journal of the R. Geographical Society*, 1854, p. 290.

l'Océan un peu au Nord de cette baie, sous un nom et par une embouchure, qui lui sont particuliers[1]. »

A cette époque, c'est-à-dire vers la quarantième et la cinquantième année du XIXe siècle, les animaux sauvages, les éléphants en particulier, foisonnaient entre l'Orange et le Limpopo : contrée d'élection pour les amateurs de chasse au gros gibier, pour les Harris, les Delegorgue, les Oswell qui, à cœur joie, y accomplissaient ce qu'en style noble, on appelle des « exploits cynégétiques ». Les Boers firent de même par goût et par intérêt[2] et, quand ils avaient rassemblé une certaine quantité de peaux ou de pointes, ils allaient les vendre à la côte portugaise.

Réciproquement des traitants portugais montaient de temps à autre à Lydenburg. En 1847, le Boer Johannes Frederick Tredoux rencontra sur la route d'Ohrigstad

1. James Mac Queen, Notes on the present state of the Geography of some parts of Africa. *Journal of the Geograph. Society*, 1850, p. 239. Mac Queen s'appuie sur deux lettres de Livingstone, datées du 7 septembre 1844 et du 22 mars 1847. La lettre de Livingstone à Oswell, restée inédite jusqu'à une époque toute récente, est datée « Kuruman, 1847 ». « The boors declare it [the Limpopo] goes into the sea only a little way North of Delagoa Bay. » *William Cotton Oswell, the story of his life*, I, p. 148.

2. Le récit de la scène suivante prouve combien, en 1846, il y avait d'éléphants dans le pays, et l'intérêt que les Boers prenaient à les chasser. William C. Oswell avait passé sur les bords du Marico huit ou dix jours à abattre des éléphants dont il avait empilé les défenses sur son chariot. Un jour, il rencontra sept ou huit Boers, et tout en causant l'un d'eux aperçut l'ivoire : « D'où cela vient-il? qui l'a tué ? — Moi, répondis-je, et pendant ces derniers jours. — Seul? — Oui, seul. — Mensonge ! il n'est pas possible qu'un petit bonhomme comme vous ait récolté un pareil lot de défenses. » Et quand le témoignage du conducteur les eut convaincus, ils proposèrent à Oswell de se joindre à eux, et de lui abandonner la moitié du produit de leur chasse commune. *William Cotton Oswell*, I, p. 136.

un nommé Albazini, qui s'y rendait avec quelques esclaves et deux chariots chargés de plomb, de poudre et de marchandises diverses. Les Boers achetaient parfois des esclaves à ces traitants [1].

Nous ne sommes qu'imparfaitement renseignés sur les rapports des Boers avec les tribus indigènes pendant la période qui s'étend de 1838 à 1852 ; néanmoins les quelques textes dont nous disposons prouvent bien qu'ils eurent ensemble des conflits et que les Boers abusaient de leurs victoires. Wahlberg vit en 1843 au Nord du Vaal un camp, un « laager », commandé par Hendrik Potgieter, et qui avait été formé par crainte de représailles d'indigènes, à qui on avait enlevé des enfants et du bétail [2] (carte 5).

En 1846 et en 1847, plusieurs expéditions paraissent avoir été dirigées par Potgieter contre les indigènes du Lydenburg et du Zoutpansberg. Mac Call Theal en relate une contre les Bapedis, qui habitaient les monts Lulu, à l'Est de l'Olifant [3] (carte 5).

Un certain Mabaleni, indigène Amantébélé ou Matébélé [4], fit le 31 décembre 1847 à un fonctionnaire du Natal le récit de deux attaques dirigées l'une contre les « Langas », l'autre contre les « Umlitzys », peuplade armée non de sagaies, mais de haches [5]. Il se répandit

1. Déposition de J. F. Tredoux, *Correspondence of Natal* [II], p. 42.

2. Wahlberg, *Verhandlungen der Gesell. für Erdkunde zŭ Berlin*, 1844, p. 136.

3. Mac Call Theal, *Hist. of South Africa* (1834-1854), p. 414.

4. Une tribu « Matébélé » figure au Sud-Ouest d'Ohrigstad sur l'*Original map of the Transvaal* de Jeppe et Merensky. *Peterm. geographische Mitteilungen. Ergänzungsheft*, n° 24. Ne pas confondre ces Matébélés avec les Matabélés.

5. *Corresp. of Natal* [II], p. 40-41.

en détails sur la froide cruauté avec laquelle certains Boers auraient fait massacrer par les Amanhlouengas, leurs auxiliaires — il dit même « leurs exécuteurs » — les femmes aussi bien que les hommes[1].

Il est possible que le rapport de cet individu soit véridique. Toutefois comme c'était un transfuge et qu'il se doutait certainement qu'en chargeant les Boers, ses anciens maîtres, il ne déplaisait pas au fonctionnaire anglais qui l'écoutait, il est possible aussi qu'il ne faille en faire état qu'avec une certaine réserve.

Cependant d'après les témoignages non seulement de ce Mabaleni et d'un de ses congénères, mais encore de deux Boers, Johannes Brewer et Johannes Frederick Tredoux, il paraît certain que des enfants indigènes étaient détenus à Ohrigstad en 1847[2]. D'autre part l'explorateur Sanderson vit en 1852, dans le domaine d'un Boer situé au confluent du Vaal et des rivières Rhenoster et Mooi, des enfants indigènes, qu'on lui dit avoir été capturés pendant un récent *commando*, pratique, lui laissa-t-on entendre, qui était en usage aussi bien au Nord qu'au Sud du Vaal[3]. Il faut donc convenir que les accusations d'inhumanité, formulées par les anti-esclavagistes anglais contre les Boers, n'étaient pas dénuées de fondement.

Outre ces expéditions, qu'on pourrait qualifier de « campagnes à l'intérieur », les Boers en firent encore,

1. Tous les Boers n'auraient pas participé à ces actes de cruauté, beaucoup même les auraient blâmés, notamment le maître de Mabaleni : « Many of the boers were disgusted at these proceedings, and refusing both cattle and children went home. My master was among these ; he with several others killed no one. » *Correspondence of Natal* [II], p. 40.

2. *Correspondence of Natal* [II], p. 40-42.

3. *Journal of the Geograph. Society*, 1860, p. 242.

au Nord du Limpopo, contre leurs anciens ennemis, les Matabélés, deux autres, en 1840 et en 1847, qui n'eurent d'ailleurs aucun succès. Ils revinrent de la première sans avoir même pris le contact des Matabélés. Dans la seconde ils surprirent un matin un groupe de villages, mais pendant qu'ils capturaient le bétail, des troupes Matabélés survinrent, qui les obligèrent à se replier vers leurs chariots, formés en « laager » et à abandonner leur butin[1].

A tous ces événements, Hendrik Potgieter prit la plus grande part. De 1837 à 1848, il est constamment en mouvement. Il conduit l'expédition de reconnaissance au Zoutpansberg, descend au Natal, remonte sur le plateau, descend à Lourenço Marquez, dirige un commando contre les Matabélés, plusieurs commandos contre d'autres indigènes et entre temps, on le verra plus loin, négocie avec les Griquas. Il était, disait Delegorgue, « l'homme le plus considéré de la contrée[2] ».

S'il groupa autour de lui des partisans fidèles, les inimitiés ne lui firent pas défaut : dès la première expédition contre les Matabélés en 1837, il se brouilla avec Gerrit Maritz ; ses rapports avec Andries Pretorius restèrent toujours tendus ; à peine Ohrigstad fondée, une faction adverse se dresse contre la sienne. Son caractère était évidemment peu conciliant.

A l'égard des indigènes, il semble avoir été très dur ;

1. Dépositions de Mabaleni et de Tredoux, *Correspondence of Natal* [II], p. 40-42. — Un voyageur de Grahamstown nommé Mac Cabe releva sur la petite rivière Rakoui, affluent du Limpopo, les traces du commando de Potgieter, qui l'avait franchie pour aller attaquer Mosélékatsi. Mac Queen, *Journal Geograph. Society*, 1850, p. 251. Ce Rakoui pourrait bien être le [B]rack des cartes actuelles (carte 5).

2. Delegorgue, *Voyage*, II, p. 337.

il figure dans toutes les circonstances, où l'on nous rapporte qu'ils ont été maltraités, la qualification de « roi des Cafres », qu'on lui donnait par dérision[1], pourrait bien avoir été inspirée par la tyrannie qu'il exerçait sur les noirs.

Mais considérée dans l'ensemble de l'histoire des Boers, son œuvre apparaît comme de première importance. Si la fondation de la République du Natal fut l'œuvre de Pieter Retief, puis d'Andries Pretorius, celle du Transvaal fut la sienne. Il donna le branle à la colonisation de la rive droite du Vaal. C'est là, près du Magaliesberg, qu'il établit sa résidence principale : « Une habitation blanche, quadrangulaire et longue, surmontée d'un toit en chaume..., des huttes destinées aux Cafres, serviteurs du noble et puissant seigneur de ces domaines..., divers grands parcs à bœufs entourés de haies d'épines[2]. »

En entraînant quelques familles d'émigrants dans le Lydenburg et le Zoutpansberg, à une époque où l'Afrique n'appartenait encore à personne, il réserva à la nationalité boer des possibilités d'expansion.

2. — Boers, Griquas et Anglais.

Pendant que ces événements précurseurs de la fondation de la République Sud-Africaine survenaient au Nord du Vaal, ceux qui se succédaient à la même époque au Sud avaient un caractère opposé et paraissaient devoir logiquement aboutir non pas à la fondation de

1. Delegorgue, *ibid.*, II, p. 337.

2. Delegorgue, *ibid.*, II, p. 338. — Potgieter possédait encore un second domaine à une lieue de là. Son frère habitait dans son voisinage.

l'État libre d'Orange, mais tout au contraire à celle d'une colonie britannique. De 1840 à 1848, en effet, la domination britannique s'établit entre l'Orange et le Vaal.

Si l'on s'imaginait que tous les Boers, sans en excepter un seul, étaient animés d'une haine implacable contre les Anglais, on commettrait une erreur. Parmi les Boers d'entre Orange et Vaal si la majorité était composée d'irréconciliables, d'autres et notamment les groupes de Michiel Oberholster, d'Hermanus Steyn et de Jacobus Theodorus Snyman, qui habitaient sur les rives de la Modder et du Caledon, ne partageaient pas les sentiments de leurs congénères.

En 1843, ils avaient exprimé le désir d'être compris dans l'acte du 8 août, par lequel leurs compatriotes du Natal s'étaient soumis au gouvernement anglais[1]. Ils avaient signé une pétition dans ce sens et l'avaient envoyée au commissaire anglais. Leurs délégués Willem Jan Oberholster et Lukas van der Heevez avaient même pendant leur voyage été arrêtés et dépouillés de ce document par des Boers hostiles à toute entente avec le gouvernement anglais ; mais en prévision de cette éventualité, ils avaient fait signer à leurs commettants un duplicata, qu'ils avaient dissimulé et remis à Henry Cloete[2].

Quoiqu'ils n'eussent pas réussi et que le gouverneur sir Peregrine Maitland leur eût fait répondre sèchement « que leur requête ne pouvait pas être admise[3] », ils restèrent fidèles à ces sentiments anglophiles et quand dix-huit mois plus tard les troupes britanniques en-

1. Voy. 3e partie, chap. VI.
2. H. Cloete, *Five lectures*, p. 165-67.
3. H. Cloete, *ouvr. cité*, p. 166.

trèrent sur le territoire qu'ils habitaient, ils ne leur firent pas d'opposition.

Il n'en fut pas de même des irréconciliables, de ceux que Cloete appelle « *The Ultra-Radical party* », groupés autour de Winburg et de Potchefstroom, et qui reconnaissaient Hendrik Potgieter pour leur chef. Le 10 avril 1844, leur *Volksraad* déclara que « les émigrants étaient indépendants, et qu'ils ne voulaient entamer aucune espèce de négociations avec le gouvernement anglais[1] ».

Ce fut donc malgré ces « Boers indépendants » et même contre eux que le gouvernement du Cap occupa progressivement le territoire situé entre l'Orange et le Vaal.

Son intervention fut provoquée par des différends qui s'élevèrent entre les « Boers indépendants » et des populations, nommées *Griquas*, qu'il protégeait et sur lesquelles il nous faut tout d'abord donner quelques notions rétrospectives.

Sous ce terme on désignait officiellement et par honnêteté des populations de sang mêlé, qu'on appelait communément au Cap les *Bastaards*, et qui habitaient à proximité du fleuve Orange. Ces Griquas ou Bastaards descendaient de métis, issus au XVIIIe siècle du commerce de colons avec des Hottentotes. Méprisés par les blancs, même par les ministres du culte qui leur refusaient généralement le baptême[2], évincés des

1. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 395.

2. Les ministres chrétiens se refusent presque absolument à baptiser les bâtards de chrétiens et de Hottentotes. Sparrman, *Voyage au Cap de Bonne-Espérance et autour du monde avec le cap. Cook et principalement dans le pays des Hottentots et des Cafres*. Traduction, 2 vol. in-4°, Paris, 1787, I, p. 306. — Les Hottentotes se regardent comme honorées d'avoir un commerce avec les blancs et

terres à pâturages par suite de l'accroissement de la population européenne, ils avaient dans le dernier quart du siècle émigré vers l'Orange[1].

Ils avaient conservé l'habitude de la langue en usage dans la colonie et portaient des noms de famille empruntés également au hollandais : Barend, Kok, Waterboer. Pasteurs, ils échangeaient le produit de leurs troupeaux, soit aux Boers les plus rapprochés d'eux, soit à de petits marchands nomades, contre des chevaux, des chariots, des selles, des objets en métal, et surtout contre des fusils et de la poudre[2].

Leur nombre total s'élevait en 1824, d'après l'estimation de George Thompson à 4 000 ou 5 000[3].

Les Griquas eurent au commencement du XIXe siècle la bonne fortune d'exciter l'intérêt des missionnaires, particulièrement celui des membres de la *London Missionary Society*, qui, ayant éprouvé des déboires avec les Boschimans, cherchaient de nouveaux protégés pour exercer leurs sentiments altruistes et satisfaire leur appétence de domination temporelle[4]. Dès 1802 un certain Anderson s'établit au milieu d'eux[5], et

de porter le titre de leurs maîtresses. Cette race [les Bastaards] est nombreuse, elle est libre comme le Hottentot, elle s'estime au-dessus de lui, malgré le mépris qu'on en fait au Cap, où l'on n'est même pas dans l'usage de les baptiser. Le Vaillant, *Voyage dans l'intérieur de l'Afrique par le Cap de Bonne-Espérance dans les années* 1780-85. 2 vol. in-8°, Paris, 1790, II, p. 134-5.

1. Burchell, *Travels*, I, p. 361. — G. Thompson, *Travels and adventures*, I, p. 149-50.

2. Lettre du landdrost A. Stockenstrom du 19 septembre 1816. Leibbrandt, *The rebellion of 1815*, p. 847.

3. Evidence of George Thompson, 6 sept. 1824, *Papers relative to the inhabitants of South. Africa*, I, p. 134.

4. Burchell, *Travels in South. Africa*, I, p. 361.

5. Lichtenstein, *Reisen*, II, p. 396.

depuis lors des missionnaires résidèrent à demeure dans les petits villages griquas de la rive droite de l'Orange : Klaarwater ou Griquatown, Philippolis, Campbellsdorp, lesquels furent ainsi appelés en l'honneur de John Philip et de John Campbell, gloire de la confrérie. Ce fut même ce dernier, qui substitua à la dénomination collective de *bastaards,* mal sonnante à de pudiques oreilles anglaises celle de *griquas* [1], qui appartenait anciennement à une tribu de Hottentots [2].

Grâce au crédit de leurs patrons, les petits chefs, ou, comme l'on disait, les « capitaines » griquas, furent l'objet des faveurs du gouvernement du Cap ; ils reçurent plus d'une fois, à titre gracieux, des armes et des munitions ; à partir de 1822 un agent britannique, un certain Melville, résida à Griquatown [3].

Ils n'étaient encore cependant que d'humbles protégés.

Mais sous la poussée du sentimentalisme croissant et des idées négrophiles en vogue, ils grandissent en considération, et les gouverneurs du Cap, tout naturellement et sans crainte du ridicule, traitent de puissance à puissance avec ces quarterons et ces octavons. En décembre 1834, le missionnaire Wright amène à Capetown l'un d'eux, Andries Waterboer, et le fils de celui-ci « un garçon de treize à quatorze ans, moniteur de la

1. George Thompson, *Travels and adventures,* I, p. 151.

2. Le 23 novembre 1705, le landdrost Starrenburg rencontra des Grigriquas, campés à l'extrémité septentrionale du Piquetberg. Leibbrandt, *Precis of the Archives of the Cape, Journal* 1699-1732, p. 84.

3. Instructions du secrétaire du gouvernement du Cap à l'agent Melville, envoyé à Griquatown (21 mars 1822), *Papers relative to the inhabitants of South. Africa,* I, p. 211, 224. — Thompson, *Travels,* I. p. 146, 151.

mission à Griquatown » et, comme Wright, qui « a une influence très considérable sur ce chef... en parle très favorablement[1] », le gouverneur sir Benjamin d'Urban conclut le 11 décembre le traité suivant[2] :

Waterboer prend l'engagement de se conduire comme un allié du gouvernement britannique, de maintenir l'ordre sur son territoire et d'arrêter tout individu recherché par la justice du Cap, qui tenterait de s'y réfugier ; il recevra du gouvernement deux cents fusils, des munitions et un subside annuel de 100 livres sterling (2 525 francs). Par le même acte, il était stipulé que la mission de Griquatown recevrait annuellement un subside de 50 livres sterling (1 262 fr. 50).

Toute sa morgue n'empêcha pas le gouverneur sir George Napier de conclure le 5 octobre 1843 un traité semblable avec Adam Kok, le capitaine des Griquas de Philippolis. Adam Kok était reconnu chef d'un vaste territoire situé entre l'Orange et la Modder, il recevait, lui aussi, un subside annuel de 100 livres sterling, cent fusils et des munitions ; un subside annuel de 50 livres sterling était alloué à la mission de Philippolis[3].

Les Griquas n'ayant d'autre ennemi à redouter que les Boers, si ce traité du 5 octobre 1843 n'avait en apparence d'autre objet que la protection des premiers, il visait en fait les seconds et constituait de la part de sir George Napier un nouvel acte d'hostilité à leur égard. Les conséquences qu'il contenait implicitement

1. Sir Benj. d'Urban, au secr. d'État des colonies, Spring Rice, 26 décembre 1834, *Papers relative to the inhabitants of South. Africa*, I, p. 115.

2. Articles of treaty and agreament between the governor of the colony of the Cape of Good Hope on one part and Andries Waterboer, chief of the Griquas on the other. *Ibid.*, p. 115-116.

3. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 390-391.

ne tardèrent pas à se dégager : le gouvernement du Cap dut intervenir en faveur des Griquas, ses clients, contre les Boers et occuper militairement plusieurs points du territoire situé au Nord de l'Orange.

En 1844, Hendrik Potgieter tenta d'établir des relations amicales avec Adam Kok ; mais de longue date les Griquas haïssaient les Boers ; déjà en 1824 Melville, l'agent anglais résidant à Griquatown, le remarquait : « Ils n'ont pas oublié, dit-il, l'oppression qu'ils ont subie de la part des fermiers de la colonie [1]. » Malveillant par tradition, se sentant fort du récent traité et sans doute aussi docile aux conseils du missionnaire W. Y. Thompson, qui habitait Philippolis, Adam Kok repoussa les avances de Potgieter et répondit qu'il ne désirait pas entrer en rapports officiels avec un homme qui prétendait gouverner « les sujets de la Reine ».

Le moindre incident devait provoquer un conflit entre ces Boers et ces Griquas, en état d'hostilité latente, et qui, fréquentant avec leurs troupeaux les mêmes pâturages du plateau transorangien, ne manquaient pas d'occasion de froissement.

L'incident, dont le détail allongerait inutilement ce récit, se produisit au début de 1845. Des groupes de Boers, commandés par Jan Kock, Jan Mocke, Jacobus Duplooy, s'assemblèrent à Touwfontein, à 45 kilomètres environ de Philippolis ; les Griquas de leur côté se réunirent en armes ; quelques escarmouches se produisirent, ainsi que des coups de main sur le bétail.

Fidèle à la politique de protection des Griquas, qui était traditionnelle au Cap, se confirmant en outre à l'esprit du traité du 5 octobre 1843, le gouverneur sir

1. *Papers relative to the inhabitants of South. Africa*, I, p. 213.

Peregrine Maitland, qui avait succédé à sir George Napier, résolut de secourir Adam Kok.

Le lieutenant-colonel Richardson arriva à Philippolis avec un détachement de troupes le 26 avril 1845 et somma par une proclamation « les sujets émigrants britanniques, assemblés illégalement en armes, de se rendre sans conditions aux troupes de Sa Majesté ». Cette mise en demeure n'ayant produit aucun effet, Richardson marcha contre les Boers et les surprit à Zwartkopjes le 1er mai ; les Boers se retirèrent immédiatement dans la direction de Winburg, si bien qu'il n'y eut même pas de combat (carte 5).

Les troupes anglaises, auxquelles le danger, couru par Adam Kok, avait donné l'occasion de pénétrer sur le plateau transorangien, y restèrent. Bien loin de leur donner l'ordre de repasser sur la rive gauche de l'Orange, sir Peregrine Maitland vint lui-même en juin 1845 installer auprès d'Adam Kok un officier anglais, le major Henry Douglas Warden, en qualité de résident permanent.

Dans le courant de l'année 1846, l'occupation anglaise progressa encore sur le plateau.

Malgré la présence du major Warden, à Philippolis, des Boers se rassemblèrent en juin 1846 sous les ordres de Jan Kock à Winburg et menacèrent le capitaine griqua Adam Kok.

Alors Warden marcha sur Winburg, l'occupa et désarma un certain nombre de Boers. Puis il résolut d'établir sa résidence dans cette contrée et choisit entre Karlspruit et la Modder un site nommé *Bloemfontein* (la source de la fleur) : telle fut l'origine de la capitale du futur État libre d'Orange [1] (carte 5).

1. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 396 et suiv.

A la fin de 1846, un officier anglais, commandant un corps de troupes anglaises, résidait donc entre l'Orange et le Vaal. Cependant c'était uniquement une situation de fait, et ce nouveau territoire ainsi annexé à l'Empire britannique ne figurait encore dans la nomenclature des colonies sous aucune désignation officielle. Mais en 1848, sous l'action hardie et même aventureuse d'un nouveau gouverneur, sir Harry Smith, cette occupation du plateau transorangien va s'achever et se régulariser.

3. — L'Orange river Sovereignty.

Le 1er décembre 1847, sir Harry Smith arriva au Cap, pour y remplacer comme gouverneur sir Henry Pottinger. C'était ce même personnage qui en 1835, pendant la guerre cafre, avait été le principal lieutenant de sir Benjamin d'Urban, avait repoussé l'ennemi hors de la colonie et s'était avancé, en pleine Cafrerie, jusqu'à la rivière Bashee[1].

Il avait quitté le Cap en 1840, servi dans l'Indoustan et remporté le 28 janvier 1846 sur les Sikhs la célèbre victoire d'Aliwal[2]. Il avait laissé de bons souvenirs dans la colonie, il s'était couvert de gloire pendant sa dernière campagne, il revenait donc très populaire[3].

1. Voy. 1re partie, chap. v.

2. C'est en souvenir de cette victoire et pour honorer sir Harry Smith, que deux localités de l'Afrique du Sud ont été nommées Aliwal.

3. Harry Smith et sa femme furent en arrivant au Cap reçus en amis. Le juge Menzies traduisit bien le sentiment général en portant, dans un banquet, le toast non pas officiellement à *His Excellency and his Lady*, mais familièrement à *Harry Smith and his wife*. Sir Harry Smith, *Autobiography*, II, p. 227.

Ses idées sur la politique à suivre à l'égard des Cafres et des Griquas différaient complètement de celles qui avaient guidé ses trois prédécesseurs, sir George Napier, sir Peregrine Maitland et sir Henry Pottinger. Pour les faire prévaloir, il ne devait pas rencontrer les mêmes difficultés que jadis sir Benjamin d'Urban. Le parti des missionnaires était affaibli ; son chef, John Philip, âgé alors de près de soixante-treize ans, accablé de malheurs domestiques, avait perdu sa belle fougue d'antan. Les pillages répétés auxquels les Cafres se livraient impunément sur la frontière, une invasion, qui en 1846-47 avait désolé une fois de plus les districts orientaux, avaient détruit les illusions les plus tenaces sur leur bonté naturelle et sur leurs vertus [1].

Sir Harry Smith jugeant dépourvu de sens le traité conclu en 1843, entre sir George Napier et Adam Kok, projetait d'établir entre l'Orange [2] et le Vaal une nouvelle colonie britannique dans laquelle Boers, métis et indigènes seraient uniformément soumis aux fonctionnaires britanniques.

Pendant la campagne de 1835, il avait toujours eu de bons rapports avec les Boers qu'il commandait, affectant, grâce à ses quelques notions de hollandais, de les

1. Le voyageur Charles J.-F. Bunbury, ami de sir George Napier, expose en ces termes le changement qui se fit dans ses idées : « J'arrivai au Cap, fortement prévenu en faveur des vues entretenues sur ce sujet, par ce qu'on appelle « le parti religieux » ou celui des missionnaires et ce fut seulement par degrés que mes préjugés disparurent devant la connaissance réelle des faits et la leçon des événements ultérieurs. » *Journal*, p. VII-VIII.

2. Pendant le premier demi-siècle de la domination britannique la frontière septentrionale du Cap était restée telle que le gouverneur hollandais Joachim van Plettenberg l'avait fixée en 1778 ; par une proclamation en date du 17 décembre 1847, sir Harry Smith adopta le fleuve Orange comme limite.

traiter en camarades, chantant quand il les voyait tristes, et finissant, tant il avait de gaieté naturelle, par dérider tout son monde [1].

Il supposait donc que le souvenir de ses relations amicales avec les ci-devant colons, devenus en 1847 les « Boers émigrants », lui faciliterait l'accomplissement de ses projets.

En janvier 1848, il fit, avec la hâte qui caractérisait tous ses actes, un voyage au Nord de la colonie. Sur ses instances le chef griqua Adam Kok abandonna le vaste territoire situé entre Orange et Modder, dont la possession lui avait été reconnue par le traité de 1843 et dont il n'avait d'ailleurs jamais été que le chef nominal.

Sir Harry Smith se rendit aussi à Bloemfontein et à Winburg, où il retrouva d'anciens frères d'armes de la guerre de 1835, qui lui exprimèrent leur entière confiance dans sa future administration. Le 27 janvier il reçut une adresse signée de 49 Boers, qui lui demandaient expressément d'étendre la domination anglaise sur le pays [2]. Cet accueil confirma ses idées préconçues sur l'état d'esprit des Boers, mais il fut victime d'une illusion : il crut que les Boers partageaient unanimement

1. « And the boers laugh at my gaiety beyond every thing ». Sir Harry Smith à sa femme, 25 mars 1835. *Autobiography*, II, p. 346.

2. Pour justifier son annexion de l'Orange River Sovereignty à l'Empire, il constatait le 3 février 1848, qu'il avait reçu des pétitions couvertes de signatures : « I have received several addresses very numerous signed by the inhabitants between the Orange, the Modder and Riet rivers as well as from those around Bloem Fontein and from the Caledon river as well as those from the neighbourhood and at Winburg. » *Correspondence with the governor of the Cape of Good Hope relative to the state of the Kafir tribes on the eastern frontier of the colony, july* 1848, p. 63 (Nous abrégerons ce titre sous la forme *Correspond. relative to the Kafir tribes* [II]).

l'opinion de ceux avec lesquels il venait de causer quelques heures à Winburg et à Bloemfontein. En réalité, il n'avait eu de rapports qu'avec des membres des groupes Oberholster et Steyn, qui en 1845 avaient, nous l'avons déjà dit [1], favorablement accueilli la domination anglaise ; ceux qui voulaient rester indépendants s'étaient abstenus de paraître.

Du plateau de l'Orange, Smith descendit toujours en hâte vers le Natal, car il venait d'apprendre que les Boers de cette contrée, désespérés par l'attitude outrageante de l'ex-gouverneur du Cap, sir Henry Pottinger, et par son refus d'écouter leurs justes griefs, se sentant, d'autre part, étouffés et incapables de vivre au milieu des indigènes, avaient résolu d'émigrer de nouveau, soit au Nord des Drakensbergen, soit à l'Est de la Buffalo river [2].

Smith se flattait de les convaincre de rester au Natal. La misère des Boers, qu'il rencontra campés sur la haute Tugela, l'émut véritablement, car s'il avait l'esprit léger, il avait le cœur généreux. « A mon arrivée au pied des Drakensbergen, écrivait-il, le 10 février 1848, au Ministre des colonies, lord Grey, j'ai été presque stupéfait de voir l'ensemble de la population en train d'émigrer. Des pluies, et des pluies tropicales tombent en ce moment sur ce versant des montagnes ; les nombreuses rivières qui coupent le pays ne sont pas guéables et ces familles sont exposées à un état de misère que je n'avais jamais vu, sauf au Portugal, lors de l'invasion de Masséna, quand la population s'enfuyait en abandonnant tout [3]. » « Je fus reçu, ajoute sir Harry Smith, comme dans ma propre famille. » Mais ici encore il se

1. Voy. le paragr. précédent, p. 313.
2. Voir 3e partie, chap. VI.
3. *Correspondence of Natal* [I], p. 212.

fit des illusions et prit pour du loyalisme britannique quelques témoignages de sympathie qui lui étaient personnels.

Comme il traversait une rivière, son chariot faillit être entraîné par le courant; de la berge, trente ou quarante Boers se mirent à l'eau en criant : « il ne faut pas laisser choir la maison du gouvernement », et le tirèrent de ce mauvais pas. « Cela ne prouve-t-il pas, conclut Smith, que j'ai raison d'avoir confiance en eux[1]. »

Au cours d'une conversation qu'il eut avec Andries Pretorius, Smith lui communiqua une proclamation dont la publication était imminente et qui déclarait anglais le territoire situé entre l'Orange et le Vaal.

Pretorius fit observer que les Boers ayant reconnu l'impossibilité de vivre sous la domination anglaise, l'annexion de ce territoire à l'Empire les obligerait soit à défendre leur indépendance par les armes, soit à émigrer au Nord du Vaal. Smith affirma que les Boers émigrés désiraient en majorité redevenir anglais. Pretorius ayant contesté le bien fondé de cette opinion, il fut entendu qu'il ferait une enquête auprès de divers groupes boers pour se rendre compte de leurs véritables sentiments[2].

Mais Harry Smith était, s'il est permis d'employer ce néologisme, un « agité ». Il se vantait de travailler très vite et de n'agir que par inspiration soudaine[3]. Un de ses camarades le major Michell[4], dessinateur de

1. *Correspondance of Natal* [I], p. 212.

2. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 425-426.

3. « You know how quick I can get through my work; the people here are astonished », écrivait-il à sa femme le 30 janvier 1835, *Autobiography*, II, p. 336.

4. *Surveyor general* du Cap en 1835, le major C.-C. Michell est l'auteur d'un mémoire intéressant : On the roads and kloofs in

talent, disait un jour : « S'il pouvait seulement rester une minute tranquille, je ferais de lui un portrait ressemblant. » Mais Smith répondait à sir Benjamin d'Urban qui lui avait rapporté le propos en s'en amusant : « Parbleu ! monsieur, je n'ai pas le temps de rester tranquille[1]. »

Dans la circonstance, il n'eut pas la patience d'attendre le résultat de l'enquête ouverte par Andries Pretorius. Celui-ci quitta les bords de la Tugela, probablement le 30 janvier 1848, le 29 au plus tôt, et cependant, dès le 3 février, c'est-à-dire au moment précis que l'enquête commençait, sir Harry Smith proclama officiellement la domination anglaise sur le territoire limité par les Drakensbergen, l'Orange et le Vaal et donna à la nouvelle colonie le nom d'*Orange river Sovereignty*[2].

Auprès du secrétaire d'État des colonies, lord Grey, sir Harry Smith justifia cette annexion, qu'il qualifiait lui-même d' « audacieuse » par les raisons suivantes : Depuis le mois d'août 1845, l'autorité de la reine est virtuellement établie dans cette contrée. Les Boers émigrants sont au fond du cœur de fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté. Or, leur situation est lamentable, ils regrettent d'avoir émigré et s'inquiètent de l'avenir. Mais Smith va les réorganiser et espère les voir bientôt pourvus d'églises, de pasteurs et d'écoles. Cette annexion ne sera pas moins avantageuse aux chefs indigènes divisés entre eux qu'aux Boers. Les dépenses publiques seront couvertes par les revenus du pays[3].

the Cape Colony, *Journal of the R. Geographical Society*, 1836, p. 168-174.

1. Lettre à sa femme, 19 avril 1835. *Autobiography*, II, p. 358.
2. *Correspondence relative to the Kafir tribes* [II], p. 63.
3. *Ibid.*, p. 60-62.

Le 8 mars 1848, il fut décrété que la nouvelle colonie serait gouvernée par un fonctionnaire (le major Warden), qui représenterait le haut commissaire britannique dans l'Afrique australe (sir Harry Smith lui-même) et qui résiderait à Bloemfontein, qu'un commissaire civil résiderait dans chacun des trois districts de Bloemfontein, Winburg et Caledon river, entre lesquels la colonie était partagée, avec mission de rendre la justice, de recueillir les taxes et de surveiller les chefs indigènes, enfin que tout blanc, en état de porter les armes, serait, le cas échéant, tenu de participer à la défense du pays [1].

Le major Warden, que deux ans de séjour à Bloemfontein avaient instruit des dispositions réelles de la majorité des Boers, hasarda quelques objections et insista sur la nécessité d'augmenter le corps d'occupation. Mais sir Harry Smith lui répondit : « Mon cher ami, sachez que les Boers sont mes enfants ; je ne veux pas d'autres soldats qu'eux ; les troupes vont immédiatement retourner à Capetown. » Et il ne laissa à Bloemfontein qu'une section de cinquante à soixante hommes.

C'était le lieutenant qui avait raison et le chef qui se trompait. Sir Harry Smith se croyait toujours en 1835 ; il s'imaginait que son ancienne popularité, sa bienveillance et l'honnêteté de ses intentions suffiraient à aplanir toutes les difficultés [2]. Mais depuis treize ans, les colons, ses anciens compagnons d'armes, étaient devenus d'autres hommes. Leur émigration forcée, leur

1. *Correspondence relative to the Kafir tribes* [II], p. 65-66.

2. Smith écrivait dans un mémoire, daté du camp de Blinkwater, le 12 mars 1852, et composé pour défendre sa politique, après qu'il eut été révoqué par lord Grey : « Son Excellence me reproche de n'avoir pas réussi à me concilier les habitants hollandais. Je dirai

lent cheminement sur le *veld* des plateaux transorangien et transvaalien, leurs passages réitérés des Drakensbergen, leurs combats sanglants contre les Matabélés et les Zoulous, la fondation d'une République au Natal et son renversement par les troupes anglaises, bref leurs tribulations et leurs misères, leurs victoires et leurs insuccès avaient développé au plus haut point leur esprit d'indépendance.

Si la proclamation du 3 février 1848 avait satisfait le petit groupe des Boers anglophiles, voisins de l'Orange, elle avait irrité au plus haut point ceux qui s'étaient dispersés au Nord de Winburg, et qui se considéraient comme absolument indépendants. Moins de deux mois après la publication de sa proclamation, le 30 mars 1848, Smith est déjà contraint de signaler à son ministre l'agitation causée « par quelques démagogues violents, dénués de ressources, sans cœur, qui ont entrepris d'exciter et d'irriter davantage encore de pauvres gens, sans gîte[1] ». La veille, le 29 mars, il avait lancé un manifeste tour à tour affectueux et menaçant, pour conjurer les Boers de ne pas céder à de mauvais conseils[2]. Mais en vain.

Andries Pretorius, qui après avoir définitivement aban-

sans scrupule, que pendant bien des années, j'ai été très populaire parmi eux... Je ne saurais être responsable de ce qu'ils n'ont pas adhéré au régime, alors qu'ils prétendaient désirer le faire, et si l'honnêteté des intentions, et la bienveillance des manières sont impuissantes à se concilier les gens, je suis irresponsable de ce résultat, ainsi qu'incapable de gagner la bienveillance de qui que ce soit par d'autres moyens. » *Autobiography*, II, p. 410.

1. *Corresp. relative to the Kafir tribes* [II], p. 76.

2. « Vous êtes misérables et pauvres, disait Smith aux Boers, la moitié d'entre vous est ruinée. Vous vous éloignez de votre foi, sans ministres du Saint-Évangile à consulter et à qui vous confier. » *Ibid.*, p. 79.

donné le Natal s'était fixé dans un domaine situé au Sud du Magaliesberg et à l'Ouest de la ville actuelle de Prétoria, est acclamé commandant général des Boers des deux rives du Vaal. Il marche sur Winburg, et met en fuite le résident anglais (12 juillet 1848). Cinq jours après, le 17 juillet, il se présente devant Bloemfontein et somme le major Warden de rendre la place. La garnison ne comptant que cinquante-sept soldats, celui-ci n'ose pas résister aux neuf cents hommes qui composent le commando boer; il capitule et les Boers entrent dans la ville[1]. Le lendemain, 18 juillet 1848, Pretorius adressa à sir Harry Smith un message au nom de tous les membres du commando.

Dans un style véhément, il reproche aux gouverneurs anglais les faveurs qu'ils ont accordées aux noirs du Natal aux dépens des Boers ses propriétaires légitimes, et termine en repoussant toute idée de soumission. Nous sommes, dit-il en substance, plus mal traités que les indigènes : ils possèdent leurs terres patrimoniales et y vivent sous leurs propres lois, alors que de pareils privilèges nous sont refusés à nous autres blancs. Il nous est impossible de compter sur la moindre sécurité dans un pays habité par tant de noirs. Comment avons-nous pris possession du Natal? En toute équité, nous le tenons de son souverain [Dingan], et il nous a coûté le sang de nos chères femmes et celui de nos enfants, nous ne cesserons pas de le proclamer devant le Créateur et à la face du monde! Or qu'est devenu le pays? Appartient-il encore à ses propriétaires légitimes? Y ont-ils résidé avec plus de sûreté depuis que les Anglais en ont pris possession? Lorsque moi, Pretorius, je revins de mon long voyage à Grahamstown, où le grand gouverneur

1. *Corresp. of Natal* [II], p. 21.

[sir Henry Pottinger] ne m'autorisa ni à lui parler ni même à le voir, tous mes compatriotes n'étaient-ils pas en fuite et ma propre famille parmi eux? Où sont donc les premiers propriétaires du pays? Ils errent dans les contrées sauvages de l'Afrique du Sud. Jamais vous n'arracherez le souvenir de ces souffrances du cœur des Boers; promesses et menaces seront impuissantes. Vous pouvez nous forcer à fuir plus loin encore et à vous détester, mais jamais à nous soumettre en silence. Pour la liberté nous sacrifions tout[1]!

Pretorius cherchait en même temps à rallier les chefs de Boers dissidents sur lesquels Harry Smith s'appuyait. A l'un deux, Jacobus Snyman, il rappelait leur ancienne amitié et faisant allusion aux mouvements révolutionnaires, qui se produisaient alors en Europe, il disait : « Le monde s'éveille à la liberté ici comme en tant d'autres contrées, et si le Très-Haut veut qu'il en soit ainsi, qui pourra résister? » Il croyait ou feignait de croire, que l'attention des Anglais allait être détournée de l'Afrique australe par de graves événements : « Ne voyez-vous pas que la puissance des Anglais n'en a pas pour longtemps, que tous quittent ce pays, parce qu'ils vont avoir à soutenir une rude guerre dans le leur[2]? »

Dès que sir Harry Smith apprit la nouvelle de la capitulation du major Warden, il concentra à Colesberg tout ce qu'il avait de troupes disponibles et offrit une prime de 2 000 livres sterling (50 000 francs) à qui livrerait Pretorius. Le 17 août 1848, il publia un manifeste sous le

1. *Corresp. of Natal* [II], p. 24-25.

2. Deux lettres de Pretorius à Jac. Snyman tombèrent aux mains de sir Harry Smith après la bataille de Boomplaats; l'une est datée du 22 juillet 1848, l'autre ne porte pas de date. *Corresp. of Natal* [II], p. 66-7.

titre : *Avis aux Boers rebelles* [1]. Il y soutient à nouveau la thèse formulée par sir George Napier, que les Boers sont non pas des belligérants mais des rebelles. « Vous vous êtes assemblés en armes sous un certain Pretorius, que j'ai proscrit ; l'acte de vous assembler de cette façon inconséquente est illégal et contraire à la volonté de Sa Majesté. Vous êtes coupables de rébellion ! » Smith reproche ensuite aux Boers leur ingratitude : sa complaisance n'a pas eu de bornes ; il leur a assuré la possession à perpétuité de leurs domaines dans l'Orange, il a diminué la garnison de Bloemfontein et les a presque laissés se gouverner eux-mêmes ; il a légalisé tous les mariages [2] ; il était sur le point de leur envoyer des pasteurs et des instituteurs, et voilà qu'ils le récompensent de ses bons procédés en expulsant ses fonctionnaires ! Il rejette toute la faute sur Andries Pretorius, cet habitant du Natal, cet intrus dans l'*Orange river sovereignty,* et termine son manifeste par une avance directe à Hendrik Potgieter [3], qui s'abstenait de participer à ces événements, et que Smith, plein de déférence, appelle « Mynheer Potgeiter [4] » monsieur Potgeiter !

Après avoir pris Bloemfontein, les Boers vinrent se masser sur la rive droite de l'Orange. Mais dans la nuit du 16 au 17 août, ils se retirèrent, si bien que les troupes anglaises ne rencontrèrent aucune opposition

1. *Corresp. of Natal* [II], p. 29-31.

2. Les mariages contractés depuis le début de l'émigration par des Boers devant leurs magistrats, landdrosts, heemraaden, etc..., étaient tenus pour illégitimes par les fonctionnaires anglais.

3. A la fin de 1847, Hendrik Potgieter avait quitté le Lydenburg et était revenu habiter son domaine du Magaliesberg ; il y résidait probablement en août 1848.

4. On remarquera que tout en voulant flatter *Potgieter,* sir Harry Smith orthographie son nom incorrectement.

quand du 20 au 26 août, elles traversèrent le fleuve au gué de Botha[1].

Sir Harry Smith se dirigea immédiatement vers Bloemfontein ; il avait donné l'ordre de ne pas tirer sur les Boers à moins qu'eux-mêmes ne commençassent le feu. Il espérait rétablir l'ordre en négociant, sachant qu'une bataille serait certainement désapprouvée du pacifique secrétaire d'État des colonies, et lui donnerait à croire que les Boers n'étaient pas animés des sentiments loyalistes, que, depuis six mois, le gouverneur du Cap se plaisait à décrire dans ses dépêches.

Mais le 29 août, les éclaireurs, qui déjà avaient relevé des traces du passage du commando, aperçurent sur des collines les Boers, qui ouvrirent sur les Anglais, sitôt qu'ils les virent, un feu vif et régulier. Le combat de Boomplaats — c'était le nom du lieu — eut trois phases. Les Boers furent délogés de leur première position par le feu de l'infanterie anglaise ; mais ils allèrent se reformer et s'abriter derrière les murs d'une maison européenne, ceux d'un village indigène abandonné et la berge de la rivière Kromme-Elleboog, d'où ils recommencèrent à tirer. Alors les Anglais mirent deux canons en batterie sur l'une des collines qui venaient d'être abandonnées, et délogèrent de nouveau les Boers de leur seconde position. Ceux-ci se dirigèrent vers un col, où ils s'arrêtèrent, mais d'où pour la troisième fois quelques projectiles les chassèrent ; finalement ils disparurent vers le Nord. Les Anglais restaient maîtres du

1. Le passage du *Botha's drift* s'opéra dans deux bateaux, dont l'un en caoutchouc. Lieutenant Holdich, *Diary*, in sir Harry Smith, *Autobiography*, II, p. 241. Cet officier, devenu le général sir Edward Alan Holdich, a fait la campagne d'août-septembre 1848 dans l'état-major d'Harry Smith.

champ de bataille, mais non sans avoir éprouvé des pertes élevées [1] (carte 5).

Sans avoir rencontré de nouvelle opposition, sir Harry Smith arriva le 2 septembre 1848 à Bloemfontein et le 7 à Winburg. La souveraineté de la reine du Royaume-Uni sur le territoire s'étendant de l'Orange au Vaal fut de nouveau proclamée et un fort, nommé « *Queen's fort* », construit à Bloemfontein ; trois compagnies d'infanterie et vingt-cinq artilleurs y tinrent garnison, sous le commandement d'un major. Le pays fut divisé en quatre districts : Bloemfontein, Caledon, Winburg, Vaal river. En vue d'accentuer la mésintelligence entre les chefs Boers, sir Harry Smith nomma Hendrik Potgieter commissaire du district du Vaal, honneur que celui-ci déclina d'ailleurs aussitôt. Andries Pretorius et ses partisans étaient repassés sur la rive droite du Vaal, mais un certain nombre de Boers de l'Orange se rallièrent à la nouvelle administration [2].

Pendant les trois ans et demi qu'il conserva encore le gouvernement du Cap, sir Harry Smith n'eut plus de rapports personnels avec les Boers indépendants.

Mais il les isola de son mieux, détourna de leur pays

1. 1 officier et 8 hommes tués, 8 officiers et 39 hommes blessés. Les Boers eurent 9 hommes tués. Lieut. Holdich, *Diary*, in sir Harry Smith, *Autobiography*, II, p. 243-45, avec un plan de la bataille. Smith a envoyé un récit de l'affaire à lord Grey, le lendemain 30 août 1848. *Correspondence of Natal* [II], p. 43-4.

2. Les nouveaux fonctionnaires nommés par Smith portaient presque tous des noms boers. Le 6 septembre, les troupes anglaises avaient été saluées par le commando de Wessels, qui avait refusé de se joindre à Pretorius. « The Boers had formed a laager on the Vet River under a field cornet named Wessels, and had maintained their position against Pretorius and the rebels. » Holdich, *Diary*, in sir H. Smith, *Autobiography*, II, p. 247. — *Corresp. of Natal* [II], p. 59.

les explorateurs, tels que Francis Galton, qui avaient des velléités de s'y rendre [1] et s'efforça de prévenir contre eux les tribus indigènes les plus éloignées. En 1850, leurs prêtant un projet d'expansion sur les rives du lac Ngami, récemment découvert par William Cotton Oswell et Livingstone, il essaya d'établir des relations amicales avec les indigènes de cette contrée pour déjouer les « machinations » de ses ennemis [2]. Oswell qui repartait pour l'intérieur de l'Afrique fut prié de se prêter à cette manœuvre diplomatique, et Galton, qui s'était décidé à aller explorer le Damaraland, pareillement [3].

Ainsi une fois de plus les Boers étaient chassés d'un territoire qu'ils avaient choisi pour y vivre indépendants. Expulsés du Natal, ils l'étaient maintenant du plateau transorangien. On leur refusait le droit à une existence nationale.

Que le gouvernement britannique reconnut jamais l'indépendance d'une république boer paraissait donc

1. Francis Galton, Recent expedition into the interior of South-Western Africa. *Journal of the R. Geographical Society*, 1852, p. 141.

2. « His Excellency ..... has reason to suspect a design on the part of some of the Emigrant Boers north of the Vaal river to effect a settlement on the shores of the Lake ..... His Excellency does not deem it expedient by force to interfere in the designs of the Boers in that distant region, but trusts that if the natives are warned in time, and induced to establish friendly relations with the british government, they may be able to resist machinations, the success of which would seriously impede the progress of commerce and geographical research in Central Africa, to which you have rendered such signal service by your recent discovery. » John Montagu, secrét. du gouv. du Cap à Oswell, 11 juillet 1850. *W. C. Oswell*, I, p. 222.

3. Galton, *Journal of the Geogr. Soc.*, 1852, p. 141.

vers 1850 tout à fait improbable. Et cependant en 1852 l'invraisemblable de la veille était devenu la réalité du jour : la République Sud-africaine naissait à l'existence politique ; deux ans plus tard l'État libre d'Orange prenait rang au milieu des puissances.

Les opinions qui prévalaient alors chez les hommes d'État anglais en matière d'expansion coloniale et l'entrée en scène d'une tribu de montagnards, dont il n'a pas été encore question, les Basoutos, expliquent cette solution imprévue.

CHAPITRE II

LES DOCTRINES SUR L'EXPANSION COLONIALE EN GRANDE-BRETAGNE VERS 1850

Depuis une vingtaine d'années, le territoire colonial de la Grande-Bretagne s'est considérablement agrandi. Elle a notamment occupé sans coup férir ou conquis : dans le Nord de Bornéo, le Brunei et le Saraouak ; en Chine, Wei Ha Wei ; dans l'Indoustan, le Sikkim ; en Afrique enfin, le Betchouanaland, la Rhodesia, le Nyassaland ou British Central Africa protectorate, la partie orientale du continent appelée East Africa protectorate, l'Ouganda et l'Ounyoro, la Nigeria, sans compter l'Égypte et le Soudan égyptien où sa position est sans doute équivoque en droit, mais prépondérante en fait. Elle vient enfin d'annexer, on sait après quelle lutte, l'Orange et le Transvaal.

Les doctrines protectionnistes triomphant partout, les pays civilisés se défendant par des droits de douane prohibitifs contre les importations étrangères, mais la production de ses manufactures ne tarissant pas, il lui a fallu assurer à son industrie des marchés toujours ouverts ; d'où cette âpreté à acquérir des territoires nouveaux.

Devant un pareil accroissement de son domaine d'outre-mer, la Grande-Bretagne, sommes-nous tentés de croire, a toujours eu, en politique coloniale, l'extension

pour règle. Une telle manière de voir est cependant tout à fait inexacte.

Il y a un demi-siècle, beaucoup d'hommes d'État anglais imbus d'idées précisément opposées à celles aujourd'hui en faveur professaient non seulement qu'il est néfaste pour une nation d'étendre indéfiniment son domaine d'outre-mer, mais qu'il lui est même avantageux de le restreindre.

Cette théorie, qualifiée par les impérialistes d'aujourd'hui de *Little Englandism* et opposée avec dédain par eux à la politique de la *Greater Britain*, eut des partisans dès la fin du XVIIIe siècle.

Dans une série de lettres, adressées en 1781 à Necker sous le titre de *Cui Bono ?* [1] Josiah Tucker, *dean* de Gloucester, déclarait que « la séparation totale d'avec ses colonies d'Amérique serait l'un des événements les plus heureux susceptibles d'arriver à l'Angleterre ». « La France sans colonies, disait-il encore, est presque invulnérable. Si elle est saisie par la rage épidémique d'avoir des colonies, elle deviendra aussi vulnérable que ses voisins. »

Formulée seulement par quelques écrivains isolés, cette théorie fut énergiquement défendue vers le milieu du XIXe siècle par une grande partie de l'école libre échangiste. Richard Cobden et John Bright soutenaient qu'il fallait accorder aux colonies anglaises un « self government » complet, les laisser nommer elles-mêmes leurs fonctionnaires, se taxer et supprimer les crédits affectés dans le budget britannique à l'entretien des

1. *Cui Bono? An Enquiry what Benefit can arise to the English or Americans, French, Spanish or Dutch from the greatest Victorias in the present war*, in-8°, 1781. Il a paru une traduction française de ce livre en 1782. Tucker avait déjà auparavant publié d'autres ouvrages conçus dans le même sens.

fonctionnaires coloniaux civils et militaires. « Si nous ne rentrons nos cornes, disait Cobden en 1849, notre pays avec sa richesse, son énergie et ses ressources, succombera sous le poids de ses possessions [1]. » « Je veux, disait-il encore en 1850, dans une réunion tenue à Bradford, que la mère patrie renonce à toute suprématie politique sur ses colonies et qu'elle s'en tienne uniquement aux liens naturels qu'une origine commune, des lois communes, une religion et une littérature communes ont donné à tous les membres de la race anglo-saxonne disséminés sur la surface du globe... J'espère que vous pousserez unanimement le cri de self government pour les colonies ; j'espère que vous demanderez qu'il ne soit plus voté un shelling dans ce pays pour les dépenses civiles et militaires des colonies [2]. »

Cette politique séparatiste compta vers 1850 et pendant les vingt ou trente années suivantes beaucoup de partisans. On en trouve notamment l'expression dans les écrits d'un homme, qui, par son caractère, sa droiture et l'étendue de ses connaissances s'est imposé dans tous les postes où les circonstances de sa vie l'ont placé. Nous voulons parler de Frédéric Rogers, plus tard sir Frédéric Rogers, plus tard encore Frédéric lord Blachford. Son opinion en la matière a d'autant plus d'autorité qu'entré dans l'administration coloniale en 1844, il y a fait toute sa carrière, en qualité de « commissaire de l'émigration » de 1846 à 1860, puis de « sous-secrétaire d'état permanent » de 1860 à 1871, si bien qu'un homme d'État australien, George Higinbotham, était autorisé à dire en 1869 « les colonies ont

1. John Morley, *Vie de Cobden*, trad. Raffalovich, p. 229.
2. Frédéric Bastiat, *Œuvres complètes*, t. III, Appendice, p. 504-5.

réellement depuis quinze ans été gouvernées par un certain Rogers [1] ». Or voici ce qu'il écrivait en 1854, l'année même, où l'*Orange river sovereignty* fut abandonnée par le gouvernement de la Grande-Bretagne : « C'est vraiment pitoyable : donnez tout ce que vous voudrez, vous ne satisferez pas les colons, à moins de leur concéder *l'indépendance absolue* ; de sorte qu'il est malaisé de dire comment on arrivera, *conformément je suppose, à notre attente générale, à une dissolution de cette société en termes courtois* [2]. »

Et trente ans plus tard, vers 1885, quand il avait depuis longtemps quitté le *Colonial office*, Rogers écrivait encore : « J'ai toujours pensé, et cette pensée s'est si bien confirmée et consolidée d'elle-même, qu'il m'est difficile de concevoir que quelqu'un soit d'un avis contraire, que *nos colonies étaient destinées à devenir indépendantes* et qu'à ce point de vue le *Colonial office* a pour mission de rendre notre réunion, tant qu'elle durera, aussi profitable aux deux parties que *notre séparation, quand elle s'opérera,* aussi courtoise que possible. Cette opinion repose surtout sur ce principe général qu'une nation vigoureuse (et une colonie devient une nation) ne doit pas laisser gouverner ses affaires intérieures par un gouvernement éloigné et que des nations géographiquement séparées n'ont pas d'intérêts communs assez puissants pour s'imposer avec tous les détails et toutes les variations qu'elle suppose, une même politique étrangère [3]. »

Tel était le scepticisme propre aujourd'hui à donner

1. Cité dans *Dictionary of national biography*, t, XLIX, p. 120.
2. Lettre à R.-W. Church, du 15 septembre 1854, *Letters of Frederic lord Blachford*, p. 158.
3. *Letters*, p. 299-300.

le cauchemar à M. Joseph Chamberlain avec lequel cet homme éminent qu'on a appelé « le mieux doué, le plus habile et le plus étonnamment subtil des amis de Newman », considérait l'avenir de l'Empire britannique [1]. Lui, premier fonctionnaire de l'administration coloniale, il attendait sans émoi, le moment où toutes les colonies se seraient détachées de la métropole, vrai représentant de cette école, que lord Rosebery accusait un jour d'avoir propagé « la moisissure de ce *Little Englandism* qui menaçait de pourrir les maîtresses poutres de la bâtisse nationale [2] ».

Il s'en fallait cependant de beaucoup que tous les hommes d'État britanniques eussent des vues aussi radicales. Sir Robert Peel, qui en se ralliant à la doctrine de l'École de Manchester et en la faisant triompher, accomplit l'une des plus audacieuses volte-face qu'homme d'État ait jamais osées, se séparait de Cobden sur la question des colonies. De même lord John Russell qui succéda comme premier ministre à sir Robert Peel en juillet 1846, de même encore son ami lord Grey, à qui il confia le Ministère des colonies.

Comme ces deux personnages sont restés au pouvoir

1. « This distinguished and upright public servant, « the most « gifted, the most talented and of the most wonderful grasp of « mind » of Newman's friends, was on this question among the faithless. » H.-E. Egerton, *A short history of british colonial policy*, p. 368. — Newman, dont il est question est John Henry Newman (1801-1890), l'initiateur du « Mouvement d'Oxford », nommé cardinal de l'Église romaine le 12 mai 1879.

2. « Lord Rosebery congratuled them [the Royal colonial Institute] on the fact that largely through their efforts the dry rot of Little Englandism which in 1868 had threatened to destroy the main timbers of our national building had been successfully arrested. » Paroles rappelées au banquet annuel du *Royal colonial Institute*, le 30 avril 1902, *The Times, weekly edition*, 2 mai 1902, supplément p. III.

jusqu'en février 1852, qu'ils ont octroyé à la République Sud-africaine sa charte d'indépendance et ont préparé celle de l'État libre d'Orange, leurs idées en matière de politique coloniale valent qu'on les examine.

Ils sont entrés au ministère avec la ferme conviction — et ils l'ont fait partager au Parlement — qu'il fallait accorder aux colonies un régime commercial aussi libéral que possible. « En abrogeant l'an dernier les lois de navigation, dit lord John Russell, le 8 février 1850, à la Chambre des Communes, je crois que nous avons entièrement mis fin à tout le système du monopole commercial de nos colonies. Nous avons nettement déclaré d'une part que si nous avons besoin de produits semblables à ceux que nos colonies fournissent, nous les prendrons au besoin en d'autres parties du monde ; et d'autre part, nous avons laissé les colons libres de se pourvoir ailleurs que chez nous, et d'imposer des droits égaux aux produits manufacturés de la Grande-Bretagne et des pays étrangers. »

Même libéralisme dans l'administration des colonies. Au Canada le gouverneur est tenu de choisir le ministère dans la majorité d'une chambre librement élue. Au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse le conseil exécutif devient électif. Dans la Nouvelle-Galles du Sud un conseil est institué dont les membres sont pour les deux tiers élus, et pour un tiers seulement nommés par le gouvernement. Que « l'Empire colonial repose sur des principes justes, propres à faire honneur à ce pays et à contribuer au bonheur et à la prospérité des possessions britanniques », tel est le vœu de lord John Russell.

Mais en même temps, il est fermement convaincu, et lord Grey comme lui, de la nécessité de maintenir l'Empire dans toute son intégrité. « Nous devons, dit

lord Russell, conserver notre grand et précieux Empire colonial. » C'est un devoir pour la nation, qui ne saurait se décharger à la légère des responsabilités qu'elle a assumées. Elle a élevé à un certain degré de civilisation des indigènes, qui faute de sa protection retomberaient dans la barbarie. L'union est avantageuse et à la métropole et aux colonies. Celles-ci sont pour la Grande-Bretagne des alliées fidèles et des alliées fidèles augmentent la force d'une nation ; abandonnées à elles-mêmes, les colonies chercheraient de nouveaux protecteurs : le Cap retournerait à la Hollande, l'île Maurice à la France ; ces puissances deviendraient fortes de l'acte de faiblesse même de la Grande-Bretagne.

Les colons de leur côté bénéficient de l'union. Pour combien compterait dans le monde un habitant du Cap qui ne serait qu'un habitant du Cap, un Canadien qui ne serait qu'un Canadien ; mais ils sont cela et davantage encore ; ils sont *british subjects*, et partout protégés par les agents diplomatiques de la Grande-Bretagne [1].

Deux opinions se manifestent donc vers 1850 chez les hommes d'État anglais. Les uns, estimant les colonies inutiles à la métropole et onéreuses, considéraient leur indépendance comme inévitable et faisaient des vœux pour que la sécession s'accomplît le plus tôt possible. D'autres, au contraire, s'ils consentaient qu'on dotât les colonies d'un régime administratif et commercial aussi libéral que possible, s'ils prenaient même l'initiative d'une réforme conçue dans ce sens, combattaient la séparation et proclamaient la nécessité absolue de l'union des différentes parties de l'Empire.

1. Lord John Russell, Discours prononcé à la Chambre des Communes, le 8 février 1850, *Hansard's parliamentary debates*, t. CVIII, p. 535-567. Tout le discours présente le plus grand intérêt pour l'histoire coloniale de la Grande-Bretagne.

Mais il est une troisième opinion en pleine faveur au début du XXe siècle et qui n'était jamais, ou presque jamais exprimée au milieu du XIXe siècle. C'est qu'on ne saurait trop reculer les bornes de la domination britannique, ni acquérir ou conquérir sur le globe une trop grande surface de territoires nouveaux.

Peut-être nous objectera-t-on que c'est cependant entre 1840 et 1850 précisément que le Natal et la province de British Kaffraria[1] ont été annexés à l'Empire. A quoi nous répondrons, d'abord, que ces deux actes s'expliquent, le premier par un véritable entêtement à ressaisir des sujets britanniques qui prétendaient s'affranchir, le second par la nécessité stratégique de construire dans l'Est de la colonie du Cap un boulevard contre les invasions cafres, et ensuite qu'ils ont été accomplis par l'initiative propre de deux militaires, sir George Napier et sir Harry Smith, mais non en vertu d'une politique d'expansion du *Colonial Office*.

Les hommes d'Etat anglais en immense majorité, pour ne pas dire à l'unanimité, répugnaient alors à étendre la superficie des colonies en général et celle du Cap de Bonne-Espérance en particulier.

Cette dernière possession était complètement discréditée dans l'opinion publique. « Il est impossible de ne pas sentir, disait lord Grey, qu'il règne dans ce pays

1. Le 23 décembre 1847, sir Harry Smith proclame 1° que la frontière orientale de la colonie était reportée de la Fish river à la ligne formée par les rivières Keiskama et Tyumie; 2° que le territoire situé entre la Keiskama et la Kei était déclaré « possession britannique. » Smith ne rendit pas à ce dernier territoire le nom de « Province of the Queen Adelaide » qu'il avait porté en 1835, mais l'appela « British Kaffraria. » Depuis 1847, il n'a plus été soustrait à la domination britannique. Earl Grey, *The colonial policy of lord John Russell's administration*, II, p. 199 et suiv.

le sentiment général que la colonie ne vaut pas les dépenses qu'elle nous impose, et que nous avons commis une lourde erreur en nous laissant entortiller dans une situation qui exige de pareils sacrifices [1]. »

Beaucoup de gens regrettaient qu'on n'eût pas simplement utilisé le Cap comme relâche pour les navires allant aux Indes, et qu'on ne se fût pas borné à s'assurer la possession des deux mouillages de Table Bay et de Simon's bay.

La paix ne durait jamais longtemps sur la frontière orientale de la colonie. En avril 1846, une nouvelle guerre cafre avait éclaté, qui avait coûté deux millions de livres sterling et une autre encore en décembre 1850. Les dépenses qu'occasionnait cette dernière guerre furent vivement critiquées à la Chambre des Communes le 7 mars 1851 par sir De Lacy Evans [2], le 10 mars par Hume, qui « ne peut supporter de voir ainsi gâcher l'argent du pays [3] », et surtout le 10 avril par sir William Molesworth, qui attaqua vigoureusement la politique d'expansion de sir Harry Smith dans l'Afrique australe. Nous vivions, dit-il, « sous l'agréable illusion que nos poches étaient à l'abri des entreprises des Cafres, mais hélas ! voici que les Champs-Elysées de la *British Kaffraria* se sont transformés en un Tartare, que nos poches sont menacées d'être retournées et que notre excédent budgétaire est à vau-l'eau [4] ».

Cette colonie pauvre et peuplée en grande partie

1. Earl Grey, *ouvr. cité*, p. 248. — Il redoute à l'extrême qu'on n'engage de nouvelles dépenses pour le Natal. Voy. *Corresp. of Natal* [II], p. 89-90.

2. *Hansard's parliamentary debates*, 3e série, t. CXIV, p. 1121.

3. *Ibid.*, p. 1171.

4. Séance de la Chambre des Communes du 10 avril 1851, *Hansard's parliamentary debates*, t. CXV, p. 1383-4.

d'étrangers paraissait sans valeur. On ignorait alors totalement l'existence de mines de diamant au Nord de l'Orange, et les affirmations de quelques colons qui prétendaient avoir relevé des traces de gisements d'or ne rencontraient guère que des incrédules. « L'Afrique australe, dit Egerton, est une cassette, dont la valeur véritable est restée longtemps ignorée. »

Un pareil pays semblait tout désigné pour recevoir un bagne. Il faillit subir cet opprobre en 1849. Un navire chargé de forçats jeta l'ancre dans Simon's bay. Mais les colons résolurent de s'opposer au débarquement, le gouverneur donna l'ordre d'y surseoir, fit des représentations en Angleterre, si bien que le navire fut, avec sa cargaison, dirigé sur la terre de Van Diemen[1].

Annexer à l'Empire de nouveaux territoires, où qu'ils fussent situés paraissait alors impolitique aux hommes d'État anglais, mais surtout s'ils l'étaient en Afrique australe.

Cette course des militaires qui pourchassaient les Boers au Natal, puis au delà de l'Orange commençait à paraître ridicule. « Si nous continuons cette politique de poursuite, disait sir William Molesworth, le 10 avril 1851, nous les suivrons jusqu'aux monts de la Lune et nous ajouterons à nos domaines toute la partie de l'Afrique située au Sud de l'Équateur[2]. »

Le *Committee of Privy Council for trade and foreign plantations*[3] exprimait certainement l'opinion générale, quand il émettait en 1850 l'avis suivant :

1. Sir Harry Smith. *Autobiography*, II, p. 255.
2. *Hansard's parliamentary debates*, 3e série, t. CXV, p. 1388.
3. Ce *Committee* est généralement appelé *board of trade*, bureau du commerce. Sur son organisation, voy. Charles de Franqueville, *Les Institutions politiques, judiciaires et administratives de l'Angleterre*, in-8, Paris, 1863, p. 320.

Des dangers très sérieux sont inséparables du récent accroissement [l'Orange river Sovereignty] et encore plus de tout futur accroissement des domaines de Sa Majesté dans l'Afrique australe. Cette politique a accru, et, si elle est continuée, accroîtra indéfiniment les appels aux ressources et aux forces militaires du Royaume, *sans intérêt national bien visible*. Par suite de ces accroissements répétés... les sujets coloniaux de Votre Majesté ont de plus en plus été mis en contact avec de nouvelles tribus de barbares, avec lesquelles il a été impossible d'obtenir une paix prolongée, ou de faire une guerre qui n'ait pas été chaque fois coûteuse, sans gloire, inutile et sanguinaire. Malgré cette extension territoriale, les colons infidèles ne se sont pas arrêtés, mais se sont avancés dans des régions toujours plus lointaines, dans lesquelles ils ont porté une guerre révoltante pour l'humanité et honteuse pour le nom anglais [1].

Telles étaient les opinions sur l'expansion coloniale, qui dominaient alors en Grande-Bretagne; elles différaient si complètement de celles au triomphe desquelles on consacre présentement les livres sterling par millions, que sans le témoignage des textes on serait fondé à nier qu'elles aient jamais pu être soutenues.

Elles le furent cependant, et elles expliquent comment l'Angleterre ne tenta pas de conquérir le territoire situé entre le Vaal et le Limpopo, renonça même à celui qu'elle occupait déjà de l'Orange au Vaal, et se soit déchargée sur les Boers du soin de leur propre gouvernement.

1. Cité par Egerton, *A short history of british colonial policy*, p. 347.

CHAPITRE III

L'INDÉPENDANCE DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

A l'époque même où la fréquence des guerres cafres et les dépenses qu'elles occasionnaient discréditaient le Cap de Bonne-Espérance dans l'opinion publique anglaise, un nouvel ennemi, les Basoutos, surgit sur la frontière septentrionale.

Les difficultés provoquées par l'attitude hostile de cette peuplade achevèrent de convaincre les secrétaires d'État des colonies de la nécessité de restreindre l'étendue de la domination britannique dans l'Afrique australe.

1. — Mochech, chef des Basoutos.

On sait que l'orographie de l'Afrique australe est caractérisée par les traits suivants : sur la côte une bande de plaine de largeur variable ; à l'intérieur un plateau sans limites vers le Nord ; entre cette plaine et ce plateau des montagnes. Or nulle part celles-ci n'atteignent des dimensions plus imposantes que dans le Basutoland, qui en est couvert sur 200 kilomètres de large et 400 de long. Bien que l'exploration n'en soit point encore achevée, on y a déjà distingué deux chaî-

nes orientées sensiblement dans la même direction : les Drakensbergen ou Quathlambas au Sud et les Maloutis au Nord. L'altitude générale du pays ne s'abaisse guère au-dessous de 1 800 mètres ; le Giant's Castle s'élève à 2 943, le Champagne Castle à 3 157, le Machacha à 3 350, le Mont-aux-Sources à 3 400. Entre le Cap, le Natal et l'ancien État libre d'Orange, le Basutoland forme donc un large massif, d'abord malaisé (carte 5).

C'est à la faveur de ce substratum qu'un certain Mochech, chef de la petite tribu des Basoutos, constitua, pendant le second quart du XIXe siècle, une puissance qui, vers 1850, intervint d'une manière décisive dans l'histoire des Boers et dont il convient par conséquent d'exposer brièvement la formation.

Vers 1824, Mochech occupait sur la rive gauche du haut Caledon un lieu nommé Boutaboute. Mais à cette époque, attaqué et pillé soit par les Mantatis [1], soit par d'autres tribus [2], il prit le parti d'émigrer avec ses gens en un lieu plus sûr et alla s'établir à quelque distance au Sud-Ouest, à Thaba Bosiou ou Thaba Bosigo, montagne isolée à sommet tabulaire, qui s'élève sur la rive gauche du Caledon.

De forme elliptique, longue de trois kilomètres et

1. D'après Arbousset, les Basoutos soutinrent en 1823 et en 1824 deux sièges contre les Mantatis. « Mochech et les Basoutos furent pillés, saccagés et complètement ruinés. » Cet explorateur vit encore en 1836 les ruines de Boutaboute. *Relation d'un voyage d'exploration au Nord-Est de la colonie du cap de Bonne-Espérance, entrepris dans les mois de mars, avril et mai* 1836, *par MM. T. Arbousset et F. Daumas*, p. 99-100.

2. D'après Andrew Smith, dont le texte est d'ailleurs un peu obscur, Mochech semble avoir été contraint d'émigrer à cause des attaques successives de populations qu'il nomme Amahlobis, Amangouans et Balkokouas. *Report of the expedition for exploring Central Africa*, p. 8.

large d'un et demi, Thaba Bosigo se dresse à cent soixante mètres au-dessus de la surface du sol environnant ; ses parois sont abruptes et on ne peut accéder au sommet que par trois passages, dont le moins étroit n'a que de cinq à huit mètres de large ; des sources affleurent à la surface de ce plateau. C'est à la possession de cette forteresse naturelle que Mochech a dû sa fortune politique, ainsi qu'il se plaisait lui même à le dire [1].

Jamais aucune tribu indigène n'a réussi à la prendre d'assaut. En 1831 les Matabélés « le tentèrent, mais furent arrêtés par une avalanche irrésistible de pierres et de rochers, accompagnée d'une grêle de javelots [2] ». En 1852, sir George Cathcart, gouverneur du Cap, prit avec empressement un détour diplomatique pour éviter d'avoir à l'attaquer [3]. Elle défia longtemps les Boers de l'État libre d'Orange.

Du haut de cette citadelle, les Basoutos fondaient sur les tribus voisines pour leur prendre leur bétail. C'était généralement les bords du Caledon, qu'ils allaient piller, mais en mars ou avril 1835, Mochech, informé du succès de l'invasion des Cafres [4] dans la colonie

1. « Cette montagne est ma mère, nous répétait souvent Mochech ; sans elle vous eussiez trouvé cette contrée entièrement déserte. » Casalis, *Les Bassoutos*, p. 82.

2. *Id.*, p. 35. — Casalis ajoute que, par raillerie, Mochech offrit aux Matabélés en retraite quelques bœufs comme provision de route. — Andrew Smith dit de même que les Basoutos se défendent en jetant sur les envahisseurs des pierres dont, par précaution, ils ont toujours des tas amoncelés : « Par ce simple moyen, ils ont pendant des années réussi à maintenir leur position et même à défier les guerriers bien entraînés de Mosélékatsi et de Dingan. » *Report*, p. 9.

3. Voy. ci-dessous, p. 378.

4. Voy. 1re partie, chap. v.

du Cap, résolut d'aller les attaquer, espérant du même coup s'enrichir et se faire bien voir du gouverneur sir Benjamin d'Urban. A la tête de sept ou huit cents hommes armés de sagaies, de boucliers et de massues, suivi d'une centaine de bêtes de somme et d'un troupeau destiné à la nourriture de ses gens, Mochech passa les Maloutis, les Drakensbergen et fondit sur les Cafres. Il prit plusieurs milliers de têtes de bétail, mais comme il s'en retournait, il fut attaqué à son tour et perdit presque tout son butin [1].

Cet échec fut exceptionnel dans la vie de Mochech; généralement il rentrait vainqueur de ses expéditions de pillage [2] et peu à peu sa réputation de guerrier heureux se répandait au loin.

Les agressions des Zoulous et des Matabélés avaient, nous l'avons déjà dit, jeté le trouble parmi les populations de l'Afrique australe et causé une désagrégation et une misère générales. La rareté des vivres avait engendré le cannibalisme [3]; tous les exilés, individus isolés, familles, tribus mêmes cherchaient des protecteurs. Beaucoup se réfugièrent dans la colonie du Cap, mais d'autres vinrent chercher asile auprès de Mochech, qui « dans ces temps malheureux, se maintint, s'agrandit

1. Lettre du missionnaire Casalis, 20 mai 1835. *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 23-24.

2. Lettre du missionnaire Rolland, 28 mars 1837. *Journal des missions évangéliques*, 1837, p. 302.

3. D'après Arbousset, les Bamakakanas, qui habitaient en 1836 au Nord du Mont-aux-Sources, étaient encore anthropophages. *Relation d'un voyage*, p. 155. — Un tableau, exposé dans la galerie d'anthropologie du Muséum d'histoire naturelle de Paris, et provenant de la collection Verreaux, représente une scène de cannibalisme : des Cafres saignent un hottentot qui a été ligotté au préalable et recueillent son sang dans une calebasse. Au fond du tableau, d'autres Cafres se livrent à une danse de guerre.

et plus fortuné qu'aucun autre chef du pays s'acquit une haute réputation de sagesse et de gloire », si bien « que les naturels le voyant comparativement riche s'attachèrent à lui [1] ». Grâce à sa protection ils trouvèrent une sécurité relative dans la vallée du Caledon et de ses affluents.

Andrew Smith cite parmi ses tributaires une fraction de la tribu des Lihoyas [2]. La tribu des Bataungs conduite par son chef Molitsane vint en 1837 se fixer sur la rive droite du Caledon. Dans la direction de l'Orange, les Basoutos protégeaient aussi les Bafoutis et leur chef Morosi [3].

Mochech « ramassait » encore des vagabonds, dénués de moyens d'existence, nommés *batlaukas*. Il leur donnait une peau de bœuf ou une toison de mouton pour se couvrir, les nourrissait, et les unissait à celles de ses concubines, dont il ne goûtait plus les charmes ; en retour il prétendait disposer d'eux et de leurs enfants à son gré [4].

Mochech réussit donc en groupant ainsi des individus, dont à l'estimation du missionnaire Casalis le nombre total atteignait en 1848 le nombre de 80 000 [5] à devenir un chef capable d'exercer une action décisive sur les événements politiques de l'Afrique du Sud.

1. Arbousset, *Voyage*, p. 603.

2. *Report*, p. 14.

3. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 374. Ce Morosi résidait en un lieu nommé « Klein Tafelberg », dont nous n'avons pas réussi à identifier l'emplacement exact.

4. Les *batlaukas* se plaignaient d'être obligés d'abandonner leurs enfants à Mochech, qui, disaient-ils, se servait d'eux comme d' « étalons ». Arbousset, Lettre du 30 septembre 1836. *Journal des missions évangéliques*, 1837, p. 44-6.

5. Cité par sir Harry Smith, *Correspondence relative to the Kafir tribes* [II], p. 60.

Ce travail de cristallisation a encore eu, pour le remarquer en passant, un autre effet, et qui a jusqu'à présent échappé, croyons-nous, même aux historiens du pays qui en a bénéficié, c'est-à-dire de la Grande-Bretagne. Quand, le 12 mars 1868, le gouverneur du Cap, sir Philip E. Wodehouse, à la suite d'événements dont l'exposé serait en dehors de notre sujet, proclama la domination britannique sur le Basutoland, il annexa à l'Empire non seulement les Basoutos eux-mêmes, mais encore toutes les tribus qui dépendaient d'eux. Si Mochech n'avait pas, en quarante ans d'efforts, accompli cette tâche elle eût incombé à la diplomatie de la Grande-Bretagne et peut-être à ses armes. Inconsciemment, le chef du Basutoland contribua donc, en auxiliaire involontaire, à la formation territoriale de l'Afrique australe britannique, à la formation de l'une de « ces Bretagnes d'outre-mer », dont Édouard VII est roi [1].

Mochech, ayant appris, en 1832, que des missionnaires européens résidaient auprès de certains chefs griquas et cafres, eut le désir d'en voir se fixer pareillement auprès de lui. Instruit de ce vœu, John Philip, alors grand *manager* des entreprises spirituelles au Cap, désigna les païens Basoutos au zèle de trois membres de la *Société des missions évangéliques de Paris chez les peuples non chrétiens*, Thomas Arbousset, Eugène Casalis et Constant Gossellin, qui venaient justement de débarquer en Afrique australe pour y chercher fortune d'apôtres.

A leur arrivée en 1833, ils reçurent de Mochech un accueil très encourageant. Autour de leur mission

1. On sait qu'Édouard VII est le premier souverain qui porte le titre de « King of the british dominions beyond the seas ».

de *Morija*, fondée dans une vallée déserte à une trentaine de kilomètres de Thaba Bosigo, il se forma un village basouto dans lequel deux fils de Mochech vinrent habiter[1]. Bientôt cependant les missionnaires jugeant « qu'il importait de se maintenir dans l'estime de ce chef », qui paraissait prendre quelque ombrage de voir ses fils plus en faveur que lui-même, décida « qu'un des frères de Morija » irait se fixer « sur la montagne de Mochech ». Après quelques délais, Casalis s'en fut, en 1837, ouvrir une mission, c'est-à-dire bâtir une hutte, non « sur la montagne », mais au pied de Thaba Bosigo[2].

Convertir Mochech et les Basoutos à la foi chrétienne, les rendre meilleurs et plus humains, tel était, lors de leur arrivée, l'objet principal des missionnaires français.

Mais ils ne réussirent que très imparfaitement dans leur évangélisation; un parti conservateur dans lequel figurait le père de Mochech, Mokachané, se refusait à même les écouter. « C'était, dit Casalis, un vieillard sceptique et railleur, qui ne voulait avoir rien de commun avec nous. Selon lui, le sucre était la seule bonne chose que nous eussions apportée dans son pays. Lorsque nous allions le trouver, pour lui adresser quelques paroles, il nous tournait le dos[3]. »

Les sorciers indigènes conservèrent du crédit. En 1858, par exemple, pendant l'une de ces nombreuses guerres que l'État libre d'Orange soutint contre les Basoutos, les Boers prirent le village de Morija, où résidait précisément la plus ancienne mission chré-

1. Casalis, *Les Bassoutos*, p. 11 et 27.
2. *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 28; 1837, p. 109.
3. Casalis, *Les Bassoutos*, p. 87.

tienne du pays ; or en y entrant, ils trouvèrent les corps de camarades, qui avaient été tués dans une escarmouche récente, mutilés par les sorciers, qui s'en étaient servis pour composer des talismans[1].

Mochech écoutait avec intérêt les enseignements des missionnaires ; il se plaisait à discuter avec eux, mais jamais il ne se convertit au christianisme. Renoncer à ses mœurs polygames, répudier les nombreuses femmes, qu'il avait logées chacune dans une hutte particulière, c'était vraiment, estimait-il, payer bien cher l'eau du baptême, ce sortilège des blancs. Il posait parfois aux missionnaires des questions captieuses : « Si je garde celles [les femmes] que j'ai déjà, sans en épouser d'autres, demandait-il, puis-je aller au Ciel? » ou bien : « Si je renvoie toutes mes femmes, excepté une, me baptiserez-vous? — Oui, répondait le missionnaire, si vous aimez véritablement le Seigneur. — Mais dans ce cas, reprenait Mochech, laquelle garderai-je? Et qui me préparera ma nourriture et celle des étrangers qui viennent me voir?[2] » On prétendait même qu'il ajoutait — à vrai dire le propos est rapporté non par un ministre de l'évangile, mais par un explorateur : — « Comment pourrai-je héberger dignement les hôtes qui viennent me voir?[3] »

Les missionnaires eurent beaucoup plus de succès par les objets matériels dont ils répandirent l'usage que par l'enseignement du dogme. Mochech fut émerveillé de s'éclairer avec de la chandelle, il comprit rapide-

1. Mac Call Theal, *Hist. of South. Africa, the republics and native territories from* 1854 *to* 1872, p. 58.

2. *Journal des missions évangéliques*, 1836, p. 145.

3. Fritsch, *Drei Jahren in Süd Afrika*, 1 vol. in-8. Breslau, 1868, p. 124.

ment les avantages de l'argent monnayé et se procura les ustensiles de ménage les plus variés.

Ses fils se vêtirent d'habits européens. La photographie de l'un d'eux, Tsekelo, est conservée dans la galerie d'anthropologie du Museum d'histoire naturelle de Paris[1] : plus de pagne autour des reins, plus de peau de léopard sur l'épaule, plus de touffe de plumes dans les cheveux, mais un « complet », dont le veston a des revers en soie, une chemise blanche et une cravate noire; c'est le portrait d'un gentleman de couleur.

Les missionnaires français ont certainement eu aussi une influence sur la conduite politique de Mochech. Malheureusement, sous ce rapport, les lettres qu'ils ont envoyées au *Journal des missions évangéliques*, ainsi que leurs livres : *Relation d'un voyage d'exploration au Nord-Est de la colonie du Cap de Bonne-Espérance, entrepris dans les mois de mars, avril et mai 1836 par MM. T. Arbousset et F. Daumas*, écrite par Thomas Arbousset, et *Les Bassoutos, ou vingt-trois années de séjour et d'observation au Sud de l'Afrique*, par E. Casalis, sont d'une discrétion qu'on ne saurait trop regretter.

Mais le gouverneur du Cap, sir George Cathcart, qui était très intéressé à être pertinemment renseigné, ne doutait pas qu'ils exerçassent une action sur Mochech, ainsi qu'il résulte du passage suivant d'une lettre adressée par lui le 14 novembre 1852 au secrétaire d'État des colonies : « Les missionnaires français reconnurent bientôt que cette nouvelle puissance [les Basoutos] avait de la force, ainsi qu'une probabilité relative de durée, et que le chef était un homme supérieur : en conséquence ils se fixèrent au pied de la montagne dont Mochech avait fait sa citadelle.

1. Nos 3442 et 3443.

« Grâce à cette même pénétration, qui lui avait probablement valu ses succès, il vit l'avantage des conseils de ces hommes pieux et éclairés, qui manifestement dépendaient de lui et qui avaient intérêt à le soutenir et à lui faire maintenir sa position. *Il semble donc les avoir consultés en toute occasion*, dans ses rapports avec la Grande-Bretagne, qui en ce temps-là commençait à étendre son influence et à intervenir au delà de l'Orange. M. Arbousset soutient bien que les instructions de la « Société des missions évangéliques » défendent à leur communauté de se mêler de politique, et, à vrai dire, c'est à peine si j'ai pu trouver trace de mauvais vouloir de leur part, ou mieux d'intervention, d'ailleurs assez excusable par de pressants motifs d'intérêt et de garantie personnelle, dûs à leur position difficile.

« Mais les circonstances en ont fait des conseillers très fins, et je suis sûr qu'en plus d'une occasion, *ils ont acquis sur leur aventurier heureux une influence et un pouvoir*, contre lesquels la faible autorité du résident anglais [dans l'*Orange River Sovereignty*] était incapable de lutter[1]. »

Il est bien vraisemblable que les missionnaires français ont contribué à maintenir la cohésion des éléments disparates, groupés autour de Mochech. « Il a réussi, dit Arbousset, à rassembler autour de lui des milliers de naturels, que les malheurs des temps avaient dispersés[2]. » Excès de modestie ! car, sans lui, Arbousset, sans Casalis et leurs collègues, cette œuvre de « rassemblement » aurait peut-être échoué.

Leur intervention officieuse dans les rapports de

1. *Correspondence of lieut. general the hon. Sir George Catheart, relative to his military operations in Kaffraria*, p. 138.

2. *Relation d'un voyage*, p. 604.

Mochech avec les fonctionnaires anglais n'est pas douteuse. La lettre dans laquelle il exprima, pour la première fois le désir d'entrer en relations amicales avec le gouvernement du Cap fut écrite par Casalis[1], et sir George Cathcart ne doutait pas que la réponse « fort convenable » faite par Mochech à sa notification d'entrée en charge ait été « composée par les missionnaires français »[2].

On admettrait difficilement que ces hommes instruits et courageux se soient modestement résignés au rôle d'interprètes d'un chef nègre, et ne lui aient pas en partie inspiré les idées qu'ils étaient censés traduire.

2. — Mochech, les Anglais et les Boers.

Mochech conserva longtemps des rapports fort amicaux avec le gouvernement du Cap. L'empressement avec lequel il accueillit les missionnaires français le plaça certainement très haut dans l'estime de John Philip. Grâce à ce patronage, quand sir George Napier résolut en 1843 d'organiser au Nord et au Nord-Est de la colonie ces petits états dans lesquels le pouvoir devait être indivis entre les chefs indigènes et les missionnaires, Mochech bénéficia en même temps qu'Adam Kok des faveurs officielles. Un traité, dont voici les clauses prinpales, fut signé le 5 octobre 1843 par sir George Napier au Cap et le 13 décembre 1843 par Mochech à Thaba Bosigo : Mochech était reconnu souverain d'un territoire borné au Sud par l'Orange depuis sa source jusqu'à son confluent avec le Caledon, et au Nord par

1. Mac Call Theal, *Hist. of S. Afr.* (1834-1854), p. 379.
2. *Correspondence*, p. 141.

une ligne partant de la mission de Béthulie et se prolongeant le long de la rive droite du Caledon, à une distance de 35 à 40 kilomètres ; il recevait un subside annuel de 75 livres sterling (1 875 francs) payable en argent ou bien en armes et en munitions.

Cette alliance fut confirmée par sir Harry Smith, au cours du voyage qu'il accomplit sur le plateau transorangien au début de 1848. Le 27 janvier il eut une entrevue avec Mochech à Winburg. Sans même lui laisser le temps de se reconnaître, il le pressa de convenir que « la paix, l'harmonie et la tranquillité ne sauraient être maintenues », si la reine n'étendait son autorité sur tout le pays jusqu'au Vaal et il lui fit incontinent apposer une croix en guise de signature au bas d'un traité par lequel l'établissement de cette autorité était pleinement approuvé [1].

Fut-ce sur Mochech l'effet des cadeaux de sir Harry Smith et des flatteries, sous lesquelles il l'avait accablé à Winburg [2], ou bien se conforma-t-il aux conseils de prudence des missionnaires français qui partageaient les préventions de leurs confrères anglais contre les Boers, il est constant que six mois plus tard, il repoussa les ouvertures d'alliance d'Andries Pretorius, et qu'il resta lors des événements de juillet et d'août 1848 un « allié fidèle » du gouvernement britannique [3].

Toutefois le bon accord qui régnait depuis quinze ans

1. *Correspondence relative to the Kafir tribes* [II], p. 62-63.

2. Sir Harry Smith alla jusqu'à dire à Mochech, qu'il ne savait pas s'il devait davantage admirer en lui ses sentiments comme homme ou sa magnanimité comme chef (!). *Correspondence relative to the Kafir tribes* [II], p. 63.

3. « That chief refused to join the Boers in their rebellion... and his conduct on that occasion was duly acknowledged as that of a faithful ally. » Cathcart, *Correspondence*, p. 139-140.

entre Mochech et le gouvernement du Cap commença à s'altérer, quand les Basoutos eurent de fréquents rapports avec les fonctionnaires installés par sir Harry Smith dans l'*Orange river sovereignty* après la victoire de Boomplaats.

D'abord Mochech fut fort indisposé par une rectification de limites territoriales entre sa domination et la *Sovereignty* que le major Warden, rentré à Bloemfontein comme résident, lui imposa le 1er octobre 1849. Puis pendant l'année 1850 et le premier semestre de 1851, les causes de mésintelligence s'accumulèrent. Sur les rives du Caledon, les vols de bétail entre tribus étaient constants ; l'hostilité régnait notamment entre les Barolongs indépendants, et les Bataungs qui faisaient partie de la confédération basouto. Warden prit fait et cause pour les premiers.

En juin 1851 il compose une petite armée des 160 soldats anglais, qui formaient sa garde personnelle, de 120 boers et de 1500 indigènes. Le 30 juin, le major Donovan, qui en était le chef, attaque Viervoet, un des villages de Bataungs et s'en empare sans difficultés. Mais pendant que les auxiliaires indigènes pourchassent les bœufs de l'ennemi, ou se gorgent de bière de millet, trois corps de guerriers basoutos arrivent à l'improviste, tombent sur les troupes dispersées du major Donovan, qui est obligé de se retirer, non sans avoir laissé plus de 150 hommes sur le terrain [1].

Viervoet fut un combat de nègres contre nègres, auquel un nombre infime de soldats anglais participa. La cause première du conflit, les droits douteux d'une tribu sur quelques milliers de bœufs, était misérable. Et cependant cette très petite affaire doit être considérée

1. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 472-473.

comme l'un des anneaux de la chaîne de faits, qui aboutirent à l'indépendance des républiques boers.

Le major Warden resta sur cet échec. Il tenta sans succès de lever un commando parmi les Boers, et d'autre part, à la même époque, les Cafres de la frontière orientale du Cap étaient trop menaçants pour que sir Harry Smith pût distraire en sa faveur un seul homme des troupes concentrées dans la British Kaffraria. Le résultat de cette politique, écrivait quinze mois plus tard, le 14 novembre 1852, sir George Cathcart, « a été humiliant et a malheureusement laissé dans la contrée une opinion peu flatteuse sur la force réelle de la nation britannique [1] ».

Ceux des Boers de l'*Orange river sovereignty* qui étaient hostiles à la domination anglaise profitèrent de la détresse de Warden. Le 25 août 1851, ils invitèrent Pretorius, qui depuis sa défaite de Boomplaats résidait dans le Magaliesberg à l'endroit où le Limpopo sort des montagnes [2], à se charger des fonctions d'administrateur général du pays.

Mochech, de son côté, voyant que les Boers paraissaient prendre l'avantage et jugeant habile de s'en rapprocher, conclut le 3 septembre 1851, à l'insu de Warden, un traité particulier avec quelques-uns d'entre eux. Une alliance boer-basouto se formait contre les Anglais.

Le 9 septembre, Pretorius informa Warden que des colons de l'Orange, Mochech et d'autres chefs indigènes lui demandaient de venir restaurer la paix, pour éviter au pays des misères pareilles à celles que la guerre

1. *Correspondence*, p. 140.

2. Thomas Baines, The Limpopo, its origin, course and tributaries, *Journal of the R. Geogr. Society*, 1854, p. 289.

cafre faisait subir à la colonie du Cap. Il ajoutait que les Boers du Transvaal désiraient vivement conclure un accord avec le gouvernement anglais.

Ainsi en septembre 1851, le résident anglais à Bloemfontein, major Warden, était menacé d'une attaque combinée d'une partie des Boers de l'Orange, des Boers du Transvaal et des Basoutos ; il ne dissimula pas à sir Harry Smith que Pretorius était l'arbitre de la situation.

Or depuis longtemps et avant même que les événements qui viennent d'être exposés fussent connus en Angleterre, le secrétaire d'État des colonies n'était que médiocrement satisfait des services de sir Harry Smith. La devise de lord Grey, comme celle des libre-échangistes de Manchester, était *peace and retrenchement* « la paix et des économies ». Et voilà que le gouverneur du Cap en combattant les Boers (juillet-août 1848) et les Cafres (décembre 1850) l'engageait, malgré lui, dans une politique de guerre et de dépenses.

Sans rappeler encore sir Harry Smith, ce qu'il fit seulement le 14 janvier 1852, lord Grey lui enleva la conduite des affaires de l'Orange et nomma « commissaires adjoints pour régler les affaires de la frontière du Cap [1] » le major William S. Hogge [2] et C. Mostyn Owen, qui tous deux avaient déjà des notions de politique africaine, le premier ayant servi avec distinction dans la guerre cafre de 1846-47 et le second, ancien

1. « Her Majesty's Assistant commissioners for settling affairs on the frontier of the Cape of Good Hope. »

2. Ce nom est orthographié *Hogg* par Mac Call Theal et *Hogge* par lord Grey, parJohn Nixon et Roorda Smit (dans leurs textes de la convention de la Sand river) ainsi que dans l'*Annual register* de 1852.

gradué d'Oxford, ayant longtemps vécu dans l'Est de la colonie du Cap et même appris la langue des Cafres.

3. — La Convention de la Sand river.

Hogge et Mostyn Owen, qui avaient quitté l'Angleterre en mai 1851 [1], arrivèrent le 27 novembre à Bloemfontein. Après avoir procédé à une enquête sur la situation, ils estimèrent que la reconnaissance de l'indépendance des Boers du Transvaal présenterait de grands avantages. Elle séparerait leurs intérêts de ceux des Boers de l'Orange ; elle empêcherait leur alliance avec Mochech, imminente et pleine de périls pour les Anglais ; elle assurerait au gouvernement britannique leur reconnaissance ; enfin elle n'aurait pas de conséquences nuisibles aux progrès de la civilisation, les Boers s'engageant à interdire l'esclavage sur leur territoire et à extrader les criminels qui s'y réfugieraient.

Le 11 décembre 1851, Andries Pretorius avait fait demander aux commissaires s'ils étaient disposés à entrer en négociations. Le 23 décembre, ceux-ci firent publiquement savoir qu'une députation des Boers du Transvaal pouvait venir conférer avec eux ; ils annoncèrent en même temps l'annulation de la proclamation du 22 juillet 1848, par laquelle Pretorius avait été mis hors la loi.

Le lieu choisi pour les négociations fut la demeure du Boer P. A. Venter, située au Sud du Vaal, au confluent de la *Sand river* et du Kool spruit à une vingtaine de kilomètres à l'Est de la voie ferrée actuelle

1. Lord Grey annonça leur nomination à la Chambre des lords dans la séance du 20 mai 1851. *Hansard's parliamentary debates*, t. CXVI, p. 1156.

de Bloemfontein à Johannesburg ; d'où le nom de *Convention de la Sand river*, donné au traité qui fut conclu. Le gouvernement anglais fut représenté à la conférence par les deux commissaires, major William S. Hogge et C. Mostyn Owen, qui étaient accompagnés seulement d'un secrétaire, John Burnet.

Les délégués Boers étaient au nombre de seize, parmi lesquels deux, Andries Pretorius et H. F. Joubert, sont, dans le texte de la convention, qualifiés de « commandants généraux », un G. F. Krüger, de « commandant », un S. Lombard, de « landdrost », un de « doyen d'église », un de « membre du raad », cinq de « field cornets ». Ils étaient accompagnés d'un secrétaire nommé J. H. Visagie.

Ils représentaient : 1° ceux de leurs compatriotes qui étaient disséminés entre la rive droite du Vaal et le Magaliesberg, c'est-à-dire les membres de la faction Pretorius ; 2° ceux du Lydenburg, dont H. F. Joubert était le « commandant général ». Les habitants du Zoutpansberg, qui probablement reconnaissaient Hendrik Potgieter pour chef, s'abstinrent de toute participation à ces événements.

Outre les délégués officiels, beaucoup de Boers se rendirent sur le lieu de la conférence comme simples spectateurs. Le 11 et le 12 janvier 1852, l'explorateur Sanderson en rencontra plusieurs bandes sur les deux rives du Vaal. Très exaltés, ils se vantaient d'obtenir la reconnaissance d'indépendance non seulement du pays situé au nord du Vaal, mais encore de l'*Orange river sovereignty* et du Natal[1].

Commencée le 16 janvier 1852 la conférence aboutit

1. Sanderson, *Journal of the Geographical Society*, 1860, p. 241.

dès le lendemain 17, à la conclusion d'un traité en neuf articles[1].

La Convention de la Sand river commence par reconnaître formellement l'indépendance des Boers. « Les commissaires assistants garantissent de la manière la plus complète possible de la part du gouvernement britannique aux fermiers émigrants au delà de la rivière Vaal, le droit d'administrer leurs propres affaires et de se gouverner eux-mêmes conformément à leurs propres lois, sans intervention du gouvernement britannique » (art. 1). Les Boers n'ont à craindre de la part de la Grande-Bretagne ni occupation territoriale, ni alliance avec les indigènes (art. 1 et 3).

La limite entre le territoire des Boers indépendants et celui qui reste placé sous la domination britannique n'est pas définie autrement que par ces mots : « la rivière Vaal ».

L'article 7 règle les rapports entre les tribunaux des deux pays : « Tout criminel et tout coupable qui s'enfuira de l'un ou de l'autre côté du Vaal sera extradé. Les dépositions des témoins nécessaires pour éclairer un procès engagé d'un côté du Vaal pourront être reçues par les tribunaux siégeant de l'autre côté. »

Par l'article 4 les Boers s'interdisent de pratiquer et d'autoriser l'esclavage.

Tels sont les articles de la Convention relatifs aux Boers considérés en tant que communauté politique ; les autres concernent leurs actes individuels.

Toute personne qui transportera des armes à feu du Sud au Nord du Vaal devra se procurer un certifi

1. Le texte de la Convention de la Sand river n'ayant jamais, croyons-nous, été publié en français, nous en donnons une traduction en Appendice, p. 394.

cat d'un fonctionnaire britannique spécifiant combien son chariot en contient (art. 5). Il est interdit de vendre des armes à feu aux indigènes (art. 6). Mais, sauf cette restriction, la liberté de circulation et de négoce des deux côtés du Vaal est complète (art. 5) et les Boers pourront se pourvoir de munitions dans les possessions britanniques (art. 6).

Jamais, jusqu'alors, les mariages contractés par les Boers, depuis leur émigration, devant leurs propres magistrats n'avaient été tenus pour légitimes par le gouvernement anglais. L'article 8, au contraire, déclare « que les certificats de mariage délivrés par les autorités particulières des fermiers seront tenus pour valides et donneront droit aux enfants issus de ces mariages de recevoir les héritages qui leur reviennent dans toute colonie ou possession britannique de l'Afrique australe ».

Enfin les Boers restés en territoire britannique auront la faculté de vendre leurs biens, et d'aller rejoindre leurs compatriotes au delà du Vaal ; inversement, ceux qui habitent au Nord du Vaal sont autorisés à revenir se fixer au Sud (art. 9).

L'opinion des hommes d'État et des fonctionnaires coloniaux à l'égard des Boers, s'était donc entièrement transformée. Nés sujets britanniques, avaient déclaré à maintes reprises sir George Napier et ses successeurs, sujets britanniques ils resteraient indéfiniment ; ils avaient beau fuir loin du Cap, s'enfoncer dans les profondeurs du continent africain, leur nationalité était indélébile. Résistaient-ils en armes aux troupes anglaises envoyées au Natal ou dans l'Orange, pour les replacer sous le joug, ils étaient considérés comme des « rebelles ». La qualité de « belligérants » leur était refusée.

Mais à dater de la *Sand river Convention*, c'est-à-dire

de 1852, le point de vue change. L'acte lui-même est non pas une amnistie, mais un véritable traité diplomatique bilatéral, signé par les représentants du gouvernement britannique d'une part et par ceux des Boers de l'autre, et qui confère à ces ex-sujets britanniques le droit de se déplacer, de se marier, de commercer, de *se gouverner*, comme bon leur semblera.

Ces ex-sujets ne possèdent pas encore en 1852 de nom de nation ; ils sont désignés alternativement par celui de leur position sociale, les « Boers » — c'est-à-dire les paysans — ou par celui de leur profession « les fermiers » — c'est-à-dire les cultivateurs et les éleveurs — auquel est jointe l'épithète qualificative d' « émigrants », pour les distinguer de leurs congénères restés au Cap. Cependant le gouvernement anglais « assure que l'établissement de la paix, du commerce libre et de rapports amicaux avec les fermiers émigrants est son désir le plus vif » (art. 1 de la Convention), termes identiques à ceux en usage dans les rapports diplomatiques entre nations européennes.

Dans l'histoire du droit des gens, cette Convention de la Sand river doit figurer, dans la collection des instruments diplomatiques, à côté de l'article du Traité de Munster, par lequel, le 30 janvier 1648, le roi d'Espagne reconnut « les Seigneurs États généraux des Païs-Bas-Unis... libres et souverains États » et de l'article du Traité de Paris, par lequel, le 30 novembre 1782, le roi de la grande Bretagne reconnut les États-Unis « pour être des États libres, souverains et indépendants ».

L'esprit des deux grands partis politiques anglais semble se refléter dans la manière dont l'émigration des Boers a été successivement considérée. Au torysme vigoureux, rude, un peu obtus, elle apparut comme un acte de révolte, qu'il fallait châtier, tandis que le whig-

gisme, ennemi de la contrainte, n'y voulut point mettre obstacle.

Origine de difficultés diplomatiques répétées ; origine d'une première guerre courte, mais humiliante pour l'orgueil britannique, en 1881 ; origine enfin d'une seconde guerre, heureuse dans son issue, mais longue, dispendieuse et sanglante, la Convention de la Sand river est considérée comme une faute par la génération actuelle ; et cependant c'est une des belles productions de l'esprit libéral anglais, au milieu du XIXe siècle.

Les résultats de la conférence furent accueillis avec joie par les Boers, voisins de la rive droite du Vaal. Le 19 janvier 1852, Pretorius fut reçu triomphalement à Potchefstroom. Il fit en plein air une courte allocution, et le soir prit part à des danses données dans la maison du landdrost.

Le lendemain 20 janvier, on tint une assemblée dans un lieu que le voyageur Sanderson, de qui nous tenons ces divers détails, nomme le « public office ». Pretorius dit les prières, les grâces, puis prononça un long discours pour exhorter les auditeurs à jouir dans l'union des bienfaits que la récente convention leur assurait ; le texte de celle-ci fut ensuite lu et commenté[1].

Du côté anglais, sir George Cathcart, qui avait succédé à sir Harry Smith dans le gouvernement du Cap, exprima aux Boers dans la proclamation du 13 mai 1852 sa satisfaction « de ce que l'un des premiers actes de son administration ait pour objet d'approuver et de confirmer la Convention ». Le 24 juin, sir John

1. Sanderson, *Journal of the Geograph. Society*, 1860, p. 242. Dans un court entretien qu'il eut avec cet explorateur, Pretorius lui exprima son désir de vivre en bons termes avec le gouvernement britannique et de doter son pays des bienfaits de l'imprimerie.

Pakington, qui avait remplacé lord Grey au *Colonial Office*, signifia à sir George Cathcart « son approbation de la Convention ». Mais dans le public anglais, le traité du 17 janvier 1852 passa absolument inaperçu. Lord Grey, dans l'exposé de sa politique, consacre quelques lignes à la mémoire du major Hogge, mort le 9 juin 1852, à Bloemfontein, et le loue « d'avoir évité une nouvelle guerre dans l'Orange et d'avoir assuré la paix dans cette partie de l'Afrique[1] », mais c'est tout et on ne trouve dans l'*Annual register* de 1852, résumé correct des faits de l'année[2], aucune allusion à un événement, dont, maintenant que le présent éclaire le passé, les conséquences nous apparaissent multiples et graves.

4. — L'unification de la République sud-africaine.

Cette reconnaissance sans réserves de leur indépendance aurait dû, semble-t-il, causer immédiatement à tous les Boers, habitant au Nord du Vaal, une satisfaction unanime. Il n'en fut pourtant pas ainsi. La haine d'Hendrik Potgieter, commandant général du Zoutpansberg et de son groupe contre Pretorius — haine qui les avait empêchés de prendre part à la campagne de juillet-août 1848 contre les Anglais — était si forte que les délégués à la conférence de la Sand river furent accusés d'usurpation de pouvoir.

1. Earl Grey, *The Colonial policy, etc.*, II, p. 245-246.

2. L'*Ann. register* de 1852 mentionne la mort du major Hogge : « He... lost his life through fever, caught by exposure to the rain, at a meeting of chiefs in Moshesh's country », p. 284, mais ne donne aucun détail sur sa mission.

La rencontre des deux chefs de faction suivis de leurs partisans, à Rustenburg, en mars 1852, faillit dégénérer en un combat.

L'apaisement se fit cependant et le 16 mars à l'aurore, au moment où la porte de la tente de Potgieter fut relevée, on les vit tous deux, Potgieter et Pretorius, côte à côte, la main dans la main, une bible ouverte devant eux. Un Volksraad s'assembla et la Convention du 17 février fut approuvée[1].

Cependant cette réconciliation personnelle, peut-être plus apparente que sincère, n'amena pas la fusion immédiate des éléments qui devaient composer la « République Sud-Africaine ».

D'ailleurs, à cette époque, les deux chefs de l'émigration disparaissent simultanément de la scène politique : Hendrik Potgieter meurt en mars 1853 et Andries Pretorius le 23 juillet de la même année, âgé de cinquante quatre ans et huit mois. Ils sont remplacés par de nouveaux personnages, notamment par leurs fils, Pieter G. Potgieter et Marthinus Wessel Pretorius.

Les Boers au Nord du Vaal formaient alors quatre groupes :

1° Boers habitant entre la rive droite du Vaal et le Magaliesberg, et dont Potchefstroom, Rustenburg et Prétoria fondée en novembre 1855, étaient les villages principaux. Ils désignèrent leur communauté sous le nom de « la République Sud-Africaine », *De Zuid Afrikaansche Republiek*, expression, qui, sous le rapport strict de la toponymie laissait beaucoup à désirer, la région qu'ils occupaient n'étant nullement caracté-

1. Mac Call Theal, *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 486.

risée par une position essentiellement méridionale sur le continent africain [1].

2° Boers du Zoutpansberg.

3° Boers du Lydenburg.

4° Boers habitant à l'Est des Drakensbergen, entre les sources de la rivière Buffalo et celles de la Pongola.

Ce dernier groupe était de formation récente. En 1847 et en 1848, il y eut de fréquents pourparlers entre les émissaires de diverses petites bandes boers et Panda, chef des Zoulous.

Des projets d'alliance offensive boer-zouloue en vue « de jeter les Anglais à la mer » et de reconquérir le Natal furent notamment discutés, mais échouèrent [2]. Une autre négociation aboutit. En 1847, une délégation, commandée par Cornelis van Rooyan, requit de Panda l'autorisation d'occuper la contrée dépeuplée, située à l'Est des Drakensbergen et de la rivière Buffalo. En 1848, des Boers, dont les plus notables se nommaient Spies et Klopper, vinrent s'y fixer. Leur seul village, Utrecht, ne comptait encore en 1859 qu'une église et huit maisons [3]. Cette nouvelle colonie boer, fondée au Nord-Ouest du pays des Zoulous, adopta le nom de « République d'Utrecht », choix toponymique que le souvenir de l'ancienne métropole hollandaise, réveillé par de récents événements, avait évidemment dicté (carte 8).

1. D'après A. Seidel, *Transvaal*, p. 30, la « République Sud-Africaine » aurait d'abord momentanément porté le nom de « République hollandaise africaine », *De Hollandsche Afrikaansche Republiek*.

2. *Corresp. of Natal* [II], p. 39.

3. Das Swaziland in Südost Afrika und Merensky's Reise, *Petermanns geographische Mitteilungen*, 1860, p. 405. — Spies, dont il est question ici (orthographié à tort Spiess), est très probablement cet Andries Spies, qui fut le commandant des Boers de la Klip river en 1847. Voy. ci-dessous, 3e partie, chap. VI.

Ces quatre groupes étaient séparés les uns des autres par de grands espaces inhabités. En 1851, par exemple, l'explorateur Gassiott, qui, après avoir quitté Potchefstroom, se dirigea vers l'Est, voyagea trois jours dans une contrée entièrement déserte[1].

Ces groupes jouissaient chacun respectivement d'une complète indépendance politique, ainsi qu'en témoigne le fait suivant. Le 5 juillet 1855, une ambassade portugaise envoyée par le gouverneur d'Inhambane et ayant pour chef un prêtre ou un moine nommé Joaquim de Santa Rita Montanha, arriva dans le Zoutpansberg[2]. Bien avant le terme du voyage, elle rencontra des groupes de Boers, venus à sa rencontre avec des chariots contenant des vivres. Pendant leur séjour dans le village, qui peut être appelé la « capitale »[3] du pays, ces envoyés furent largement reçus et régalés de « fêtes et de danses[4] ».

Or, le commandant général, Stephanus Schœman[5], conclut avec Joaquim de Santa Rita Montanha des traités de paix et de commerce au bénéfice du Zoutpansberg, mais il ne stipula rien en faveur d'aucun des trois autres groupes.

Les habitants du Lydenburg, de leur côté, déclarèrent, en décembre 1856, qu'ils voulaient former une

1. Notes from a journal kept during a hunting tour in South Africa. *Journal of the Geograph Society*, 1852, p. 138.

2. James Mac Queen. Journey from Inhambane to Zoutpansberg by Joaquim de Santa Rita Montanha, *Journal of the Geograph. Society*, 1862, p. 63-68. Mac Queen nomme Joaquim de Santa Rita Montanha « a Roman catholic clergyman ».

3. Ce village, qui contenait, dit J. Mac Queen, 278 maisons et 1 800 âmes (?) est nommé Zoutpansberg, plus tard il porta le nom de Schoemansdal.

4. « Festive parties and dances. »

5. Orthographié à tort « Schorman » par Mac Queen.

République indépendante et souveraine, avec un Volksraad qui légiférerait pour eux seuls.

Néanmoins l'idée d'union entre tous les Boers habitant au Nord du Vaal hantait beaucoup d'esprits.

Sans entrer dans le détail fastidieux des mesquines querelles personnelles et confessionnelles qui la retardèrent, il suffira de dire qu'elle s'accomplit en trois actes. En janvier 1858, la République du Zoutpansberg se fondit dans la République Sud-Africaine. La même année, le 8 mai, la République du Lydenburg et celle d'Utrecht fusionnèrent également. Il ne restait donc plus en 1858 que deux groupes indépendants.

Après de longues négociations, l'union définitive fut conclue le 4 avril 1860, dans une réunion tenue à Prétoria par quinze membres du Volksraad de la République Sud-Africaine et douze du Volksraad de la République du Lydenburg [1].

Une constitution avait été élaborée par une sorte d'assemblée constituante, qui avait siégé à Potchefstroom du 16 décembre 1856 au 5 janvier 1857. Elle fut adoptée par Stephanus Schœman, au nom du Zoutpansberg, le 13 février 1858, et par les représentants du Lydenburg, en 1860, avec quelques réserves.

En voici les dispositions principales : Le président de la République est élu par le peuple; il doit être membre de l'Église réformée hollandaise et âgé d'au moins trente ans. Il lui est interdit de se livrer à aucun acte commercial et de quitter le territoire de la République. Il gouverne avec le concours d'un conseil exécutif *(Uitvoerende Raad)*, composé du secrétaire du gouvernement et de deux Boers, qui portent le titre de membre

1. Mac Call Theal, *Hist. of South Africa, the republics... from 1854 to 1872*, p. 38, 47, 132.

du conseil exécutif. Le Volksraad se réunit au moins une fois par an; les membres en sont élus au suffrage universel des Boers pour deux ans, ils sont renouvelables chaque année par moitié. Le territoire de la République est administrativement divisé en districts, dans chacun desquels siège un landdrost, qui rend la justice, assisté de heemraaden. Il est militairement divisé en fieldcornetcies; chaque groupe de six fieldcornetcies est placé sous les ordres d'un commandant. Les Boers en état de porter les armes élisent un commandant général, qui en temps de guerre siège au conseil exécutif. Le drapeau de la République, trois bandes horizontales, rouge, blanche et bleue, est imité de celui du royaume des Pays-Bas; il s'en distingue pourtant par une bande verte parallèle à la hampe[1].

En 1860, au moment de son unification, les limites territoriales de la République Sud-Africaine étaient très indécises. Au Sud, cependant, le Vaal la séparait de l'État libre d'Orange, sous cette réserve que le district de Wakkerstroom étant habité par des Boers transvaaliens, quoique situé au Sud du Vaal, ce fut la Klip[2] qui servit de frontière, état de fait que le gouvernement de l'État libre ne reconnaissait d'ailleurs pas officiellement. Mais à l'Ouest, au Nord et à l'Est, seuls les obstacles naturels, manque d'eau, mouche tsé-tsé, fièvre paludéenne, arrêtèrent les Boers dans leur expansion. Au Nord du Limpopo, ils n'allèrent pas se fixer à

1. Mac Call Theal, *ibidem*, p. 34. — Seidel donne dans *Transvaal*, à l'Appendice, un texte de la constitution de la République Sud-Africaine; seulement comme il n'a pas pris soin de distinguer des articles élaborés en 1857 ceux qui y ont été ajoutés en 1889, nous n'avons pas pu en faire usage.

2. Ne pas confondre la Klip, affluent de gauche du Vaal avec la Klip, affluent de gauche de la Tugela.

demeure, mais aventureux comme leurs ancêtres, ils y accomplirent des expéditions de chasse. En 1859, par exemple, une troupe de chasseurs s'avança à quatorze jours au Nord du fleuve dans un pays de hautes montagnes, dont les habitants, qui se nommaient Maïairis n'avaient vu jusqu'alors ni Européens ni armes à feu[1] : de même un siècle et demi plus tôt les premiers colons du Cap s'en allaient de Stellenbosch ou de Drakenstein, à la grande indignation du gouverneur Adriaan van der Stel, acheter ou voler des bœufs chez les Hottentots de la rivière Zondereinde ou de la baie de Mossel, le bout du monde de ce temps-là.

Quant aux frontières respectives de la République Sud-Africaine et de la colonie portugaise du Mozambique, elles furent seulement fixées le 23 juillet 1869 par un traité conclu entre les gouvernements de Prétoria et de Lisbonne[2].

Si cette unification territoriale de la République Sud-Africaine fut laborieuse, elle fut solide. Les luttes des partis y atteignirent le dernier degré de la violence et cependant ni sous le régime de la liberté absolue ni sous celui des conventions avec la Grande-Bretagne, l'union des provinces ne se brisa.

1. Le récit de cette expédition a été fait à Merensky par des Boers du Zoutpansberg. *Petermann's Geogr. Mitteilungen*, 1860, p. 407.

2. F. Van Orfroy donne le texte du traité du 23 juillet 1869 en portugais et en hollandais ; les limites territoriales sont fixées par l'article 23. *Conventions internationales définissant les limites actuelles des possessions, protectorats et sphères d'influence en Afrique*, p. 58 et 454.

CHAPITRE IV

L'INDÉPENDANCE DE L'ÉTAT LIBRE D'ORANGE

Si les commissaires Hogge et Owen avaient jugé que le gouvernement de la Grande-Bretagne agirait sagement en se désintéressant des Boers du Transvaal, ils s'étaient en même temps nettement prononcés en faveur du maintien de la domination britannique dans l'*Orange river sovereignty*. A Londres, cependant, leur avis ne prévalut pas, et, en 1854, les Boers de l'Orange furent abandonnés à eux-mêmes, comme ceux du Transvaal l'avaient été deux ans auparavant. Il nous reste à exposer la succession de faits, qui aboutit à la création d'un nouvel état indépendant en Afrique australe.

Le 14 janvier 1852, lord Grey informa sir Harry Smith que sir George Cathcart était nommé à sa place gouverneur du Cap et haut commissaire dans l'Afrique australe. Quoiqu'il ait protesté plus tard du « vif regret avec lequel il soumit cette proposition à la reine [1] », il disgracia sans ménagement ce vétéran des guerres d'Espagne, de l'Inde et d'Afrique, et lui reprocha d'« avoir manqué de la prévoyance, de l'énergie et de l'intelligence requises par la difficulté de sa position [2] ».

1. « Cet acte nous coûta beaucoup », dit-il encore. *The colonial policy of lord John Russell's administration*, II, p. 247.

2. Le texte de la lettre de lord Grey est donné *in extenso* dans sir Harry Smith, *Autobiography*, II, p. 400-404.

La nomination d'un nouveau gouverneur au Cap contribua beaucoup à l'abandon de l'*Orange river sovereignty*.

La fondation de cette nouvelle colonie était l'œuvre personnelle de sir Harry Smith. Le 12 novembre 1851, ayant reçu une dépêche dans laquelle lord Grey exprimait l'avis que, si les Boers ne voulaient pas de bon gré se rallier à la domination anglaise, il fallait abandonner le pays, il avait énergiquement combattu cette opinion. « Si le territoire cessait d'être soumis à l'autorité de S. M., cette reculade serait regardée par tout homme de couleur de l'Afrique du Sud comme une victoire sans précédent et inespérée pour sa race, le signal d'une révolte ou d'une résistance continue à l'autorité britannique depuis Cape-Town jusqu'au territoire de Panda et au grand lac[1]. »

Il doutait fort qu'on rallièt les Boers « en changeant l'état de choses actuel », car « ce procédé prouverait, disait-il, de la faiblesse de notre part, amènerait des maux de tout genre et entretiendrait l'idée qu'on finit par réussir en résistant avec persévérance à l'autorité de S. M.. Il serait désastreux non seulement de favoriser les gens maintenant hostiles, mais encore d'abandonner à leur vengeance ceux qui sont restés loyaux et fidèles[2] ».

Sir Harry Smith tombé en disgrâce, l'*Orange river sovereignty* perdait donc son principal défenseur. Nous ignorons quelle opinion sir George Cathcart apportait en débarquant au Cap sur cette question de l'Orange, et s'il penchait pour l'abandon de la domination anglaise ou pour son maintien : il n'avait probablement aucune idée préconçue. Mais les soucis et

1. Le lac Ngami, récemment découvert.
2. *Autobiography*, II, p. 278-79.

même l'humiliation personnelle que lui valurent les affaires de cette colonie, qu'il appelait, tantôt un « cauchemar », et tantôt une « folle plaisanterie », en firent un partisan déterminé de la retraite.

Il était impossible d'empêcher les Basoutos de venir rôder dans la Sovereignty et de s'emparer subrepticement des troupeaux. Après la conclusion de la Convention de la Sand river, Hogge et Owen avaient entrepris de fixer définitivement la limite du territoire de Mochech et de ses chefs subordonnés d'une part, et des colons européens d'une autre.

Il n'en coûtait rien à ces indigènes de prendre des engagements verbaux et même d'apposer, en guise de signature, des croix sur des morceaux de papier, mais, la cérémonie faite, ils n'en continuaient pas moins leurs maraudages.

Sir George Cathcart estima qu'une puissante démonstration militaire donnerait des résultats plus durables que les négociations[1]. En décembre 1852, il mobilisa une petite armée composée de 2 000 hommes d'infanterie, de 500 cavaliers et de deux pièces de canon.

Il franchit l'Orange et remonta le Caledon le long de la rive droite. Le 14, il somma par lettre Mochech de lui livrer dans les trois jours, comme marque de soumission et comme compensation des dommages infligés par ses gens aux habitants de la « Sovereignty », 10 000 têtes de bétail et 1 000 chevaux.

Le lendemain 15, Mochech, qui redoutait beaucoup l'invasion de son pays par les Anglais, vint en personne au camp du gouverneur, à Platberg, mais n'obtint de Cathcart aucune atténuation aux conditions imposées. Les jours suivants, 3 500 têtes de bétail seulement furent

1. Sir George Cathcart, *Correspondence*, p. 10 et 142-43.

envoyées au camp anglais. Au prix que Cathcart mettait à la paix, les chefs de tribus préféraient courir les chances de la guerre, et Mochech, bien plus président de confédération que monarque absolu, n'avait pas le moyen de les contraindre.

Le 20 décembre 1852, au matin, l'armée anglaise franchit le Caledon, puis Cathcart divisa son armée en trois colonnes, commandées respectivement par le lieutenant-colonel Eyre, par le lieutenant-colonel Napier et par lui-même. Il donna l'ordre à ses deux lieutenants de contourner ou de franchir un plateau nommé Béréa, qui se dressait devant le Caledon, et de le rejoindre devant Thaba Bosigo, la citadelle de Mochech (carte 5).

Mais la manœuvre échoua. Pendant leur marche, Eyre et Napier avaient, chacun de son côté, rencontré de grands troupeaux de bétail. Insuffisamment informés de la force réelle des Basoutos et les dédaignant, ils laissèrent imprudemment leurs hommes se débander et courir après le bétail. Durant ce désordre, un corps de Basoutos tomba à l'improviste sur les soldats de Napier et leur infligea des pertes très sensibles. Par suite de ces incidents, Cathcart, en arrivant devant Thaba Bosigo, s'y trouva seul, « planté là, comme il le dit, par ses deux chefs de colonne » et en présence de 6 000 cavaliers Basoutos, dont beaucoup étaient armés de fusils. Pendant deux heures, des coups de feu furent échangés. Un très violent orage suspendit momentanément le combat. Mais quand la pluie cessa, les Basoutos avancèrent résolument contre la petite troupe de Cathcart. Heureusement pour lui, la colonne Eyre arriva à ce moment à son secours. La nuit tomba sur ces entrefaites[1].

1. Cathcart, *Correspondence*, p, 169 et suiv., p. 343 et suiv.

Cathcart se sentait dans une position critique, quand il reçut de Mochech la lettre suivante inspirée par le missionnaire français Casalis, qui résidait alors à Thaba Bosigo :

Thaba Bossigo, minuit, 20 décembre 1852.

Excellence,

Aujourd'hui, vous avez combattu contre mon peuple et pris beaucoup de bétail. Comme le motif de votre campagne était d'obtenir une compensation pour les Boers, je vous prie de vous contenter de ce que vous avez pris. Je vous demande la paix ; vous avez montré votre pouvoir, vous avez châtié, que cela vous suffise et ne me considérez plus comme un ennemi de la Reine. Je ferai tous mes efforts pour maintenir dorénavant l'ordre parmi mes gens.

Votre humble serviteur,

Mochech [1].

Cathcart mesurait maintenant l'étendue des difficultés dans lesquelles il s'était engagé. Les Basoutos étaient nombreux, braves, relativement bien armés. En cette seule journée l'armée anglaise avait perdu trente-huit hommes. Un assaut donné à la forteresse de Thaba Bosigo, coûterait certainement des sacrifices encore plus considérables, sans que le succès en fût certain.

Le ton soumis de la lettre de Mochech permettait à Cathcart de se représenter à Londres comme victorieux. Il se déclara donc satisfait et donna l'ordre de repasser le Caledon. Cette décision provoqua parmi ses officiers un très vif mécontentement ; ils ne voulaient pas rester sur ce demi-échec. Les colons de la « Sovereignty », qui avaient tout à redouter des Basoutos, ne furent pas moins irrités de cette retraite. Mais Cathcart n'écouta

1. Cathcart, *Correspondence*, p. 230.

aucune doléance : gouverneur du Cap avant tout, il se refusait à s'occuper davantage de cette possession annexe.

Il n'y a, écrivit-il au commencement de janvier 1853 au ministre des colonies, que deux solutions : ou bien « abandonner la « Sovereignty » qui ne vaut pas la peine d'être conservée et que les Boers ne veulent pas que nous conservions », ou bien « envoyer là-bas un lieutenant-gouverneur et constituer un gouvernement régulier, avec une armée de deux mille hommes pour le soutenir ». Il se refusait à administrer un territoire situé à 600 kilomètres de sa résidence habituelle.

En Grande-Bretagne, on ne désirait pas non plus conserver cette colonie. Sur cette question, les secrétaires d'État qui se succédaient au *Colonial Office*, conservateurs comme libéraux, partageaient le même avis. Lord Grey n'avait pas tardé à se repentir d'avoir approuvé la proclamation du 3 février 1848. Le soulèvement de Pretorius en juillet 1848 l'avait éclairé sur les sentiments véritables des Boers. Il écrivit à sir Harry Smith le 21 octobre 1851 que « l'abandon final [de l'Orange] constituait un point arrêté de la politique impériale ».

Le ministère libéral John Russell tomba en février 1852 et fut remplacé par le ministère conservateur Derby qui resta au pouvoir jusqu'en décembre 1852. Sir John Pakington, secrétaire d'État des colonies dans cette nouvelle administration, avait la même opinion que son prédécesseur et eut l'occasion de le déclarer à la Chambre des Communes, le 9 mai 1854 : l'Orange, disait-il, n'a pas de valeur économique ; ses habitants Boers ou indigènes ne veulent pas de la domination anglaise ; les possessions britanniques en Afrique aus-

trale ont déjà, le Natal non compris, une longueur de 960 kilomètres et une largeur de 480, à quoi bon y ajouter un nouveau territoire, long de 6 à 700 kilomètres, large d'environ 200 ?[1]

En décembre 1852, lord Derby se retira devant lord Aberdeen, et au *Colonial Office*, sir John Pakington céda la place au duc de Newcastle. Mais si les ministères avaient changé de titulaires, les intentions du gouvernement restaient les mêmes. Aux raisons précédemment invoquées en faveur de l'évacuation se joignait à ce moment l'insuccès récent des armes anglaises dans le pays des Basoutos et le véritable dégoût que la « Sovereignty » inspirait à sir George Cathcart.

Le 6 avril 1853, le duc de Newcastle donna mandat à un homme d'État alors très en vue, sir George Clerk[2], d'aller examiner la situation de l'Orange.

L'enquête à laquelle Clerk se livra en fit un partisan résolu de l'abandon du pays ; il écrivit au secrétaire d'État des colonies : « Je suis convaincu de l'inutilité de cette acquisition..... C'est un vaste territoire ne possédant rien qui puisse justifier son annexion permanente à un pays dont la frontière est déjà inutilement étendue. Cette annexion n'affermit aucun intérêt véritable ; elle ne se justifie par aucun motif de prudence, elle ne répond à aucun projet réellement avantageux, elle n'accroît ni la force du gouvernement britannique, ni son crédit, ni son éclat. Rester ici, s'employer à cette extension de l'empire anglais, prendre des mesures administratives pour continuer une chose aussi inutile, serait, à mon avis, encourager un mal sérieux et participer à l'une des fautes les plus manifestes que j'aie jamais connues,

1. *Hansard's parliamentary debates*, t. CXXXIII, p. 77-79.
2. *Dictionary of national biography*, article Clerk (George).

pendant près de trente années passées au service de l'État [1]. »

Cette lettre, dans laquelle on reconnaît le Peelite d'opinion nette et ferme, qui, des premiers, s'était rallié à la doctrine du *free trade* et aux idées de Cobden, alors que l'ensemble de son parti tergiversait encore, convainquit aisément le duc de Newcastle et Frederick Peel, son sous-secrétaire d'État.

L'abandon de l'Orange fut donc définitivement résolu par le gouvernement britannique.

Il aurait semblé que les Boers eussent dû accueillir avec empressement et reconnaissance l'indépendance qu'on leur offrait. Cependant, par un phénomène, en apparence surprenant, mais que certaines circonstances expliquent, ils commencèrent par la repousser.

Déjà le 24 juin 1852, invités par le commissaire Mostyn Owen à se prononcer sur le maintien ou sur la suppression de la domination britannique, dans l'Orange, ils s'étaient décidés en faveur du maintien. Ce n'était pas par loyalisme, mais par peur. Ils redoutaient Mochech, qu'ils savaient en état d'opposer dix guerriers à chacun d'entre eux. La retraite précipitée de sir George Cathcart en décembre 1852 fortifia leurs appréhensions : elle prouvait manifestement la puissance de Mochech, elle l'accroissait même, car le bruit de son succès se répandant dans les tribus, de nouveaux adhérents se groupaient autour de lui.

Le présent de sir George Clerk leur paraissait gros de périls. Dans l'occurrence, l'ennemi n'était plus l'An-

1. Lettre citée par Frederick Peel, sous-secrétaire d'État aux colonies, dans un discours prononcé devant la Chambre des Communes, le 9 mai 1854. *Hansard's parliamentary debates*, t. CXXXIII, p. 72.

glais, mais le Basouto. Indépendance signifiait pour eux licence donnée à Mochech de venir les piller à son gré. Ils voulaient donc que l'*Orange river sovereignty* restât sous la domination anglaise, nullement par esprit de fidélité à la Grande-Bretagne, mais tout simplement pour conserver dans le pays les deux mille hommes de troupe qui les protègeraient contre leurs ennemis.

Telle fut la raison pour laquelle, le 10 novembre 1853, quatre-vingt-quinze délégués déclarèrent que le pays devait rester sous la souveraineté de la reine de la Grande-Bretagne, et qu'ils repousseraient tout texte de constitution qui ne l'exprimerait pas formellement.

Mais sir George Clerk persistait dans son dessein. Il provoqua autour d'un certain Adriaan Stander la formation d'un nouveau parti, disposé à se charger du gouvernement, indépendamment de toute protection de l'Angleterre. Alors, comme le dit avec raison Mac Call Theal, « on vit ce spectacle étrange, d'un commissaire anglais de haut rang s'adressant à des hommes qui voulaient être délivrés de la domination britannique comme à des amis, tandis qu'il ne trouvait pas un mot affectueux pour ceux qui désiraient rester anglais et réclamaient une protection à laquelle ils croyaient avoir droit. La phraséologie politique s'adaptant à ce revirement, ils étaient devenus *les obstructionnistes* [1] ».

Diverses circonstances contribuèrent à grossir le parti de Stander. Des Boers, restés jusque-là défiants, acquiescèrent aux propositions de Clerk, quand ils furent convaincus de sa sincérité [2].

D'autres s'y rallièrent par point d'honneur. Une cer-

1. *Hist. of S. Africa* (1834-1854), p. 532.
2. Discours de Frederick Peel, *Hansard's parliamentary debates*, t. CXXXIII, p. 75.

taine émotion régnait au Cap. « L'abandon d'une colonie florissante et pleine de promesses serait, écrivait le *Cape Town Mail*, une calamité pour l'Empire[1]. » Des pétitions circulaient en faveur de la conservation de l'*Orange river sovereignty*. Mais l'effet en désappointa les auteurs. Dans plusieurs de ces documents, dans ceux notamment signés par des membres des sociétés philanthropiques, les Boers du Transvaal étaient représentés comme les bourreaux des nègres et on y prédisait que ceux de l'Orange, s'ils étaient laissés à eux-mêmes, ne le leur céderaient point en cruauté. Ces pétitions firent scandale dans l'Orange : les Boers eurent l'orgueil de prouver qu'ils pouvaient fort bien se passer de tutelle. D'ailleurs au *Colonial Office* l'abandon de l'*Orange river sovereignty* était décidé et on n'y tint compte ni de ces sollicitations manuscrites ni des représentations faites oralement par deux délégués, Fraser et Murray, qui avaient été envoyés à Londres par le parti anglophile de Bloemfontein.

Le 30 janvier 1854, la reine signa une proclamation, qui devait être promulguée le 1er août, au plus tard, et par laquelle « elle renonçait à toute souveraineté sur le territoire de l'Orange et sur ses habitants [2] ».

1. Dans ce même numéro du 9 décembre 1851 le *Cape Town Mail*, écrivait non sans une vue assez juste de l'avenir : « Mais l'étendue du malheur ne serait bien mesurée, que lorsqu'il deviendrait nécessaire dans quelques années de reconquérir ce territoire abandonné d'une façon déshonorante et folle. » Cité in sir Harry Smith, *Autobiography*, II, p. 279.

2. « Order in Council for the promulgation, on or before the 1st day of August next, of a Proclamation abandoning and renouncing all sovereignty over the Orange River Territory and its inhabitants. » Cité par Adderley, *Hansard's parliamentary debates*, t. CXXXIII, p. 63. — Nous n'avons pas réussi à nous procurer le texte même de la proclamation.

Cependant, sir George Clerk hâtait l'évasion britannique et l'accomplissait avant même que le texte de la décision royale ait eu le temps de parvenir en Afrique.

Le 15 février 1854, les délégués des deux fractions boers opposées se réunirent à Bloemfontein. Clerk entra en rapport avec le comité qu'il savait favorable à ses vues et écrivit à l'autre pour le dissoudre. Le 17 février, il présenta un projet de convention, qui, article par article, fut durant une semaine étudié et amendé par l'assemblée. Enfin, le 23 février 1854, une Convention[1] fut signée à Bloemfontein entre sir George Clerk et vingt-six délégués Boers, dont quatre représentaient le district de Bloemfontein, quatre Smithfield, six Sannah's poort, six Winburg et six Harrisnith. Un seul porte le titre de « justice of the peace and field commandant », trois celui de « justice of the peace », six celui de « field cornet ».

Le gouvernement anglais reconnaît l'indépendance complète de l'Orange; un acte ultérieur signé par la reine libérera définitivement les Boers de leur allégeance à la couronne britannique et les déclarera à tous égards un peuple libre et indépendant. Nous ne croyons pas que le gouvernement anglais ait jamais promulgué cet acte, et même, dans un discours prononcé à la Chambre des Communes, le 9 mai 1854, le sous-secrétaire d'État des colonies, Frederick Peel, se montra beaucoup moins catégorique que sir George Clerk. Il soutint cette thèse assez spécieuse que le sol de l'Orange avait bien été affranchi de la domination britannique, mais non les habitants, un sujet britannique ne pouvant pas « se dépouiller de l'allégeance à la

1. Voy. le texte in extenso à l'Appendice, p. 397.

couronne sans le concours du Parlement[1] ». En fait cependant les habitants de l'Orange jouirent désormais d'une complète indépendance.

Le gouvernement anglais, continue la Convention de Bloemfontein, déclare n'être, au Nord de l'Orange, l'allié d'aucun chef indigène, sauf du chef griqua, Adam Kok, et il s'engage à ne contracter de nouveau traité avec aucun chef indigène.

Le chef Adam Kok reçoit l'autorisation, qui jusqu'alors lui avait été refusée, de vendre des parcelles de son territoire, clause qui facilita l'expansion des Boers sur des terres dont la possession leur avait précédemment été interdite.

Les habitants de l'Orange ne sauraient être inquiétés par le nouveau gouvernement en raison d'actes commis par eux pendant la domination anglaise. Ceux qui désireront revenir habiter au Cap pourront le faire à leur gré. Toutes facilités seront accordées aux plaideurs du Cap, de même qu'à ceux de l'Orange, pour suivre leurs procès au delà de la frontière. Rien n'empêchera l'envoi en possession d'héritages, quand la personne décédée habitera d'un côté de la frontière, et l'héritier de l'autre : article inséré en raison des liens de parenté ou d'amitié qui unissaient les Boers émigrants et les colons restés sous la domination anglaise.

Le gouvernement de l'Orange s'opposera à l'esclavage et à la vente des esclaves.

Il est autorisé à se pourvoir de munitions dans les ports anglais et même (comme le trésor du gouvernement est vide) sir George Clerk s'engage à intervenir auprès du gouverneur du Cap, pour le faire bénéficier, en matière de droits de douane, d'un traitement très

1. *Hansard's parliamentary debates*, t. CXXXIII, p. 168.

favorable. Enfin, si le gouvernement anglais n'accrédite pas un agent diplomatique dans l'Orange même, il établit du moins à proximité de la frontière, un consul qui devra favoriser le développement des rapports amicaux entre les deux pays. Ce traité, on le voit, était, sous bien des rapports, identique à la *Sand river Convention*.

Le 11 mars 1854, le drapeau anglais s'éleva pour la dernière fois sur le « Fort de la reine », à Bloemfontein ; il fut salué, abaissé et remplacé par celui de la nouvelle République. Sir George Clerk remit le gouvernement provisoire à un comité de sept membres, qui fut présidé par Josias Philip Hoffman, Boer notable de l'Orange que sa santé précaire avait jusqu'alors empêché de jouer un rôle actif[1]. Après quoi il quitta Bloemfontein avec les fonctionnaires et les troupes anglaises.

Cinq jours après la signature de la Convention, le 28 février 1854, Hoffman en notifia officiellement la signature à sir George Cathcart, en lui demandant, non seulement de reconnaître ce qui avait été fait, mais encore « d'alléger le fardeau et de faciliter les devoirs » du gouvernement provisoire.

Cathcart répondit un peu tardivement, le 16 mai 1854, mais fort aimablement. Il se réjouit de « penser qu'il n'y a pas de raison pour que les intérêts de l'État libre d'Orange et ceux de la colonie du Cap ne soient pas toujours sous tous les rapports en parfaite harmonie » et se félicite que les propriétés soient restées aussi respectées sous le nouveau gouvernement qu'elles l'étaient sous l'ancien[2].

1. Sa signature est la première qui figure au bas de la convention après celle de sir George Clerk.

2. Cathcart, *Correspondence*, p. 286-288.

Un Volksraad de 29 membres, élu sur l'initiative du gouvernement provisoire, se réunit le 28 mars 1854, à Bloemfontein, resta en session jusqu'au 18 avril et élabora une constitution dont voici les principaux articles.

Le nouvel État porte le nom d'*Orange Vrijstaat*. Hasards singuliers de la toponymie ! et sur lesquels aucun sans doute des vingt-neuf députés réunis à Bloemfontein ne se prit à réfléchir en souscrivant à ce nom d'État libre d'Orange. N'est-il pas étrange cependant que ce nom d'une petite ville française de la vallée du Rhône, « Orange », devenu celui d'une famille princière à laquelle les circonstances ont réservé un grand rôle politique aux Pays-Bas, attribué ensuite à un fleuve par un explorateur hollandais loyaliste, ait finalement désigné au milieu du XIXe siècle un État africain ?

L'*Orange Vrijstaat* constitue une République dans laquelle tout individu d'origine européenne peut, après six mois de résidence, acquérir les droits de citoyen.

Il est divisé d'une part en cinq districts, Bloemfontein, Sannah's poort, Winburg, Harrismith et Smithfield, et d'une autre en vingt-trois fieldcornetcies.

Le Volksraad est composé d'un représentant pour chacun des chefs-lieux des districts susnommés (sauf Bloemfontein, qui en a deux), et d'un représentant par fieldcornetcy. Il est élu pour quatre ans et renouvelable par moitié tous les deux ans.

Vingt-cinq ans d'âge, résidence d'un an dans le pays, possession d'une terre ayant une valeur de 5 000 francs telles sont les conditions requises pour l'éligibilité. Tout Boer a le droit de vote.

Le Volksraad se réunit chaque année à Bloemfontein le premier lundi de février.

Le président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel des Boers, sur une liste de noms présentée par le Volksraad ; il est rééligible.

Le président déclare la guerre, fait la paix, conclut des traités ; tous ces actes, s'ils sont accomplis hors session doivent être ratifiés par le Volksraad.

Il est assisté d'un conseil exécutif, composé du landdrost de Bloemfontein, du secrétaire du gouvernement et de trois membres délégués par le Volksraad.

Tout adulte sain de corps doit le service militaire de 16 à 60 ans.

Les Boers de chaque fieldcornetcy élisent un fieldcornet qui les convoque en cas de guerre. Les Boers de chacun des cinq districts élisent un commandant auquel les fieldcornets sont subordonnés. Ces commandants élisent un général pour la durée de la guerre.

Dans chaque district, un landdrost nommé par le Volksraad recueille les taxes et rend la justice, assisté d'heemraaden.

L'église d'État est l'église réformée hollandaise. Mais la constitution proclame la liberté de conscience individuelle et la liberté de la presse ; elle garantit la propriété.

Josias P. Hoffman fut élu définitivement président de l'État libre d'Orange le 15 mai 1854.

CONCLUSION

Essayons maintenant de montrer brièvement l'enchaînement des faits qui viennent d'être exposés.

Pendant la seconde moitié du XVIIe siècle et pendant le XVIIIe, des Européens qui avaient émigré au Cap de Bonne-Espérance, alors possédé par la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, leurs fils et leurs petits-fils peuplèrent la bande de terrain humide et herbeuse qui s'étend entre le rivage de l'océan Indien et les montagnes. En 1795 ils avaient atteint la Groot Visch rivier.

Mais pendant que ces paysans éleveurs de bétail, ces Boers, comme on les appelait, colonisaient ainsi l'extrême Sud de l'Afrique, il survenait dans le monde deux événements qui décidèrent, bien qu'ils leur fussent complètement étrangers, du sort de leurs descendants : l'un était la conquête de l'Indoustan par la Grande-Bretagne et l'autre la Révolution française.

Il fallait à la Grande-Bretagne, devenue puissance asiatique, une relâche dans les mers australes plus sûre et mieux pourvue que l'île de Sainte-Hélène. Elle jeta son dévolu sur le Cap, gîte d'étapes de premier ordre sur les routes maritimes du globe, grâce aux larges échancrures de ses côtes, Table bay et False bay, propices au mouillage des navires.

L'occasion guettée se présenta, quand, au cours des

révolutions qui agitaient l'Europe, la République batave s'allia à la République française, l'ennemie de la Grande-Bretagne.

La conquête s'accomplit en 1795 sans difficultés. Le Cap, il est vrai, fut restitué à la République batave en 1803, en exécution d'un article de la paix d'Amiens, mais fut reconquis en 1806, et resta définitivement acquis à la Grande-Bretagne, lors du règlement général de comptes de 1814.

Le gouvernement anglais, qui tenait ses nouveaux sujets pour des rustres paresseux et ignorants, ne chercha point à se les attacher. Il les mécontenta en les privant de leur participation séculaire à la vie publique et en leur interdisant, dans les actes officiels, l'usage du hollandais, leur langue maternelle.

Mais la rupture irrémédiable fut provoquée par une divergence de vues complète sur la manière de traiter les nègres. La compassion pour les souffrances des esclaves des colonies américaines, qui, sur la généreuse initiative de Wilberforce, avait commencé à se manifester en Grande-Bretagne à la fin du XVIIIe siècle, s'empara vers 1830 d'une grande partie de la nation et finit par provoquer l'acte d'émancipation de 1833.

Mais on ne garda aucune mesure. A certains habitants des bords de la Tamise, qui de leur vie n'avaient vu un seul nègre, il suffit qu'un homme eût la peau noire, pour être incontinent réputé bon, juste et vertueux. Ces exagérations causèrent un grave préjudice aux Boers, dans la vie desquels les indigènes africains jouaient un grand rôle, et qui employaient des nègres du Mozambique comme esclaves, des Hottentots comme serviteurs et avaient à tout instant à se défendre contre les Boschimans et contre les Cafres. Entre ces Boers, européens d'origine et chrétiens de religion d'une part,

et ces noirs païens d'une autre, l'opinion publique anglaise se prononça sans hésitation pour les seconds.

Aux faveurs qui leur avaient déjà été accordées, lord Glenelg, secrétaire d'État des colonies, en ajouta une dernière en 1835, qui jeta les Boers dans le désespoir.

A la fin de l'année précédente, les Cafres avaient une fois de plus envahi la colonie, massacré des colons, brûlé des maisons et emmené des troupeaux. Après les avoir péniblement rejetés au delà de la frontière, le gouverneur sir Benjamin d'Urban, avait établi un judicieux système de protection, qui paraissait devoir mettre la colonie à l'abri d'un nouveau péril, quand lord Glenelg, imbu des idées courantes sur l'innocence des nègres, désapprouva les mesures préventives prises par le gouverneur, et en fait, abandonna les districts orientaux à la merci des sauvages.

Alors, les Boers quittèrent la colonie : en groupes composés de familles alliées ou amies, dirigés chacun par un chef, ils émigrèrent au Nord de l'Orange.

Ils y furent d'abord aux prises avec les Matabélés, qui s'étaient fixés sur la lisière du désert du Kalahari, mais, après les avoir expulsés assez aisément, ils restèrent les maîtres de la vaste région circonscrite par l'Orange et le Limpopo.

Les Boers émigrants ne s'y arrêtèrent pas tous ; certains d'entre eux, attirés par la réputation de fertilité du Natal, y descendirent sous la conduite de Pieter Retief. Ils eurent à y supporter des luttes terribles contre la peuplade belliqueuse et déloyale des Zoulous et faillirent succomber. Mais, servis par une scission, qui se produisit dans la famille régnante, ils s'allièrent au chef Panda contre son frère Dingan et finalement triomphèrent. Ils fondèrent alors, en 1840, la république du Natal. A ces événements et à ces succès, Andries Pre-

torius, successeur de Pieter Retief, qui avait été massacré dans un guet-apens en 1838, prit une grande part.

Cette république n'eut qu'une existence éphémère. Le Natal, à l'arrivée des Boers, n'était pas une terre sans maître. Ils y trouvèrent quelques aventuriers anglais, dont les entreprises de traite avaient excité la curiosité intéressée des négociants du Cap, lesquels apprirent avec inquiétude la fondation de cet État indépendant. D'autre part, le gouverneur du Cap, sir George Napier, se refusant à admettre la prétention des Boers à devenir libres, envoya en 1842 au Natal un corps de troupes qui conquit le pays et renversa la République.

Immédiatement certains Boers repassèrent les Drakensbergen. D'autres pensèrent d'abord pouvoir rester au Natal, mais ils ne tardèrent pas à y être comme étouffés par des milliers de nègres qui affluèrent dans ce beau pays, sitôt que la défaite des Zoulous y eût rétabli la sécurité. Ils se résignèrent donc en majeure partie à le quitter à leur tour.

Pendant que la république du Natal passait par ces phases rapides de grandeur et de décadence, les Boers qui n'avaient pas quitté le plateau transorangien progressaient vers le Nord et colonisaient le Lydenburg et le Zoutpansberg.

Ils faillirent cependant être évincés du plateau, comme ils l'avaient été des plaines du Natal. Quelques différends entre eux et les Griquas, protégés par les gouverneurs du Cap, donnèrent d'abord à ces derniers l'occasion d'occuper progressivement, en 1845 et en 1846, la contrée située sur la rive droite de l'Orange. Puis, en 1848, tout le territoire situé entre l'Orange et le Vaal fut annexé à l'Empire britannique sous le nom d'*Orange*

river sovereignty ; une tentative d'Andries Pretorius pour le reconquérir par la force des armes échoua.

La naissance d'une république boer indépendante paraissait alors tout à fait improbable ; cet événement inattendu se produisit cependant.

Bien loin d'être favorables à l'accroissement indéfini de l'Empire, les hommes d'État anglais au pouvoir vers 1850, estimaient qu'il fallait maintenir les dépenses coloniales dans des limites très étroites, partant éviter toute conquête. Or, s'il y avait une colonie pour laquelle le parlement était peu disposé à se montrer généreux, c'était assurément le Cap. Éviter dans l'Afrique australe les affaires et les dépenses, s'y restreindre bien loin de s'y développer, ne point occuper la contrée située au nord du Vaal, abandonner la région située entre l'Orange et le Vaal, telle parut être la politique que la sagesse conseillait. L'indépendance fut donc accordée à la République sud-africaine par la Sand river convention du 17 janvier 1852, et à l'État libre d'Orange par le traité de Bloemfontein du 23 février 1854.

Postérieurement à cette dernière date, quelques groupes de Boers émigreront, par delà le désert du Kalahari, dans l'Afrique allemande du Sud-Ouest et dans l'Angola portugais, mais ils seront absorbés dans ces colonies européennes. C'est du Cap au Limpopo que s'étend le vrai domaine d'expansion des Boers ; en 1854 les limites en sont atteintes.

APPENDICE

1. *Convention de la Sand river*[1].

Procès-verbal d'une réunion tenue à la ferme de P. A. Venter, Sand Rivier, le vendredi 16 janvier 1852, entre les Commissaires de Sa Majesté, le major W. S. Hogge et C. M. Owen, délégués pour régler les affaires des frontières de l'Est et du Nord-Est de la colonie du Cap, d'une part ; et les représentants des Boers émigrants vivant au Nord du Vaal River : A. W. J. Pretorius, commandant général ; H. S. Lombard, landdrost ; H. F. Joubert, commandant général ; G. F. Krüger[2], commandant, et douze autres[3] d'autre part.

1. Les Commissaires assistants garantissent de la manière la plus complète possible, de la part du gouvernement britannique, aux fermiers émigrants, au delà de la rivière Vaal, le droit d'administrer leurs propres affaires et de se

1. Le texte est donné *in extenso* en anglais par John Nixon, *The complete story of the Transvaal from the « great Trek » to the convention of London*, 1 vol. in-8. Londres, 1885, p. 339-41, et en allemand par J. A. Roorda Smit, *Die Transvaal Republik und ihre Entstehung*, 1 broch. in-12, 2e édit. Cologne, 1884, p. 80-82.

2. G. J. Krieger, d'après J. Nixon.

3. Ici le texte de Nixon et celui de Roorda Smit ne sont pas tout à fait identiques, le second cite seize noms de délégués boers, savoir outre les quatre donnés par Nixon : J. W. Grobbelaar, membre du Raad ; P. E. Scholz ; P. G. Wolmanns, doyen d'église ; J. A. Aswegen ; F. J. Botes ; W. J. S. Basson ; J. P. Fürstenberg, field cornets ; J. H. Grobbelaar ; J. P. Pretorius ; J. M. Lehmann ; P. Schütte ; J. O. Klopper, field cornet.

gouverner eux-mêmes conformément à leurs propres lois, sans intervention de la part du gouvernement britannique ; ledit gouvernement s'abstiendra de toute occupation de territoire au Nord du Vaal, et assure que l'établissement de la paix, du commerce libre et de rapports amicaux avec les fermiers émigrants, habitants actuels ou futurs de cette région, est son désir le plus vif ; il est entendu que ces procédés de non intervention s'appliqueront aux deux parties contractantes.

2. S'il surgissait ultérieurement quelque contestation sur la signification vraie de ces mots : « la rivière Vaal », la question en tant qu'elle concerne la ligne de démarcation depuis la source de cette rivière jusqu'au delà des Drakensbergen serait réglée par des Commissaires choisis par les deux parties.

3. Les Commissaires assistants de S. M. désavouent dorénavant toute alliance avec les tribus de couleur, habitant au Nord du Vaal.

4. Il est convenu que l'esclavage ne sera ni autorisé ni pratiqué dans la contrée au Nord du Vaal par les fermiers émigrants.

5. Les négociants et les voyageurs devront jouir de toute facilité et de toute liberté des deux côtés du Vaal ; il est convenu que tout chariot contenant des armes à feu, et venant de la rive Sud du Vaal, devra être accompagné d'un certificat signé par un magistrat britannique ou tout autre fonctionnaire qualifié, et établissant le nombre d'armes contenues dans ce chariot ; le fonctionnaire le plus rapproché de la rive Nord du Vaal agira selon les règlements des fermiers émigrants.

6[1]. Il est convenu que l'autorité britannique ne s'opposera en aucune façon à l'achat de munitions par les Boers émigrants, dans les colonies et possessions britanniques de l'Afrique australe ; il est mutuellement entendu que tout commerce de munitions avec les tribus indigènes est inter-

1. Nixon réunit en un seul les articles 5 et 6.

dit par le gouvernement britannique et par les fermiers émigrants des deux côtés du Vaal.

7. Il est entendu, qu'autant que faire se pourra, tout criminel et tout coupable qui s'enfuira de l'un ou de l'autre côté de Vaal sera extradé, si demande en est faite ; les tribunaux britanniques, ainsi que ceux des fermiers émigrants, connaîtront réciproquement des causes conformément aux lois : les citations de témoins lancées de l'un ou de l'autre côté du Vaal seront reçues par les magistrats respectifs ; les témoins seront entendus, le cas échéant.

8. Il est convenu que les certificats de mariage délivrés par les autorités particulières des fermiers seront tenus pour valides et donneront droit aux enfants issus de ces mariages de recevoir les héritages qui leur reviennent dans toute colonie ou possession britannique de l'Afrique australe.

9. Il est convenu que toute personne possédant maintenant des terres, et résidant en territoire britannique, aura librement le droit et le pouvoir de vendre ladite propriété, de se retirer sans être inquiétée au Nord du Vaal et *vice versa* ; cette clause ne s'applique nécessairement ni aux criminels ni aux débiteurs avant qu'ils ne se soient acquittés de leurs dettes conformément aux lois.

Fait et signé à la Sand river, au lieu susdit le 17 janvier 1852.

W. J. Hogge, Commissaire assistant
et les autres susnommés.

Pour extrait conforme,
J. H. Visagie, secrétaire.

II. *Convention reconnaissant l'indépendance de l'État libre d'Orange, signée à Bloemfontein, le 23 février 1854*[1].

Articles de la Convention conclue entre sir George Russel Clerk, Commissaire spécial de Sa Majesté pour régler les affaires du territoire du fleuve Orange, *d'une part*, et les représentants ci-dessous, délégués par les habitants dudit territoire :

Pour le district de Bloemfontein : George Frederik Linde ; Gerhardus Johannes Du Toit, field cornet ; Jacobus Johannes Venter ; Dirk Johannes Kramfort.

Pour le district de Smithfield : Josias Philip Hoffman ; Hendrik Johannes Weber, juge de paix et field commandant ; Petrus Arnoldus Human ; Jacobus Theodorus Snyman, field cornet ; Petrus Van der Walt, absent par congé.

Pour le district de Sannah's Poort : Gert Petrus Visser, juge de paix ; Jacobus Groenendael ; Johannes Jacobus Rabie, field cornet ; Esias Rynier Snyman ; Charl Petrus Du Toit ; Hendrik Lodewicus Du Toit.

Pour le district de Winburg : Frederik Peter Schnehage ; Matheys Johannes Wessels ; Cornelis Johannes Frederik du Plooy ; Frederik Petrus Senekal, field cornet ; Petrus Lafras Moolman, field cornet ; Johan Isaak Jacobus Fick, juge de paix.

Pour le district d'Harrismith : Paul Michiel Bester, juge de paix ; Willem Adriaan Van Aardt, field cornet ; Willem Jurgens Pretorius ; Johannes Jurgen Bornman ; Hendrik

1. Texte anglais et texte hollandais, publiés par F. Van Ortroy. *Conventions internationales définissant les limites actuelles des Possessions, Protectorats et sphères d'influence en Afrique*, p. 15-21.

Venter, absent par congé ; Adriaan Hendrik Stander, *d'autre part.*

Article premier. — Le Commissaire spécial de Sa Majesté, en participant à une Convention, qui remet définitivement le gouvernement du territoire du fleuve Orange, aux représentants délégués par les habitants, pour le recevoir, stipule de la part du gouvernement de S. M., qu'à l'avenir ce pays et son gouvernement seront libres ; et que les habitants seront libres, après les arrangements préliminaires nécessaires pour la cession entre le Commissaire spécial de Sa Majesté et lesdits représentants. Cette indépendance doit sans délai inutile, être confirmée et ratifiée par un acte, conçu de manière à être approuvé par S. M., les libérant définitivement de l'allégeance à la couronne britannique et les déclarant, à tous égards, un peuple libre et indépendant, traitant et considérant en conséquence leur gouvernement comme un gouvernement libre et indépendant.

Article 2. — Le gouvernement britannique n'est l'allié ni d'un chef ni d'une tribu indigène, au Nord de l'Orange, à l'exception du chef griqua, capitaine Adam Kok ; et le gouvernement de Sa Majesté n'a ni désir ni intention de conclure désormais de traité, susceptible d'être préjudiciable aux intérêts du gouvernement du fleuve Orange.

Article 3. — Le traité existant entre le gouvernement britannique et le capitaine Adam Kok doit subir quelques modifications. Contrairement à ce traité, la vente de terres dans le territoire inaliénable s'est souvent produite, et le principal objet du traité a par suite été méconnu. C'est pourquoi le gouvernement de S. M. a l'intention de supprimer toute entrave aux aliénations des terres griquas. Des mesures sont à l'étude pour faciliter ces transactions, le chef Adam Kok s'employant de son côté dans le même objet. Quant aux rapports avec le capitaine Adam Kok en conséquence des ventes de terres effectuées de temps à autre dans le territoire inaliénable contrairement aux stipulations du traité Maitland, le Commissaire spécial de Sa Majesté a personnellement l'intention, sans perdre de temps inutile-

ment, de placer les affaires du Griqualand dans un état conforme à l'attente des deux parties.

Article 4. — Après que le gouvernement de Sa Majesté se sera retiré du territoire du fleuve Orange le nouveau gouvernement ne devra pas autoriser de vexations contre les personnes, actuellement sujettes de Sa Majesté et qui resteront dans l'Orange, à cause d'actes accomplis légalement sous l'autorité du gouvernement de Sa Majesté durant l'occupation du territoire du fleuve Orange par le gouvernement anglais. De même les personnes actuellement sujettes de Sa Majesté, qui aimeront mieux rentrer sous son autorité que de rester sujettes du gouvernement du fleuve Orange, jouiront d'un droit absolu et de toutes les facilités pour le transfert de leurs biens, à quelque moment qu'elles désirent quitter le pays dans l'espace de trois ans à dater de cette convention.

Article 5. — Les gouvernements de Sa Majesté et de l'Orange devront, dans leurs territoires respectifs, user mutuellement de tout leur pouvoir pour supprimer les crimes et maintenir la paix, en livrant les criminels, qui se seront soustraits à la justice de part et d'autre du fleuve Orange. Les tribunaux anglais comme ceux de l'Orange devront être réciproquement accessibles aux habitants des deux territoires et compétents dans tous les procès légaux. Toutes les citations de témoins lancées de part et d'autre du fleuve Orange devront être contresignées par les magistrats des deux gouvernements respectivement pour que ces témoins soient présents en temps et lieu. La communauté située au Nord de l'Orange recevra ainsi toute assistance des tribunaux anglais, et d'autre part elle assurera aux négociants du Cap, qui ont fait des affaires dans l'Orange pendant la domination anglaise, et qui pensent y avoir des débiteurs toute facilité pour obtenir le juste recouvrement de leurs créances. Le Commissaire spécial de Sa Majesté a l'intention de recommander au gouvernement du Natal l'adoption des mêmes privilèges réciproques dans ses rapports avec le gouvernement de l'Orange.

Article 6. — Des actes délivrés par les autorités, dans les colonies et possessions de Sa Majesté, ainsi que dans l'Orange, seront considérés comme valables et suffisants pour donner droit aux héritiers issus de mariages légitimes et aux légataires de recevoir les parts et legs leur revenant respectivement sur le territoire britannique ou sur celui de l'Orange.

Article 7. — Le gouvernement de l'Orange n'autorisera, conformément à l'usage présent, ni l'esclavage ni le commerce des esclaves au Nord du fleuve Orange.

Article 8. — Le gouvernement de l'Orange sera autorisé à acheter des munitions dans toute colonie ou possession britannique de l'Afrique australe, conformément aux lois en vigueur pour la vente et le transport des munitions dans lesdites colonies. Quant aux droits d'importation le Commissaire spécial de Sa Majesté recommandera au gouvernement colonial d'accorder un traitement libéral au gouvernement de l'Orange qui mérite des facilités en raison de sa position particulière et de son éloignement des ports.

Article 9. — En vue de donner aux négociants et aux voyageurs des facilités mutuelles pour parcourir les possessions britanniques et l'Orange, le gouvernement de Sa Majesté désirant vivement en outre que des rapports amicaux existent de tout temps entre ces territoires et soient développés le mieux possible, un consul ou agent du gouvernement britannique, spécialement commis à cet effet, résidera dans la colonie, près de la frontière. Il sera en tout temps, à la disposition des habitants des deux rives du fleuve Orange, pour donner les renseignements nécessaires.

Fait et donné à Bloemfontein, le 23 février 1854.

Suivent les signatures des délégués susmentionnés.

BIBLIOGRAPHIE

L'histoire des Boers pendant la première moitié du XIXe siècle présente de prime abord une difficulté. Comme ils répugnaient à écrire, et comme ils n'ont pas, au cours de leurs déplacements dans l'Afrique australe, constitué d'archives, on ne possède qu'un nombre très restreint de documents émanant d'eux-mêmes. Leurs actes et les motifs de ces actes, on les connaît donc, non point par leurs propres témoignages, mais par ceux d'étrangers, de fonctionnaires et de missionnaires anglais, qui généralement les ont combattus, de simples explorateurs, qui ont fortuitement assisté à certains épisodes de leur vie politique.

Cette remarque générale se dégage de la bibliographie que nous avons tenté de dresser ici [1].

I. — SOURCES

A. — RECUEILS DE DOCUMENTS OFFICIELS

Annual (The) register, or a view of the history, politics and economy, in-8. Londres.

Nous avons consulté les volumes compris entre 1795 et 1854 et qui contiennent un certain nombre de renseigne-

1. Dans chaque section les ouvrages ont été placés par ordre alphabétique des noms d'auteurs. Les ouvrages anonymes ont été relevés au premier mot du titre.

ments. L'année 1795, par exemple, donne les dépêches des majors généraux Alured Clarke et J. H. Craig et du vice-amiral Geo.-Keith Elphinstone, ainsi que les articles de la capitulation du Cap, du 15 septembre 1795.

Cape of Good Hope. — *Correspondence with the governor of the Cape of Good Hope, relative to the state of the Kafir tribes on the eastern frontier of the colony*, february 1848, 1 vol. in-fol. Londres, 1848.

Cape of Good Hope. — *Correspondence with the governor of the Cape of Good Hope, relative to the state of the Kafir tribes on the eastern frontier of the colony*, july 1848, 1 vol. in-fol. Londres, 1848.

Cape of Good Hope. — *Correspondence with the governor of the Cape of Good Hope relative to the state of the Kafir tribes on the eastern frontier of the colony*, 1 vol. in-fol. Londres, 3rd may 1849.

Cape of Good Hope. — *Reports of the commissioners of inquiry. I. Upon the administration of the government at the Cape of Good Hope. II. Upon the finances at the Cape of Good Hope*, signed John Thomas Bigge, William M. G. Colebrooke, W. Blair, dated 6th september 1826, 1 vol. in-fol., s. l. [Londres], 1827.

Natal. — *Correspondence relative to the establishment of the settlement of Natal*, july 1848, 1 vol. in-fol. Londres, 1848.

Natal. — *Correspondence relative to the establishment of the settlement of Natal and the recent rebellion of the Boers*, 1 vol. in-fol. Londres, 3rd may 1849.

Papers relative to the condition and treatment of the native inhabitants of Southern Africa within the colony of the Cape of Good Hope or beyond the frontier of that colony, 2 vol. in-fol., s. l. [Londres], 1835.

Ces recueils contiennent les lettres des gouverneurs généraux du Cap, celles des secrétaires d'État des colonies, des rapports de commissaires enquêteurs, des pièces an-

nexes émanant de fonctionnaires anglais de tout grade. Ils constituent une source de renseignements de premier ordre pour l'histoire de l'Afrique australe en général et celle des Boers en particulier.

HANSARD (T. C.). — *The parliamentary debates from the year* 1803 *to the present time,* in-8. Londres.

Collection contenant les discours prononcés à la Chambre des lords et à la Chambre des communes. Nous avons cité en leur lieu les discours relatifs à l'Afrique australe et aux Boers.

LEIBBRANDT (H.-C.-V.). — *The rebellion of* 1815, *generally known as Slachters Nek, a complete collection of all the papers connected with the trial of the accused, with many important annexures,* 1 vol. in-8. Le Cap, 1902.

Sur ce recueil, voir le *Journal des Savants,* mai 1905, p. 266.

Reconnoissance militaire de la ville et de la presqu'île du Cap de Bonne-Espérance, par le Directeur des fortifications. — Bibliothèque nationale. Manuscrits. Ancien supplément français, n° 12221.

Pièce non datée, qui paraît avoir été composée à la fin du XVIIIe siècle.

ROBERTSON (G.-A.). — *Notes on Africa,* 1 vol. in-8. Londres, 1819.

Ces notes ne concernent pas l'Afrique australe, mais ce volume contient en appendice plusieurs documents officiels relatifs à l'émigration de colons anglais dans les districts orientaux du Cap en 1819.

B. — LIVRES ET MÉMOIRES, IMPRIMÉS OU MANUSCRITS, ÉMANANT DE PERSONNAGES AYANT PRIS PART AUX ÉVÉNEMENTS OU Y AYANT ASSISTÉ.

ALEXANDER (James-Edward). — *Narrative of a voyage to*

observation among the colonies of Western Africa in the flag ship Thalia and on a campaign in Kaffirland on the staff of the Commander in chief in 1835, illustrated with maps and plates by major C.-C. Michell, 2 vol. in-8. Londres, 1837.

Le capitaine Alexander avait reçu de la Société royale de Géographie de Londres 300 livres sterl. (7 575 francs) pour explorer l'arrière-pays de la baie de Delagoa. Mais il en fut détourné et accompagna sir Benjamin d'Urban pendant la campagne de 1835 en Cafrerie. Source excellente.

Arbousset (T.). — *Relation d'un voyage d'exploration au Nord-Est de la colonie du Cap de Bonne-Espérance, entrepris dans les mois de mars, avril et mai* 1836, *par MM. T. Arbousset et F. Daumas, missionnaires de la Société des Missions évangéliques de Paris*, 1 vol. in-8. Paris, 1845. Quelques renseignements intéressants.

Baines (Thomas). — *The Limpopo, its origin, course and tributaries.* Journal of the R. Geographical Society, 1854, p. 288-91.

Barrow (John). — *An account of travels into the interior of Southern Africa in the years* 1797 *and* 1798. 1 vol. in-4. Londres, 1801.

Traduction française : *Voyage dans la partie méridionale de l'Afrique, fait dans les années* 1797 *et* 1798, trad. par L. Degrandpré, 2 vol. in-8, Paris, an IX (1801).

— *Travels into the interior of Southern Africa in which are described the character and the description of the Dutch colonists of the Cape of Good Hope and of several tribes of natives beyond its limits*, 2 vol. in-4. Londres, 1806.

Traduction française : *Nouveau voyage dans la partie méridionale de l'Afrique*, 2 vol. in-8. Paris, 1806.

Sur l'importance politique qu'ont eue ces récits de voyage, voir partie I, chap. III.

— *A voyage to Cochin-China in the years* 1792 *and* 1793 ;

to which is annexed an account of a journey made in the years 1801 *and* 1802 *to Leetakoo the residence of the chief of the Booshuana nation, being the remotest point in the interior of Southern Africa, to which Europeans have hitherto penetrated*, 1 vol. in-4. Londres, 1806.

Récit composé d'après des renseignements fournis à Barrow par Truter, membre de la Cour de justice du Cap, et Somerville, chirurgien militaire, qui étaient allés par ordre du gouverneur acheter du bétail chez les Betchouanas.

Bell (William). — *Narrative of the entrance of the Conch at Port-Natal with troops to relieve Captain Smith*, 1 broch., in-8. Durban, 1869.

Blachford (Lord). — *Letters of Frederic lord Blachford, under secretary of state for the colonies 1860-1871*, edited by George Eden Marindin, 1 vol. in-8. Londres, 1896.

Bleek. — *Forschungen in Natal, 18 August 1855 bis 18 mai 1856*. Petermann's geographische Mitteilungen, 1856, p. 362.

Bunbury (Charles F. I.). — *Journal of a residence at the Cape of Good Hope*, 1 vol. in-8. Londres.

Naturaliste et ami de sir George Napier, Bunbury visita avec lui l'Est de la colonie du Cap en mars et en avril 1838.

Burchell (William T.). — *Travels in the interior of Southern Africa*, 2 vol. in-4. Londres, 1822.

Burchell a voyagé en Afrique australe de 1811 à 1815. Son journal est tenu avec un soin extrême et sa carte surpasse de beaucoup celles qui avaient été précédemment publiées.

Campbell (John). — *Travels in South Africa undertaken at the request of the London missionary society, being a narrative of a second journey in the interior of that country*, 2 vol. in-4. Londres, 1822. Peu intéressant.

Casalis (E.), ancien missionnaire. *Les Bassoutos ou vingt-trois années de séjour et d'observations au sud de l'Afrique*, 1 vol. in-8. Paris, 1860.

Cathcart (sir George). — *Correspondence of lieut.-general the hon. Sir George Cathcart, relative to his military operations in Kaffraria until the termination of the Kafir war and to his measures for the future maintenance of peace on that frontier*, 1 vol. in-8. Londres, 1856.

Sir George Cathcart fut tué pendant la guerre de Crimée. Cette édition posthume de sa correspondance est confuse.

Charters (major), voy. Daussy (Paul) ci-dessous dans la section Travaux.

Cloete (Henry). — *Five lectures on the emigration of the Dutch farmers from the colony of the Cape of Good Hope and their settlement in the district of Natal, until their formal submission to her Majesty's authority in the year* 1843, 1 vol. in-8. Capetown, 1856.

Ainsi qu'on l'a vu plus haut (3e partie, chap. v et vi), H. Cloete a pris une part importante aux événements du Natal en 1843 et a recueilli auprès des Boers beaucoup de renseignements sur leur émigration ; source de premier ordre.

Conway. — *Observations à soumettre à M. le marquis de Bussy. Au cap de Bonne-Espérance*, 13 *avril* 1782 (manuscrit). Service hydrographique de la marine. Archives, vol. 83, pièce 16.

Colonel du régiment de Pondichéry et commandant des troupes françaises au Cap, Conway expose les travaux exécutés en 1782 pour mettre la colonie en état de défense contre un débarquement éventuel des Anglais.

Dénon, capitaine du génie en chef à Pondichéry faisant partie de l'expédition des Indes orientales. — *Mémoire militaire sur la position du Cap de Bonne-Espérance, sur les*

moyens de défense actuelle et l'état dans lequel on doit considérer cette ville dans le cas d'une invasion ennemie dans les différentes baies de la presqu'île. 1er de fructidor an 12 (19 août 1804) (manuscrit). Service hydrographique de la marine. Archives, vol. 83 *bis*, pièce 20.

Delegorgue (Adulphe). — *Voyage dans l'Afrique australe notamment dans le territoire de Natal, dans celui des Cafres Amazoulous et Makatisses, et jusqu'au tropique du Capricorne exécuté durant les années* 1838, 1839, 1840, 1841, 1842, 1843 et 1844. 2 vol. in-8. Paris, A. René et Cie, 1847.

Delegorgue (Adulphe). — *Notice sur les Cafres, particulièrement les Cafres Ama-Zoulous*, Nouvelles Annales des Voyages, rédigées par Vivien de Saint-Martin, nouvelle série, 1847, t. III, p. 344-360.

Source de valeur, chronologie souvent incertaine. Nous avons donné une biographie d'Adulphe Delegorgue dans nos *Etudes sur l'Afrique*, 1904, p. 270.

Gardiner (Captain Allen F[rancis]). — *Narrative of a journey to the Zoolu country in South Africa, undertaken in 1835*, 1 vol. in-8. Londres, 1836.

Source précieuse pour l'histoire du Natal avant l'arrivée des Boers.

Gassiot (Henry S.). — *Notes from a journal kept during a hunting tour in South Africa*. Journal of the R. Geographical Society, 1852, p. 136.

Grey (Earl). — *The colonial policy of lord John Russell's administration*, 2 vol. in-8. Londres, 1853.

Harris (Captain William Cornwallis). — *The wild sports of Southern Africa being the narrative of an expedition from the Cape of Good Hope through the territories of the chief Moselekatse to the tropic of Capricorn*, 1 vol. in-8. Londres, 1839.

Récit d'expéditions de chasses, au cours desquelles l'au-

teur a eu des rapports avec les Matabélés et les Boers ; il est fort hostile à ces derniers.

Isaacs (Nathaniel). — *Travels and adventures in Eastern Africa, descriptive of the Zoolus, their manners, customs, etc., with a sketch of Natal*, 2 vol. in-8. Londres, 1836.

Isaacs fit au Natal un premier séjour d'octobre 1825 à décembre 1828 et un second d'avril 1830 à juin 1831. Son journal est une source de premier ordre pour l'histoire des débuts de la colonisation européenne au Natal et celle des Zoulous.

Journal des missions évangéliques, in-8, Paris.

Le t. XI (1836) et le t. XII (1837) contiennent des lettres intéressantes de missionnaires établis à Morija dans le Basutoland et à Mosega dans le pays des Matabélés.

La Lustière. — *Mémoire sur la défense de la colonie du Cap de Bonne-Espérance*, 1783 (manuscrit). Service hydrographique de la marine. Archives, vol. 83 *bis*, pièce 20.

La Lustière était embarqué sur l'escadre du chevalier de Peynier qui en 1783 mouilla trois mois au Cap. Mémoire émanant d'un observateur très intelligent.

Latrobe (C.-I.). — *Journal of a visit to South Africa in 1815 and 1816 with some accounts of the missionary settlements of the united brethern near the Cape of Good Hope*, 1 vol. in-4. Londres, 1818.

L'auteur avait été envoyé en Afrique par les directeurs des missions « United Brethern » pour inspecter les établissements missionnaires ; gravures intéressantes, peu de renseignements à tirer du texte.

Merensky (A.). — *Beiträge zur Kenntniss Süd-Afrikas*, 1 vol. in-8. Berlin, 1875.

Sept dissertations, dont I, V, VII ont trait à l'histoire des Boers. L'auteur a résidé dans l'Afrique australe comme surintendant de la mission berlinoise du Transvaal.

Lichtenstein (Henri). — *Reisen im südlichen Africa in den Jahren* 1803, 1804, 1805 *und* 1806, 2 vol. in-8. Berlin, 1811-1812.

Traduction anglaise : *Travels in Southern Africa in the years* 1803, 1804, 1805 *and* 1806, 2 vol. in-4, Londres, 1812.

L'auteur a accompagné le fils du gouverneur Willem Janssens au Cap en qualité de précepteur. Ouvrage très intéressant.

Moffat (Robert). — *Missionary labours and scenes in South. Africa,* 1 vol. in-8. Londres, 1842.

Traduction : *Vingt-trois ans de séjour dans le Sud de l'Afrique ou travaux, voyages et récits missionnaires,* traduits de l'anglais par M. Horace Monod, pasteur à Marseille, 1 vol. in-8, Paris, 1846.

— *Visit to Moselekatse, king of the Matabele.* Journal of the R. Geographical Society, 1856, p. 86.

Renseignements importants pour l'histoire des Matabélés.

Nouvelles Annales des Voyages et de la Géographie, in-8. Paris.

Nous avons consulté les volumes de cette collection compris entre 1819 et 1854 ; ils contiennent des lettres intéressantes sur l'Afrique du Sud.

Oswell (W. Edmond). — *William Cotton Oswell, hunter and explorer, the story of his life ; with an introduction by Francis Galton,* 2 vol. in-8. Londres, 1900.

Quelques renseignements sur les Boers établis au Nord de l'Orange, entre 1845 et 1852. Cf. Les découvertes géographiques de William Cotton Oswell, dans nos *Études sur l'Afrique,* p. 278.

Owen (W. F. W.) — *Narrative of voyages to explore the shores of Africa, Arabia and Madagascar performed in H. M. ships Leven and Barracouta under the direction of captain W. F. W. Owen. R. N.,* 2 vol. in-8. Londres, 1833.

L'auteur de la relation est un nommé Heaton Bowstead Robinson. Le tome II contient (p. 389-400) une note de

Farewell, intitulée : *Account of Chaka, the King of Natal and of the Hottolontes.*

Philip (John). — *Researches in South Africa, illustrating the civil, moral and religious condition of the native tribes : including journals of the author's travels in the interior together with detailed accounts of the progress of the christian missions, exhibiting the influence of christianity in promoting civilization,* 2 vol. in-8. Londres, 1828.

Sur cet ouvrage, voir ci-dessus, partie I, chap. IV.

Sanderson (J.). — *Memoranda of a trading trip into Orange River (Sovereignty) Free State and the country of the Transvaal Boers,* 1851-52. Journal of the R. Geographical Society, 1860, p. 233.

Santa Rita de Montanha (J. de). — Voy. ci-dessous Mac Queen (James).

Smith (Andrew). — *Report of the expedition for exploring central Africa from the Cape of Good Hope, june* 23, 1834, *under the superintendence of Dr. A. Smith,* 1 broch. in-8. Le Cap, 1836.

Des fragments de cette relation ont été publiés dans *Journal of the R. Geographical Society,* 1836, p. 394. Les frais de ce voyage ont été couverts par un groupe d'habitants du Cap qui s'intéressaient à l'ethnographie ainsi qu'à la géographie économique et qui se nommait : « The Committee of management. » Les instructions données à Smith par ce Comité ont été publiées dans *Journal of the R. Geogr. Society,* 1834, p. 362. Andrew Smith était un médecin militaire. Son *Report* donne des renseignements précieux sur l'état des plateaux transorangien et transvaalien avant l'arrivée des Boers.

Smith (Sir Harry). — *The autobiography of lieutenant general Sir Harry Smith baronet of Aliwal on the Sutlej edited by G. C. Moore Smith,* 2 vol. in-8. Londres, 1902.

Cette autobiographie s'arrête en 1846. L'appendice con-

tient des lettres de Harry Smith à sa femme du 30 janvier au 24 juin 1835, qui sont pleines d'intérêt pour l'histoire de la guerre cafre.

Thompson (George). — *Travels and adventures in Southern Africa comprising a view of the present state of the Cape colony with observations on the progress and prospects of the British immigrants*, 2e édit., 2 vol. in-8. Londres, 1827.

L'auteur voyagea en Afrique australe de 1820 à 1824 et pénétra dans le Kalahari jusqu'à Lattakou. Renseignements intéressants sur les usages des Boers. En appendice, une note de l'aventurier J. S. King, intitulée : *Some account of Mr Farewell's settlement at Port Natal and of a visit to Chaka, King of the Zoolas.*

Wahlberg (H. J. F.). — *Auszug aus einem Briefe des Ingenieurs H. J. F. Wahlberg... Port Natal...., den 15ten August 1843*, Monatsberichte über die Verhandlungen der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin, 1844, p. 126.

Récit d'un voyage accompli de la baie de Natal au Nord du Vaal à la fin de 1842 et en 1843.

II. — TRAVAUX

Aubert (Georges). — *L'Afrique du Sud*, 1 vol. in-8. Paris [1898].

Contient surtout des renseignements politiques et commerciaux.

Berghaus (Heinrich). — *Die Colonie Natal und die Süd-afrikanischen Freistaaten*. Petermann's geographische Mitteilungen, 1855, p. 273.

Bryce (John). — *Impressions of South Africa*, 1 vol. in-8. Londres, 1897.

Ouvrage composé au retour d'un voyage en Afrique aus-

trale ; une partie traite de l'histoire du pays, il contient en même temps que quelques erreurs de détail des idées originales et telles qu'on était en droit d'en attendre de l'éminent auteur de *The american Commonwealth*.

Chase (John Centlivres). — *Geographische Uebersicht des Kafferlandes*. Annalen der Erd-Völker-und Staatenkunde von Heinrich Berghaus, 3e série, t. I, 1836, p. 481.

Bonne description géographique et ethnographique de la côte Sud-Est d'Afrique depuis la Keiskama jusqu'à la baie de Delagoa.

Cooley (William Desborough). — *A memoir on the civilization of the tribes inhabiting the Highlands near Delagoa bay*. Journal of the R. geographical Society, t. III, 1833, p. 310-324.

Curieux témoignage des idées régnantes à l'époque sur les prétendues vertus des nègres.

Das Swazi Land in Südost-Afrika und Merensky's Reise. Petermann's geographische Mitteilungen, 1860, p. 404.

Daussy (Paul). — *Notice sur l'émigration des fermiers hollandais du cap de Bonne-Espérance auprès du Port Natal*. Bulletin de la Société de géographie de Paris, 2e série, t. XIII, 1840, p. 83.

Adaption en français d'une étude du major Charters, publiée dans l'*United service journal* de septembre, octobre, novembre 1839, janvier et février 1840, à la suite d'une visite des campements boers du Natal.

Dictionary of national biography, 67 vol. in-8. Londres, 1885-1903.

Cet excellent recueil contient la biographie de beaucoup de fonctionnaires britanniques qui ont joué un rôle politique en Afrique australe.

Dove (Karl). — *Das Klima des aussertropischen Südafrika*, 1 vol. in-8. Gœttingue, 1888.

Bonne étude de géographie physique.

Egerton (Hugh Edward). — *A short history of british colonial policy*, 1 vol. in-8. Londres, 1887.

Hahn (Friedrich). — *Afrika. Zweite Auflage nach der von Professor Dr Wilhelm Sievers verfassten ersten Auflage, umgearbeitet und erneuert*, 1 vol. in-8. Leipzig, Vienne, 1901.

Jeppe (Friedrich). — *Die Transvaalsche oder südafrikanische Republik*. Petermann's geographische Mitteilungen. Ergänzungsheft 24, in-4. Gotha, 1868.

Mac Call Theal (George). — *History of South Africa under the administration of the dutch East India Company*, 2 vol. in-8. Londres, 1897. — *History of South Africa* [1795-1834], 1 vol. in-8. Londres, 1891. — *History of South. Africa* [1834-1854], 1 vol. in-8. Londres, 1893. — *History of South Africa, the Republics and native territories from* 1854 *to* 1872, 1 vol. in-8. Londres, 1889.

Longtemps directeur des Archives de Capetown, M. Mac Call Theal a eu à sa disposition des documents précieux. Il a réuni dans son *History of South Africa* un nombre considérable de faits, mais il les a exposés simplement dans l'ordre chronologique et sans en expliquer l'enchaînement. Ces cinq volumes forment moins un ouvrage d'histoire que des annales. Ils constituent une source précieuse de renseignements.

Mac Queen (James). — *Journey from Inhambano to Zoutpansberg by Joaquim de Santa Rita Montanha*. Journal of the R. Geographical Society, 1862, p. 63.

Récit d'une mission envoyée au Zoutpansberg par le gouverneur portugais d'Inhambane en 1855-56, et composé sur les notes du prêtre ou moine catholique qui la dirigeait.

Nixon (John). — *The complete story of the Transvaal from the great trek to the convention of London*, in-8. Londres, 1885.

Russell (Robert). — *Natal. The land and its story*, 1 vol. in-8. Londres, 1899. Ouvrage élémentaire.

Schunke Holleway (H.-C.). — *Bibliography of books, pamphlets, maps, magazine articles, etc., relating to South Africa, with special reference to geography. From the time of Vasco de Gama to the formation of the British South Africa Company in* 1888. Transactions of the South African philosophical society, volume X, part 2, 1898. 1 vol. in-8, Le Cap, 1898.

Les ouvrages sont rangés dans l'ordre chronologique. Cette bibliographie n'est ni critique ni complète. Néanmoins elle peut rendre service. Bibliothèque de l'Institut de France : in-8, AA 72[v].

Seidel (A.). — *Transvaal, die südafrikanische Republik, historisch, geographisch, politisch, wirthschaftlich dargestellt,* 1 vol. in-8. Berlin, 1899.
Ouvrage de vulgarisation.

Voigt (J.-C.). — *Fifty years of the history of the Republic in South Africa* (1795-1845), 2 vol. in-8. Londres, 1899.
Ouvrage très partial en faveur des Boers et médiocrement composé, mais contenant des textes qu'on se procurerait difficilement ailleurs.

III. — CARTES GÉOGRAPHIQUES

Grantham (Cap. R.-E.). — *Map of the Colony of Natal, surveyed by Cap. Grantham R. E. in* 1861, *with additions from the surveyor general's Office in Natal.* Lith. at the topographical department of the War Office, 4 feuilles. Echelle 1 : 250 000e. Londres, 1863.

Haddon (W. T.) master of the Brig Dove. — *Port Natal,* 1835. Service hydrogr. de la marine. Archives, portefeuille 112, division 17, pièce 2.

Hawes (Commander Edward). — *Plan de Port Natal levé en* 1831. Bibliothèque de l'Institut de France. Recueil factice de cartes, in-fol. Y 180[d] (n° 20).

HUDDART (Jos.). — *Seamon's bay in the bay of False surveyed by Cap. Jos. Huddart, april*, 24, 1780. Service hydrographique de la marine. Archives, portefeuille 115, division 3, pièce 10.

ISAACS (Nathaniel). — *Africa, south eastern coast, by Nathaniel Isaacs*, 1828, Londres. Service hydrogr. de la marine. Archives, portefeuille 212, division 5, pièce 3.

Feuille double, à l'intérieur de laquelle figure la carte. Sur le recto de la première feuille figure le texte de la concession territoriale de Chaka à Isaacs, dont nous avons donné le texte (p. 182-3). Je suppose que cette carte qui n'a pas été reproduite dans les *Travels* était un prospectus grâce auquel Isaacs espérait attirer au Natal des émigrants auxquels il aurait vendu par lots le territoire qui lui avait été concédé.

Map of the Colony of the Cape of Good Hode and neighbouring territories. Compiled from the best available information. Échelle 1 : 800 000e. Londres, Standford's geographical establishment, 1895.
La meilleure carte du Cap existant actuellement.

Map of Transvaal and Orange free state. Échelle 1 : 250 000e. Londres, Intelligence division, War Office, revised 15th may 1900.

MERENSKY (A.). — *Original map of South Africa*. 1 : 2 500 000e. Berlin, 1884.

NICHOLSON (W.-M.). — *A chart of False bay... also of Simon's bay by Wm Nicholson, master of H.-M. ship Elizabeth, which was in this bay in may* 1764. Service hydrographique de la marine. Archives, portefeuille 115, division 3, pièce 1.

PETERMANN (A.). — *Karte der Kolonie Natal nach officiellem und zum Theil unpublicirtem Material*. Échelle 1 : 1 550 000e. Petermann's geographische Mitteilungen, 1856, tafel 19.

PETERMANN (A.). — *Neue Karte vom Kapland, dem südafrikanischen Freistaaten und dem Gebiet der Hottentotten und*

Kaffern. Petermann's geographische Mitteilungen, 1867, p. 103.

Le texte contient une très bonne bibliographie cartographique.

IV. — DOCUMENTS FIGURÉS

Quatre tableaux peints au bitume conservés au laboratoire d'anthropologie du Muséum. Ces tableaux représentent : (1) Une danse de guerre exécutée par les Zoulous avant le massacre de Pieter Retief ; (2) Le massacre de Retief et de ses compagnons ; (3) Un combat entre les Boers et les Zoulous ; (4) Un autre combat entre les Boers et les Zoulous.

Un album d'aquarelles parmi lesquelles l'une représente le passage d'une rivière par un chariot boer, l'autre un combat entre les Boers et les Cafres.

Tous ces documents sont anonymes. Ils ont été acquis par le laboratoire d'anthropologie en 1878, à la mort de Jules Verreaux, aide-naturaliste au Muséum, ancien voyageur dans l'Afrique australe.

J'ai eu connaissance de ces documents, grâce à M. E. T. Hamy, membre de l'Institut, professeur au Muséum ; je lui en exprime ici ma respectueuse reconnaissance. Il les a d'ailleurs énumérés lui-même dans *Étude sur les documents anthropologiques recueillis par Delegorgue en Cafrerie.* Nouvelles archives du Muséum, 2e série, t. IV, p. 341.

Je saisis également cette occasion pour exprimer mes sincères remerciements à MM. Hatt, membre de l'Institut, et Buteuæ, préposé aux archives, qui ont guidé mes recherches dans les Archives du service hydrographique de la marine.

INDEX DES NOMS DE PERSONNES

(Les noms cités occasionnellement et ne se rapportant pas directement à l'histoire des Boers ont été omis à dessein.)

Adams, 159, 278.
Aitchison, 208.
Anderson, 315.
Arbousset (Thomas), 351, 355.
Archbell, 137.

Badenhorst, 258.
Baird (David), 21, 23, 24.
Barend Barends, 132.
Barrow (John), 44, 45, 72.
Bathurst (marquis), 61, 179.
Beauchêne (colonel), 22.
Beresford (général), 24.
Bezuidenhout (Frederick), 30, 31.
Bezuidenhout (Johannes), 30, 31, 32, 36, 40.
Biggar (Alexandre), 240.
Biggar (George), 232.
Bigge (J. Th.), 53.
Blachford (lord), voy. Rogers (sir Frédéric).
Blair (W.), 53.
Boper, 154, 155.
Boshof (Jacobus Nicolas), 262, 279, 299.
Bothma (Stephanus Cornelis), 31, 36, 37.
Bothma (Abraham Carel), 31, 36, 37.
Bourke, 74, 75.
Bresler (F. R.), 41, 117.
Brewer (Johannes), 310.
Burgher (Jacobus Johannes), 281.
Buxton (Fowell), 67, 69, 73, 103.

Caledon (comte de), 75.
Campbell (John), 316.
Cane (John), 186, 187, 192, 208, 220, décès 237.
Casalis (Eugène), 351, 355, 378.
Cathcart (sir George), 348, 354, campagne dans le Basutoland 373-379.
Catoe, 156, 157.
Chaka, 122, 149-156, 158, 160, 161, 164, 170, 173-175, 181, 183.
Charters, 252, 264, 266.
Ciconiella, 222, 227.
Cillier (Carel), 136, 144.
Clarke (Alured), 11.
Clarkson (Thomas), 68, 103.
Clerk (sir George), 380-85.
Cloete (A. Josias), 277, 279 et suiv.
Cloete (Henry), 282, 283, 288, 290, 295, 313.
Colebrooke (W. M. G.), 53.
Cole (sir Lowry), 61, 75, 84.
Collis (James), 180.
Conway (comte de), 3.
Cowie, 205, 206.
Cradock (sir John), 75, 100.
Craig (James Henry), 4, 5, 8, 9, 10.

Curtis (sir Roger), 17.
Cuyler, 35, 37, 38.

Dansaler, 187.
David (Peter), 138.
Delange (Hans), 207, 245.
Delegorgue (Adulphe), 246, 247.
Diemel (P.), 37, 42.
Dingan, 141, 142, 154-160, 163, 164, 167, 193, 220-249.
Donovan, 358.
Dundas (général), 16, 17.
Dundas (major), 89, 174.
Duplooy (Jacobus), 300, 318.
D'Urban (sir Benjamin), 76, 85, campagne de Cafrerie en 1835 86-97 ; sentiment sur l'émigration des Boers 102, 111, révocation 263, 325.

Elphinstone (sir George Keith), 4, 9, 12.
Engelbrecht (Adriaan), 31.
Erasmus (Piet), 39.
Erasmus (Stephanus), 133, 134.
Essenzingercona, 149.
Eyre, 377.

Faber (Cornelis), 31, 32, 34 35, 37, 40.
Fakou, 156, 270.
Farewell (Francis George), 153, 179, 180, concession territoriale au Natal 181, 186, 191, décès 196.
Faure (Abraham), 286.
Furtu, 172.
Fynn (Henry Francis), 153, 174, 180, concession territoriale au Natal 181, 186, 188, 190, 193, départ du Natal 197.

Galton (Francis), 333.
Gardiner (Allen Francis), 157, 194-204, 233, 234.
Garner, 270.
Geika, 33, 35, 81, 82.
Georgo, 172.
Glenelg (lord), 74, 76, 96-98, 211.
Goderich (lord), 209.
Gordon (colonel), 8, 14.
Gossellin (Constant), 351.
Goujouana, 157, 244.
Grant (Charles), voyez Glenelg (lord).
Green (Benjamin), 205, 206.
Grey (lord), 295, 299, 339, 360, 375, 379.
Grout, 159, 233.
Guillaume d'Orange, 4, 14.

Hans, 305.
Harding (Walter), 298.
Hiddingh (W.), 37, 42.
Hoffman (Josias Philip), 386, 388.
Hogge (William S.), 360-62, 367, 374, 376.
Holstead (Thomas), 186, 220, 226, 230.

Ingnapie, 175.
Isaacs (Nathaniel), 153, 164, 170, 180, concession territoriale au Natal 182, 186, 189, départ du Natal 193, 196, 207.

Jacob (John), 180, 192, 208, 233.
Jacobs (Pieter), 105.
Jager (Andries de), 258.
Janssens (Willem), 16, 18, 22, 24.
Jarvis, 266.
Jenkins, 270.
Jennings (W. D.), 41, 117.
Johnstone, 2, 3.
Jonbert (Gédéon), 264.
Joubert (H. F.), 362.

Kalipi, 135.
King (James Saunders), 179, 180, 186, décès 191, 196, 207.
King (Richard), 276-77.
Klerk (Thennis Christian de), 31, 37, 39.
Klopper, 369.
Kock (Jan), 301, 318, 319.
Kok (Adam), 317-319, 321-22, 384.
Krüger (Paul), 107, 255.
Kruger (Willem Frederick, 34, 37, 38.

Landman (Carel Pieter), 105, 239, 258-9, 279.
Lange (Johannes Hendrik de), 297.
Lemue, 126.
Liebenberg, 134.
Lille (de), 9, 10, 14.
Lindley, 130.
Livingstone, 143, 307, 333.

Lobengula, 143.
London Missionary Society, 57, 59-61, 66, 72, 89, 146, 315.

Mackasarny, 168, 172.
Mackay (W. M.), 66, 67.
Maitland (sir Peregrine) 284, 313, 319.
Makouana, 115.
Mancko, 114.
Maritz (Gerrit), 105, 109, 137, combat de Mosega 138, 146, 235, décès, 237.
Maritz (Stephanus), 207.
Mataban, 187.
Mawa, 290.
Maynier, 7.
Meijer (Andries), 31, 36.
Melville, 316, 318.
Michell (C. C.), 85, 324.
Mist (Jacobus Abraham de), 16, 17.
Mochech, 346-359, 376-379.
Mocke (Jan), 274, 301, 318.
Moffat (Robert), 129-30, 143.
Moodie (Donald), 287.
Moroko, 115, 137.
Mosélékatsi, 122-132, 140-3, 222.
Muller (Christian), 34.
Muller (Diedrik Johannes), 34.
Murray (sir George), 55, 74.

Napier (sir George), 61, 93, 263, 267-270, 283, 284, 317.
Napier (lieut.-colonel), 377.
Neapai, 269, 292.
Nel (Willem), 36, 41.
Nell (Piet), 258.
Newcastle (duc de), 380, 381.
Ngoza, 290.
Nonglass, 244, 248.
Normanby (comte de), 266.

Oberholster (Michiel), 301, 313, 323.
Oberholster (Willem Jan), 313.
Ogle, 186, 208.
Ohrig (George Gérard), 274.
Oliphant (Anthony), 111.
Oswell (William Cotton), 333.
Owen (C. Mostyn), 360-62, 374, 376, 381.
Owen (missionnaire), 211, 221, 228, 234, 237.

Pakington (sir John), 367, 379, 380.
Palmer, 270.
Panda, 157, 244-249, 295, 299.
Paterson (William), 14.
Peel (Frédéric), 381, 384.
Pellissier, 126, 129.
Philip (John), 60-67, 72, 73, 93, 95, 316, 321.
Popham (sir Home), 21.
Potgieter (Hendrik), 105 108, 115, 118, combats contre les Matabélés 135, 138, 142, descente au Natal 235-238, 301, 303, colonisation du Lydenburg et du Zoutpansberg 311, 318, 330, décès, 368.
Potgieter (Jacobus), 238.
Pottinger (sir Henry), 294, 299, 320.
Pretorius (Andries), 105, campagne de 1838 239-241, 249, 269, 275, 279, 299, 324, campagne de 1848 327, 329, 361, décès, 368.
Prinslo (Joachim), 238, 281.
Prinslo (Hendrik Frederick), 31, 33, 34, 37.
Prophalow (von), 23.

Read, 57.
Retief (Pieter), origine 109, *manifeste* du 22 janvier 1837 67, 76, 78, 101, 110, 112, émigration, 105, 140, 145-7, descentes au Natal, 219, 226, mort, 229, 255.
Rice (T. Spring), 210.
Richardson, 319.
Rogers (sir Frédéric), 337-38.
Rolland, 126.
Roos, 246.
Ross (John), 169.
Rudolph (Gert), 105, 207.
Russell (lord John), 268, 273, 339 379.

Santa Rita Montanha (Joachim de), 370.
Schœman (Stephanus), 370.
Sekoati, 114.
Shepstone (Th.), 292.
Silansbo, 161, 169.
Sluysken (Commissaire général), 4, 5, 7, 8, 13.
Smellekamp (Johann Arnaud), 274, 306.
Smith (Andrew), voyage chez les

Matabélés 130, voyage au Natal 157, 206, 210.
Smith (capitaine Thomas Charlton), 271, 273 et suiv.
Smith (sir Harry), campagne de Cafrerie en 1835 76, 85-92, annexion de l'Orange river Sovereignty 320-33, 357, révocation 374.
Snyman (Jacobus Theodorus) 301, 313, 329.
Sochunganne, 170.
Somerset (lord Charles), 37, 38, 43, 51, 61, 81.
Sotobi, 166, 207, 244.
Spies (Andries), 296, 298, 369.
Stander (Adriaan), 382.
Stanley (lord), 71, 74, 85, 283, 287.
Steenekamp (Anna Elizabeth), 256.
Steyn (Hermanus), 301, 313, 323.
Stockenstrom (Andries), 40, 43, 46, 100, 110, 111.
Suffren (Commandeur de), 2, 3.

Tambouza, 159, 160, 251.
Tas, 169.
Thompson (W. Y.), 318.
Tingiswa, 150, 161.
Tredoux (Johannes Frederick), 308, 310.
Trichard (Louis), 105, 113, 114, décès 115.
Triegard (Jan Carel), 7.
Tsekelo, 354.
Umgarti, 150.
Umshingani, 154, 155.
Umnanti, 152, 188.
Umthlella, 159, 160.
Uys (Jacobus), 105, 145, 207.
Uys (Pieter), 142, 207, 235, 236.
Uys (Pieter Lafras), 297.

Van Breda (Michiel et Servas), 281.
Van de Graaff, 34.
Van der Heevez (Lukas), 313.
Vanderkemp (J. T.), 57, 59.
Van der Stel (Adriaan), 373.
Van der Stel (Simon), 53.
Van Jaarsveld (Adriaan), 7.
Van Rensburg (Jan), 105, 113, décès 114.
Van Riebeeck (Johan), 1.
Van Wijk, 85.
Venter (P. A.), 361.
Visagie, 362.

Wahlberg, 279, 309.
Warden (Henry Douglas), 319, 326, 358, 360.
Waterboer (Andries), 316.
West (Martin), 284, 287, 296.
Wilberforce (William), 53, 68, 69, 72, 103.
Wilson, 130.
Wodehouse (sir Philip E.), 351.
Wood, 186.
Wright, 316-7.

Xoxo, 290.

TABLE DES CARTES

		Pages
1.	La péninsule du Cap.	9
2.	Districts occidentaux du Cap en 1806.	25
3.	Districts orientaux du Cap en 1815.	32
4.	La frontière orientale du Cap de 1819 à 1835.	87
5.	Les contrées de l'Orange et du Vaal.	120
6.	La domination des Zoulous.	171
7.	Le Natal de 1824 à 1842.	184
8.	Le Natal de 1843 à 1848.	291

TABLE DES MATIÈRES

Première partie

LES PRÉLIMINAIRES DE L'ÉMIGRATION

Chapitre I

LES DEUX CONQUÊTES DU CAP DE BONNE-ESPÉRANCE PAR LA GRANDE-BRETAGNE EN 1795 ET EN 1806

Pages

Echec d'une tentative de conquête en 1781, p. 2.

1. *La première conquête du Cap.* 4

Arrivée d'une flotte anglaise au Cap ; négociations entre le général Craig et le Commissaire général Sluysken, p. 4. — État des forces de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales au Cap, p. 6. — Occupation du défilé de Muizenberg par les Anglais, victoire de Wynberg, p. 9. — Capitulation du 15 septembre 1795, p. 11. — Causes de la victoire des Anglais, p. 12.

2. *La reddition du Cap à la République batave en* 1803. . . 15

3. *L'alliance forcée de la République batave avec la République française.* 17

Bons rapports du gouverneur général Janssens et des colons, p. 18 — Fragilité de la paix d'Amiens, p. 18. — La République batave contrainte de participer à la guerre contre la Grande-Bretagne, p. 19.

4. *La seconde conquête du Cap.* 21

Victoire des Anglais à Blauwberg, p. 22. — Négociations avec le général Janssens, p. 23. — Reddition définitive du Cap, p. 24. — La Convention anglo-hollandaise du 13 août 1814, p. 24.

Chapitre II

DU LOYALISME DES BOERS

Malveillance de quelques Boers à l'égard des Anglais, p. 28. — Rébellion de Slachters Nek, p. 30. — Caractères de cet événement : faible nombre, défaut de notoriété, jeunesse des insurgés, p. 39. — Les Boers n'étaient pas avant 1825 hostiles au gouvernement britannique, p. 41.

Chapitre III

LE DÉDAIN DE LA GRANDE-BRETAGNE

Influence des *Travels* de John Barrow sur l'opinion des Anglais à l'égard des Boers, p. 44. — Défauts reprochés aux Boers : rusticité, indolence, indiscrétion, ignorance, p. 45. — Arrivée de colons anglais dans les districts orientaux, p. 51. — Substitution de l'anglais au hollandais dans les relations officielles, p. 52. — Suppression du *burgher senate* et des cours de *landdrost et d'heemraaden*, p. 54. — Les colons réclament vainement l'établissement d'une assemblée législative, p. 58.

Chapitre IV

L'AGITATION NÉGROPHILE

1. *Le parti négrophile du Cap.* 57

Les divers groupes d'indigènes, p. 57. — Procès intenté en 1812 par des missionnaires à des colons, p. 59. — Le missionnaire John Philip, p. 60. — Ses *Researches in South Africa* ; importance politique de cet ouvrage, p. 61.

2. *L'agitation négrophile en Grande-Bretagne.* 68

Les origines du mouvement anti-esclavagiste vers 1787, p. 68. — L'agitation vers 1830, p. 69. — Intérêt porté aux noirs de l'Afrique Australe par les négrophiles de la métropole, p. 72.

3. *Des dommages causés aux Boers par les faveurs accordées aux noirs.* 74

Vagabondage des Hottentots, p. 74. — Affranchissement des esclaves en 1834 ; dommages infligés aux colons, p. 76.

Chapitre V

L'INVASION CAFRE DE 1834-1835 ET SES CONSÉQUENCES

1. *Les pillages des Cafres de* 1799 *à* 1834.. 80

Invasion de 1799, p. 80. — Invasion de 1811, p. 81. — Invasion de 1819, p. 81.

2. *La guerre cafre de* 1834-1835. 82

Pillages des Cafres en décembre 1834, p. 83. — Impossibilité légale pour les colons de se défendre, p. 84. — Organisation de la défense par le lieutenant-colonel Harry Smith, p 86. — Expulsion des Cafres hors du territoire envahi, p. 88. — Participation des Boers à la campagne, p. 89. — Annexion de la « province of the Queen Adelaide » par sir Benjamin d'Urban, p. 91. — Approbation unanime de sa politique par les colons, p. 92.

3. *La décision de lord Glenelg.* 93

Opposition des missionnaires à la politique de sir Benjamin d'Urban, p. 93. — Lord Glenelg, secrétaire d'État des colonies, p. 96. — Il prend parti pour les Cafres et ordonne le 26 décembre 1835 l'abandon de la province nouvellement annexée, p. 97. — Importance capitale de cette décision : les districts orientaux de la colonie devenant inhabitables, les Boers décident d'émigrer, p. 99.

Deuxième partie

L'ÉMIGRATION

Chapitre I

LA FORMATION DES BANDES D'ÉMIGRANTS ET LEURS PREMIERS MOUVEMENTS

Composition familiale et régionale, p. 106. — Les chariots des Boers, p. 107. — Les chefs Hendrik Potgieter, Gerrit Maritz, Pieter Retief, p. 108. — Sir Benjamin d'Urban ne s'oppose pas au départ des émigrants, p. 110. — Le gouvernement persiste à les considérer comme sujets britanniques, p. 113. — Désastres subis par la bande Trichard-van Rensburg, p. 113. — Dispersion des émigrants au Nord de l'Orange, p. 116. — Expédition d'Hendrik Potgieter au Nord du Vaal, p. 118.

Chapitre II

LES MATABÉLÉS

Le chef Mosélékatsi, p. 122. — Le nom des Matabélés, p. 125. — Étendue de leur domination, p. 126. — Leurs dévastations, p. 127. — Rapports de Mosélékatsi avec les Européens avant 1836, p. 129.

Chapitre III

LA VICTOIRE DES BOERS SUR LES MATABÉLÉS

1. *Les combats de* 1836 *et de* 1837. 133

Agression des Matabélés contre les bandes de Stephanus Erasmus et de Liebenberg, p. 133. — Vecht Kop, p. 135. — Victoire des Boers à Mosega, p. 139. — Concours inattendu donné aux Boers par

Dingan, p. 141. — Dernière campagne des Boers contre les Matabélés, p. 142.

2. *Les conséquences de la victoire*. 143

Fuite des Matabélés au Nord du Limpopo, p. 143. — Substitution des Boers aux Matabélés au Nord de l'Orange, p. 144. — Accélération de l'émigration, p. 145. — Constitution du 2 décembre 1836 et du 6 juin 1837, p. 145. — Vues de certains Boers sur le Natal, p. 147.

Troisième partie

LES BOERS AU NATAL

Chapitre I

LES ZOULOUS

1. *Chaka*. 151

Cruauté, p. 151. — Orgueil, p. 153. — Il est assassiné le 22 septembre 1828, p. 154.

2. *Dingan*. 156

Cruauté, p. 157. — Légèreté de caractère, p. 158. — Limites de son pouvoir, p. 159.

3. *L'armée zouloue*. 160

Recrutement, p. 160. — Armement, p. 161. — Camps militaires, p. 162. — Danses guerrières, p. 163. — Récompenses et châtiments, p. 164.

4. *L'expansion zouloue*. 165

Limites de la domination zouloue, p. 166. — Chefs tributaires, p. 168. — Campagnes au Nord, contre les Umbatios, les Umbeachers, Sochunganne, p. 169. — Au Nord-Ouest contre les Matabélés, p. 172. — Au Sud-Ouest dans le Natal et contre les Pondos, p. 172. — Dépeuplement opéré par les Zoulous, p. 176.

Chapitre II

LES PREMIERS COLONS ANGLAIS DU NATAL 1823-1837

1. *Les colons anglais de* 1823 *à* 1835. 179

Arrivée des colons, p. 179. — Concessions territoriales obtenues de Chaka, p. 181. — Demeures, p. 186. — Clientèles noires, p. 187. — Mœurs, p. 189. — Rapports avec Chaka et avec Dingan, p. 191.

2. *Allen Francis Gardiner*. 194

Le personnage, p. 194. — Amélioration des rapports entre les Européens et Dingan, p. 197. — La colonie anglaise de « Victoria », p. 199.

3. *Les relations du Natal avec le Cap*. 204

Voyages au Natal : Cowie et Green en 1828, Andrew Smith en 1832, une bande de Boers en 1834, p. 205. — Ambassades zouloues au Cap en 1828 et 1830, p. 207. — Le Natal et la Grande-Bretagne, p. 209. — Lord Glenelg s'oppose à l'occupation officielle du Natal, p. 211. — Inconvénients de ces relations pour les Boers, p. 212.

Chapitre III

L'ATTRACTION PHYSIQUE ET ÉCONOMIQUE DU NATAL

Température, p. 213. — Pluies, p. 214. — Multiplicité des cours d'eau, p. 214. — Pâturages, p. 216. — Abondance et variété de la faune, p. 217. — La baie de Natal, p. 217. — Charme du pays, p. 218.

Chapitre IV

LA LUTTE DES BOERS CONTRE LES ZOULOUS

1. *La descente des Boers au Natal*. 219

Arrivée de Pieter Retief à la baie de Natal, p. 218. — Premier voyage de Pieter Retief chez Dingan,

p. 220. — Passage des Drakensbergen par les bandes Boers, p. 224.

2. *Le massacre de Pieter Retief*. 226

Deuxième voyage de Pieter Retief chez Dingan : concession du Natal, massacre de Retief, p. 226. — Attaque des « laagers » boers par les Zoulous, p. 231. — Causes de l'hostilité de Dingan, p. 233. — Campagne malheureuse des Boers et des Anglais contre les Zoulous en avril 1838, p. 236. — Détresse des Boers, p. 237.

3. *La victoire des Boers sur Dingan*.. 238

Andries Pretorius, p. 239. — Campagne de décembre 1838, p. 240. — Alliance des Boers avec Panda, p. 245. — Victoire sur Dingan, p. 247. — Proclamation de la prise de possession du Natal, par Andries Pretorius (14 février 1840), p. 249. — Caractères de la lutte entre les Boers et les Zoulous, p. 251. — Endurance, défaut de discipline et piété des Boers, p. 252.

Chapitre V

LA RÉPUBLIQUE BOER DU NATAL

1. *Organisation et fonctionnement*.. 257

Emplacements des divers camps boers, p. 257. — Villages de Congella, Pietermaritzburg et Weenen, p. 259. — L'Association sud-africaine, p. 259. — Organisation théorique du gouvernement, p. 260. — Incapacité des Boers à se gouverner, p. 261.

2. *Les négociations des Boers avec sir George Napier*.. . . 262

Sir George Napier, p. 263. — Son hostilité contre les Boers, p. 263. — Première occupation du Natal par les Anglais (4 décembre 1838-24 décembre 1839), p. 264. — Efforts des Boers pour obtenir la reconnaissance officielle de leur indépendance, p. 267. — L'attaque de Pretorius contre le chef Ncapai provoque l'indignation de sir George Napier, p. 269. — Échange de notes entre le *Volksraad* de Pietermaritzburg et sir George Napier, p. 272.

3. *L'expédition du capitaine Thomas Charlton Smith.* . . . 273

Les Boers espèrent le concours du gouvernement des Pays-Bas, p. 274. — Défaite du capitaine Smith à Congella, p. 275. — Siège du camp anglais par les Boers, p. 276. — Arrivée des secours anglais, p. 277.

Chapitre VI

LE RENVERSEMENT DE LA RÉPUBLIQUE BOER DU NATAL

1. *La fin de la République boer du Natal.* 278

Le colonel Cloete encourage les indigènes à piller les domaines des Boers, p. 278. — Traité du 15 juillet 1842 entre le colonel Cloete et le *Volksraad*, p. 280. — Politique de sir George Napier, p. 281. — Traité du 8 août 1843 entre Henry Cloete, commissaire britannique et le *Volksraad*, p. 283. — Annexion du Natal à la colonie du Cap, p. 384. — Causes de la chute de la République du Natal, p. 284.

2. *L'abandon du Natal par les Boers.* 286

Départ des Boers, p. 286. — Efforts de lord Stanley, secrétaire d'état des colonies pour les retenir, p. 287. — Causes de cette émigration : défauts du régime foncier ; invasion du Natal par des indigènes, p. 288. — La République boer de la Klip rivier, p. 294. — Démarche infructueuse d'Andries Pretorius auprès de sir Henry Pottinger, p. 299.

Quatrième partie

LA FONDATION DES RÉPUBLIQUES BOERS

Chapitre I

LES BOERS AU NORD DE L'ORANGE DE 1838 A 1852

1. *Expansion des groupes boers au Nord du Vaal.* 301

Importance du groupe d'Hendrik Potgieter, p. 301. — Expansion dans le Lydenburg et le Zoutpansberg, p. 303. — Rapports des Boers avec les comptoirs portugais de l'océan Indien, p. 306. — Rigueur des Boers à l'égard des indigènes, p. 309. — Le rôle d'Hendrik Potgieter, p. 311.

2. *Boers, Griquas et Anglais*. 312

Les Griquas, p. 314. — Faveurs du gouvernement du Cap à leur égard, p. 316. — Occupation du plateau transorangien par les troupes anglaises, p. 319.

3. *L'Orange river Sovereignty*. 320

Retour de sir Harry Smith au Cap en qualité de gouverneur, p. 320. — Son voyage au Nord du Vaal et au Natal, p. 322. — Annexion de l'Orange river Sovereignty à l'Empire britannique, p. 325. — Expulsion des fonctionnaires anglais par Andries Pretorius, p. 328. — Combat de Boomplaats, p. 331. — Restauration de la domination anglaise sur le plateau transorangien, p. 332.

Chapitre II

LES DOCTRINES SUR L'EXPANSION COLONIALE EN GRANDE-BRETAGNE VERS 1850.

Opinion de Richard Cobden, p. 336. — Opinion de Frédéric Rogers, sous-secrétaire d'état permanent des colonies, p. 337. — Opinions de lord John Russell et de lord Grey, p. 339. — Opposition générale à l'extension du domaine colonial, p. 342. — Impopularité du Cap en Grande-Bretagne, p. 342.

Chapitre III

L'INDÉPENDANCE DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

1. *Mochech, chef des Basoutos*. 346

La citadelle de Thaba Bosigo, p. 347. — Groupement d'indigènes autour de Mochech, p. 349. — Les missionnaires de la Société des missions évan-

géliques de Paris, p. 351. — Leur influence sur Mochech, p. 353.

2. *Mochech, les Anglais et les Boers*. 356

Altération des bons rapports entre Mochech et le gouvernement du Cap, p. 358. — Combat de Viervoet, p. 358. — Rapprochement entre Mochech et les Boers, p. 359. — Lord Grey envoie au Cap les commissaires Hogge et Owen, p. 360.

3. *La Convention de la Sand river*. 361

Ouverture des négociations entre les commissaires britanniques et les délégués des Boers, p. 361. — Analyse de la Convention de la Sand river, p. 363. — Les Boers habitant au Nord du Vaal sont reconnus indépendants, p. 365. — L'importance de la Convention échappe à l'opinion publique anglaise, p. 367.

4. *L'unification de la République sud-africaine*. 367

Indépendance respective des quatre groupes de Boers dispersés au Nord du Vaal, p. 368. — Union des divers groupes, p. 371. — Constitution de la République sud-africaine, p. 371. — Frontières de la République, p. 372.

Chapitre IV

L'INDÉPENDANCE DE L'ÉTAT LIBRE D'ORANGE

Remplacement de sir Harry Smith par sir George Cathcart au gouvernement du Cap, p. 374. — Campagne de sir George Cathcart dans le Basutoland, p. 376. — Impopularité de l'*Orange river Sovereignty* au *Colonial Office*, p. 379. — Mission de sir George Clerk, p. 380. — Opposition de certains Boers à la retraite des troupes anglaises, p. 381. — La Convention de Bloemfontein, p. 384. — La Constitution de l'État libre d'Orange, p. 387.

Conclusion. 389

Appendice I. La Convention de la Sand river, p. 395.
— II. La Convention de Bloemfontein, p. 397.

Bibliographie. 401

Index des noms de personnes. 417

Table des cartes.. 421

Table des matières. 422

Juin 1905.

CHARTRES. — IMPRIMERIE DURAND, RUE FULBERT.